



CHOMAGE

# Les trente-cinq heures : un objectif de lutte

par GÉRARD BAPT (\*) et JEAN LAURAIN (\*\*)

DEPUIS l'intervention, au nom du parti socialiste, de François Mitterrand, à Neuves-Maisons, le thème de la réduction hebdomadaire à trente-cinq heures de la durée du travail fait l'objet d'une formidable contre-offensive de la part du gouvernement et du patronat. M. Boulin réaffirme quotidiennement qu'une telle mesure susciterait des fermetures d'entreprises et trois « ni mille chômeurs supplémentaires, la taxation d'« irréalisme » et affectant de « ne pas comprendre comment le parti socialiste, qui dispose pourtant de personnalités de valeur, peut soutenir une telle aberration... ».

Cette attitude n'est pas surprenante : l'antagonisme n'a pas changé entre les intérêts du capital et ceux des travailleurs depuis les lois de mars 1941, limitant à huit heures par jour le travail des enfants de huit à douze ans et à douze heures par jour jusqu'à seize ans, depuis la loi de mars 1950 ramenant de douze à dix heures la durée journalière pour les adultes. Ces lois étaient assorties de nombreuses dérogations qui en limitaient la portée. En 1958, la droite s'opposa, sous prétexte de « réalisme », aux quarante heures et aux congés payés.

Partons de quelques constatations :

1) La France est un des pays où la durée légale du travail — les quarante heures — est la plus courte, mais la durée effective demeure la plus longue. En 1975, la durée hebdomadaire du travail était, en R.F.A., de 41,3 heures dans l'industrie et de 40,8 heures dans le tertiaire, pour 44,2 et

42,2 heures en France, lanternes rouges en Europe ;

2) Les horaires les plus élevés ont régressé : 47,6 % des travailleurs étaient soumis à des horaires de quarante-huit heures et plus en janvier 1967, 2,9 % en janvier 1978. En revanche, le nombre des salariés travaillant moins de quarante heures n'a augmenté que très faiblement : 1,7 % en 1967, 4,6 % en 1978 ;

3) La durée moyenne du travail subit une réduction lente mais continue : pour les ouvriers de l'ensemble des industries manufacturières, elle est passée de 45,5 heures en 1968 à 43,8 heures en 1973, 41,7 heures en 1975 et 41,4 heures en janvier 1978 ;

4) Cette évolution doit être nuancée par la prise en compte de l'ampleur de la journée de travail, qui correspond au « temps contraint » comprenant le temps de transport. Une enquête de l'INSEE a montré que, entre 1959 et 1974, alors que la durée hebdomadaire du travail diminuait en moyenne de 2 heures 20, celle du transport augmentait de 50 minutes. Le temps de transport est le plus élevé dans les grandes villes : 1 heure 22 minutes dans l'agglomération parisienne, où l'ampleur de la journée de travail est de 11 heures 13 minutes.

Ainsi, le temps contraint par le travail ne baisse-t-il que très lentement, la réduction de la durée du temps de travail ayant été notablement compensée par l'allongement du temps de transport qui dépend du cadre de vie.

## Une finalité en soi

La réduction du temps de travail constitue une finalité en soi ; il s'agit de disposer de temps pour vivre autrement. La réduction du temps contraint par un travail insipide pour beaucoup, caractérisant pour la plupart, caractères renforcés par un processus de déqualification accéléré par la crise et par la priorité donnée au rendement, reste un ressort essentiel de la lutte des travailleurs. Elle s'inscrit dans le sens de l'action émancipatrice du socialisme visant à rendre plus de liberté à l'homme, et se conjugue à la contestation croissante de la conception instrumentale et aliénante du travail qu'impose le capitalisme. L'autogestion, le renforcement de l'autonomie de l'individu qui en fasse un acteur conscient de sa propre histoire, voilà bien l'objectif du socialisme : la réduction du temps contraint par le travail en est un instrument privilégié. Qui plus est, le contexte actuel de montée du chômage met au premier plan le problème de la réduction du temps de travail. Car existe une intuition économique populaire fondamentale dans cette contestation selon laquelle il est anormal que notre pays soit à la fois celui où le temps de travail est le plus long et celui où existe un des plus forts taux de chômage.

Ainsi est posé le problème de la réduction du temps de travail utilisée comme instrument de lutte contre le chômage.

Mais s'il est exact que, mathé-

matiquement, une heure hebdomadaire de moins pour une population active de 20 millions de personnes représenterait 500 000 emplois nouveaux disponibles, la réalité économique est néanmoins tout autre.

Car les heures de travail « libérées » ne sont pas automatiquement effectives et par un nouveau salarié. Il faut en effet tenir compte de plusieurs effets de la réduction de la durée du travail :

1) Des gains de productivité, en partie imputables à la moindre fatigue de chaque travailleur, mais aussi à une réorganisation du processus de production pour une meilleure utilisation des effectifs en place, sans que cela aggrave nécessairement les conditions de travail. Un développement du travail par équipes est également envisageable : une enquête menée par l'INSEE, en 1969, montrait que 27 % des entreprises ayant réduit leurs horaires, avaient développé le travail en équipes ;

2) Des effets sur la production : une réduction de la durée du travail tend bien entendu à diminuer la quantité produite. Cet effet est partiellement compensé par l'efficacité accrue de l'heure travaillée. Pour maintenir la production, il faut néanmoins utiliser les capacités de production inutilisées et (ou) recourir à des investissements supplémentaires : dans la conjoncture de 1969, 38 % des entreprises ont mis en service de nouveaux équipements pour compenser la réduction de la durée du travail ;

3) Les effets sur les coûts de production : la réduction du travail avec salaire par tête maintenu, la seule représentant un véritable progrès pour le salarié, entraîne un accroissement des charges salariales. La limitation du profit et de l'autofinancement, c'est-à-dire de l'incitation, risque d'amener les entreprises à limiter leur production, ce qui annulerait les effets sur l'emploi et conduirait à une augmentation des importations pour satisfaire une demande intérieure inchangée. C'est le processus qu'a illustré une des « variantes » des simulations construites à l'occasion de la préparation du VII<sup>e</sup> plan, pour tester les effets macro-économiques d'une baisse de la durée du travail. Le modèle « FIFT » a conclu à une détérioration du commerce extérieur et à une légère aggravation du chômage si le salaire par tête est maintenu. C'est là l'argument utilisé par

M. Boulin contre les 35 heures. Il faudrait pourtant apporter, y compris dans la logique économique actuelle, plusieurs correctifs à ces conclusions pessimistes : tout d'abord que la diminution du chômage résultant d'une embauche supplémentaire réduirait le volume des allocations de chômage versées ; ensuite, que l'investissement ne dépend pas seulement des perspectives de profit, mais aussi de la situation financière de l'entreprise ; enfin que l'augmentation du temps de loisir peut conduire à un élargissement de la consommation constituant un facteur de relance.

Mais surtout la principale objection à opposer aux arguments de la droite tient en ce que l'objectif des trente-cinq heures n'est pas une proposition isolée, mais qu'elle s'inscrit au contraire dans une politique d'ensemble associant la relance de la production par l'accroissement de la consommation populaire et des investissements collectifs, la mise au service d'une politique de l'emploi du budget de l'Etat dans le cadre d'un plan démocratique mobilisateur des énergies, appuyé sur un secteur public élargi, et la nationalisation du système financier et bancaire.

## Une autre logique économique

C'est dans ce cadre que les propositions socialistes sont réalistes : relance sélective des investissements industriels et retour immédiat aux quarante heures en cinq jours avec maintien du salaire, « une réduction progressive pour atteindre l'objectif des trente-cinq heures avec priorité pour les travaux pénibles, répétitifs ou dangereux, introduction de la cinquième équipe pour le travail posté. Les gains de productivité, la stabilisation des hauts salaires dans le cadre de la réduction des inégalités, la réforme de l'assiette des cotisations sociales pesant sur les industries de main-d'œuvre favorisent cette politique nouvelle, qui sera négociée et adaptée cas par cas aux réalités de chaque branche industrielle.

Ainsi, sera évitée la constitution de goulets induisant des réductions sectorielles de production telles qu'elles furent constatées après la réduction importante, brutale et uniforme du temps de travail en 1936. Il est intéressant de noter, à ce propos, que l'absence de volonté du patronat, mais aussi de l'Etat, a été une cause non négligeable signalée par A. Sauvy, dans son *Histoire économique de la France*. Les travailleurs et leur gouvernement auront infiniment plus de possibilités de contrôle et de moyens d'intervention que n'en avait le gouvernement Léon Blum, dans le cadre réformiste où il s'était placé a priori, laissant pour l'essentiel à l'initiative privée la charge de la relance économique. Il est certain que la réussite dépendait d'un effort d'investissement qui ne fut pas réalisé.

Les études de l'INSEE, les travaux du comité « Emploi et Travail » du VII<sup>e</sup> Plan, ont montré que lorsque la réduction de la durée du travail est adaptée aux ressources en main-d'œuvre inutilisées, et modulée entre branches industrielles, lorsque des délais suffisants sont laissés aux adaptations inévitables, elle peut se produire sans perte de production avec embauche supplémentaire. Elle est aussi une clé vers une autre croissance, un élément de rupture avec le système du capitalisme sauvage dont font actuellement les frais les travailleurs, un instrument de passage vers une société fondée sur l'autogestion qui permettra de donner au travail une signification radicalement nouvelle, une fonction émancipatrice. Albert Camus disait : « Sans travail, toute vie perdrait, mais lorsque le travail est sans âme, la vie étouffe et meurt. »

L'objectif des trente-cinq heures, c'est aussi un thème unifiant : la Confédération européenne des syndicats l'a inscrite

(\*) Député (P.S.) de la Haute-Garonne.

(\*\*) Député (P.S.) de la Moselle.

ERRATUM. — Dans l'article de M. Michel Barak, « Vous avez droit à toute la vérité », publié dans la page « idées » du Monde du 13 décembre, il fallait lire, à propos de M. Tillon : « après huit ans d'immense amnésie » (et non amnésie).

M. Boulin contre les 35 heures. Il faudrait pourtant apporter, y compris dans la logique économique actuelle, plusieurs correctifs à ces conclusions pessimistes : tout d'abord que la diminution du chômage résultant d'une embauche supplémentaire réduirait le volume des allocations de chômage versées ; ensuite, que l'investissement ne dépend pas seulement des perspectives de profit, mais aussi de la situation financière de l'entreprise ; enfin que l'augmentation du temps de loisir peut conduire à un élargissement de la consommation constituant un facteur de relance.

Mais surtout la principale objection à opposer aux arguments de la droite tient en ce que l'objectif des trente-cinq heures n'est pas une proposition isolée, mais qu'elle s'inscrit au contraire dans une politique d'ensemble associant la relance de la production par l'accroissement de la consommation populaire et des investissements collectifs, la mise au service d'une politique de l'emploi du budget de l'Etat dans le cadre d'un plan démocratique mobilisateur des énergies, appuyé sur un secteur public élargi, et la nationalisation du système financier et bancaire.

dans ses revendications prioritaires. Une résolution du comité consultatif de la Communauté européenne du charbon et de l'acier en date du 19 septembre 1978 a inscrit, dans le programme social à l'intention de la Commission des Communautés européennes, la réduction du temps de travail, l'aménagement du travail, le poste et la limitation des heures supplémentaires. Les sociaux-démocrates allemands ont inclus les trente-cinq heures dans leur programme européen. C'est pour les trente-cinq heures que les travailleurs de la sidérurgie allemande se sont mis en grève pour la première fois depuis cinquante ans, rejetant l'augmentation de salaire et sixième semaine de congés que leur offrait le patronat.

Voilà que se profile un thème de lutte pour les travailleurs européens, pour l'Europe des travailleurs, telle que nous la concevons. Tout à la fois la fidélité à leur stratégie de rupture avec le capitalisme, la rigueur économique et le réalisme politique doivent conduire les socialistes à faire des trente-cinq heures un élément-clé de leurs propositions pour demain et de leurs luttes d'aujourd'hui.

## Le mépris

par JEAN-PIERRE MICHEL (\*)

ETAIT-IL vraiment opportun de réunir à Vichy un aéropage de fonctionnaires et d'élus et de leur parler d'une France belle et douce ? Pour annoncer quelques jours plus tard la suppression de milliers d'emplois, décidés après six mois de réflexion sans qu'aucune mesure — aucune — ait été prévue pour les régions touchées (Densain et Longwy). L'inconscience de cette politique d'aménagement du territoire éclate. Alors que depuis des années, à Longwy comme en bien des endroits, de nombreux élus et responsables socio-économiques demandent des mesures précises de désenclavement et d'aménagement de l'espace. La DATAR ne joue plus, à l'échelle du pays, le rôle d'impulsion qui a été si longtemps le sien.

Etait-il bien nécessaire de changer — à grand fracas — les responsables des sociétés sidérurgiques en laissant espérer la mise en route d'une nouvelle politique, pour entendre, au terme de plusieurs mois de réflexion, le nouveau « patron » d'Unior, M. Claude Echeverry, justifier sa lourde et difficile décision en disant qu'il a « privilégié le court terme » (1). Alors qu'il s'agit du principal reproche qu'on pouvait adresser au patronat aujourd'hui, de ne pas avoir une vision à long terme, de ne pas avoir une vision à long terme.

Etait-il utile de soumettre au Parlement un VII<sup>e</sup> Plan bis, avant peut-être un VII<sup>e</sup> Plan ter, alors qu'aucun des grands objectifs de la première esquisse n'a été tenu,

(1) Le Républicain Lorrain, 13 décembre 1978 (p. 20).

# Changer de cap

par PIERRE MARCILHACY (\*)

POINT ne faut dramatiser, mais les chiffres ont une logique implacable. Chaque jour s'accroît le chômage, et même si ne sont pas tous chômeurs les demandeurs d'emploi, le nombre des vrais chômeurs dépasse, et de loin, le chiffre de neuf cent mille. Que les systèmes d'aide et d'assistance mis en place amortissent les conséquences financières de la privation de travail ne change rien à ce qui doit commander la réflexion et l'action des responsables. Celui qui ne peut normalement travailler dans une société fondée sur le rapport production-consommation perd une partie de sa propre dignité. Cette situation devient aussi intolérable que la serait la privation de la liberté. Il est étrange, voire scandaleux, qu'il ne se soit encore produit aucun sursaut national violent pour réclamer du travail pour tous ceux qui veulent travailler.

Ce silence, cet état léthargique, peuvent être attribués à de multiples causes. Certaines ne nous font pas honneur. D'autres sont humaines et affligent. Au titre des premières, le fait que les nantis s'obstinent à nier ce qu'ils ne veulent pas voir et qui ne les atteint pas. Faute de contempler les files de chômeurs devant les bureaux d'embauche et des ménagères à la porte des soupes populaires, certains, qui oublient que l'époque de Zola est révolue, refusent de s'émouvoir. Au titre des secondes, il y a tous les jeunes qui, à la recherche d'un premier emploi, se heurtent

à la génération qui les a immédiatement précédés et qui, n'ayant pas encore une attribution dans la collectivité sociale, se sentent abandonnés à eux-mêmes, sans être tout à fait encore des chômeurs. Ceux-là sont marqués par une bien excusable timidité.

Il y a aussi ceux qui ont du travail et ne veulent pas risquer de le perdre parce que le niveau social qu'ils ont atteint, les engagements qu'ils ont souscrits en logements ou objets ménagers les rivent à leur emploi aussi étroitement que le servage de jadis et leur interdisent d'écarter leurs craintes ou leur révolte solitaire même parfois dans le silence de l'isolement électoral.

Il y a aussi la masse de tous ceux, et il s'en trouve dans toutes les catégories, qui considèrent que le fait du chômage est comparable au cas de force majeure, qu'il n'y a rien à faire et que la politique suivie est la seule possible.

C'est ce dernier point qui doit être aujourd'hui et très sérieusement considéré.

La politique actuellement mise en œuvre par le très honnête et obstiné M. Barre ne paraît guère porter de fruits. On se prend à regretter amèrement qu'elle n'ait pas été appliquée aux époques prospères pour nous prémunir contre la sombre période actuelle. Le péché du premier ministre sera toujours d'être l'héritier de cette ère de laxisme économique et d'impréparation morale.

## « Allons-nous continuer avec les mêmes hommes ? »

Comme nous le disions plus haut, les chiffres ont une logique implacable. Le chômage s'accroît, la hausse des prix se poursuit plus vite que dans des pays qui connaissent des difficultés comparables aux nôtres, et si notre balance commerciale extérieure est en voie de stabilisation, nous restons à la merci de toutes les secousses financières ou économiques dont nous menace un monde dans lequel surgissent des problèmes ou des conflits politiques que nous devons subir si nous ne les subissons déjà.

Allons-nous continuer dans la même voie, avec les mêmes hommes, appliquant les mêmes principes qui n'aboutiront qu'à mêmes résultats ? C'est la question à laquelle le chef de l'Etat répond en disant, en substance, qu'il n'y a pas d'autre politique possible.

A cela, nous répondrons que la preuve n'est pas faite, puisque ceux qui affirment qu'il y a d'autres voies pour aborder les problèmes n'ont jamais eu l'occasion de mettre en œuvre leurs méthodes. Ajoutons qu'il

n'est pas certain qu'ils obtiendront de plus mauvais résultats que ceux que nous observons et que, si des sacrifices doivent être demandés à la nation, il est plus efficace que cela soit fait par l'entremise d'élus qui auront, au moins au départ, la confiance des moins favorisés parce que ce seront eux les plus atteints.

De toute manière, il ne paraît plus possible de continuer longtemps la politique du fil de l'eau.

Quand les hauts fourneaux se ferment, la décadence industrielle n'est pas loin.

Quand les hommes n'ont plus de travail, ils cessent de se sentir concernés par l'effort national et sont tentés de tourner leurs regards vers les tenants de la manière forte.

On se prend à regretter que M. Valéry Giscard d'Estaing, entre une droite qui prétend le soutenir en se déchirant, une gauche qui s'efforce de le combattre en ordre dispersé, un parti communiste et un soldisant parti gaulliste qui d'un côté pour le pire et de l'autre, ne s'attachent pas à faire la synthèse des véritables bonnes volontés pour tenter de restaurer l'unité nationale.

Il faudrait pour cela changer de politique et remettre en route la machine économique en sauvegardant les libertés. Ni Chirac ni Marchais n'en ont la volonté et la capacité.

Alors, monsieur le président, changez de cap. Il en est encore temps. N'attendez ni les roches ni la tempête !

(\*) Sénateur (non-inscrit) de la Charente.

## Une intransigeance cynique

La construction européenne est-elle sur la bonne voie, alors que dans cette dramatique affaire sidérurgique, la Commission de la C.E.E. a refusé les mesures de protection à l'égard de la concurrence déloyale intra et extra-européenne et l'institution de l'état de crise, prévus pourtant par les institutions de la Communauté ? Il est vrai que la demande émanait de la France...

Un dernier mot, enfin, sur la forme et la présentation de cette politique. Il ne s'agit pas ici de faire de procès d'intention, mais les Français, et les Lorrains en particulier, ont de plus en plus de mal à supporter cette intransigeance cynique et cette incroyable certitude qu'on est le plus intelligent, indispensable à l'avenir national, et l'expression de la seule politique possible. On peut mépriser les idées, on ne méprise pas des hommes, surtout s'ils souffrent dans leur dignité.

(\*) Étudiant habitant à Longwy depuis dix-huit ans.

REMISES EXCEPTIONNELLES au petit GRAND MAGASIN le plus "Rue de la Paix"

Toutes les grandes marques de PARFUMS ACCESSOIRES HAUTE-COUTURE PRODUITS DE BEAUTE • CHEMISES LACOSTE Porcelaines - Cadeaux

**MICHEL SWISS**  
16, RUE DE LA PAIX - PARIS  
Tél. : 261-71-71 - 2 étages (Lacoste)

MEMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'aux TOURISTES ETRANGERS !

Quand un libéral aime le féminisme...

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue du Faubourg  
75481 PARIS - CEDEX 08  
C.C.P. Paris 4097-23

ABONNEMENTS  
3 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
128 F 235 F 341 F 436 F

TOUS PAYS ETRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
238 F 435 F 540 F 636 F

ETRANGER  
(par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
128 F 235 F 341 F 436 F

II - SUISSE - TUNISIE  
243 F 345 F 540 F 704 F

Par voie aérienne  
- Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (table ci-dessus) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse détaillés ou provisoires (deux semaines ou plus) : vos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez adresser l'abonnement de réimpression des noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

# étranger

## LA NORMALISATION DES RELATIONS SINO-AMÉRICAINES

### Pékin souhaite signer un accord commercial à long terme avec Washington

La Chine souhaite signer un accord commercial à long terme avec les Etats-Unis sur le modèle de celui déjà conclu avec le Japon et la France, à condition que les modalités soient satisfaisantes, a déclaré, lundi 18 décembre, le ministre chinois du commerce extérieur, M. Li Chiung, au cours de la première conférence de presse jamais tenue à Hongkong par un membre du gouvernement chinois.

Après la normalisation des relations diplomatiques avec les Etats-Unis, les échanges commerciaux sino-américains vont connaître un développement considérable, a estimé M. Li. Outre les produits agricoles, la Chine est intéressée par les produits de l'industrie américaine, et notamment les équipements industriels. Toutefois, les commandes dépendront des besoins véritables des usines chinoises, a ajouté le ministre.

A propos d'un approvisionnement à long terme des Etats-Unis en pétrole chinois, le ministre a souligné que la Chine possède des ressources importantes qui devront être mises en exploitation avant qu'une exportation massive puisse être envisagée. Six compagnies américaines sont déjà en négociation avec Pékin pour l'exploitation du pétrole au large des côtes chinoises.

● A Taiwan, le président Tchang Ching-kuo a déclaré, lundi, devant le comité central du Kuomintang : « Les Etats-Unis n'avaient jamais rompu leurs relations avec un pays ami. C'est pourtant ce qu'ils viennent de faire avec nous. Honte à eux ! » Cependant, le chef de l'Etat a précisé qu'il était hors de question de conclure un accord avec l'U.R.S.S., comme l'avaient proposé quelques membres de comité central. Le président Tchang Ching-kuo a ajouté que son pays ne négocierait jamais avec Pékin et n'aurait de rapports avec aucun pays communiste.

Les autorités de Taipei semblent particulièrement irritées par les déclarations de M. Richard Holbrooke, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires asiatiques, qui a reconnu lundi que Washington n'avait reçu

aucune assurance formelle de Pékin sur la sécurité de Taiwan. M. Holbrooke a dit que le problème n'avait pas été soulevé par les Etats-Unis : les « réalités » sont telles, a-t-il ajouté, que la Chine ne s'intéresse pas à une conquête militaire de Taiwan, mais se préoccupe seulement de la présence de millions de soldats soviétiques près de sa frontière.

● A Moscou, rapporte notre correspondant Daniel Vernet, la presse continue à commenter la normalisation des rapports sino-américains. C'est ainsi que la Pravda de ce mardi 19 décembre, dans une « réplique » signée d'un de ses collaborateurs, s'interroge sur les assurances données par le président Carter. Après avoir noté que la normalisation des rapports sino-américains est un « acte tardif », le journal rappelle que M. Carter a déclaré ne pas vouloir utiliser ces nouveaux rapports avec la Chine « au détriment des Soviétiques ou de qui que ce soit ». « Cette déclaration est naturellement très importante », écrit la Pravda, et l'avenir montrera si les actions pratiques et les actes politiques correspondent aux paroles. « Mais le journal relève immédiatement que l'interprétation donnée par Pékin est tout autre. Les Chinois cherchent toujours, dit-il, à créer « un front uni très large » contre l'Union soviétique et les Etats-Unis n'ont pas hésité à sacrifier Taiwan.

Les Soviétiques se déclarent aussi particulièrement inquiets des ventes d'armes occidentales à la Chine et mettent en garde les pays européens. « Aujourd'hui, la Chine mène des activités subversives contre les pays voisins », écrit la Pravda : demain, elle peut ne plus respecter ses actuels protecteurs.

De leur côté, les Izvestia écrivent, lundi 18 janvier : « Ceux qui jouent dangereusement avec le destin du monde ne doivent pas s'y tromper : l'Union soviétique dispose de tout ce qu'il faut pour faire échouer les projets aventureux dirigés contre les intérêts de la paix universelle. » Cet avertissement est précédé dans un article critiquant la « position particulière » adoptée par les « camarades roumains » au récent sommet du pacte de Varsovie.

● A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a notamment déclaré, lundi : « Nous considérons la normalisation des relations américano-chinoises comme un événement naturel et positif ; naturel dans la mesure où il est normal que deux grands pays comme la Chine et les Etats-Unis soient des relations diplomatiques, et parce que cet événement est la suite logique du voyage en Chine du président Nixon et du communiqué de Changhaï de 1972 ; positif dans la mesure où cette normalisation contribue à donner à la Chine la place qui lui revient dans le concert international. »

### D'une longue marche à l'autre

(Suite de la première page.)

Elle invita les membres du parti communiste chinois, fondé deux ans plus tôt par une douzaine d'intellectuels dont un jeune aide bibliothécaire nommé Mao Tse-toung, à rallier le Kuomintang, le mouvement de Sun. Ce qui ne l'empêcha pas de signer avec le gouvernement central un traité prévoyant, entre autres, la restauration de la souveraineté chinoise sur la Mongolie-Extérieure, devenue un protectorat soviétique de fait. Cette clause demeura lettre morte.

#### Le drame de 1927

Grâce au soutien soviétique, le Kuomintang enregistre des succès foudroyants. Mais Sun, atteint d'un cancer du foie, ne survit pas longtemps à son triomphe. Tchang Kai-chek, qui le remplace, se heurte aux Soviétiques et fait arrêter ceux qui se disent ses alliés communistes. Staline, contre l'avis de Trotski, lui maintient pourtant sa confiance. Il finit par lui ouvrir les yeux, que Tchang fasse massacrer les communistes de Changhaï. Refusant de reconnaître ses torts, Staline rejette la responsabilité du drame sur le secrétaire général du P.C., Chen Tou-siou, qui est limogé, et donne aux communistes chinois l'ordre d'insurrection.

Il faut pour lui ouvrir les yeux, que Tchang fasse massacrer les communistes de Changhaï. Refusant de reconnaître ses torts, Staline rejette la responsabilité du drame sur le secrétaire général du P.C., Chen Tou-siou, qui est limogé, et donne aux communistes chinois l'ordre d'insurrection. En 1927, le soulèvement d'autre part de Canton, noyé dans le sang. Quelques centaines de survivants, dont Mao, exilés au comité central à la suite de l'échec de l'insurrection. Mao, pour lui-même, ne se sentait pas en effet pour battre. Il déclara, au début de 1934, que cette année serait celle de la « reconquête ». Mao prenait mal son parti du maintien de son rival à la tête d'une portion du territoire national. De leur côté, les Etats-Unis, comme la plupart de leurs alliés, ne voulaient pas connaître d'autre gouvernement chinois que celui de Tchang, lequel conservait son siège permanent et donc son droit de veto au Conseil de sécurité.

Le 3 septembre de cette même année 1934, six semaines après la conclusion des accords de saïgou, l'Union chinoise avait été l'un des principaux artisans, l'artillerie communiste commençant à pointer ses canons sur les nationalistes au large des côtes chinoises. Washington réagit avec une ferme prudence. Après des mois de tergiverses, le président Hoover annonça, le 23 avril 1935, que son pays ne voulait pas faire la guerre aux Etats-Unis et qu'il était prêt à négocier avec eux au sujet de la dette en Extrême-Orient. Le 22 mai, les bombardements étaient arrêtés.

Il faut pour lui-même, ne se sentait pas en effet pour battre. Il déclara, au début de 1934, que cette année serait celle de la « reconquête ». Mao prenait mal son parti du maintien de son rival à la tête d'une portion du territoire national. De leur côté, les Etats-Unis, comme la plupart de leurs alliés, ne voulaient pas connaître d'autre gouvernement chinois que celui de Tchang, lequel conservait son siège permanent et donc son droit de veto au Conseil de sécurité.

Les Soviétiques, à l'époque, affectent de se désintéresser de ces « communistes de margarine » (Staline, dont le régime est lui-même prétendument communiste) (Molotov). Les Américains, en revanche, interviennent à qui mieux mieux. Fascinés par les récits des missions des Etats-Unis, ils veulent en faire l'un des piliers de l'ordre qui s'instaurera en Asie après l'écrasement du Japon. Non content d'obtenir pour elle à Yalta, un siège permanent au Conseil de sécurité et de lui accorder une aide massive, Roosevelt multiplie les efforts pour réconcilier Tchang avec la famille le jolito, et les communistes, dont ses envoyés sur place lui vantent non sans raison l'abnégation et la combativité face aux Japonais.

Ces efforts échouent. Le dernier en date est celui du général Marshall, en 1948, que « dans l'état actuel de désordre, de corruption, d'incertitude et d'impuissance du gouvernement central, les problèmes chinois sont pratiquement insolubles ». Les énormes moyens mis par les Etats-Unis à la disposition de Tchang sont impuissants à le sauver. En 1949, il s'embarque avec ses dernières troupes pour Taiwan, tandis que Mao proclame, à Pékin, la République populaire chinoise.

#### La guerre de Corée

Pour Moscou, apparemment, c'est un échec. Pourtant, les Soviétiques n'ont retiré que la dernière minute leur reconnaissance à Tchang, et ils ont longuement encouragé un mouvement séparatiste dans le Sin-Kiang. Lorsque Mao rend visite à Staline, en 1950, pour son soixante-dixième anniversaire, et conclut avec lui une alliance de trente ans, il n'obtient qu'un crédit de 300 millions de dollars, dérisoire par rapport aux besoins de la Chine. De là à dire que Staline redoute de voir ce jeune géant, arrivé au pouvoir par ses propres moyens, échapper un jour à son contrôle, il n'y a qu'un pas. Certains se demandent si Mao n'est pas destiné à devenir un autre Tito. Mais c'est seulement après la mort du Grand Timonier que le maréchal yougoslave

sera reçu — avec quel enthousiasme — à Pékin, en 1955. La guerre de Corée, qui éclate en juin 1950, porte les relations sino-américaines à leur point le plus bas. Lorsque les forces des Nations unies, refoulant les envahisseurs, franchissent à leur tour, le 30 octobre, le 38<sup>e</sup> parallèle, Chou En-lai fait pénétrer à Washington que, si d'autres que les Sud-Coréens s'y penchent, Nord-Pékin n'hésitera pas à intervenir. Mais Truman n'en tient aucun compte, et les soldats de MacArthur progressent à marches forcées en direction de la frontière chinoise. Le 5 novembre, les volontaires chinois pénètrent en Corée. MacArthur veut lancer des bombes atomiques contre la Chine. Truman l'en empêche, et ses troupes reculent en désordre. Il faudra la mort de Staline pour que les pourparlers d'armistice qui s'engagent bientôt aboutissent entre Eisenhower, président des Etats-Unis en novembre 1952, et le généralissime, dont l'armée avait été remise à neuf par les soldats de Tchang, ne se tienne pas en effet pour battu. Il déclara, au début de 1954, que cette année serait celle de la « reconquête ».

Mao prenait mal son parti du maintien de son rival à la tête d'une portion du territoire national. De leur côté, les Etats-Unis, comme la plupart de leurs alliés, ne voulaient pas connaître d'autre gouvernement chinois que celui de Tchang, lequel conservait son siège permanent et donc son droit de veto au Conseil de sécurité.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes citoyens chinois ont été envoyés à la campagne à la fin de leurs études secondaires. Le mouvement a notamment pris fin de la fin de la guerre de 1958 à 1971 environ, l'ampleur d'un transfert massif et à titre définitif vers les provinces les plus reculées. Dans de nombreux cas, cette implantation forcée s'est faite dans des conditions très difficiles. Les jeunes gens venus des villes ne parvenaient pas à s'adapter aux conditions de la vie rurale, ils représentaient souvent un fardeau pour les familles locales, et pour les paysans, leur subsistance même se révélait assez difficile pour que beaucoup soient contraints de demander des secours à leurs familles. La majorité d'entre eux, enfin, n'aspiraient qu'à rentrer chez eux soit pour poursuivre leurs études, soit pour retrouver les avantages inhérents à la vie urbaine (1).

#### Le vent d'Est

Toujours est-il que lorsque Mao se rendit à Moscou, à l'automne 1957, pour le cinquantième anniversaire de la révolution d'Octobre et la grande réunion des douze P.C. alors au pouvoir, il conclut avec Khrouchchev un accord sur la livraison d'armes atomiques et n'eut pas de mots assez forts pour décrire le rôle dirigeant de l'U.R.S.S. à la tête du mouvement ouvrier. Les « bip-bip » du premier Spoutnik avaient rendu l'espoir aux communistes. Les Chinois déclarent que « le vent d'Est » avait définitivement emporté sur le vent d'Occident, et qu'il ne fallait plus se laisser intimider par les velléités de résistance de l'impérialisme. Tant pis s'il décide de se battre, déclara froidement le Grand Timonier devant les douze P.C. Il y aura quelques dizaines de millions de morts, mais le socialisme l'emportera définitivement.

Khrouchchev n'avait pas moins foi que lui dans la victoire finale du communisme. Mais le « bûche de papier », dont parlait tant le Chinois, avait tout de même, selon sa forte expression, des « dents atomiques ». D'accord pour tuer la résistance occidentale, mais non pour risquer vainement la guerre. Mao parut décontenancé. On commença à noter, à l'échéance, au moment de la crise provoquée au Proche-Orient par le coup d'Etat d'Irak

et le débarquement de « marins » américains au Liban, un net décalage entre le langage des « colombes » de Moscou et celui des « faucons » de Pékin. C'est dans ce climat qu'intervient la seconde crise de Quemoy et Matsu, événement bien oublié aujourd'hui et dont pourtant les conséquences ont été considérables. C'est elle, en effet, qui détermina de Gaulle, inquiet à l'idée de voir la France prise dans une guerre sino-américaine à propos de l'Extrême-Orient, à mettre en route le processus qui devait conduire, huit ans plus tard, au retrait de la France de l'OTAN. C'est elle, surtout, qui, en montrant à la Chine qu'elle ne pouvait aucunement compter sur l'U.R.S.S. pour récupérer Taiwan, devait la pousser dans les bras des Américains.

Du 27 mai au 27 juillet, le P.C. chinois avait réuni une conférence militaire, à l'issue de laquelle il avait annoncé sa détermination de libérer l'île et d'importe quel moment. Quelques jours plus tard, Khrouchchev arrive dans la capitale chinoise, officiellement pour parler de la crise du Proche-Orient, mais les commentaires du *Quotidien du peuple*, au lendemain de son départ, sur les « gens aux nerfs sensibles » des impérialistes américains, donnent à penser qu'il a bien en question aussi Quemoy et Matsu, dont le bombardement commença le 23 août. C'est très vraisemblablement à cette occasion que Moscou a présenté la « demande injustifiable » dont le *Quotidien du peuple* devait révéler l'existence cinq ans plus tard, et qui visait à placer la Chine « sous son contrôle militaire ».

En surface, l'U.R.S.S. soutint la Chine dans la crise, et la Pravda fut toute pleine de proclamations martiales. Mais lorsque le premier ministre de Tchang, entendant le langage des batteries communistes chinoises si le bombardement n'était pas « ralenti » dans les quinze jours, l'agence Tass déclara, vingt-quatre heures avant l'expiration de l'ultimatum, que l'U.R.S.S. viendrait en aide à la Chine si elle était attaquée par les Etats-Unis, mais qu'elle n'avait pas l'intention « de se mêler à la guerre civile que le peuple chinois mène contre le clique de Tchang ». Le lendemain, Peng Teh-huai, alors ministre de la Défense, annonça la suspension des bombardements pour une semaine. La relation de cause à effet paraît évidente. Le gros de la crise est désormais passé. Les bombardements se poursuivront à un rythme rituel avant de s'arrêter définitivement bien des années plus tard.

Khrouchchev devait revenir encore une fois à Pékin, l'année suivante, le 30 septembre 1959, pour le dixième anniversaire de la Chine populaire. La détermination du climat s'est sensiblement modifiée de tous. Il faut dire que, le 20 juin, il a dénoncé l'accord atomique bilatéral de 1957 et qu'il s'est rendu aux Etats-Unis pour y rencontrer Eisenhower. Enfin, dans le différend que l'invasion du Tibet a fait naître entre la Chine et l'Inde, il a appuyé celle-ci. Tous les soupçons sont permis. « Le moment n'est pas venu, dira publiquement M. K », d'ébranler par la force la solidité du régime soviétique.

La rupture est désormais inscrite dans les faits. Mais le retournement d'alliances ?

ANDRÉ FONTAINE.

Prochain article : TRIANGLE OU AXE ?

### BIEN QU'UNE CONFÉRENCE NATIONALE LUI AIT ÉTÉ CONSACRÉE À PÉKIN

#### Le problème des « jeunes instruits à la campagne » reste entier

De notre correspondant

Pékin. — Une conférence nationale sur le sort des « jeunes instruits à la campagne » a été ouverte à Pékin, le 18 décembre. Elle s'ouvrira à Pékin, le 18 décembre. Elle s'ouvrira à Pékin, le 18 décembre.

Depuis 1955, dix-sept millions de jeunes citoyens chinois ont été envoyés à la campagne à la fin de leurs études secondaires. Le mouvement a notamment pris fin de la fin de la guerre de 1958 à 1971 environ, l'ampleur d'un transfert massif et à titre définitif vers les provinces les plus reculées. Dans de nombreux cas, cette implantation forcée s'est faite dans des conditions très difficiles. Les jeunes gens venus des villes ne parvenaient pas à s'adapter aux conditions de la vie rurale, ils représentaient souvent un fardeau pour les familles locales, et pour les paysans, leur subsistance même se révélait assez difficile pour que beaucoup soient contraints de demander des secours à leurs familles. La majorité d'entre eux, enfin, n'aspiraient qu'à rentrer chez eux soit pour poursuivre leurs études, soit pour retrouver les avantages inhérents à la vie urbaine (1).

Les décisions prises, à titre d'essai, précises-t-on, par la conférence qui vient de se tenir n'apportent que des solutions très partielles aux problèmes posés. Les jeunes citoyens chinois sont d'abord avertis que leur exil à la campagne répond, « compte tenu du niveau de développement du pays », à une nécessité économique ; ce qui est depuis des années l'une de leurs revendications principales. Au contraire, le *Quotidien du peuple* précise que l'« enrôlement à la campagne » sera encouragé. Cette nécessité se fera sans doute moins sentir au fur et à mesure que le programme de modernisation se réalisera, mais ils sont priés, pour l'instant, de subordonner leurs intérêts particuliers à ceux de l'ensemble de la collectivité nationale.

Le mouvement sera donc poursuivi, mais dans des conditions qui risquent d'aggraver encore les frustrations des jeunes gens ainsi transplantés. Tous ne seront plus en effet soumis au même sort. Il est admis qu'une partie des jeunes citoyens qui terminent leurs études secondaires pourront, soit entrer directement dans des établissements d'enseignement supérieur soit trouver un emploi en ville. Rien n'est dit sur la manière dont seront désignés ceux qui continueront à être envoyés soit dans des zones rurales relative-

ment proches, soit dans les régions frontalières. Il est douteux que la « rhétorique du volontariat » suffise à remplir ces deux derniers contingents.

Rien n'est dit non plus du temps que ces jeunes gens devront passer loin de leur ville d'origine.

#### Partis depuis 1968...

Nulle part, enfin, il n'est question de ceux qui ont été envoyés dans les campagnes depuis 1958 et qui y restent encore bloqués, sans espoir de pouvoir reprendre leurs études ou simplement de retrouver, dans des conditions légales, une vie civile. Des dizaines de milliers de jeunes gens se trouvent dans cette situation ont manifesté à Changhaï — le jour même où l'ensemble du problème fut examiné par le bureau politique — pour réclamer un réexamen de leur sort.

A en croire le compte rendu de la conférence publié vendredi 15 décembre par le *Quotidien du peuple*, les seules mesures actuellement envisagées visent à améliorer la situation actuelle, non à la transformer. Les municipalités sont invitées à créer un nombre d'emplois accru dans leurs services et leurs unités industrielles. Les jeunes envoyés à la campagne ne seront plus dispersés au milieu des paysans dans les équipes et brigades de production des communes rurales, mais regroupés dans des fermes d'Etat ou dans de petites industries locales.

Un effort sera fait pour qu'ils soient assurés de salaires fixes, autrement dit pour que personne ne soit réduit à la famine. Des mesures seront prises enfin pour veiller à leur santé et à l'« élévation de leur niveau culturel ». Le problème n'est pas simple, et le mouvement des « jeunes instruits à la campagne » n'a pas été inventé seulement pour brimer de jeunes citoyens ni à des fins idéologiques. Les « nécessités économiques » ne peuvent être ignorées dans un pays où le déséquilibre du développement entre villes et campagne reste marqué.

Il est à craindre que dans le climat actuel, où toutes sortes de revendications se manifestent de façon pressante, ces mesures ne donnent guère satisfaction aux catégories les plus défavorisées, comme le note le *Quotidien du peuple*, « des milliers et des milliers de familles ».

ALAIN JACOB.

(1) La situation des « jeunes instruits à la campagne » a été récemment traitée dans un intéressant ouvrage rédigé à partir d'interviews recueillies à Hongkong : « *Accroché au ciel* », de J.-Y. Michel et Etienne Hie, éditions du Seuil.

**LE MONDE**  
diplomatique

du mois de décembre  
EST PARU

Au sommaire :

**LA CHINE**  
DES AMBITIONS

**Quand un phallocrate aime une féministe...**

VOUS NE SAVEZ PAS CE QUE VOUS VOULEZ !

EN ATTENDANT DE SAVOIR CE QUE VOUS VOULEZ, VOUS VOULEZ EN FAIRE LA LISTE DE TOUT CE QUE VOUS NE VOULEZ PLUS.

Wolinski  
Lettre ouverte à ma femme

ALBIN MICHEL

حکومت اسلامی

## Thaïlande

## La nouvelle Constitution a été adoptée par l'Assemblée à une large majorité

### De notre correspondant

Bangkok. — A quatre mois de la date prévue pour les élections générales, et après six mois de controverses, de rivalités politico-militaires et de revirements spec-

### De notre correspondant

les besoins de leur rapprochement diplomatique. Mais cela ne relève en rien les ambiguïtés et surtout ne supprime pas les causes de conflit. Pour les Thaïlandais, les frontières sont des lignes rouges ou, plus exactement, des lignes jaunes qui opèrent le long de leurs frontières avec le Cambodge et avec le Laos sont constituées par les groupes d'insurgés communistes. Selon les Thaïlandais, les lignes rouges ou, plus exactement, les lignes jaunes, sont le Pathet-Lao. En revanche, pour Phnom-Penh comme pour Vientiane, il s'agit des groupes d'extrêmes qui les harcèlent et qui sont les causes de conflits. On se souvient de certains milieux militaires thaïlandais.

Le report de cette visite officielle est annoncé alors que la situation officielle des deux pays se montre de plus en plus préoccupée par les développements

au Cambodge à la suite de la création du Front uni de salut national du Kampuchea (F.U.S.N.V.) au début de décembre. On laisse clairement entendre dans ces milieux qu'il s'agit d'une opération montée « la main dans la main » avec les autorités vietnamiennes. Ces développements sont de nature, d'une part, à geler le processus de détente amorcé par le général Kriangsak Udomsakdi, et, d'autre part, à mettre

et, d'autre part, à mettre le premier ministre dans une position délicate, à quelques mois des élections, face aux partisans d'une politique sans concessions à l'égard des régimes communistes indochinois. L'ancien premier ministre libéral et partisan de relations étroites avec Pékin, M. Kukrit Pramot, s'était prononcé, dimanche, dans un éditorial très dur, pour l'annulation de la visite officielle au Laos.

**ROLAND-PIERRE PARINGAUX.**

Cela étant, la loi maritale reste en vigueur. Le général Kriangsak a indiqué lundi que certaines de ses clauses pourraient être suspendues pour permettre le déroulement normal du processus électoral, élaboré par un comité ministériel, devrait être soumise prochainement au vote d'une Chambre, dont la composition socio-économique reflète quelque peu les divers groupes politico-militaires qui continuent à dominer la vie politique de la Thaïlande à partir de Bangkok.

Leurs porte-parole n'ont pas caché que, dans la situation difficile du pays, notamment sur le plan de la sécurité, les rédacteurs du projet constitutionnel ont été guidés par la recherche de la stabilité politique avant tout. C'est, en effet, une condition essentielle du développement et de la confiance des investisseurs étrangers, fût-ce au prix de concessions faites à la démocratie de type occidental.

— R. P. P.

● **M. Ohira**, premier ministre japonais, a échappé à un attentat lundi 18 décembre à Tokyo. Son agresseur, un extrémiste de droite, armé d'un couteau, a été maîtrisé avant d'avoir pu frapper le premier ministre. Deux des gardes du corps de M. Ohira ont été légèrement blessés. L'agresseur, Nsumio Nirose, vingt et un ans, a été arrêté par la police.

---

# A TRAVERS LE

---

## Brésil

devrait peut-être permettre une légère amélioration. Un groupe sidérurgique participe actuellement à un développement de Chine. Sheng fa fait des affaires en Afrique devrait bientôt s'implanter sur l'île, et des voitures Peugeot sont en cours de montage par un agent local, mais avec un grand succès. En France, il était question que China Air Lines (compagnie aérienne de Taiwan) achète quatre Airbus. Une lettre d'intention avait été envoyée à l'entremise de Korean Air Lines. Apparemment, l'opération a échoué. Les Taïwanais, qui sont récemment parvenus à obtenir un avion de ligne Airbus et le luxembourgeois, voulaient, en échange de l'achat des Airbus, obtenir un droit d'atterrissage en France. L'autre côté de la formule, les autorités américaines se sont exécutées sur les autorités pou-

que Taiwan achète plutôt aux États-Unis, qui ont près de 3 milliards de dollars de déficit dans leurs échanges avec l'île.

Selon les hommes d'affaires français à Taipei, beaucoup de choses sont possibles dans un pays qui est en passe de devenir l'une des petites puissances économiques d'Asie. Dans trois ans, par exemple, Taiwan sera le premier producteur de plastique du monde. Tous les grands de la chimie

internationale sont d'ailleurs présents à Taipei. Pour l'instant, quelle que soit leur nationalité, les hommes d'affaires américains ou européens estiment que Taiwan, malgré ses déboires diplomatiques, demeure « un bon risque ».

**PHILIPPE BONC**

**PHILIPPE PONS.**

## De notre envoyé spécial

## DIPLOMATIE

## Brésil

• **UN ROCHE COLLABORATEUR** DE Mgr. HELDER CAMARA, archevêque de Recife, a une nouvelle fois, été arrêté par la police, la fin de l'année dernière, pour avoir refusé de l'Etat brésilien de Pernambuco, apprend-on de bonne source à Paris. Il s'agit de M. Nivaldo Nunes, 35 ans, plus connu, dans tout le pays, par le surnom de Caju, Membre et Fais du C. D. C. (Comité de Défense des étudiants l'université fédérale de Pernambuco) et membre de l'équipe régionale, de la Ligue nationale des évêques du Brésil. Caju avait déjà été arrêté, le 13 mai dernier, par la police fédérale, pour avoir été victime de traitements inhumains il avait, finalement, été libéré au début de novembre, après plusieurs manifestations et la pression du Brésil.

## Guinée

● **DANS UN DOCUMENT PUBLIÉ** mardi 19 décembre à Genève, la Commission mondiale des droits de l'homme des Nations Unies accuse le président Macías Nguema C. d'avoir complètement liquidé ses opposants politiques ». Estimant à au moins cent mille le nombre d'exilés (soit le quart de la population), la commission précise que « les condamnés ne sont plus fusillés ou pendus, mais simplement abandonnés à mourir, à rouiller, et on leur serre la crâne avec des barres de fer. L'hôpital conclut généralement à une mort naturelle ». —

## Pologne

● UNE MANIFESTATION s'est déroulée lundi 18 décembre à Gdansk pour marquer le huitième anniversaire des «*dobrychmi tygodniami*» de décembre 1971. L'initiative en fut prise par M. Edward Giersek, ancien député du PZPR, et par divers mouvements dissidents polonais parmi lesquels le comité d'autodéfense sociale «KOR» et le «Mouvement pour la défense des droits de l'homme et du citoyen». Cette manifestation a réuni quelque quatre mille personnes.

**République fédérale  
d'Allemagne**

**VOLKER SPEITEL**, ET **HANS JOACHIM DELLWIG**, anciens collaborateurs de M<sup>r</sup> Klaus Croissant, tous deux âgés de vingt-sept ans, ont été respectivement condamnés, le jeudi 14 décembre, à la prison de deux mois de prison d'une part, à deux ans de la même peine d'autre part pour « soutien à la résistance terroriste ». Ils avaient encouru, lors du tribunal de grande instance de Stuttgart, avoir servi de messagers à différents dirigeants de la « Résistance armée », avec laquelle ils ont rompu au moment de la prise d'otages de Mogadiscio. Volker Speitel avait également avoué qu'il avait été le pisteur des « mutants encensés, selon son terminology », dans la prison de Stammheim par un des avocats d'Andrea Bader et ses amis, et ainsi, lesquels les fondateurs de la « Résistance armée » devaient mettre fin à leurs jours après l'échec de l'opération de Mogadiscio et le refus du gouvernement ouest-allemand de libérer les prisonniers de Stamm Markt. Schleyer. (A.F.P.-E. Reuter).

## Union soviétique

● L'ACADEMICIEN ANDRÉ SAKHAROV a déclaré, le lundi 18 décembre, qu'il commencerait, le 3 janvier prochain, une tournée de 13 jours illustrée par les toutes dernières découvertes autorisées par le régime soviétique. Elles se saluent pas sa femme, Maria Elena Bonner, qui se rendra en Italie pour y recevoir les solus que réclame l'état de sa vie. Mme Bonner, qui avait été opérée deux fois en Italie, en 1975 et en 1977, a demandé un visa de sortie en février dernier. Elle n'a jusqu'à maintenant reçu que des réponses dilatoires. — (Correspondant)

## Dominique

● **L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES** a admis, le 13 décembre, la Dominique comme cent cinquante et unième Etat membre de l'Organisation internationale. De des Petites Antilles qui vient d'accéder à l'indépendance après avoir été administrée par le Royaume-Uni, la Dominique avait été le premier point du territoire américain touché par Christophe Colomb lors de son voyage de 1492. — (A.F.P.)

touché par Chi  
mb lors de son

de 1992 - (A.F.P.)

### PRIX PROMOTIONNELS :

**V.H.S. THOMSON,**

# 7 100 F

**BETAMAX SONY,**

**ils sont disponibles chez**

# Mazzanti

audio-vidéo

**Enregistrez vos programmes préférés, enregistrez-les pendant votre absence, enregistrez une émission pendant que vous en regardez une autre, pendant 3 heures sans interruption.**

**Offre valable dans la limite  
des stocks disponibles  
jusqu'au 31 décembre 1978**

**venez les découvrir.**

**Mazzanti**  
audio-viéo

**Vidéo. HiFi. Radio. Magnétophones Télévisions...**

**30 bis, Route de la Reine, 92100 BOULOGNE (Porte de St-Cloud) Tél. : 605.72.72 604.35.22**

**IFI D**

12 W .....  
14 W .....  
16 W .....  
18 W .....  
FM stéréo  
FM stéréo  
comptable 1 AMPLE 2 x 12 W 2 canaux  
sans fil magnétique

0 % des services à tous instants de la journée et de la nuit.

une gamme de chaises confortables à des prix

**AEROPOR DE PARIS**

gare construite, gare, conseil

PASSAGERS aériens pendant la période des Fêtes allez bon train prendre l'avion

**ROISSY RAIL ORLY RAIL**

faisons tous les quarts d'heure de 5 h 30 à 23 h 30

De Paris - Gare d'Orly  
de Marville et d'Amboise  
à Givry-la-Perrière

LAURENCE PÉLAGIE

## AMÉRIQUES

### Nicaragua

#### Les négociations entre le gouvernement et l'opposition périclitent

Managua (A.F.P. - Reuters). — Les négociations directes entre le gouvernement nicaraguayen et le Front élargi d'opposition (F.A.O.) semblent dans l'impasse en raison de divergences sur la procédure à suivre. Les négociations se sont engagées, le 18 décembre, après que le président Anastasio Somoza, chef de l'Etat nicaraguayen, eut accepté certaines demandes de l'opposition — notamment la mise au point de réformes politiques, l'amnistie des prisonniers et un référendum pour décider s'il doit rester au pouvoir.

#### Cinquante-six prisonniers politiques libérés

D'autre part, cinquante-six prisonniers politiques ont été libérés le lundi 18 décembre en vertu de l'amnistie décrétée le 15 décembre par le gouvernement du président Anastasio Somoza. Les sept membres du groupe politique des Douze qui s'étaient réfugiés à l'ambassade du Mexique à Managua ont quitté leur asile.

Les membres du groupe avaient décidé de ne participer aux conversations entre le Front élargi d'opposition, dont ils faisaient partie, et la commission de médiation de l'Organisation des Etats américains, chargée de trouver une solution au conflit nicaraguayen. En quittant l'ambassade du Mexique, les membres du groupe, dirigés par le romancier Sergio Ramirez et l'avocat Joaquín Cuadra, ont réaffirmé que les Etats-Unis intervenaient ouvertement au Nicaragua par l'intermédiaire de cette commission de médiation de l'O.E.A.

Enfin, treize sandinistes ont été tués au cours de combats avec la garde nationale du Nicaragua dans la zone proche du Costa Rica, a annoncé, le 18 décembre, l'armée nicaraguayenne à Managua. Un soldat a été tué et quatre autres ont été blessés lors d'un engagement avec le Front sandiniste de libération nationale (F.S.L.N.) au poste-frontière de Puerto-Camino, ajoute l'armée. Des armes lourdes ont été utilisées lors de combats à La Manzanera, à environ 10 kilomètres du Costa Rica. Le nombre des victimes n'est pas connu. Selon l'armée, cet engagement est le plus grave depuis l'offensive sandiniste de septembre dernier.

### Uruguay

#### UN COLLOQUE INTERNATIONAL DE JURISTES A PARIS La loi, la règle et l'exception

L'indépendance de la justice était un des fondements de la vie politique en Uruguay, et figurait en bonne place dans toutes les Constitutions du pays depuis 1830. Le respect des formes juridiques, poussé jusqu'au légalisme, imprégnait l'idéologie libérale qui a inspiré nombre de gouvernements au dix-neuvième et vingtième siècles.

Comment expliquer que, en une dizaine d'années, tout cela ait vacillé, puis sombré. Les participants au colloque sur « L'état d'exception et les droits de l'homme en Uruguay », qui a eu lieu vendredi 15 et samedi 16 décembre au Sénat, à Paris, n'ont pas fourni de réponse globale à cette question. Le rôle de la guérilla des Tupamaros a sans doute été sous-estimé. Mais le Secrétariat international des juristes pour l'amnistie en Uruguay (1), qui organisait le colloque, a atteint son but : démontrer les mécanismes juridiques de l'arbitraire, depuis l'adoption des « mesures urgentes de sécurité », en 1973, et proposer une perspective de lutte, à travers la revendication de l'amnistie.

Pacheco Arco, élu vice-président en 1968, succède constitutionnellement en 1967 au président Gensolo (décédé). Pour lutter contre la « subversion », dans un climat de crise économique et sociale, il a recours

aux « mesures urgentes de sécurité » prévues, à titre exceptionnel, à l'article 168 de la Constitution. Elles autorisent l'exécutif à procéder directement à des arrestations sans intervention de la justice.

Rapidement, l'exception devient la règle. « L'Uruguay se trouve ainsi en présence d'un ordre juridique double : l'ordre juridique normal, fondé sur la Constitution et les lois, et l'ordre juridique spécial, fondé sur les mesures urgentes de sécurité », explique M. Senese, secrétaire général de l'Association des magistrats italiens. Les juges n'ont plus à connaître que des délits « ordinaires », tandis que le gouvernement interne, sans aucune garantie juridique, les personnes qu'il assime « subversives ».

Les magistrats tentent de défendre leurs prérogatives en acceptant de recevoir les demandes d'habes corpus des citoyens détenus indéfiniment sans procès. Ils sont soutenus par la Cour suprême, mais le gouvernement refuse de céder, ce qui provoque un conflit ouvert entre les pouvoirs exécutif et judiciaire. Une campagne est orchestrée contre la magistrature, que le gouvernement accuse publiquement, en mars 1972, d'agir uniquement par peur de représailles de la part des guérilleros.

#### La prééminence des tribunaux militaires

Le président Bordaberry, qui a succédé à M. Pacheco, déclare le 14 avril 1972 : « l'état de guerre interne », concept qui n'existait jusqu'alors que dans le code pénal militaire. Tous les délits politiques tombent sous le coup de ce code et sont de la seule compétence des tribunaux des forces armées. Les personnes arrêtées en vertu des « mesures urgentes » étaient déjà détenues la plus souvent dans des casernes...

La loi sur la « sécurité nationale », votée le 10 juillet 1972, achève de court-circuiter les tribunaux civils. On insère dans le code pénal militaire, sous le nom de crimes de « lèse-nation », une série de délits relevant jusqu'alors des juridictions civiles. L'armée, chargée de la lutte contre la guérilla, est ainsi juge et partie. Des officiers, dont les collègues font quotidiennement le coup de feu contre les guérilleros, « jugent » les suspects.

Les arrestations ont lieu de nuit. L'« inculpé » est torturé jusqu'à ce qu'il signe des « aveux ». Il est alors présenté à un juge militaire qui lui demande s'il confirme ses déclarations. Il sait pertinemment qu'il sera à nouveau torturé s'il se rétracte.

La répression n'a pas cessé en Uruguay, bien qu'elle ait, de l'aveu même des militaires qui ont pris le pouvoir le 27 juin 1973, atteint des limites son objectif : la destruction de la guérilla. Il reste, selon un des participants du colloque, M. Toolen, avocat néerlandais et secrétaire exécutif de la Commission internationale des juristes, trois mille à quatre mille prisonniers politiques dans le pays. Leurs défenseurs sont toujours considérés comme des « complices de la subversion ». Sept avocats sont en prison et une trentaine en exil.

Toute activité syndicale est illégale depuis le coup d'Etat de 1973. La Convention nationale des travailleurs, qui regroupait 90 % des syndiqués, est dissoute. La grève est interdite. Les militaires ont bien essayé de susciter des organisations ouvrières à leur dévotion. Peine perdue. « Ils n'ont pas encore trouvé le moyen de créer des syndicats sans syndicalistes. Dans tous les votes à bulletin secret, les travailleurs ont choisi les anciens responsables. Il a fallu dissoudre d'urgence les nouveaux organismes », remarque M. Carvalho, avocat uruguayen en exil, qui a défendu de nombreux syndicalistes. Le Secrétariat international, créé en mars 1977, a bon espoir de faire bouger les choses. « Nous voulons dépasser le cadre strictement humanitaire de la défense des droits de l'homme. Nous combattons pour l'amnistie, et ce qui s'est passé récemment dans plusieurs pays d'Amérique latine, notamment en Bolivie, nous montre que celle-ci est perdue l'annonce d'un processus politique de retour à la démocratie », conclut M. Joinet, ancien président du Syndicat français de la magistrature, l'un des fondateurs du Secrétariat.

Les Boliviens qui avaient commencé une grève de la faim le 28 décembre 1977, pour réclamer l'amnistie dans leur pays, ont réussi à faire céder le général Hugo Banzer. Il est vrai que le 14 janvier, ils étaient plus de mille, et qu'ils avaient le soutien du clergé. Jusqu'à présent, l'Eglise uruguayenne ne s'est pas engagée dans cette voie...

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) 11, rue Jean-de-Beauvais, 75003 Paris, tél. 225-16-47.

vos cadeaux de fin d'année  
Fayard

Sous la direction de

velyne Sullerot

LE FAIT FEMININ

préface de André Lwoff, prix Nobel

ANOUAR EL-SADATE

A la recherche d'une identité



Yves Trognon  
LE MONDE DU XX<sup>È</sup> SIECLE

DOMINIQUE LECA  
LA RUPTURE DE 1940

Olivier Merlin  
Quand le Bel Canto régnait sur le Boulevard

Jean-Marc Soyez  
Quand les Anglais vendangeaient l'Aquitaine

**HIFI D** 11-13, avenue du Général-Leclerc PARIS (14<sup>e</sup>)

AMPLI 2 x 12 W	426 F
AMPLI 2 x 24 W	561 F
AMPLI 2 x 40 W	755 F
AMPLI 2 x 50 W	1.070 F
TUNER AM FM stéréo	532 F
TUNER AM FM stéréo	669 F
CHAÎNE complète 1 AMPLI 2 x 12 W, 2 enceintes, 2 voies 30 W, 1 platine tête magnétique	1.399 F

**50 %** de remise à tout acheteur sur meuble HI-FI de rangement.

Toute une gamme de chaînes complètes à des prix entrecôtés.

**AEROPORT DE PARIS**  
imagine, construit, gère, conseille, exporte

passagers aériens pendant la période des Fêtes allez bon train prendre l'avion

**ROISSY RAIL**  
**ONLY RAIL**

liaisons tous les quarts d'heure de 5h 30 à 23h 30<sup>(1)</sup>

De Paris / Gare du Nord à Roissy Charles de Gaulle	De Paris / Gare d'Orsay, St Michel et Austerlitz à Orly Aéroports (2)
--	---

CARTE ORANGE VALABLE.

(1) toutes les 30 minutes après 21 h pour Orly Aéroports.  
(2) par suite de travaux, les gares de Pont St-Michel et Paris gare d'Orsay ne sont plus desservies après 22 heures.

AEROPORT DE PARIS VOUS OUVRE LES PORTES DU MONDE

50.1 من الامم المتحدة

## LAUZIER + VIELFAURE à lire absolument



192 p.  
29 F.

« Il faut l'avoir lu ».  
« Avec talent et des dessins à encadrer ».  
« Sous des dehors plaisants, ce livre est sérieux ».  
« Une ironie grinçante qui révèle les vraies questions : la compétence et la responsabilité ne sont plus rémunérées à leur prix ».  
« Force quand même l'étonnement ».  
« Une plume ravageuse ».

Pariscopie

Lui

Le Figaro

Valeurs Actuelles

Le Magazine Littéraire / Sternberg

Minute

« ... une amusante illustration dans une pochade qui est un pamphlet et aussi une défense des hauts salaires ».  
« Un petit livre bourré d'humour, non-conformiste en diable, présentant des vérités sous-jacentes ou jaillissantes. Bref une mine de bon temps ».

Le Progrès de Lyon

Copernic

lunettes propres  
avec  
**opticien**  
chez tous  
les opticiens

**Atelier de poterie**  
« LE CRU ET LE CUIT »  
accueil en groupe,  
toute l'année,  
les amateurs de 3 à 83 ans  
5, RUE LACEPÈDE, PARIS-3  
Téléphone (le soir) : 707-85-64

## AFRIQUE

### La Guinée vingt ans après

#### IV. — « PARTI-ÉTAT » ET « HOMME-PEUPLE »

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE LANGELLIER

La Guinée, qui s'apprête à accueillir M. Giscard d'Estaing, sort lentement du ghetto où elle était enfermée depuis vingt ans. Cette ouverture lui permettra notamment de recevoir une aide technique et économique de l'Occident (le Monde, des 16, 17-18 et 19 décembre). Toutefois, le système politique édifié autour du parti unique demeure, pour l'instant, inchangé.

Conakry. — « Grâce à la révolution, les vieilles sont redevenues jeunes filles. Aujourd'hui, toutes les femmes sont belles. Elles portent des chaussures et possèdent des montres... Le parti ne se trompe jamais. Grâce au président Sekou Touré, nous avons suffisamment de riz, de tomates, d'huile et de lait... » Tour à tour, chaque orateur rend hommage au socialisme guinéen et à son chef. Immuablement, les éloges déclenchent, parmi le public, de fougueux applaudissements. Ce vendredi soir, à Matam I, quartier périphérique de Conakry, quelques deux cents personnes participent à l'assemblée générale hebdomadaire du Pouvoir révolutionnaire local (P.R.L.), dans un hangar aménagé en permanence du parti. À la tribune, sont invités d'honneur.

Ce soir-là, trois sujets sont à l'ordre du jour : réflexion sur les enseignements du onzième congrès du parti démocratique de Guinée (P.D.G.) — qui s'est tenu

en novembre, — organisation du ravitaillement et préparation des compétitions artistiques. Le maire intervient pour rappeler « l'objectif de Matam I » : remporter le premier prix de chorale féminine. Il exhorte ensuite le bureau des femmes à cultiver un hectare de produits maraichers. Vient la lecture de plusieurs lettres : dans l'une d'elles, un tailleur du quartier sollicite des volontaires pour une danse folklorique organisée à l'occasion de son mariage ; un autre militant informe l'assemblée que ses deux femmes sont de retour des lieux saints. Le P.R.L. est, en effet, responsable de l'état civil. Avant la levée de la séance, une oratrice s'exclame : « Faisons pour la longévité d'Ahmed Sekou Touré ! »

P.R.L., P.D.G. : ces deux sigles résument le socialisme guinéen. Branche du R.D.A. (Rassemblement démocratique africain), le P.D.G. est né le 14 mai 1947, à Bamako, à l'instigation d'un jeune et brillant syndicaliste, formé à l'école de C.G.T. Ahmed Sekou Touré. Trois décennies plus tard, la Guinée vit sous le régime du « Parti-État », auquel appartiennent tous les Guinéens âgés de plus de sept ans. À tous les échelons, les structures du parti unique « doublent » celles de l'État. Au sommet, les grandes décisions administratives et politiques relèvent des mêmes hommes. L'organisation du parti obéit aux règles du « centralisme démocratique ».

#### La « grande armée du peuple »

La P.R.L. est la cellule de base du parti. S'apparentant à une commune populaire chinoise, il est dirigé par un bureau qui comprend sept élus. Choisi en son sein, le maire, comme tous les responsables, est théoriquement révocable. Chaque vendredi soir, les deux mille cinq cents P.R.L. de Guinée, représentant la « grande armée du peuple », tiennent leur assemblée générale, compétente pour toutes les questions d'intérêt local. Malgré la menace pesant sur les militants, une réduction des rations de produits de première nécessité (des farines « dotations ») en cas d'absence, celui-ci se voit largement au sein des P.R.L.

À 150 kilomètres de Conakry, nous avons pris de Forecariah, séjourné quelques heures dans un P.R.L. rural. Il a pour maire un aimable agriculteur d'une cinquantaine d'années, qui entretient trois femmes (depuis 1964, une loi interdit la polygamie, mais n'a pas d'effet sur les unions déjà conclues). Là, comme partout en Guinée, le paysan possède la terre. Cepen-

dant, chaque famille est astreinte à travailler sur un champ collectif alloué par le P.R.L., dans le cadre de deux « brigades de production », l'une « ateliée », l'autre « mécanisée ». Ainsi coexistent les deux systèmes de production, collectif et individuel. Arrive-t-il qu'une famille rechigne à fournir sa part de travail collectif ? Le P.R.L. est responsable de la construction du dispensaire et de l'école (en Guinée, l'instruction est obligatoire). Sur les mille six cents habitants du village, le P.R.L. dispose d'un magasin d'armes et de munitions. Seuls les membres du bureau des statistiques des trois organisations de masse (syndicats, jeunesse, femmes) déclinent une arme en permanence.

Comme tous les partis uniques, le P.D.G. est responsable de la construction de la nation. Des débats approfondis semblent pourtant se dérouler en son sein. Certes, il n'est pas question de contester le bien-fondé des orientations, mais elles sont parfois trahies par le sommet. Du moins, la base peut-elle discuter leurs modalités d'application. D'ailleurs, le parti pratique volontiers l'autocritique : pourvu que celle-ci soit jugée féconde en haut lieu. Certaines audaces politiques sont longuement expliquées à la population. Il en fut ainsi pour la réconciliation avec Dekar et Abidjan.

« Informer et former pour transformer », proclame le manifeste de la maïeutique touréenne. En conséquence, le parti conserve la haute main sur l'information. Instrument de mobilisation du peuple, il ne peut être interdit de « diffuser » et de publier toute émission ou tout écrit pouvant, de quelque façon que ce soit, résister à la révolution. « À long terme, la Voie de la révolution déverse des commentaires aussi interminables que les éternités. Apparemment inépuisables, ces commentaires radiophoniques, la population guinéenne écoute attentivement les bulletins d'information des stations locales et entendent l'étranger de passage de l'état de santé du président Boumediène ou des malheurs de M. Chirac ».

Deployant un vibrant « socialisme du verbe », le régime guinéen est friand de slogans sonores : « Homme, victoire, gloire au peuple », « Impérialisme colonialisme, néo-colonialisme, à bas ! » autant que de prédictions vengeresses : « La Guinée sera le tombeau de l'impérialisme ». Il goûte aussi les aporismes au ton moralisateur : « Des actes, rien que des actes », « Être et ne pas paraître », voire légèrement mystique : « Le peuple a défendu la révolution, Dieu l'a sauvé ». Espère-t-on se distraire de ces préceptes ? La jeunesse guinéenne danse avec une verve et un plaisir inégalés en Afrique. Chaque soir, sur la piste obscure de La Minière — la plus célèbre discothèque de Conakry, — les couples évoluent, dans le fracas des « sonos », au rythme de Saturday Night Fever. Doit-on préciser que les jeunes Guinéens sont, dès la prime enfance, soumis à un embrigadement intensif ? L'éducation a été largement démocratisée (plus de 300 000 élèves contre 22 000 en 1960), mais aussi politisée à l'extrême. Depuis la déclenchement, en 1958, de la « révolution culturelle socialiste », chaque établissement s'est transformé en un

« centre d'éducation révolutionnaire » (C.E.R.). Chacun des quelque deux mille cinq cents C.E.R. que compte la Guinée remplit plusieurs fonctions : unité de production, centre d'apprentissage, cellule socialiste, et doit être, selon la terminologie en usage, le « noyau germinatif du P.R.L. ». L'enseignement est délivré en français, langue officielle de la « République populaire et révolutionnaire de Guinée ».

Depuis vingt ans, M. Sekou Touré est l'objet d'un culte de la personnalité qui va bien au-delà du respect que les Africains vouent d'ordinaire à leur chef. Au cours des réunions publiques, il n'est pas concevable qu'un orateur cite le nom du « Grand Syllabé » sans que la foule, en une sorte de réflexe pavlovien, applaudisse bruyamment. Chaque discours peut être ainsi interrompu dix, vingt, trente fois.

Cette exaltation du président engendre un langage boursoufflé où prolifèrent adjectifs et pléonasmes. En voici un échantillon

#### La conversion d'Ousmane

Ousmane : c'est à la fois le titre d'une pièce didactique, fort en vogue ces temps-ci à Conakry, et le patronyme de son personnage-vedette, un jeune Guinéen bardé de diplômes et rentré au pays après plusieurs années de séjour en France. Affecté à Mamou, une ville isolée dans le pays, il se comporte aussitôt en odieux « petit chef », autoritaire et corrompu. Contaminé par les valeurs et méthodes du monde capitaliste, il méprise les paysans et comprend mal qu'on ne rende pas un hommage empressé à ses mérites. Mais à force de persuasion, ce jeune cadre « déraciné » entend raison et comprend que la révolution est une affaire de tous. Il se convertit à l'assiette et à la représentation de cette pièce, sur la grande scène du Palais du peuple de Conakry, et devant un parterre de « cadres » dans doute nombre d'Ousmanes.

La campagne de lutte contre l'opportunisme et la corruption, qui, actuellement, bat son plein en Guinée, ne vise-t-elle pas, en priorité, certains cadres haut placés ? Ouvrant, en novembre, les travaux du onzième congrès du parti, M. Sekou Touré dénonçait les « maîtres de la contre-révolution », c'est-à-dire ceux du P.D.G. « qui, incompétents, « laissent pourrir les choses » et « contournent les décisions ». Il s'agit, dit-il, de « discipliner » parmi la jeunesse et auprès des cadres honnêtes une « idéologie de fousmisme » conforme au dictionnaire guinéen : « Au pays des fous, si tu ne fais pas l'hygiène, tu seras croqué ». « Le Congrès, concluait-il, marque l'heure solennelle de distinguer ceux qui, dans le secret, œuvrent à l'affaiblissement des bases de la révolution populaire ».

An cours du congrès, plusieurs orateurs développèrent ce thème. Une déléguée de l'Union des

emprunté à la révolution générale du vingtième Congrès du parti. Celle-ci débute en rendant hommage au « magistrat discours du camarade responsable suprême de la révolution, document d'une exceptionnelle valeur idéologique caractérisé par une rigueur d'analyse sans faille et une précision dialectique digne du Grand Penseur, servi par une extraordinaire puissance d'appréhension, de pénétration d'analyse et de maîtrise des phénomènes sociaux les plus complexes déterminant la trajectoire des peuples dans leur évolution historique ».

Dans les rues de la capitale, les portraits colorés du « Grand Syllabé », légèrement moins nombreux depuis un an, côtoient parfois ceux des héros du tiers-monde : Ho Chi Minh, Fidel Castro, Amílcar Cabral. M. Sekou Touré a justifié cette incessante glorification de sa personne par le fait qu'il « incarne le peuple ». Comme le proclame un slogan, il est « l'homme-peuple ». Postulat commode qui évite de s'interroger sur les effets aliénants d'un système où le panégyrique tient lieu trop souvent d'analyse.

En l'espèce, la position personnelle de M. Sekou Touré, inspirateur de cette campagne, est inattaquable. Et même ses plus farouches adversaires lui ont toujours reconnu un total désintéressement à l'égard des avantages matériels que procure l'exercice du pouvoir. Après vingt ans de règne, il ne possède aucun bien personnel, même si la présence à des postes de responsabilité de ses frères, beaux-frères et neveux donne corps à l'accusation de népotisme et fait dire à l'opposition que le socialisme guinéen est aussi une affaire de famille.

Il reste à savoir quelle suite sera donnée à la révolution générale du congrès qui préconise notamment de « balayer les confusionnistes » et d'« éliminer les faux cadres et les camoufleurs ». M. Sekou Touré s'est en tout cas donné les moyens de renouveler largement le personnel politique. Aux printemps prochains, des élections générales ou partielles, selon le cas, se tiendront à tous les échelons du parti. Elles déboucheront, en juin, sur le choix d'un nouveau comité central. En attendant cette échéance, le pouvoir est entre les mains d'un bureau politique, récemment élargi à quinze membres. En outre, le principe de l'élection au suffrage universel, concerne désormais les gouverneurs de région et les chefs d'arrondissement. Ceux-ci seront assistés de « comités administratifs ». Il s'agit officiellement d'intensifier la « délégation des pouvoirs aux organisations de base ».

#### Doctrinaires et pragmatiques

L'évolution politique en cours a donné lieu à un débat interne opposant doctrinaires et pragmatiques. À la tête des doctrinaires, on trouve le ministre de l'information et de l'idéologie, et Mamadi Keita, ministre du domaine éducation-culture. Parmi les pragmatiques, on range la plupart des ministres « gestionnaires », incités quotidiennement à faire preuve de réalisme. Au cours d'une session de préparation du congrès tenue à Kankan, en août dernier, M. Sekou Touré aurait été sensible aux arguments du second courant. Toutefois, cette victoire des pragmatiques ne devrait s'accompagner ni d'une remise en cause de l'idéologie ni d'un abandon du vocabulaire révolutionnaire.

Le régime va-t-il, progressivement, se libéraliser ? Il y a lieu de le penser. Le régime a l'amitié à tous les exilés. Sur le moment, ce geste n'eut pratiquement aucun effet. En cessant d'écarter, lors du sommet de Monrovia, l'expulsion des communautés guinéennes du Sénégal (sept cent mille personnes) et de Côte-d'Ivoire (cent cinquante mille personnes), en consacrant au principe de la libre circulation des personnes et des biens, le président a de nouveau lâché du lest. La diaspora guinéenne — estimée à environ un quart de la population totale — demeure pour l'instant très sceptique. Elle exige, avant de répondre aux avances

qui leur sont faites, l'élargissement des détenus politiques. Depuis l'ouverture des frontières, quelques milliers d'exilés sont cependant revenus au pays, mais pas le chef de l'État. Quelques centaines ont choisi de rester. D'autres l'ont régulièrement la navette entre la Guinée et les pays voisins. La plupart appartiennent à des familles modestes. La dégradation de la situation économique dans les pays d'accueil, notamment au Sénégal et en Côte-d'Ivoire, n'est pas étrangère à leur décision. Parmi eux ne figure aucune personnalité politique de premier plan. À Paris, des dizaines de milliers de Guinéens, des contacts ont été noués entre les représentants du gouvernement guinéen et l'opposition, sans grand résultat jusqu'à présent. Seul le rétablissement d'un climat de confiance accélérerait le retour des exilés vers leur sol natal.

La Guinée de M. Sekou Touré serait-elle donc « récupérable » ? A Washington et à Paris, on paraît le penser. La Maison Blanche et l'Élysée, qui ont largement contribué à la réconciliation de Monrovia, croient qu'un adoucissement du régime suivra l'actuelle ouverture. Mais les centaines de milliers de Guinéens contraints à l'exil par tous les crimes commis au nom de la révolution seront plus difficiles à convaincre.

FIN

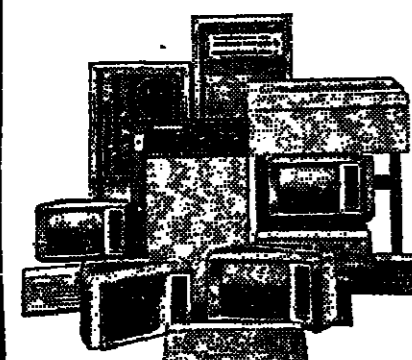
Vient de paraître :  
**L'AFRIQUE D'EXPRESSION FRANÇAISE**  
et Madagascar (18<sup>e</sup> édition)  
(270 pages, format 21x27, 26 centimes)

L'exemplaire France et zone franc : 54 F - Étranger : 90 F

L'organisation politique et administrative et la situation économique et financière au début de novembre des vingt-cinq États africains où l'on parle français. Un instrument de travail pratique et actualisé pour tous ceux qui s'intéressent à ce continent où y ont des responsabilités. Un ouvrage qui fait gagner du temps.

C'est le numéro exceptionnel de la « Revue Europe Outremer », 6, rue de Bassano - 75116 PARIS - Tél. : 720-22-66

## REALITE 20 le choix réaliste de celui qui tient la barre



L'ordinateur de gestion REALITE 20 travaille en temps réel, en FRANÇAIS, directement relié aux terminaux installés là où il se passe quelque chose dans les bureaux ou les ateliers.  
La puissance de REALITE 20 peut évoluer très aisément, parallèlement à la croissance de l'entreprise.  
Les références prestigieuses de REALITE 20 sont convaincantes.  
Nous serons heureux de vous les faire parvenir.

**ICNC**  
INTERTECHNIQUE

l'informatique réaliste  
78370 PLAISIR - FRANCE  
Téléph. : (0) 460.33.00

## AFRIQUE

restauré à l'ouest  
sa Erythréen

ISTOIRE CONTEMPORAINE  
CHEZ ALBIN MICHEL

TROIS DOCUMENTS EXCEPTIONNELS

RICH AND  
POUDROIR  
NICOTINE

## PROCHE-ORIENT

### LA CRISE IRANIENNE

## Des cas de refus d'obéissance sont signalés dans l'armée

L'ayatollah Montazeri, l'une des personnalités les plus influentes de la hiérarchie chiite après l'ayatollah Khomeiny, est arrivé, lundi 18 décembre, à Paris. Dans une conférence de presse, il a assuré que le mouvement d'opposition au régime du chah trait en s'intensifiant - en raison de la profonde conviction des masses que ce régime doit prendre fin -.

L'ayatollah Khomeiny, l'un des dirigeants les plus influents de la hiérarchie chiite après l'ayatollah Montazeri, est arrivé, lundi 18 décembre, à Paris. Dans une conférence de presse, il a assuré que le mouvement d'opposition au régime du chah trait en s'intensifiant - en raison de la profonde conviction des masses que ce régime doit prendre fin -.

et se prononcera dans un délai de deux semaines. D'autre part, on apprend de très bonne source que cinquante pilotes d'Iran Air auraient présenté collectivement mardi leur démission, à la suite du licenciement, lundi, pour faits de grève de six pilotes de cette compagnie et d'une vingtaine de techniciens. Trente ingénieurs auraient également présenté leur démission.

De notre envoyé spécial

Téhéran. — La journée de deuil national a été marquée, lundi 18 décembre, par un arrêt quasi total de l'activité et, surtout, par des incidents suivis de scènes de fraternisation entre l'armée et la population à Tabriz.

A Téhéran, diverses manifestations ont eu lieu au cimetière où de très nombreux journalistes et employés de la télévision ont décidé de poursuivre leur grève jusqu'au départ du chah et dont dénoncé la « collusion » de vingt-trois de leurs collègues avec le régime. De nombreux fonctionnaires ont également arrêté le travail malgré les menaces du gouvernement qui a déjà licencié

six pilotes et un copilote, ce qui risque de provoquer une grève à Iran Air. Enfin, d'après des voyageurs étrangers qui revenaient de Méched, plus de cent mille personnes ont défilé dans la ville sainte.

Selon M. Bani-Ahmad, député de Tabriz, qui a été en contact téléphonique avec sa ville, la population a défilé en arborant des portraits de l'ayatollah Khomeiny et de son secrétaire d'Etat, le général Khomeiny, et en scandant : « Vive Khomeiny, mort au chah ». Un militaire aurait tiré, tuant deux personnes. Le mollah qui conduisait la procession se serait alors avancé la poitrine nue et aurait demandé au soldat s'il oserait tirer sur un musulman. Deux hommes de troupe auraient abattu leur camarade responsable des deux morts et donné le signal des scènes de fraternisation.

Toujours selon M. Bani-Ahmad et d'autres membres de l'opposition, le commandant adjoint de la loi martiale se serait mis en civil avant de se joindre à la population. Il aurait été suivi par les équipages de douze blindés sur lesquels les manifestants seraient montés avec des fleurs. La télévision aurait alors interrompu ses émissions. Des soldats auraient déserté plusieurs casernes, dont celle de Méched. En fin de journée, cependant, la plupart des militaires auraient rejoint leur corps.

A Téhéran, la télévision a interrompu son programme dans la soirée pour démentir les informations concernant Tabriz. Il n'en demeure pas moins qu'il se passe d'étranges choses dans l'armée iranienne depuis que l'ayatollah Khomeiny a appelé soldats et officiers à se rebeller. Dans la capitale comme dans d'autres villes de la province, la rue porte des rumeurs sur les désertions et les cas d'insubordination, en les amplifiant et parfois en les déformant. Toutefois, un certain nombre d'informations ont pu être recoupées et plusieurs indices permettent de penser que les rumeurs décelées il y a quelques semaines dans la cohésion des forces armées (le Monde daté 10-20 novembre) se sont élargies.

#### Désertions et sabotages

Il y a d'abord les désertions isolées ou collectives, avec ou sans armes. Les exemples les plus fréquemment cités sont ceux de Zandjan, où environ trois cents soldats armés auraient cherché refuge à la Husseinieh, sorte de centre culturel religieux. On fait état aussi de la désertion de trente marins à Bandar-e Ebn-e-Osman, où les soldats ont fait couper les chemins de fer et d'un nombre de soldats allant de trois à quatre à cent cinquante et plus à Téhéran, Qazvin, Tabriz et Méched. Les soldats ayant la tête rasée, de jeunes

desertions ont été signalées. Ces troubles auraient eu des répercussions au sein du haut commandement où l'on décelerait deux sortes de réactions. D'une part, les généraux « techniciens », surnommés ici les « cois blancs », dont fait partie le premier ministre, le général Azhari, joueraient un rôle modérateur et s'efforceraient de contrebalancer l'influence des « durs ». Ainsi, après les événements de Méched, le général Azhari a envoyé sur place le général Nadjmi, qui lui a succédé à

la tête de l'état-major, pour ouvrir une enquête et tenter d'apaiser les esprits. Le premier ministre a - dans le même souci - interdit les manifestations, y compris celles favorables au chah. A la suite des incidents d'Ispahan et de Méched, le haut commandement aurait fait réunir les soldats dans les casernes où on leur aurait expliqué que les ordres avaient été mal interprétés et qu'il ne fallait pas commettre de brutalités contre la population. Enfin, douze de ces officiers généraux « modérés », appartenant pour la plupart à l'aviation et à la marine, contrôlés de près par les Américains, seraient allés voir le souverain pour lui demander d'autoriser les manifestations du grand deuil chiite.

L'attitude des militaires chargés d'appliquer la loi martiale, comme les généraux Oveisi (Téhéran), Nadjji (Ispahan), Chahraghi (ministre de l'intérieur), serait bien évidemment moins conciliante. Tous sont des anciens de la garde impériale et de la garde djavidjan, unités formées dans l'« esprit » de la brigade des cosaques qui aida Reza Chah, père du souverain, à prendre le pouvoir. Les noms de plusieurs d'entre eux ont figuré sur les listes des « corrompus » et de personnes qui ont fait évanescer des capitaux. Deux cents de ces officiers auraient - dit-on ici - fait le serment de s'opposer à tout projet de retrait du chah et de défendre la dynastie jusqu'au bout.

PAUL BALTA.

**demain l'Afrique**

2ème quinzaine de décembre

**GISCARD CHEZ SEKOU: POURQUOI?**

EN VENTE 7 F. CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

## AFRIQUE

### Ethiopie

## Les militaires cubains resteront à l'écart des combats en Érythrée

Correspondance

Khartoum. — « Le visage de la guerre a changé », a affirmé le commandant Afewerki, secrétaire général adjoint du Front populaire de libération de l'Érythrée, en rendant visite à un camp de réfugiés ayant fui en novembre la ville de Karen. « Nous ne combattons plus la Derg (conseil militaire éthiopien) mais l'Union soviétique », a ajouté cet officier, qui est âgé de trente-deux ans.

An cours des trois dernières semaines de combats, l'engagement soviétique sur le champ de bataille s'est accru très substantiellement, au point qu'il est comparé par les observateurs à celui des États-Unis au Vietnam en 1965.

En revanche, les treize mille Cubains chargés notamment d'entraîner les soldats éthiopiens en Ogaden ne paraissent pas avoir participé aux combats en Érythrée.

Selon le commandant Afewerki, l'état-major éthiopien est

totallement sous le contrôle de l'U.R.S.S. Entre cent cinquante et deux cents officiers soviétiques ont pris position sur chaque front, ajoute la porte-parole du F.P.L.E. Moscou a également fourni des Mig, des hélicoptères munis d'équipements sophistiqués ainsi que des satellites permettant la prise de photos aériennes.

Selon le F.P.L.E., le général Petrov, qui commandait l'offensive victorieuse des forces éthiopiennes en Ogaden, dirigerait désormais les forces terrestres d'Addis-Abeba en Érythrée.

Certains combattants du front affirment en outre avoir vu les corps de soldats soviétiques à l'intérieur et autour d'un groupe de chars éthiopiens détruits dans la localité d'Elabaret. Aux yeux du F.P.L.E., la guerre d'Érythrée a changé radicalement de nature depuis l'apparition de nombreux véhicules blindés et le recours intensif à l'artillerie et aux bombardements aériens.

DAN CONNELL.

#### Victor Barthélémy :

« Du communisme au fascisme - L'histoire d'un engagement politique. » Par un militant de l'Internationale qui devint le lieutenant de Jacques Doriot... Remarquables souvenirs... sur la nature exacte des rapports entre l'occupant et les

#### El Campesino :

« Jusqu'à la mort. » Par l'un des généraux républicains de la Guerre civile d'Espagne qui sera l'une des premières victimes du Goulag... Un document passionnant, un témoignage que ne désavouerait ni Maïaux,

#### Karel Kaplan :

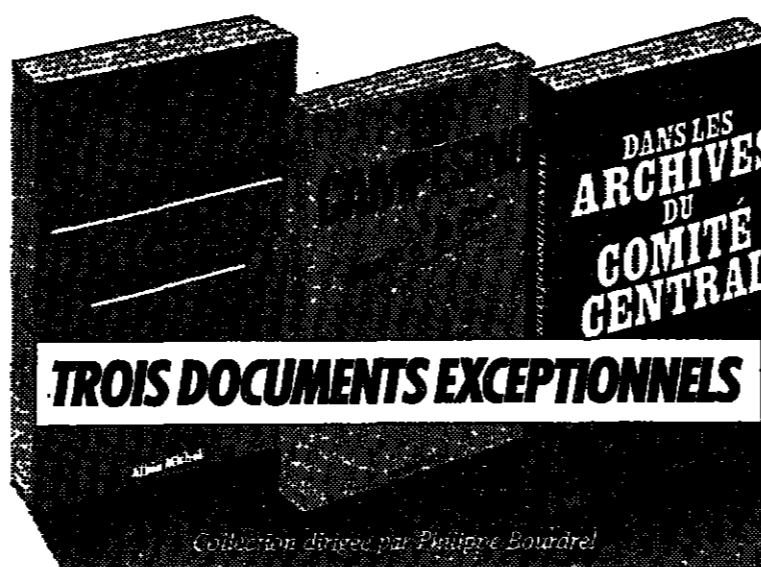
« Dans les archives du Comité central - Trente ans de secrets du bloc soviétique. » Par l'un des historiens et membre du secrétariat du PC tchécoslovaque. « On croyait

**HISTOIRE CONTEMPORAINE CHEZ ALBIN MICHEL**

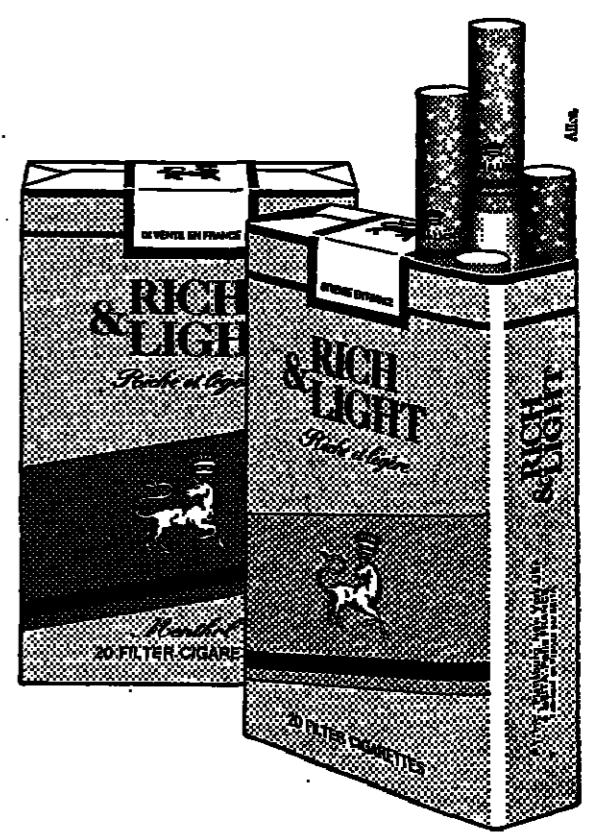
collaborateurs, les illusions de ces derniers et leur isolement au milieu des Français, son livre apporte un témoignage important... Gilbert Comte / Le Monde

ni Soljenitsyne, ni Papillon... Le Nouvel Observateur

du truage des procès à l'Est depuis l'Aveu d'Arthur London. Or ce qu'apporte l'enquête de Karel est inédit et encore plus instructif : ce n'est plus le témoignage des victimes, mais des organisateurs et des bourreaux... Pierre Dab / Le Figaro Magazine



**RICH AND LIGHT**  
(Riche et léger) **8,0 mg**  
**GOUDRONS 8,0**  
**NICOTINE 0,45 mg**  
(Teneurs moyennes par cigarette.)



حکومت الامم المتحدة

## EUROPE

## Union soviétique

## TRIBUNE INTERNATIONALE

## Les trois fronts de l'armée soviétique

par MIRCEA OPRISAN (\*)

Les analyses sur le rapport des forces militaires entre les deux grandes puissances abondent. Il est cependant des composantes de nature non militaire que les états-majors ne peuvent ou ne sont pas autorisés à prendre en considération, bien qu'elles soient d'un poids non négligeable.

Dans l'actualité d'un conflit armé, les stratégies du Kremlin se doivent de considérer deux éléments : 1) la forte probabilité d'une intervention chinoise ; 2) la possible défection d'armées nationales signataires du pacte de Varsovie.

Pour Moscou, faire la guerre à l'Ouest signifie ouvrir trois fronts ; les fronts européens et chinois et le front « intérieur » : les armées du pacte peuvent faire défection, l'Union soviétique ne peut compter que sur une seule « fraternité fidèle » : celle de la Bulgarie. Et encore, le contact terrestre entre les deux armées suppose-t-il la collaboration de la Roumanie communiste et rebelle.

La présence de la Roumanie au sein des forces du pacte de Varsovie est devenue formelle. Depuis que Khrushchev a retiré les troupes soviétiques de la demande de « fidélité » Gheorghiu-Dej, en 1958, les dirigeants roumains valaient à ce qu'elles n'aient aucune occasion de revenir.

Comme le reste du monde, en 1968, le gouvernement roumain a profité par la radio l'invasion de la Tchécoslovaquie. Cinq des alliés du pacte pénétrèrent sur le territoire du sibérien sans que le septième ait été averti. La réaction roumaine ne se fit pas attendre : la même année, une nouvelle loi stipulait que la seule autorité habilitée à approuver l'entrée de soldats étrangers sur le territoire national était la Grande Assemblée nationale réunie en séance publique. Toute autre forme d'action déclencherait automatiquement l'état de guerre avec le pays concerné qui serait considéré comme agresseur.

Depuis lors, la participation de la Roumanie aux manœuvres militaires organisées par le pacte s'est limitée à quelques représentants de son état-major ; seuls quelques membres des états-majors des pays « alliés » ont participé aux manœuvres roumaines.

Si la défection roumaine est la plus évidente, elle n'est pas la seule possible. En 1956, un des héros de l'armée hongroise, le général Pál Maléter, tint tête aux Soviétiques. La politique de János Kádár est aujourd'hui très prudente et on peut penser que l'armée hongroise ne constituerait pas un allié fidèle des troupes soviétiques d'occupation. La Roumanie encourage, en outre, les revendications territoriales des Hongrois sur la Transylvanie. Le sort de cette région fut réglé en 1918, par la France et l'Angleterre, dans le traité de Trianon. En 1940, Hitler offrit le nord de la Transylvanie aux Hongrois. En 1945, Staline annula cette décision. Aujourd'hui, l'U.R.S.S. veut se passer en arbitre entre les deux pays rivaux. Qu'advienne une guerre à l'Ouest, et il est probable que les armées hongroises et roumaines préféreraient en découdre plutôt que de se battre aux côtés des « protecteurs ».

La fidélité tchécoslovaque est tout aussi douteuse. On n'a pas oublié, à Prague, le printemps 1968.

Quant à la Pologne, la situation est plus complexe. La tradition de lutte contre l'occupant soviétique est entretenue par la présence militaire soviétique. Des territoires polonais, « concédés » à l'U.R.S.S. par le pacte germano-soviétique, sont restés soviétiques depuis 1939. Les Soviétiques peuvent cependant jouer une carte : celle des territoires allemands attribués à la Pologne. Car le sentiment d'allemand de Pologne est encore profond.

Reste le dernier membre du pacte de Varsovie : la R.D.A. C'est l'ennemi séculaire transformé en allié sûr ; le gouvernement est-allemand est fidèle à Moscou, car cette fidélité garantit sa survie. Mais, pour les Allemands, le mur qu'on a dressé sous leurs fenêtres est le tribut payé à cette fidélité.

Ce bien ne vaut qu'en cas de guerre conventionnelle. La seule solution pour Moscou d'éviter de telles défections est d'engager la guerre atomique. Mais la guerre atomique à l'Ouest pose au Kremlin de gros problèmes de nature non militaire qu'on ne peut ignorer : la riposte américaine essentiellement les territoires situés à l'ouest de l'Oural et de la Volga, c'est-à-dire à plus forte concentration de populations slaves, là où se sont développées la culture et la civilisation slaves. Qu'advient-il d'une Union soviétique dans laquelle la population slave deviendrait fortement minoritaire, dans laquelle de grands territoires peuplés de Slaves seraient ravagés et dans laquelle, enfin, les grands centres de décision politique seraient anéantis ?

Il paraît clair que l'U.R.S.S. ne peut adopter une stratégie politique débouchant sur la guerre à l'Ouest.

CONSEQUENCE logique de ce raisonnement : les stratégies du Kremlin doivent éliminer deux des trois fronts et garantir leur supériorité slave contre le péril chinois. La seule solution qui leur reste, c'est donc d'éliminer le péril chinois.

Les arguments à l'appui de cette thèse sont nombreux. La puissance militaire soviétique — conventionnelle et atomique — est, à tous points de vue, supérieure à celle de la Chine. L'émiettement du potentiel atomique chinois et la destruction de son armée peuvent constituer des plans très réalistes pour l'état-major soviétique.

Quant à la non-participation des États-Unis à une guerre opposant les deux géants du bloc communiste, elle est plus que vraisemblable. L'Union soviétique peut imposer à la Chine, grâce au Vietnam, la guerre sur deux fronts. Et elle a toutes les raisons de penser que le Vietnam sera, pour la Chine, un adversaire tout aussi coriace qu'il le fut pour la France et les États-Unis.

Sur quoi peut déboucher un tel scénario ? Un gouvernement pro-soviétique à Pékin et une présence « protectrice » de l'armée soviétique en Mandchourie sont des hypothèses fort plausibles. L'entente sino-japonaise serait alors dénoncée, l'Union soviétique et le Vietnam domineraient le plus grand parti du continent asiatique. Le Japon ne pourrait s'appuyer sur pressions soviétiques et États-Unis n'auraient pas les moyens de contrebalancer l'influence soviétique.

Dans le tiers-monde, la concurrence idéologique ferait place à la prédominance soviétique avec l'aide des têtes de pont déjà en place. Et puisque la victoire attire les hésitants... En Europe, comme sous Staline, les alliés traditionnels seraient soumis. Quant aux pays de l'Europe de l'Ouest, ils devraient accepter les conditions du Kremlin, comme jadis celles de Hitler.

Il est sûr, ces perspectives peuvent paraître tout aussi fantastiques que le furent celles inscrites dans Mein Kampf. Mais combien en a-t-il coûté pour mettre un terme à la folle ambition du Führer ? Or, on est en droit de penser qu'un processus similaire est engagé.

La solution logique qui peut empêcher l'accomplissement des desseins soviétiques est un traité de non-agression et d'assistance entre les États-Unis et la Chine. Ce traité devrait comporter deux idées directrices : 1) les États-Unis et la Chine ne se feront pas la guerre ; 2) si une tierce puissance attaque ou menace l'un des deux États avec des armes atomiques, l'autre interviendra avec ses armes atomiques.

Un tel traité comporte des obstacles. Taiwan est au nombre de ceux-ci ; mais son existence n'a pas compromis l'amélioration des relations sino-américaines.

Des divergences politiques et idéologiques peuvent conférer à un tel traité un caractère fantaisiste. Le pacte germano-soviétique fut signé par deux ennemis mortels. L'histoire nous a montré comment les ennemis impérialistes d'Hitler devinrent ennemis de Staline pour écarcer Hitler et comment ces nouveaux alliés entraînèrent les classes territoriales du pacte germano-soviétique favorable à Moscou. Les alliés sont redevenus ennemis. La Chine, « alliée pour l'éternité » de l'U.R.S.S., est devenue son pire ennemi.

Dans ces conditions un pacte de non-agression sino-américain ne paraît ni illogique ni fantaisiste.

\* Mircea Oprisan a représenté la Roumanie au Conseil de 1952 à 1964, puis a été ministre du commerce avant d'être conseiller économique au conseil des ministres. De 1973 à 1977, il a été conseiller au ministère du commerce et de l'industrie d'Israël. Il vit maintenant au Canada.

UNE VOITURE  
« HIÉRARCHISÉE »...

(De notre correspondant.)

Moscou. — La femme du représentant à Moscou de la compagnie aérienne finlandaise Finnair a été tuée, vendredi 15 décembre, dans un accident de la circulation. Une voiture qui avait brulé un feu rouge a percuté dans le centre de la capitale soviétique le véhicule du représentant de Finnair.

Un accident malheureusement banal, comme il s'en produit plusieurs fois par jour dans toutes les villes où la circulation est intense. Il est moins cependant quand la voiture en infraction est une ZIL, une de ces longues automobiles noires réservées aux membres du bureau politique (1).

Les Soviétiques ont un sens très développé de la hiérarchie, qui atteint aussi les véhicules. Tout d'abord, le simple citoyen n'a pas le droit d'avoir une voiture noire, cette couleur étant réservée à l'administration. Les membres du bureau politique voyagent dans les ZIL, alors que les ministres et les hauts fonctionnaires du comité central n'ont droit qu'à des grosses Tchaïka, qui semblent sorties d'un film américain des années 30. Les hauts fonctionnaires ou assimilés doivent se contenter de Volga.

Mais tous ces véhicules ont un point commun : ils se jouent des règles normales de la circulation. Ils ont leurs couleurs réservées au milieu des grandes artères de la ville, et pour eux n'existent ni feu rouge, ni interdiction de tourner à droite ou à gauche, ni interdiction de doubler. — D. V.

(1) ZIL : initiales russes de l'usine Likhatchev, du nom du premier directeur de l'entreprise. L'usine s'est appelée successivement Likhatchev, Likhatchev, puis, enfin, Likhatchev.

## Irlande du Nord

PLUSIEURS POLICIERS  
SONT IMPLIQUÉS  
DANS UN MEURTRE  
ET UN ENLÈVEMENT

(De notre correspondant.)

Belfast. — Un scandale qui met en cause la Royal Ulster Constabulary (RUC), la police de l'Ulster, en majorité protestante, vient d'éclater. On a appris, dimanche 17 décembre, que huit membres de la RUC étaient actuellement interrogés pour leur participation à un meurtre et à un enlèvement. Deux d'entre eux, au moins, dont un gradé, pourraient être inculpés ces jours-ci. D'autres inculpations et de nouvelles arrestations pourraient avoir lieu.

Depuis longtemps déjà, les activistes catholiques prétendaient que des policiers de la province avaient été impliqués dans des affaires de défense de l'Ulster, la police supplétive, ont été condamnées pour des meurtres de catholiques et des hommes de la RUC ont été impliqués dans des affaires de délits graves.

Mais l'affaire qui vient d'éclater va bien au-delà : selon une déclaration du quartier général de la RUC, au moins deux policiers auraient été impliqués dans le meurtre d'un jeune catholique, William Strathairn, tué au petit matin à son domicile du comté d'Antrim par un homme qui disait vouloir acheter de l'aspirine pour un enfant malade. Le même policier, ainsi qu'un sergent seraient probablement impliqués de l'enlèvement d'un prêtre catholique, le Père Hugh Murphy, en juin dernier, dans un petit village du même comté d'Antrim. Le Père Murphy avait été détenu par ses ravisseurs pendant douze heures en représailles de l'enlèvement d'un homme de la RUC par l'IRA provisoire dans une autre partie de la province. Ce dernier avait été retrouvé mort, mais le Père Murphy avait été libéré après l'appel lancé aux ravisseurs par plusieurs dirigeants politiques et religieux d'Irlande du Nord.

DAVID MCKITTRICK.

édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Général :  
Jacques Favet, directeur de la publication,  
Jacques Favet.

Impression :  
à Paris :  
S.A. des Éditions  
PARIS-IX  
1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

## Tchécoslovaquie

LA CHARTE 77  
DÉNONCE LES DISCRIMINATIONS  
DONT SONT VICTIMES  
TROIS CENT MILLE TZIGANES

(De notre correspondant en Europe centrale.)

Vienne. — La Charte 77 vient de rendre public un nouveau document dans lequel elle dénonce les discriminations dont sont victimes les quelque trois cent mille Tziganes vivant en Tchécoslovaquie.

Après avoir rappelé les mesures autoritaires de dispersion des foyers de peuplement tzigane, prises plusieurs fois dans le passé (en 1955 et en 1965), les auteurs du document indiquent que cette communauté ne bénéficie nullement des droits reconnus à une minorité. Les tziganes se heurtent à de multiples tracasseries bureaucratiques dans leur liberté de déplacement à travers le pays et dans la recherche d'un emploi. Les travaux les plus fréquents qui leur sont offerts sont ceux de terrassier et de manœuvre.

L'enclavement scolaire de ce groupe humain est très défavorable. Selon le document, pour 30 % la population tzigane de Tchécoslovaquie serait analphabète et, pour la classe d'âge allant de quinze à vingt-neuf ans, ce pourcentage serait encore de 17 %. Seuls 15 % des hommes âgés de trente ans ont déclaré avoir suivi le cycle scolaire normal de huit ou neuf classes. On ne dénombre pas plus d'une cinquantaine de tziganes ayant un niveau d'études universitaires.

Le document de la Charte 77 dénonce particulièrement les pratiques en usage dans le domaine de la justice et notamment celles consistant à enlever les enfants à leur famille et à les placer d'autorité dans des foyers de jeunes. « Il arrive, lit-on, que, sous les yeux des parents, la police utilise des chiens pour faire sortir les enfants de sous les lits où ils se cachent. Le placement de force des enfants tziganes est souvent motivé par le désir de les soustraire à l'influence du groupe ethnique auquel ils appartiennent ».

Tout aussi révoltante est la stérilisation pratiquée sur les enfants tziganes, sans leur consentement de la Charte : « Dans certains districts, la stérilisation est devenue un usage courant et le succès des fonctionnaires est jugé en fonction du nombre de femmes qu'ils ont convaincu de se faire stériliser ». Une récompense en argent est souvent offerte aux volontaires.

La Charte 77 rappelle que les tziganes avaient pu créer, au moment du printemps de Prague, en 1968, un organisme autonome pour défendre leurs intérêts, mais que celle-ci fut dissoute par décision administrative en 1973. Le document dénonce le racisme et la ségrégation augmentant à mesure que le rôle attribué autrefois aux Juifs est aujourd'hui joué par de nouveaux acteurs ».

MANUEL LUCBERT.

## République d'Irlande

La nouvelle loi sur la mise en vente des contraceptifs  
est vivement critiquée

De notre correspondant

Dublin. — Le projet de loi sur la mise en vente des contraceptifs dans la République, présenté par le ministre de la Santé, M. Charles Haughey, qui fera l'objet d'un débat au Parlement après les vacances de Noël, suscite des controverses.

La loi, préparée par le ministre à la suite de longues consultations avec les représentants de l'Eglise catholique, du corps médical et des organisations de planning familial, envisage la législation de la contraception que sur ordonnance médicale et uniquement pour les couples mariés. L'importation, la fabrication et la vente des contraceptifs seront rigoureusement contrôlées, et toute infraction à la loi sera punie sévèrement. Selon le ministre, les contraceptifs ne seront pas normalement disponibles pour les couples non mariés, sauf dans des cas jugés exceptionnels par les médecins. M. Haughey insiste sur l'importance des méthodes « naturelles » de contraception, et un colloque international sur le sujet est prévu pour l'année prochaine.

L'aspect restrictif de la loi est déjà très controversé par ceux qui, depuis des années, mènent une campagne en faveur de la planification familiale. La loi de M. Haughey ne tient pas compte de la situation actuelle dans le pays. Déjà, dans la capitale et plusieurs grandes villes de province, des cliniques en échange de dons — la vente étant proscrite par la loi — distribuent des contraceptifs. Les associations d'étudiants des deux universités de Dublin mettent un service de régulation des naissances à la disposition de leurs membres. Depuis 1973 et l'affaire McGee, lorsque la Cour suprême, après la confiscation en douane de contra-

La situation politique demeure confuse  
au lendemain des élections

De notre correspondant

Bruxelles. — La situation politique belge se complique d'heure en heure après la démission, lundi 18 décembre, du gouvernement de M. Vanden Boeynants, au lendemain des élections générales anticipées (le Monde du 19 décembre). Du côté flamand, un élément nouveau risque de retarder le dénouement d'une crise dont on considère qu'elle risque d'être particulièrement longue et dursant laquelle le cabinet de M. Vanden Boeynants expédiera les affaires courantes.

Deux présidents de partis de la majorité sortante, M. M. Martens pour les sociaux-chrétiens flamands du C.V.P., et Van Miert pour les socialistes du nord du pays, ont dit clairement que, en cas de retour de la Volksunie dans l'opposition, il ne pouvait être question que le F.D.F. bruxellois reste dans la coalition. « Pas de parti communiste francophone sans équivalent flamand », disent les deux présidents. Or tout indique que la Volksunie, qui a perdu un tiers de ses sièges, se prépare à une cure d'opposition. Dans ce cas, le F.D.F., majoritaire à Bruxelles, serait écarté du gouvernement ; à moins que, finalement, M. Martens et Van Miert acceptent de considérer que les libéraux du P.V.V. (parti du pro-

PIERRE DE VOS.

## Portugal

Le Conseil de la révolution juge  
anticonstitutionnelle la loi électorale

De notre correspondant

Lisbonne. — Le Conseil de la révolution juge anticonstitutionnelle la loi électorale adoptée par le Parlement en octobre dernier. Cette décision prise le 13 décembre est motivée, entre autres raisons, par le fait que la loi accorde le droit de vote par correspondance aux militaires, alors que ce même droit n'est pas reconnu aux civils.

Outre l'examen de la constitutionnalité des textes élaborés par l'Assemblée, le Conseil de la révolution, créé à l'issue de la tentative de coup d'État de droite en mars 1976, doit conseiller le président de la République l'autoriser à déclarer la guerre et à conclure la paix, à proclamer l'état de siège ou l'état d'urgence sur l'ensemble ou sur une partie du territoire et à s'absenter du pays. En tant que « garant de la fidélité à l'esprit de la révolution portugaise », le Conseil est appelé à se prononcer sur la nomination et le renvoi du premier ministre.

Enfin, c'est lui qui doit édicter les règlements concernant l'organisation et la discipline des forces armées, ainsi que la préparation d'éventuelles élections législatives anticipées.

JOSE REBELO.

## Danemark

## RIEN NE VAUT LE RITZ

(De notre correspondante.)

Copenhague. — M. Anker Jørgensen, chef du gouvernement danois, a télégraphié pendant le dernier week-end à Pékin à son ministre de l'Éducation, Mme Ritt Bjerregård (social-démocrate), en la priant de regagner Copenhague dès la fin de la visite officielle qu'elle fait en Chine populaire. Elle devra donc renoncer au voyage prévu qu'elle avait l'intention de faire en Thaïlande. Ce rappel est motivé par une note de l'avis insoumis et malencontreux dont un quotidien local a dévoilé la teneur.

En octobre, lors de l'Assemblée générale de l'Unesco, Mme Bjerregård, ne trouvant pas son goût à l'hôtel, où il avait été prévu qu'elle logerait, avait préféré s'installer dans le Vendôme dans une suite de Ritz au tarif dix fois plus élevé. Le coût du séjour de Mme Bjerregård en France, qui comprenait en outre deux week-ends priés hors de la capitale, avoisnerait 60 000 couronnes (48 000 F) en treize jours.

Après avoir épluché les comptes de son ministre, M. Jørgensen a annoncé que Mme Bjerregård serait invitée à rembourser au Trésor une partie des sommes. Ces mesures ne suffiront sans doute pas aux représentants de l'opposition qui porteront cette affaire devant le Parlement et le chef du gouvernement ne se décide pas, lui-même, à se séparer du ministre. La carrière de Ritt est finie, murmurent déjà les mauvaises langues qui, tout récemment encore, citaient cet jeune femme brillante, qui avait reçu son premier portefeuille à trente-deux ans, comme le successeur le mieux placé de M. Jørgensen.

CAMILLE OLSEN.

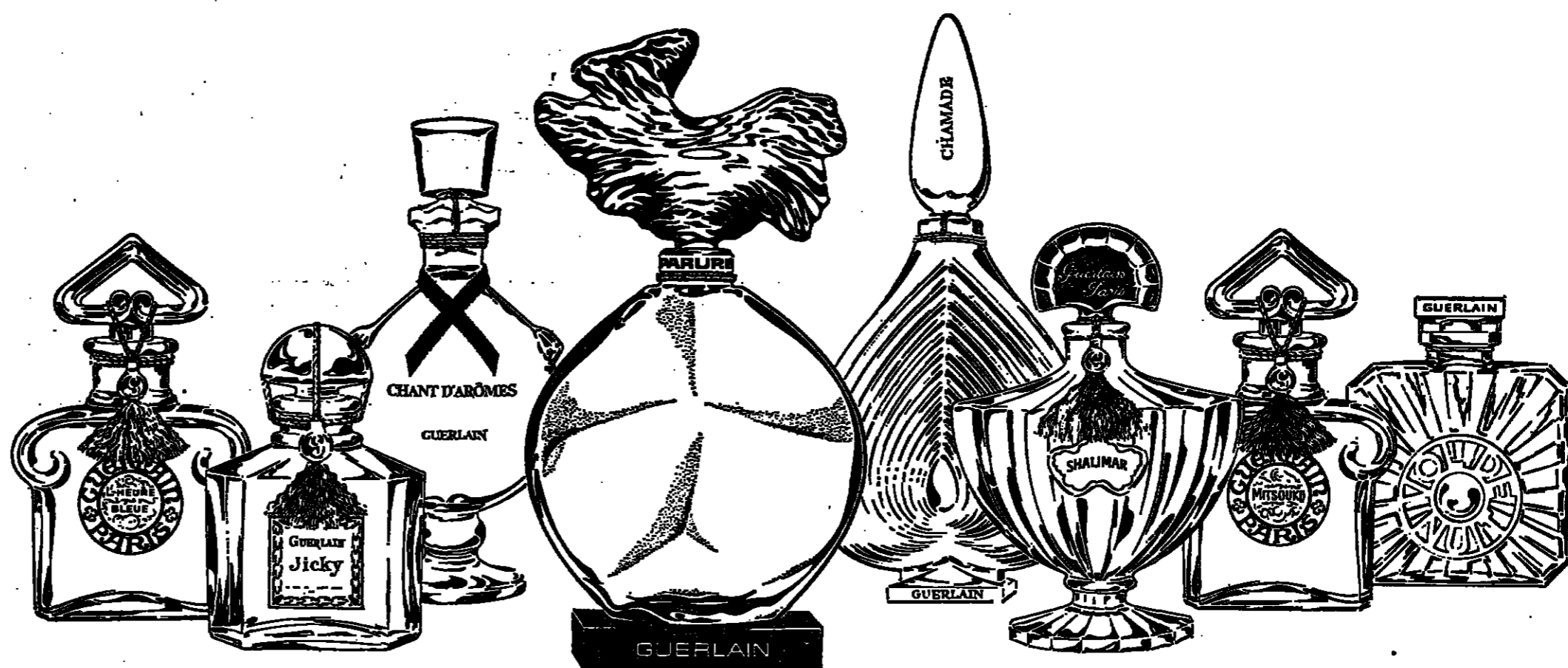
un grand  
deux grands  
trois grands pa

huit gr

gu

JURY • COURT D'APPEL

un grand parfum... c'est rare  
deux grands parfums... c'est très rare  
trois grands parfums... c'est exceptionnel



huit grands parfums  
c'est  
guerlain

L'HEURE BLEUE • JICKY • CHANT D'ARÔMES • PARURE • CHAMADE • SHALIMAR • MITSOUKO • VOL DE NUIT

مركز من الأمل

LE DÉBAT AU SEIN DU P.S.

Deux logiques d'affrontement dans la majorité du parti

Les membres de la majorité du bureau exécutif du parti socialiste, c'est-à-dire ceux qui, depuis 1974, soutiennent M. François Mitterrand, vont se réunir, pour la première fois, le mardi 19 décembre, à Paris, à 18 heures, pour un « vrai » débat. Leur première séance de discussion, il y a huit jours, avait rassemblé à un rond d'observation. Pour la seconde, un certain nombre de textes auront été préparés : ni les partisans de M. Mitterrand, ni ceux de M. Rocard ne se rendront à cette nouvelle réunion avec l'idée de trouver un accord.

Les amis du premier secrétaire comptent d'ailleurs protester contre la réunion, dimanche à Paris, de plusieurs centaines de partisans du député des Yvelines et contre la mise en place dans le département d'équipes chargées de diffuser ses thèses. M. Rocard, qui est ainsi déjà engagé dans la préparation du congrès du mois d'avril, répliquera qu'en juin dernier les amis de M. Mitterrand étaient, eux aussi, réunis à Massy.

Ainsi, le parti socialiste tend-il de plus en plus à ressembler à une confédération de tendances. Cette situation contrarie les rêves de synthèse de M. Pierre Mauroy. Le

maire de Lille, qui devait s'entretenir ce mardi avec M. Rocard, se trouve, bon gré mal gré, entraîné dans la tourmente. Il a cherché à éviter mais qui apparaît de plus en plus inévitable. Indépendamment des divergences d'analyses réelles qui séparent M. Mitterrand et M. Rocard, le calendrier même de la vie politique les conduit à régler sans plus attendre leur différend. Si le député des Yvelines veut pouvoir être sérieusement candidat à la présidence de la République en 1981, il lui faut un premier tour possible d'ici à la fin de l'année. Or, pour cela, il lui faut un premier tour possible d'ici à la fin de l'année. Or, pour cela, il lui faut un premier tour possible d'ici à la fin de l'année.

Son vrai problème est de savoir s'il sera une troisième fois candidat. Pour se décider en pleine connaissance de cause il lui faut attendre le plus longtemps possible afin de connaître le contexte politique, économique et social qui sera celui du scrutin de 1981. Pour pouvoir retarder l'heure de sa décision, il est absolument indispensable qu'il fasse en sorte que le P.S. n'engage pas, dès l'automne, le processus de désignation de son candidat. Il lui est donc nécessaire de conserver la direction du parti socialiste afin de repousser au maximum cette échéance.

Parce que M. Rocard connaît ce schéma, il a besoin de débiter la situation des leçons du mois d'avril. Il ne saurait acheter la thèse de M. Mauroy selon laquelle les assises de Metz devaient être passées en douceur et si possible par un P.S. unanime, de telle sorte que l'élection européenne du 10 juin puisse être abordée dans les meilleures conditions possibles. Parallèlement, les amis du premier secrétaire, inquiets de la progression rapide du député des Yvelines dans l'opinion, souhaitent eux aussi avancer l'heure de la confrontation décisive car ils sont convaincus qu'actuellement M. Rocard reste nettement minoritaire au sein du P.S. Échouant au congrès de Metz, il se trouverait placé dans une situation très inconfortable pour solliciter ensuite son investiture de candidat à la présidence de la République.

Coïncidence entre ces deux logiques d'affrontement. M. Pierre Mauroy a maintenu le plus longtemps possible l'idée de l'unité à préserver à la fois par l'union et par la tactique. Cette position lui permettait en effet d'apparaître aux yeux des militants comme l'arbitre et donc de conforter son autorité dans le P.S. L'heure de l'enjeu n'est pas encore venue. M. Rocard, lui, ne peut pas se permettre de retarder la confrontation. Il lui faut choisir d'ores et déjà son camp. C'est pourquoi il est probable qu'il choisira une démarche autonome au moins dans la première phase de préparation du congrès socialiste.

THIERRY PFISTER.

M. Hervé, maire de Rennes, rejoint les partisans de MM. Pierret et Guyard

À l'occasion d'une conférence de presse, mardi 19 décembre, M. Christian Pierret, député des Vosges, et les signataires de la « contribution des vingt et un », qui viennent de rompre avec le CERS (le Monde du 19 décembre), ont remis en public un « appel » dans lequel ils déclarent :

« Ceux qui se veulent les « modernes » et cherchent à l'imposer à coup de petites phrases et de campagnes de presse, s'ils prennent en compte des questions pertinentes qui se posent à la gauche, ils y répondent trop souvent d'une façon floue et ambiguë qui peut cacher la remise en cause de certains acquis d'Épinay. »

Réaffirmant leur attachement à la « stratégie d'union de la gauche » et à la rupture avec le capitalisme, ils déclarent cependant qu'ils n'ont pas « de transition vers le socialisme, sans une prise en compte sérieuse des contraintes économiques, sans construction d'un rapport de forces au niveau de l'Europe des travailleurs, sans négociations conflictuelles avec l'investissement capitaliste international », et qu'il n'y a pas non plus de reconquête de la gauche sans confrontation sur le terrain, avec le parti communiste, sans affirmation du projet socialiste antagoniste international, et qu'il n'y a pas non plus de reconquête de la gauche sans confrontation sur le terrain, avec le parti communiste, sans affirmation du projet socialiste antagoniste international.

« Nous refusons la logique de courants séparés, réduits à n'être que des appareils de pouvoir qui ne peuvent que dénigrer un parti qui se réclame du socialisme révolutionnaire, poursuivent-ils. Nous refusons donc les fausses synthèses préétablies dans chaque courant, et qui bloquent le débat de l'ensemble du parti. Nous refusons que les diverses sensibilités du parti s'expriment dans des motions différentes, et nous refusons d'être la victime du débat à la gauche ne peut pas se prendre en compte le rôle du parti. Nous refusons que les diverses sensibilités du parti s'expriment dans des motions différentes, et nous refusons d'être la victime du débat à la gauche ne peut pas se prendre en compte le rôle du parti. »

L'appel insiste ensuite sur l'importance de l'union dans le pays mais aussi au niveau du P.S. Il souligne que « la stratégie de la gauche ne peut pas se prendre en compte le rôle du parti. Nous refusons que les diverses sensibilités du parti s'expriment dans des motions différentes, et nous refusons d'être la victime du débat à la gauche ne peut pas se prendre en compte le rôle du parti. »

« PRÉCISION. — À la suite de la publication de l'article intitulé « Le P.S.U. s'interroge sur les conditions de sa survie » (le Monde daté 10-11 décembre), les responsables du courant communiste autogestionnaire (minorité du P.S.U.) nous ont écrit : « Nous avons dit que M. Rocard, parce qu'il est porteur du projet réformiste des compétences, de la classe qui monte, est aujourd'hui à la tête de la seule force politique qui dynamise la gauche. Nous avons expliqué qu'il cherche évidemment à se rallier les exécutants : mais ce ralliement, nécessaire à la victoire du réformisme, nous ne le ferons à son profit, et non au profit des exécutants. Notre but est d'aider à la constitution d'un pôle politique des exécutants capable de faire progresser leurs intérêts face aux compétences, et non, bien sûr, de les lier à une classe qui leur est antagoniste. Assister cette position à un ralliement de M. Rocard, c'est dire que M. Rocard a déjà gagné, que les exécutants ont une majorité, purement et simplement, adoptée sans projet. Nous ne le pensons pas. »

L'ENQUÊTE DE ROLAND CAYROL ET JÉRÔME JAFFRÉ SUR LE PARTI SOCIALISTE

Un communiqué de la commission des sondages

La commission des sondages, instituée par la loi du 9 juillet 1977, a publié le communiqué suivant en date du 15 décembre :

La commission des sondages a été saisie par M. Charles Hervé, député du Rhône, d'une réclamation concernant une enquête publiée par le journal le Monde, en date du 15 décembre 1978, sous le titre : « Quel est le meilleur candidat socialiste pour 1981 ? » et reprise par le journal le Matin de la même date.

Après un examen approfondi avec les intéressés, la commission est parvenue aux conclusions suivantes :

« M. Hervé invoque la méconnaissance de la loi du 9 juillet 1977, qui prévoit que la publication de tout sondage doit mentionner le nom et la qualité de l'auteur ainsi que les dates des enquêtes. Il demande si les dispositions prescrites de la loi ont été respectées. »

Les auteurs de l'article contesté font valoir qu'étant donné le caractère de cette étude, qui constitue une analyse de résultats collectés par la SOFRES au cours des derniers mois, ils ne leur paraissent pas qu'elle doive être considérée comme un sondage proprement dit.

La commission estime que cet article, représentant les résultats d'enquêtes non encore publiées, constitue une publication de sondages au sens de la loi. Par leur objet, ces sondages ont un rapport avec l'élection présidentielle, puisqu'ils concernent l'opinion des électeurs sur d'éventuels candidats à cette élection.

En ce qui concerne la date des sondages, l'article contesté se borne à indiquer que les résultats d'enquêtes réalisées en octobre-novembre. Il ressort des informations recueillies par la commission que ces enquêtes ont été effectuées du 3 au 9 octobre et du 27 octobre au 2 novembre. Les noms et qualités de l'auteur des sondages ne sont pas mentionnés. Ceux-ci ont été réalisés à l'initiative de la SOFRES, dans le cadre d'enquêtes nationales menées habituellement par cet institut et comportant d'autres questions d'ordre politique. Il n'apparaît donc pas qu'elles aient un caractère de sondage proprement dit. Le Monde ayant seulement résumé les conclusions de l'enquête, la commission juge qu'il n'y a pas de violation de la loi. Les indications contenues dans cette

notice, et elles ne répondent pas à toutes les questions soulevées par la réclamation, ont été complétées, notamment en ce qui concerne les données fournies au cours de l'enquête.

Les enquêtes ont été conduites conformément aux usages de la profession. Les enquêtes en cause ont été menées auprès de deux échantillons de mille personnes sélectionnées selon la méthode des quotas, c'est-à-dire en fonction de critères démographiques, géographiques et socio-professionnels correspondant à celle de l'ensemble de la population.

Il est vrai que par rapport à la question : « À votre avis, quel est le meilleur candidat socialiste pour l'élection présidentielle de 1981 ? », l'échantillon comprenait des personnes déterminées à voter pour d'autres candidats, ce qui conduit à interpréter les résultats globaux avec précaution.

Aussi les enquêtes ont-elles cherché à isoler le groupe des « sympathisants socialistes » à l'article publié par le Monde : « Sans penser seulement aux élections, pourriez-vous dire de quel parti politique vous vous sentez le plus proche ou, disant, le moins éloigné ? »

Les cinq cent soixante personnes ayant répondu en réponse à la question ont été répartis en deux échantillons de mille personnes, l'un pour les personnes qui se sentent le plus proches du parti socialiste et l'autre pour les personnes qui se sentent le moins proches du parti socialiste.

Les résultats d'enquêtes ont été présentés sous la forme de tableaux, sans doute ce groupe comprend-il, comme le précise l'un des tableaux publiés, des personnes plus ou moins proches du parti socialiste et même un certain nombre (plus d'un tiers) qui déclarent n'avoir pas voté pour les candidats de ce parti en mai 1978.

Le groupe défini à partir de la question posée peut cependant être considéré comme représentatif des « sympathisants socialistes » de la SOFRES, dans le cadre d'enquêtes nationales menées habituellement par cet institut et comportant d'autres questions d'ordre politique. Il n'apparaît donc pas qu'elles aient un caractère de sondage proprement dit.

La notice prévue à l'article 3 de la loi n'a été remise à la commission qu'après la publication et sur sa demande. Les indications contenues dans cette

Les difficultés du R.P.R.

La lettre de M. Chirac à M. Barre

Voici le texte de la « lettre ouverte » que M. Jacques Chirac a fait remettre par porteur, mardi 19 décembre, à l'hôtel Matignon : « Monsieur le premier ministre, j'ai estimé de mon devoir de m'adresser aux Français pour leur annoncer ma décision de tout faire pour qu'ils puissent juger en pleine clarté quel doit être l'avenir de la France dans l'Europe. Certains ont cru habile d'essayer de déformer le sens de ma déclaration, de l'enlourdir d'une incompréhension ou de la détourner de son objectif. Je suis sûr que les Français ne se laisseront pas prendre à ces manœuvres, mais je connais assez les responsabilités, qui sont celles du premier ministre, pour souhaiter que ne subsiste aucune équivoque sur notre attitude à l'égard du gouvernement. »

C'est pourquoi j'ai décidé de m'adresser publiquement à vous, afin que nul ne puisse ignorer. Vous connaissez les réserves que m'inspire la politique du gouvernement en matière économique et sociale ; malgré ses incertitudes et ses insuffisances, nous n'avons rien fait pour empêcher cette politique de réussir. Mais alors que depuis deux ans, elle a coûté tant d'efforts et de sacrifices aux Français, il serait inacceptable de la sanctionner avant des résultats que l'on nous dit prochains et de remettre ainsi en cause le choix de société sur lequel le pays s'est prononcé en mars dernier.

La politique européenne, quant à elle, doit être directement et expressément soumise à la nation à l'occasion des élections au suffrage universel, qui se dérouleront le 10 juin 1979. Il ne nous appartient pas, par une décision parlementaire, de priver le peuple du corps électoral ni de nous y soustraire. En conséquence, le Rassemblement pour la République ne prendra pas l'initiative de mettre en cause l'existence du gouvernement. J'ai manifesté des appréhensions extrêmement vives sur la réalité de l'Europe telle qu'elle est en train de se faire. L'intérêt national qui est en cause ne m'a pas permis d'en réduire le tranchant. Qu'on le veuille ou non, le 10 juin, le peuple français ne se bornera pas à élire les représentants de la France à l'Assemblée des Communautés européennes, il se prononcera pour une certaine idée de l'Europe et, par là même, il choisira son avenir. Le général de Gaulle nous l'a appris : c'est un principe de base de la République que le peuple français doit trancher lui-même dans ce qui est essentiel à son destin.

Voilà le sens de mon entreprise. C'est vous dire que le débat que je souhaite pour la France et les Français doit se situer au niveau de responsabilité et de dignité que la gravité de l'enjeu commande. Je suis sûr que vous êtes conscient comme moi-même. Par-dessus tout, nous serons fidèles à la France, à son honneur, à sa grandeur et à sa destinée. Veuillez croire, monsieur le premier ministre, à l'assurance de ma haute considération.

JACQUES CHIRAC

ET EUROPE 1

Au pied de la tour Eiffel, du haut de laquelle Giraudoux s'écriait : « Ainsi, j'ai sous les yeux deux mondes, l'un d'Europe, d'où il a été le plus parlé, le plus écrit », sur quelques aires d'essai de ce lieu béni « de l'esprit, du raisonnement, du goût », s'élevait depuis quelques jours le chapiteau d'Europe 1.

L'on y est salué par ces mots, écrits en lettres lumineuses qui passent et repassent sans fin, comme pour attirer l'indispensable attention des blancs-becs : « Jacques Chirac et Europe 1 vous souhaitent (sic) un joyeux Noël. »

Merci. Heureuse faute, instantanément touchante qui nous font tant d'aveux. La politique, enfin, confesse qu'il ne fait qu'un avec les mass media. Et réponse nous est donnée sur l'Europe, à laquelle s'identifie Jacques Chirac. Noël, temps de la vérité ! Cette vérité dont il a été écrit : « Je désobéirai, si la Justice et la Vérité le veut. » Mais cela n'est plus une faute. Et ce n'est plus notre sujet. Jacques Chirac et Europe 1 n'est pas le même sujet que Pégué.

BERTRAND PETIT.

« M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, ancien député R.P.R. de Girondet, écrit dans Sud-Ouest du 18 décembre : « Rien n'empêche de mettre en cause les objectifs et pour autant d'être fidèle à des intentions clairement exprimées, sous le couvert d'un électoralisme à tout-va qui passerait outre aux impératifs nationaux supérieurs. C'est pourquoi, en mon âme et conscience, fidèle à mes sentiments gaullistes de toujours, je continuerai, dans le cadre de la majorité issue du scrutin de mars dernier, à soutenir l'action du président de la République, qui ne paraît servir au mieux les intérêts supérieurs de la nation. »

Prenez la parole à Pujols (Gironde), M. Boulin a déclaré : « Le caractère confédéral de l'Europe, le respect des traités, l'indépendance nationale réaffirmée à maintes reprises, nous interdisent aucun geste d'intention et ne permet en aucune façon de craindre un changement d'orientation dans la perspective d'une Europe européenne. »

Enfin, la naissance de l'ECU, dans une zone de stabilité monétaire, constitue une vaste expérience dans la tradition gaulliste de relations privilégiées entre la France et l'Allemagne. »

PAS DE MISE EN CAUSE DE L'EXISTENCE DU GOUVERNEMENT

(Suite de la première page.)

Il a voulu aussi désamorcer ou prendre de vitesse toute éventuelle contre-offensive de la part des membres du gouvernement issus du R.P.R. ou de certains « caciques » du gaullisme. Si ces derniers ont manifesté leur irritation, s'ils ont critiqué souvent la façon d'agir de M. Chirac, ils n'ont pas encore concerté leur riposte et se sont, pour le moment, contentés de réactions en ordre dispersé.

La réunion du groupe R.P.R. devait, mardi après-midi, fournir une première occasion d'explication aux élus gaullistes, désormais en possession d'une définition plus claire et moins violente de la tactique de M. Chirac. M. Peyrefitte, en participant, dans la soirée de mardi, à la réunion du comité fédéral de Seine-et-Marne, devait, lui aussi, apporter des précisions sur sa contestation de l'action de M. Chirac.

Toute équivoque sera-t-elle pour autant dissipée — comme le souhaite M. Chirac — sur son propre comportement et sur ses intentions à plus long terme ?

A. P.

« M. Alain Peyrefitte a reçu de M. Christian Farra, conseiller municipal de Nancy, une lettre d'approbation dans laquelle il écrit notamment : « Nous sommes nombreux en Meurthe-et-Moselle à vous apporter notre total soutien, ainsi qu'à tous les compagnons qui se retrouvent dans les déclarations du général de Gaulle. »

« Nous sommes nombreux à avoir été profondément attirés par les propos de Jacques Chirac et d'un « quartier de conjurés monarchistes ». »

« Nous sommes nombreux à souhaiter que notre mouvement soit reconstruit selon les traditions d'honnêteté politique qui ont été les nôtres depuis 1958. »

« M. Farra avait été exclu du R.P.R. en août 1978 pour s'être présenté, après l'invalidation de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, à l'élection municipale de Nancy, une lettre d'approbation dans laquelle il écrit notamment : « Nous sommes nombreux à vous apporter notre total soutien, ainsi qu'à tous les compagnons qui se retrouvent dans les déclarations du général de Gaulle. »

« Nous sommes nombreux à souhaiter que notre mouvement soit reconstruit selon les traditions d'honnêteté politique qui ont été les nôtres depuis 1958. »

« M. Farra avait été exclu du R.P.R. en août 1978 pour s'être présenté, après l'invalidation de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, à l'élection municipale de Nancy, une lettre d'approbation dans laquelle il écrit notamment : « Nous sommes nombreux à vous apporter notre total soutien, ainsi qu'à tous les compagnons qui se retrouvent dans les déclarations du général de Gaulle. »

« Nous sommes nombreux à souhaiter que notre mouvement soit reconstruit selon les traditions d'honnêteté politique qui ont été les nôtres depuis 1958. »

« M. Farra avait été exclu du R.P.R. en août 1978 pour s'être présenté, après l'invalidation de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, à l'élection municipale de Nancy, une lettre d'approbation dans laquelle il écrit notamment : « Nous sommes nombreux à vous apporter notre total soutien, ainsi qu'à tous les compagnons qui se retrouvent dans les déclarations du général de Gaulle. »

Au Conseil de Paris, l'ins...

Le Conseil de Paris, l'ins...

# Les difficultés du R.P.R.

de M. Chirac à M. B...

## Au Conseil de Paris, l'intergroupe U.D.F. se pose en s'opposant au maire

Les conseillers de Paris, réunis lundi 18 décembre, ont approuvé plusieurs dossiers et projets rendus publics récemment par le maire, notamment la création d'un théâtre lyrique populaire au Châtelet, le budget de l'Assistance publique et l'extension du stationnement payant. Il ressort des débats que la plupart des élus, y compris ceux de l'opposition, approuvent les impulsions nouvelles décidées par M. Jacques Chirac, telles que l'abandon de

l'immeuble Boffill aux Halles, par exemple. Mais beaucoup lui reprochent sa façon de procéder, ses « actes brutaux », selon l'expression de M. Jack Lang (P.S.).

Cette lassitude à l'égard d'une méthode de gouvernement jugée trop unilatérale explique pour une part que l'intergroupe U.D.F., à peine constitué, se soit opposé à la transformation du Théâtre du Châtelet.

Les sept élus du groupe centriste Libertés de Paris, que préside M. Paul Perrotin (C.D.S.),

et les sept élus du groupe giscardien Paris-Renouveau, présidé par M. Raymond Long (P.R.), ont en effet décidé de constituer un intergroupe U.D.F., chacun conservant son autonomie et ses structures.

Il y a, bien sûr, des raisons techniques qui permettent d'expliquer que les élus U.D.F., sauf cinq d'entre eux qui, adjoints au maire, n'ont pas pris part au vote — se soient, pour la première fois, désolidarisés nettement de M. Chirac. Ils ne croient guère à l'avenir d'un

nouveau théâtre lyrique dans la capitale. Mais ce vote hostile au maire traduit l'inquiétude des élus centristes et giscardiens face aux conséquences financières des décisions prises et, au-delà, à l'égard de la gestion de la capitale. Il traduit également leur souhait d'une meilleure information entre le maire et les élus de la majorité. Il marque enfin leur souci de ne pas apporter une nouvelle pièce à l'épineux dossier des relations entre la Ville et l'Etat.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

### ASSISTANCE PUBLIQUE, UN BUDGET D'AUSTERITE

A l'ouverture de la séance, M. Claude-Gérard MARCUS (R.P.R.) et Mme Jacqueline NEBOUIT (rad.) interrogent le préfet de police sur la multiplication des tentatives dans la capitale. Puis M. Marcus présente l'épave de budget pour 1979 de l'Assistance publique, qui s'élève à 9 238 millions de francs. Il indique : « Ce budget est en situation dans une perspective de double austérité. » Il précise que ce budget est commandé par le prix des journées des hôpitaux, ce prix étant soumis à une telle rigueur de journées est fixée à 12 704 francs. L'augmentation du prix de journée est fixée à 12 704 francs, modale selon les catégories de séjour. Les nouveaux tarifs sont les suivants : médecine, 588 F ; médecine spécialisée, 888 F ; chirurgie et maternité, 1 007 F ; chirurgie spécialisée, 1 007 F ; services hautement spécialisés, 1 928 F ; pose et fourniture de stimulateurs cardiaques, 3 870 F ; neurochirurgie, 1 147 F.

Ce budget doit permettre le recrutement de mille trois cent cinquante agents supplémentaires, dont cinq cent quarante créations d'emplois, ainsi que la réalisation d'un effort en faveur de l'humanisation des hôpitaux. M. MARCUS précise également que le budget d'investissement, qui est de l'ordre de 4 milliards de francs, ne permet pas de grandes opérations, mais une « poussée » d'aménagements susceptibles d'améliorer le fonctionnement global de l'Assistance publique.

Mme André DELBOS (P.C.) estime que ce budget ne permet pas d'humaniser les hôpitaux et de recruter le personnel nécessaire. M. Jean-Pierre WELTERLIN (P.E.) souligne l'insuffisance de la politique de l'Etat en matière de santé et le « grignotage des droits et libertés ». Finalement, le projet de budget est adopté, les groupes communiste et socialiste votant contre.

### UN THEATRE LYRIQUE POPULAIRE AU CHATELET

Les conseillers examinent ensuite le projet de réalisation de la convention conclue par la ville avec M. Jean Baubet pour l'exploitation du théâtre du Châtelet. Ce texte prévoit la reprise et l'exploitation de ce théâtre par la ville en vue de la création d'un « théâtre lyrique populaire ». M. PIERRE BAS (R.P.R.), adjoint chargé des affaires culturelles, précise notamment : « Pour réaliser ce projet dans des conditions dignes du prestige de Paris tout en étant compatibles avec des limites financières raisonnables, les grandes lignes de l'exploitation sont, en l'état actuel des études, les suivantes : cinq mois d'art lyrique, comprenant pour toute la période de l'été une opérette de haute qualité. Pour la première année la Belle Hélène d'Offenbach serait en principe choisie. (...) L'équipe artistique de direction sera confiée à M. Alain Lombard. Il sera directeur artistique de l'ensemble. M. Jean-Pierre Ponnelle sera directeur de la mise en scène, et M. Erik Frigère directeur de la décoration. (...) Enfin, ce théâtre sera populaire et justifiera ainsi pleinement sa création en étant accessible au public le plus large non seulement par le contenu de ses spectacles mais aussi par le nombre et le prix peu élevés de ses places. »

M. Bas chiffre à 7 millions de francs le coût de la réalisation de la convention avec M. Baubet. Mme FRANÇOISE DURAND (P.C.) approuve le principe de la création d'un tel théâtre, mais elle craint de « donner un blanc-seing » au maire et demande le report de la discussion. Elle regrette que les élus n'aient pas été consultés. GUY GRONDESEAU (M.R.G.) souligne les risques d'une telle opération et précise quelles sont, à ses yeux, les conditions du succès.

DANIEL BENASSAYA (P.S.) regrette que le maire supprime des subventions qui lui paraissent souhaitables et qu'il s'engage « dans une opération coûteuse ». M. RAYMOND LONG (P.R.) exprime le refus de l'intergroupe U.D.F. Il affirme : « Si nous acceptons ce projet, nous nous lançons dans un engrenage dont nul ne sait où il mènera les finances de la ville. De même que nous sommes opposés à engager la Ville dans des participations financières sur la gestion de l'Opéra, d'ailleurs nous ne voulons pas nous laisser entraîner dans un processus dont nous ne savons pas aujourd'hui sur quoi il débouchera. »

La proposition du groupe communiste demandant le report du vote ayant été repoussée, les conseillers adoptent le projet du

maire par 54 voix (celles du groupe Union pour Paris et des deux élus M.R.G.) contre 9 voix (U.D.F.), les conseillers communistes s'abstenant, les cinq adjoints au maire membres de l'intergroupe U.D.F. et les élus du P.S. ne prenant pas part au vote.

### DE NOUVELLES ORIENTATIONS POUR L'AMENAGEMENT DES HALLES

Mme MONIQUE GARNIER-LANSON (R.P.R.) présente ensuite le projet de délibération relatif aux orientations d'aménagement du secteur des Halles. Il ne s'agit pas de la présentation du schéma d'aménagement, qui doit être soumis aux élus de la capitale prochainement. Les orientations retenues par M. Chirac en vue d'un schéma définitif s'appuient sur la volonté de créer une grande zone piétonne et « un jardin naturel à l'échelle du quartier ». L'abandon de l'immeuble Boffill, qui devait masquer

à côté de l'église saint-Eustache la centrale de climatisation, entraîne la mise au point d'un projet de remplacement. Celui-ci devra respecter le tracé de la rue Rambuteau et les perspectives de l'église, tout en dissimulant la centrale, les dépenses résultant de l'interruption des travaux de l'immeuble Boffill étant prises en charge par la ville.

M. Claude QUIT (P.C.) estime que le Conseil de Paris « n'est pas pas compétent aujourd'hui qu'il y a quelques mois ». Il demande, d'une part, que l'Assemblée de la capitale « procède à un bilan financier de l'opération et établisse un plan de déroulement des travaux à prévoir » et, d'autre part, l'organisation d'un concours international pour l'aménagement en surface du site des Halles.

M. PIERRE DABEZIES (app. P.S.) juge que les nouvelles orientations du maire sont meilleures car elles font des Halles « un espace ouvert », mais il déplore le manque de précision du projet.

### M. LANG (P.S.) : pour un référendum sur les Halles

M. JACK LANG (P.S.) évoque « le mur du silence » qui fait obstacle à une bonne information des élus et de la population. Il demande : « Pourquoi cet hôtel de ville n'est-il pas cette maison de la tolérance où il serait fait appel au concours de tous ? » L'interlocuteur socialiste affirme que beaucoup d'erreurs « auraient pu être évitées si les socialistes avaient été entendus ».

Il fait l'inventaire de ces erreurs, à commencer par la destruction des pavillons Abitard, siège selon lui, « de la maison de la culture la plus vivante de France ».

Il propose le choix d'une procédure « claire et démocratique », à savoir la création d'une « commission d'impulsion et de contrôle », à partir de jurys élus à la proportionnelle des groupes du conseil, avec des représentants des associations et des hommes de l'art, afin d'élaborer deux ou

plusieurs projets qui feraient, par référendum, l'objet d'une consultation populaire.

M. JEAN CONNEHAYE (P.R.) estime que la décision du président de la République de placer au centre du secteur un jardin répond au vœu général. Il formule plusieurs recommandations, à savoir : « donner à saint-Eustache la place prépondérante qu'elle commande dans la composition ; en respectant les orientations à dominante orthogonale non seulement du quartier, mais de Paris, s'inspirer de caractéristiques françaises de l'art des jardins, et obtenir qu'une composition architecturale, harmonieuse et d'ensemble vienne encadrer les éléments majeurs nouveaux que sont le forum et le jardin. Enfin, faite en sorte qu'une maîtrise d'œuvre unique réponde à la maîtrise d'ouvrage unique, afin d'éviter les cascadilles de jurys disparates ou de compromis dissolus. »

M. PHILIPPE MITTHOUARD (C.D.S.) se déclare opposé à

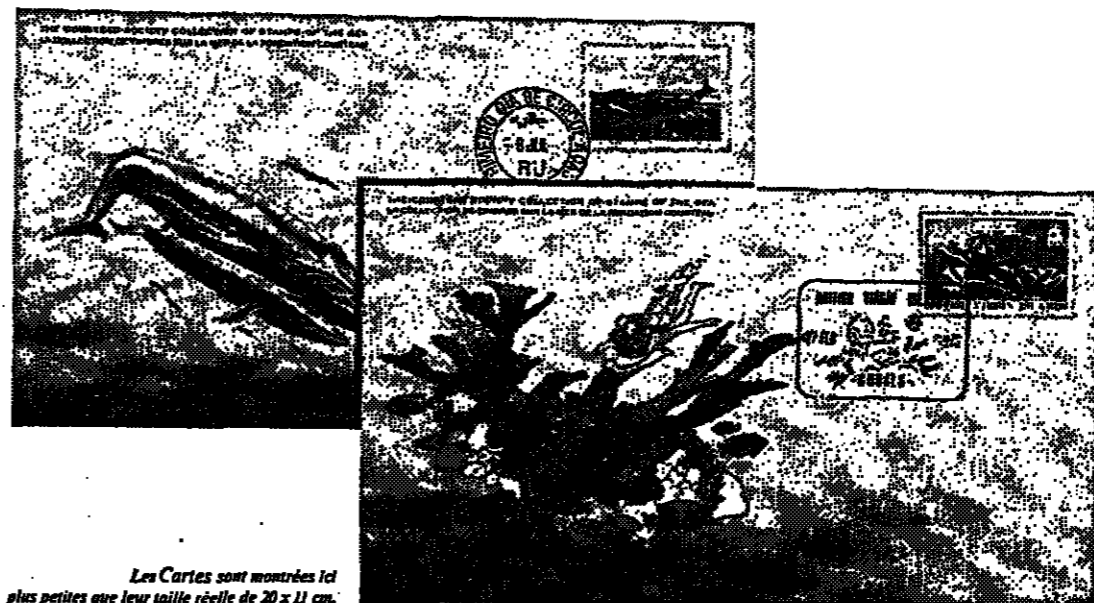
l'aménagement de bureaux dans ce secteur et attire l'attention de l'Assemblée sur les répercussions financières du « redressement tardif » de l'opération.

Au cours de la discussion, M. CHRISTIAN DE LA MALENE observe que la logique initiale de l'opération, qui était un parti-pris d'aménagement en sous-sol, est respectée. Répondant à M. Lang, il indique : « La proportionnalité et le référendum sont peut-être des procédures sympathiques, mais elles sont peu pratiques. Or nous voulons aller vite. »

Finalement, les orientations soumises au Conseil par le maire sont approuvées par 65 voix contre 22 (P.C. + M.R.G.), le groupe socialiste s'abstenant.

La création de cinq mille nouvelles places de stationnement payant est approuvée. L'augmentation prévue pour le tarif du stationnement résidentiel est ramené de 10 francs par jour à 8 francs par jour. Les groupes communiste et socialiste votent contre.

## Jacques-Yves Cousteau vous invite à partager sa passion pour les merveilles et la beauté du monde marin avec LA COLLECTION DE TIMBRES DE LA MER DE LA SOCIÉTÉ COUSTEAU



Les Cartes sont numérotées et plus petites que leur taille réelle de 20 x 11 cm.

Une sélection des nouveaux timbres les plus fascinants émis dans le monde, sur le thème de la faune et de la flore marines, sur des Cartes Officielles Premier Jour d'Emission de la Société Cousteau. Chacune d'elles porte le cachet Premier Jour d'Emission apposé dans le pays d'origine.

Édition à tirage strictement limité en 25 F TTC seulement par carte. Date de clôture des souscriptions : le 31 décembre 1978, minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Dans le monde entier, l'année 1979 verra l'inauguration d'une campagne consacrée à la protection de la faune et de la flore marines. Les gouvernements de nombreuses nations contribueront officiellement à cette campagne en émettant de nouveaux timbres représentant les plus intéressantes espèces marines qui peuplent leurs eaux côtières.

Pour encourager cette action de portée mondiale, le Commandant Jacques-Yves Cousteau et la Société Cousteau sélectionneront les plus représentatifs et les plus beaux de ces nouveaux timbres, destinés à figurer dans cette Collection Internationale de Timbres de la Mer, rendant ainsi un hommage permanent à l'interdépendance de l'homme et de la mer.

De plus, la Société Cousteau fera exécuter une œuvre d'art illustrant le sujet de chaque timbre. Chaque illustration figurera avec le timbre correspondant sur une Carte Officielle Premier Jour d'Emission de la Société Cousteau.

Des commentaires de Jacques-Yves Cousteau Pour accroître la valeur éducative de cette collection, Jacques-Yves Cousteau préparera des commentaires spécialement écrits pour cette collection et figurant au revers de chaque carte philatélique. Au fur et à mesure que vous complétez votre collection, de nombreuses espèces vous deviendront familières ; vous découvrirez leur habitat, leur comportement... et même leur rôle dans les vieilles légendes de la mer.

D'importantes émissions philatéliques Toutes les cartes de cette collection seront des émissions officielles Premier Jour de

la Société Cousteau, identifiables par leur oblitération Premier Jour d'Emission apposée dans le pays d'origine, sur le timbre et sur la carte et par le sceau officiel de la Société Cousteau. L'oblitération officielle Premier Jour garantira à jamais l'authenticité du statut Premier Jour de cette émission de timbres et confèrera une valeur particulière aux cartes.

Cette collection, émise en édition à tirage strictement limité est exclusivement disponible par souscription, avec une limite supplémentaire d'une seule collection par souscripteur. Comme les émissions Premier Jour revêtent un intérêt particulier pour les collectionneurs, la Société Cousteau fournira un Certificat d'Authenticité à chaque souscripteur. Ce Certificat attestera les limites de l'édition de cette collection ainsi que son statut d'émission officielle de la Société Cousteau et portera en outre, la signature de Jacques-Yves Cousteau. Peu après le début de la collection, vous recevrez aussi, sans frais supplémentaires, un élégant coffret, ainsi qu'un index qui vous permettra de classer vos Cartes Premier Jour d'une manière pratique et systématique.

Cette collection dépassant les limites nationales et nécessitant la coopération de nombreuses autorités postales, Philatélie Franklin a été désignée pour collaborer à la constitution de cette collection de Cartes Premier Jour d'Emission. Elle supervisera la création de chaque Carte, et s'assurera que chacune d'elles est effectivement disponible dans le pays d'origine, pour recevoir l'oblitération spéciale Premier Jour d'Emission.

Disponible uniquement par souscription en édition à tirage strictement limité Les Cartes Premier Jour seront émises au rythme de 3 par mois, pendant trois années consécutives à partir de mars 1979, et ne pourront être vendues séparément.

Le prix de chacune d'elles est de 25 F TTC, soit 75 F TTC par mois, le prix hors taxes étant garanti constant pendant toute la durée de la collection.

En France, l'unique possibilité de se constituer la collection complète est réservée aux collectionneurs ayant souscrit avant la date limite du 31 décembre 1978. Ainsi, le nombre total de Cartes Premier Jour y sera-t-il limité au nombre de collectionneurs qui auront souscrit avant cette date limite. Passé le délai de trois ans, correspondant à la durée de cette collection, la Société Cousteau se réserve le droit d'offrir en France une nouvelle collection comprenant des cartes et des timbres différents de ceux de la première collection.

Une collection qui restera passionnante Les Cartes de la Société Cousteau seront aussi variées et belles que le monde marin. Elles associeront des nouveaux timbres riches en couleurs, des illustrations originales, des commentaires à la fois fascinants et instructifs, et des oblitérations Premier Jour d'Emission provenant de nombreux pays.



Cher ami, La Collection de Timbres de la Mer de la Société Cousteau est la première collection de ce genre jamais émise par la Société Cousteau et nous sommes convaincus que vous la trouverez aussi fascinante que belle. C'est donc avec plaisir que nous vous recommandons cette collection. Bien sincèrement,

J.-Y. Cousteau Président R. Cousteau Directeur

TITRE PERSONNEL DE SOUSCRIPTION LA COLLECTION DE TIMBRES DE LA MER DE LA SOCIÉTÉ COUSTEAU

Date limite des souscriptions : le 31 décembre 1978 minuit le cachet de la poste faisant foi

Veuillez accepter ma souscription pour la Collection de Timbres de la Mer de la Société Cousteau.

J'ai bien noté que je recevrai 3 Cartes Premier Jour par mois, pendant trente-six mois, à partir de Mars 1979, au prix de 25 F TTC par carte, soit 75 F TTC par mois, le prix hors taxes de chaque carte étant garanti constant pendant toute la durée de la collection. Je ne vous envoie pas d'argent maintenant. Je recevrai une facture pour mes 3 premières cartes, dès que celles-ci seront prêtes à m'être expédiées.

J'accepte l'obligation de cocher cette case, si vous faites déjà partie des collectionneurs du Méditerranée Franklin.

Offre uniquement valable en France métropolitaine, Corse et Principauté de Monaco. Toutes les souscriptions sont soumises à l'acceptation de Philatélie Franklin.

PHILATÉLIE FRANKLIN (une division Le Méditerranée Franklin) 4, avenue de l'Escoeur, 95200 Sarcelles

Signature \_\_\_\_\_

Bureau distributeur \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Commune \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

M. \_\_\_\_\_

Mme \_\_\_\_\_

Mile \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Limites : une collection par souscripteur

صكزامن الأمل



## L'ÉVÉNEMENT

# LE SÉNAT, POUR QUOI FAIRE ?

Dans les salons feutrés de l'ancien palais de Marie de Médicis, sous le sol des jardins de Luxembourg, et sous les pavés de la rue de Valenciennes, débattre une Assemblée qui fut longtemps contestée et, sous de Gaulle, vit la mort de près. Aujourd'hui, ceux qui, à gauche, voulaient la rendre au néant, et, chez les gaullistes, la détruire pour une hypothétique transformation, ont mis leurs critiques en sourdine. Les événements électoraux de l'an dernier ont souligné le rôle qu'avait pu jouer le Sénat et la majorité avait basculé. À gauche, cette menace n'a effrayé personne, car le Sénat a perdu le pouvoir dont il avait usé en 1955 contre Léon Blum. Elle a même rassuré quelques-uns. À droite, elle apportait l'assurance qu'un balancier existait, dont aurait pu se servir le chef de l'État en cas de besoin. Mais, d'autres raisons moins négatives expliquent aussi l'atténuation des critiques qui s'élevaient contre la seconde assemblée du Parlement.

Ses élus représentent mieux le pays actif que naguère : les lois électorales de la Cinquième République (en particulier la loi organique du 16 juillet 1976) ont élargi, en effet, le poids de la représentation rurale et accru celui des villes. On reste encore loin de compte, certes, mais les progrès vers un plus juste équilibre entre les sièges et

les voix ont été sensibles. L'écart qui subsiste est, d'autre part, mieux ressenti depuis que le courant écologiste et l'accroissement du besoin de sécurité de la population ont réduit le prestige de la grande ville et redonné aux petites ou moyennes communes et à leurs élus une dimension qui rassure.

Enfin et surtout, le Sénat a su user de ses pouvoirs et trouver dans les institutions le rôle qu'attendaient de lui, semble-t-il, la majorité de ceux qui s'intéressent à son sort et à ses activités. Son image de marque est redevenue celle de la mesure, de la tolérance, d'une certaine sagesse provinciale, du conservatisme aussi, mais d'un conservatisme ouvert aux réformes qui protègent les finances de l'État (quand elles ne subventionnent pas les collectivités locales), et qui garantissent contre celui-ci les libertés individuelles et le droit.

En somme, cette Assemblée ne répond pas trop mal à la mission que lui a impartie la Constitution qui, en son article 24 notamment, lui commande d'assurer la représentation des collectivités territoriales.

Le Sénat a célébré avec faste, il y a un peu plus de trois ans, la date symbolique du 24 février 1875. Le président de la République, entouré des dignitaires du régime, est venu dans ce palais où siègèrent toutes

les « Hautes Assemblées » depuis près de deux siècles, pour apporter au « grand conseil des communes de France » la salut reconnaissance du pays. C'est pourtant un Sénat bien différent en apparence de celui créé par la loi constitutionnelle de 1875 que M. Valéry Giscard d'Estaing a visité ce jour-là. Loin d'être la vieille dame centenaire que l'on était, l'Assemblée présidée par M. Alain Poher, ragularisée par le référendum de 1969, se présentait, en effet, dans l'ardeur juvénile de ses dix-sept ans, comme le Sénat du destin : conservateur des libertés, rempart contre les extrémismes, censeur soucieux des empiétements de l'administration et de la technocratie ; défenseur des autonomies locales aussi, comme en témoignent les cent soixante sénateurs qui sont maîtres de leur commune, et les trente-six présidents de conseils généraux. La troisième génération de Sénats de la République différait-elle donc, différait-elle autant qu'il paraît de la première ? Bien des députés-fondateurs, qui siègèrent en 1875 dans le Sénat qu'ils venaient de créer, un Scheurer-Kestner, un Castelnau Perier, un Jules Favre, un Emmanuel Arago ou, plus tard, un Cailhau, pourrissent, semble-t-il, se reconnaître dans les professions de foi d'aujourd'hui. L'idéal est le même : diriger, mais les moyens, les pouvoirs, que sont-ils devenus, quels sont-ils ?

## EFFECTIF ET MODE D'ÉLECTION

### Suffrage indirect pour assurer la représentation des collectivités territoriales

L'EFFECTIF du Sénat est de 255 sièges, dont 13 pour les élus d'outre-mer et 6 pour les Français de l'étranger. Il sera porté à 305 en 1980 et à 316 en 1983, en vertu de la loi organique de juillet 1976 adaptant la représentation sénatoriale aux résultats du dernier recensement.

La durée du mandat des sénateurs est de neuf ans, leur assemblée étant renouvelée par tiers tous les trois ans. Le prochain renouvellement aura lieu en septembre 1980.

Le collège électoral est composé des députés et des conseillers généraux (la circonscription est le département), et des députés des conseils municipaux :

- 1 député sénatorial pour les conseils municipaux des communes qui ont jusqu'à 500 habitants ;
- 3 députés pour les conseils municipaux de 13 membres (communes de 501 à 1 500 habitants) ;
- 5 députés pour les conseils municipaux de 17 membres (communes de 1 501 à 2 500 habitants) ;
- 7 députés pour les conseils municipaux de 21 membres

(communes de 2 502 à 3 500 habitants) ;

- 15 députés pour les conseils municipaux de 25 membres (communes de 3 501 à 10 000 habitants).

Dans les communes de 9 000 habitants et plus, tous les conseillers municipaux sont élus au scrutin de liste. En outre, dans les communes de plus de 30 000 habitants, les conseils municipaux élisent des députés supplémentaires, à raison d'un pour 1 000 habitants au-dessus de 30 000.

La mode de scrutin. Dans les départements ayant moins de cinq sénateurs à élire, le scrutin est majoritaire à deux tours. Nul n'est élu sénateur au premier tour s'il n'a pas recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits. Au second tour, la majorité relative suffit. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé des candidats est élu.

Dans les départements qui ont droit à cinq sièges de sénateurs ou plus, l'élection a lieu à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel.

#### Les groupes politiques

L'effectif actuel des groupes politiques du Sénat est le suivant (y compris les sénateurs « rattachés » ou « apparentés ») :

- P.C. : 23 ; P.S. : 62 ; gauche démocratique : 40, dont 14 radicaux de gauche ; Union centriste : 60 ; R.P.R. : 34 ;

R.I. : 51 ; C.N.I.P. : 16 ; non-inscrits : 9.

Il n'existe pas de groupe U.D.F., comme à l'Assemblée nationale, mais un simple intergroupe, forme très lâche d'association, que préside M. Adolphe Chauvin, sénateur centriste du Val-d'Oise.

L'épée de M. Edgar Faure

## Un mode de contrôle original

Seconde Assemblée du Parlement, le Sénat, en vertu de la Constitution du 4 octobre 1958, assure au même titre que l'Assemblée nationale la représentation du peuple, qui détient la souveraineté nationale. Bien qu'il soit issu du suffrage universel, égal et secret, défini par l'article 3 de la Constitution.

Aux termes de l'article 39 de la Constitution, il jouit de pouvoirs égaux à ceux de l'Assemblée nationale dans la procédure de révision constitutionnelle. L'initiative des lois et des amendements appartient aussi bien aux sénateurs qu'aux députés, et l'égalité de leurs assemblées se reflète dans les pouvoirs de contrôle du gouvernement par voie de questions écrites ou orales, de commissions d'enquête, de missions d'information et de pouvoirs d'investigation des rapporteurs spéciaux du budget.

Cette primauté de l'Assemblée nationale peut néanmoins être mise en échec par un recours devant le Conseil constitutionnel. La possibilité n'est pas seulement théorique, puisqu'elle a été appliquée au mois de juillet 1971 à

l'occasion d'un projet visant la loi de 1901 sur les associations. Trois fois de suite en une semaine, les sénateurs repoussèrent alors le texte qui modifiait la procédure de déclaration d'association, très libérale. Le gouvernement et sa majorité voulaient instituer l'obligation d'une autorisation préalable du préfet. La quatrième fois, l'Assemblée l'emporta encore sur le Sénat provoquant le vote de la loi et la démission du rapporteur M. Geoffroy (sénateur socialiste du Vendée). Mais, le 16 juillet, le Conseil constitutionnel saisi par le président Poher annula les dispositions votées par les députés et que le Sénat avait estimées contraires au principe de la liberté d'association.

Le même sort a conduit M. Poyer en 1974 à saisir le Conseil constitutionnel d'un article de la loi de finances qu'il jugeait incompatible avec le principe de l'égalité des citoyens devant la loi en matière d'impôts.

#### Deux Inégalités avec l'Assemblée

Il y a toutefois deux cas, fort importants, où l'égalité entre les deux Assemblées cesse d'exister, au détriment du Sénat :

— En matière législative lorsque le gouvernement interrompt une « navette » par la convocation d'une commission mixte paritaire (voir le Monde du 4 octobre). À défaut d'accord sur le texte de cette commission, l'Assemblée nationale possède alors le dernier mot et peut voter définitivement des dispositions rejetées par les sénateurs.

— Le second cas d'inégalité entre les deux Assemblées concerne le contrôle de l'exécutif. Le Sénat n'a pas la possibilité de mettre en cause la responsabilité politique du gouvernement, la procédure de la motion de censure étant exclusivement réservée aux membres de l'Assemblée nationale. En contrepartie, le président de la République ne peut pas dissoudre le Sénat.

Quelle est donc la responsabilité du gouvernement devant le Sénat ?

L'article 49 de la Constitution la définit ainsi : « Le premier ministre a la faculté de demander au Sénat l'approbation d'une déclaration de politique générale. Les sénateurs se sont prononcés trois fois en application

de cette disposition constitutionnelle : le 11 juin 1975, sur l'initiative de M. Jacques Chirac ; le 5 mai 1977 et le 11 mai 1978, sur l'initiative de M. Raymond Barre. Le premier ministre en exercice a obtenu chaque fois une large majorité. Mais, dans le cas contraire, rien ne l'aurait obligé à donner sa démission.

Privé d'une partie des moyens de pression dont dispose l'Assemblée nationale pour contrôler l'exécutif, puisqu'il ne peut « censurer » la politique gouvernementale, les sénateurs ont utilisé d'autres méthodes de contrôle, plus subtiles et plus conformes au demeurant que la brutale censure, estimant qu'il était généralement un sentiment profond de leur collège électoral, lui-même composé d'élus.

Ainsi la commission des finances du Sénat, sous l'impulsion notamment de son président M. Edouard Bonnefous, sénateur des Yvelines (Gauche démocratique), chancelier de l'Institut et ancien ministre, a défendu pied à pied contre l'administration les pouvoirs de contrôle « sur pièces et sur place » qui sont reconnus à ses rapporteurs spéciaux et au rapporteur général, « Écarter fautes, d'une part, des sujets à caractère secret concernant la défense na-

tionale, les affaires étrangères, la sécurité intérieure ou extérieure de l'État, d'autre part, du principe de la séparation du pouvoir judiciaire et des autres pouvoirs, les [ces] rapporteurs, sont habilités à se faire communiquer tous documents de service, de quelque nature que ce soit. »

La même commission des finances a eu l'initiative des dispositions législatives qui protègent les pouvoirs de contrôle de la Cour des comptes sur les entreprises publiques. Elle a été aussi à l'origine d'une mesure prise par le bureau du Sénat pour le contrôle de l'application des lois.

#### Les commissions d'enquête et de contrôle

Le Sénat a aussi utilisé, avec plus d'efficacité, semble-t-il, que l'Assemblée nationale, la procédure des commissions d'enquête et des commissions de contrôle. La première est chargée de recueillir des informations sur des faits déterminés. La commission de contrôle est formée pour examiner une gestion administrative, financière ou technique de services publics ou d'entreprises nationales. Toutes les deux sont soumises à la règle du secret et ont un caractère temporaire (quatre mois). Les commissions sénatoriales eurent le plus de retentissement visant le scandale des abattoirs de La Villette (décembre 1970 - avril 1971) : l'affaire des écoutes téléphoniques (été 1973). Ces deux commissions étaient présidées par M. Pierre Marcellin, sénateur (non-inscrit) de la Charente. M. Étienne Dailly (Gauche démocratique, Seine-et-Marne) fut président de la commission de contrôle sur l'O.R.T.F. Dernière en date des commissions, celle sur le nafrage du pétrolier Amoco-Cadiz (été 1977), présidée par André Colin (décédé en cours de mandat), a eu pour caractéristique d'être régie par une nouvelle législation qui a étendu les pouvoirs d'investigation des rapporteurs et qui a donné au président le droit de citer à comparaître toute personne dont le témoignage paraît utile ; la non-comparution étant punie d'une amende de 200 000 F.

Cette extension récente de droits et de pouvoirs est née d'une expérience ratée, celle de l'enquête sur les écoutes téléphoniques. M. Pierre Messmer, alors premier ministre, avait invoqué contre elle le secret de la défense nationale, et s'était opposé aux demandes du président, M. Marcel Châtelet. Aucun ministre, aucun haut fonctionnaire, ne peut venir témoigner. Un incontestable progrès a été réalisé depuis, mais ces commissions d'enquête sont loin d'avoir l'autorité et les moyens de leurs homologues américains.

« Nous sommes tenus au secret », déclarait le 27 novembre dernier M. Pierre Marcellin. Nos réunions se tiennent à huis clos. Certes, cela incite les gens à venir témoigner, mais nous sommes ligotés car nous ne pouvons jamais rapporter leurs propos. J'ai participé à l'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en Bretagne, et j'aurais aimé citer les paroles de certains responsables. Impossible. C'est dommage, car les Français auraient été édifiés sur la manière dont s'est déroulée la catastrophe (hebdomadaire, le Point).

La procédure de la mission d'information, réservée selon le règlement au enquête à l'étranger, a néanmoins été utilisée en 1977 pour l'affaire du C.E.R. Edouard-Fallières, dans le 18<sup>e</sup> ar-

ondissement de Paris, dont l'incendie avait provoqué la mort d'enfants. Mais le résultat n'a pas répondu à l'attente. Une instruction judiciaire interdisait la formation d'une commission d'enquête, et le bureau du Sénat, qui pensait tourner la difficulté par ce biais, se heurta aux problèmes de secret et ne put rendre public que quelques renseignements.

La commission spéciale, formée dont le Sénat use parfois, permet de réunir pour l'examen d'un texte de loi déterminé des compétences disséminées dans les commissions permanentes. Plus originale, par l'usage qu'en a fait le Sénat, est la procédure du groupe d'études, qui réunit, lui aussi, les membres de plusieurs commissions nationales pour l'examen d'une grande question d'intérêt national et non d'un seul texte. C'est le cas présentement du groupe (présidé par M. Léon Bockhorst, sénateur socialiste de Haute-Garonne) chargé d'étudier les causes de la crise de la presse et de proposer des solutions pour sauvegarder son pluralisme (le Monde du 6 décembre). Tel fut aussi le cas, le mois dernier, du groupe d'études sur le commerce extérieur, présidé par M. Edgar Pisani, sénateur socialiste de Haute-Marne. Ce groupe, composé d'élus de toutes tendances, a produit sur le sujet un rapport que l'on considère comme exhaustif, si ce n'est de son travail a été exceptionnelle mais, d'une manière générale, les rapporteurs sénatoriaux ont la réputation d'approfondir plus que ceux de l'Assemblée nationale les sujets qu'ils traitent. Les rapporteurs, choisis sans exclusive de caractère politique — les deux derniers groupes d'études avaient un président socialiste — savent généralement conserver une certaine distance vis à vis de leurs formations d'origine et émettre des jugements qui ne sont pas les leurs mais ceux de leur commission ou de leur groupe d'études. Qu'ils soient communistes ou d'extrême droite, ils s'attachent à traiter, autant que possible, les sujets pour eux-mêmes et sans partialité.

Le sénateur qui ne parle qu'en son nom et qui est réduit au rôle d'un député, ne peut évidemment négliger ses électeurs, mais la durée du mandat (neuf ans) et la nature du collège qui l'a élu lui donnent une liberté de mouvement et de parole que n'a pas son collègue de l'Assemblée nationale.

S'il est parfois conduit à tenir un discours, disons démagogique, c'est fort rarement sur le ton de la passion idéologique — quelques orateurs communistes, Jacques Duclos ou Georges Cogniot, s'y risquent — mais prise que toujours au niveau des demandes d'une population qui a besoin d'équipements pour mieux vivre.

**Le Monde**  
dossiers et documents

Numéro de décembre

**LA MORT**

Le numéro : 3 F

Abonnement un an (10 numéros) : 30 F.

مكتبة الأمل

## CELIBATAIRES

facilitez vos rencontres grâce aux milliers de jeunes gens, jeunes filles, veufs et veuves de 18 à 75 ans, de toutes situations et de toutes régions inscrits au Centre Familial.

En quelques jours, vous pouvez entrer en relations avec des partis répondant à vos désirs : c'est très simple et aussi romantique qu'une rencontre de hasard.

Il suffit d'envoyer vos nom, âge et adresse au Centre Familial (NE) 43 rue Laffitte 75009 Paris pour recevoir gratuitement, sous pli discret, sans engagement pour vous, une liste de « Non-Marier » de votre âge, avec brochure illustrée qui vous passionnera.

Ce sera le départ d'une vie nouvelle qui peut vous apporter l'immense et étonnant bonheur de vous sentir « bien à deux ». Plus de 42 000 références constatées officiellement par Huissier.

#### LE MONDE

met chaque jour à disposition de ses lecteurs des tracts et d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être L'APPELLEMENT que vous recherchez.

## l'officiel des constructions

60.000 appartements neufs dont une sélection de 200 à Paris à moins de 6.500 F/m<sup>2</sup> 600 en banlieue à moins de 5.000 F/m<sup>2</sup> 68 pages. 3 F

## La Pompadour

collection « fêtes » MANTEAUX habillés

FOURRURES rat d'Amérique, astrakan, vison PEAUX LAINEES, PELISSON

ROBES DI SOIR longues et courtes GRANDES TAILLES

du 42 fort au 60 32 bis, Bd HAUSMANN 18<sup>e</sup> arrondissement Paris

## À VENDRE PORSCHE 928

modèle 1978 prix 135.000,00 F. TEL. MONACO (93) 50.89.05

## UN CONSEILLER POUR VOS YEUX

**LEROY**  
(OPTICIEN)

104, Champs-Élysées 11, bd du Palais 27, bd St-Michel 18, bd Hausmann 13, rue de Lyon 127, Fg St-Antoine 5, place des Terres 147, rue de Rennes 30, bd Barbès

Le Monde

# Société

Après le massacre  
de Jonestown  
LE FILS DU « RÉVÉREND » JONES  
AVOUE QUATRE MEURTRES

Stephen Jones, un des fils, âgé de dix-neuf ans, du « révérend » Jim Jones, a avoué lundi 18 décembre, au cours d'un interrogatoire par un magistrat guyanais, à Georgetown, qu'il était le meurtrier de Mme Sharon Amos, la responsable des relations extérieures de la secte avec l'extérieur et de ses trois enfants. Mme Amos et ses enfants avaient été trouvés étranglés au quartier général du Temple du peuple, dans la capitale guyanaise, le 18 novembre, peu après l'annonce du massacre collectif de Jonestown.

Un ancien fusilier-marin de l'armée américaine, Charles Belknap avait été inculpé pour ses quatre assassinats. Stephen Jones était appelé à témoigner sur les procès mais n'était pas véritablement soupçonné. Belknap avait reconnu qu'il était présent dans la pièce où les meurtres ont été commis, mais a toujours nié y avoir participé.

À Washington, un porte-parole du département de la justice a annoncé d'autre part, lundi, que les États-Unis avaient pris des mesures pour faire bloquer les comptes bancaires de la secte à son siège et dans d'autres pays. Les fonds déposés sur ces comptes « sont plus que suffisants pour couvrir les dépenses engagées par le gouvernement américain » dans la tragédie de Guyana, a ajouté le porte-parole. Des documents trouvés par la police guyanaise ont montré que Jones avait l'intention de léguer plus de 7 millions de dollars au parti communiste soviétique. (A.F.P., U.P.L.)

À la Cour de cassation  
LE PRÉVENU  
ET LES DROITS DE L'HOMME

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par le président de la Cour, a rendu lundi 18 décembre, son arrêt de cassation sur l'arrêt de la Cour d'Orléans qui avait infligé, le 5 mai dernier, cinq ans de prison, cinq ans d'interdiction de séjour et 3 000 F d'amende à M. Charles Baroum, poursuivi pour détention illégale et commerce illicite d'armes et de munitions.

Pour aggraver ainsi le sort du prévenu, condamné en première instance à six mois de prison, les magistrats d'Orléans avaient fait application de l'article 26 alinéa 2 du décret-loi du 18 avril 1959, selon lequel la peine pourra être portée à ce maximum si le prévenu a été condamné antérieurement à une peine de prison. C'était le cas en l'espèce, puisque M. Baroum avait été condamné à six mois de prison, cinq ans d'interdiction de séjour et 3 000 F d'amende, le 18 décembre 1977, pour détention illégale et commerce illicite d'armes et de munitions.

Mais cette circonstance aggravante n'était pas mentionnée dans l'ordonnance de renvoi de M. Baroum devant le tribunal correctionnel et avait été relevée d'office par les magistrats de la Cour d'Orléans.

Statuant sur le rapport de M. Stanislas Kehrigo, conseiller référendaire, les observations de M. Ryziger, conseiller du requérant et les conclusions de M. Elias, avocat général, la chambre criminelle a constaté qu'il ne résultait d'aucune des déclarations de l'arrêt de la Cour d'Orléans que le prévenu comparait au procès devant la Cour de cassation en vertu d'un mandat de comparution et non en vertu d'un mandat de comparution et non en vertu d'un mandat de comparution.

COUPS PAR AGENTS  
ET RÉBELLION

Dans la nuit du 27 au 28 mai 1978, à la suite d'un incident sur la voie publique, place Victor-Basch, à Paris-14<sup>e</sup>, M. Georges Pellerin, ingénieur, et sa fiancée, étaient emmenés par police-sécurité au commissariat le plus proche. Dans le car de police, l'ingénieur et sa fiancée, devenue depuis sa femme, furent « passés à tabac » au point que M. Pellerin dut subir ensuite une intervention chirurgicale. Plus de cinq ans après, l'affaire a connu le 18 décembre, son épilogue judiciaire devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris.

Pour coups par agents de la force publique, le brigadier François Lauch, qui commandait le car de police-sécurité, a été condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis, le gardien Raymond Daverio à quatre mois de la même peine, et le gardien Gérard Daverio à deux mois. En revanche, M. et Mme Pellerin ont été condamnés chacun à 600 F d'amende pour rébellion.

## JUSTICE

Après l'assemblée générale des avocats parisiens  
La crise de « considération » du barreau de Paris

Près de deux mille avocats, sur les cinq mille que compte le barreau de Paris, avaient répondu, lundi 18 décembre, à l'appel de leur bâtonnier, M. Louis Pettiti, qui entendait expliquer pourquoi le barreau de Paris avait quitté la conférence des bâtonniers (le Monde du 7 décembre) et quelle était la situation réelle de la « multipostulation » ne prenne pas fin.

La « multipostulation » est la possibilité, pour les avocats parisiens, de plaider à Bobigny, Nanterre ou Créteil sans prendre comme ils doivent le faire partout ailleurs pour les procès civils, un « correspondant » qui suit l'évolution de la procédure avant l'audience (le Monde du 5 décembre). La loi du 31 décembre 1971, qui prévoyait ces mesures, indiquait qu'elles devaient prendre fin en 1979 pour ce qui concerne Bobigny, en 1980 pour Nanterre, et en 1985 pour Créteil. « La vie de nos cabinets et de nos familles est en jeu », estime le bâtonnier de Paris. « La fin de la multipostulation, c'est un râteau de fer entre les barreaux et les tribunaux de la périphérie et Paris, c'est le retour au temps des diligences et des barrières d'octroi ».

Selon M. André Damien, ancien bâtonnier de Versailles, premier vice-président de la conférence des bâtonniers, « la querelle est une querelle sur un faux prétexte. Le barreau de Paris souffre de l'absence de l'égalité plus de 7 millions de dollars au parti communiste soviétique. (A.F.P., U.P.L.)

LE S.M. : protéger le statut des magistrats.

« L'indivisibilité des magistrats du siège, définie par l'article 64 de la Constitution, n'est pas effective en France », ont expliqué M. Dominique Conard et M. Michel Maréchal, président et secrétaire général du Syndicat de la magistrature (S.M.), au cours d'une conférence de presse réunie lundi 18 décembre à Paris. Selon eux, « lorsqu'un magistrat fait partie de la loi, il est en même temps juge — dans un sens qui dépasse la hiérarchie ou au pouvoir exécutif, ceux des magistrats — les ambiguïtés du statut de la magistrature — outre le détournement — pour mettre fin à une pratique professionnelle qui génère des querelles dans le cadre strict de la légalité ».

La lutte pour le statut du magistrat doit être, estime le Syndicat de la magistrature, définie comme ligne prioritaire d'action. Elle doit permettre « une action commune avec l'Union syndicale des magistrats (U.S.M.) sur tous les points d'ordre des magistrats, organisations d'avocats, l'organisation d'un colloque international sur l'indivisibilité des juges en Europe dans la justice judiciaire ». Le statut des magistrats français est en effet très en retrait sur celui dont bénéficient les magistrats dans la plupart des pays d'Europe, en particulier en Italie, où le Conseil supérieur de la magistrature est composé de la majorité d'élus des magistrats.

M. JEAN SOLOMIDES  
EST CONDAMNÉ  
UNE NOUVELLE FOIS  
POUR EXERCICE ILLÉGAL  
DE LA MÉDECINE

Pour exercice illégal de la médecine et de pharmacie, M. Jean Solomides a été condamné, le 18 décembre par la dixième chambre correctionnelle de Paris à 18 000 F d'amende, à 3 000 F de dommages et intérêts envers le conseil départemental et à l'ordre des médecins, autant envers le conseil départemental et 3 000 F envers l'ordre des pharmaciens. Le tribunal a prononcé la fermeture de l'institut Solomides, établi à Sceaux, et la saisie de son matériel.

Après sa lecture, jugement, une vingtaine d'années d'emprisonnement par la dixième chambre correctionnelle de Paris, a été condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis, le gardien Raymond Daverio à quatre mois de la même peine, et le gardien Gérard Daverio à deux mois. En revanche, M. et Mme Pellerin ont été condamnés chacun à 600 F d'amende pour rébellion.

● Pour avoir proposé à la vente des fausses sculptures de Giacometti, obtenues par surmoulage, M. Daniel Pijudowski, quarante-sept ans, négociant en œuvres d'art demeurant à Rome, a été condamné par défaut, le 18 décembre, à trois ans d'emprisonnement par la trente et unième chambre correctionnelle de Paris qui a délivré un mandat d'arrêt contre lui. Mme Giacometti a obtenu 10 000 francs à titre de dommages-intérêts.

de. Il a un sous-prolétaire, une crise de la formation. En fait, il souffre surtout d'une crise de considération. Les douze barreaux de la région parisienne, dont sept ont été directement concernés, ont unanimement décidé qu'il n'y avait pas lieu de modifier le système existant. « Il est clair, ajoute M. Damien, que bien des avocats qui composent les trois barreaux concernés ne seraient pas venus dans ces barreaux s'ils n'avaient pas la certitude, au terme du délai fixé par la loi, d'obtenir la postulation ».

Seul, mais sûr « d'avoir le meilleur dossier, celui du service public, d'être un avocat indissociable à la vie de la nation », le barreau de Paris a décidé de montrer sa force, de « faire la démonstration » que « le citoyen attend de lui. À l'heure où l'on a supprimé les frais de justice, la suppression de la multipostulation est un archaïsme ». Après avoir rappelé « la compréhension » dont son initiative avait bénéficié auprès des organisations et syndicats d'avocats, le bâtonnier Pettiti a indiqué qu'il avait été reçu par le garde des sceaux « qui, dès qu'il a eu connaissance des préoccupations, s'est employé à faire savoir les verrous qui empêchaient que notre proposition de loi ne soit discutée ». Cette proposition a été déposée le 12 décembre par M. Jacques Pélissier, député de l'Yonne. Selon M. Pettiti, « le gouvernement, de l'aveu même du garde des sceaux, s'emploiera à ce que cette loi soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale pour la prochaine session ».

Cette action n'est, pour M. Damien, « qu'une poignée pour un barreau malade et souffrant ». Prémier d'une loi qui promettrait qu'elle sera discutée n'est en rien préjuger son avenir. « Les avocats ne font des grèves comme de grandes manifestations », conclut M. Damien, « pour un motif différent de celui qui les préoccupe au fond. Les véritables problèmes du barreau de Paris ne sont pas dans la multipostulation. Ils sont dans la dégradation de leur statut, dans la dégradation de leur image, dans la dégradation de leur image ». Sur le plan du prestige, l'abandon de cette mesure ne changera rien. « La réunion de la conférence des bâtonniers et son président M. Gérard Savreux, ont voulu tenir d'obtenir un compromis entre les positions du barreau de Paris et celles des barreaux périphériques. Ces derniers ont maintenu leur opposition à toute modification de la loi, à toute prolongation, même temporaire, de la multipostulation. Prenant acte de la demande des douze barreaux de la périphérie », le bureau de la conférence des bâtonniers, réuni le 17 décembre, a « décidé que la loi sera discutée à l'Assemblée nationale qui se réunira le 3 janvier 1979 ». Le barreau de Paris continue, lui, d'affirmer, peut-être pour s'en convaincre lui-même : « Nous n'acceptons pas une loi qui est la bataille du barreau de Paris pour que c'est la bataille de la justice tout entière. » — J. B.

## POLICE

M. BONNET  
ET LES « BREBIS ÉGARÉES »

Rédacteur en chef d'un récent « journal instauré » de R.T.I., M. Christian Bonnet a été inquiété de la prolifération des bavures, ces dernières semaines, au sein de la police, il avait adressé à tous les commandants de police de France une lettre dans laquelle il affirme que ces « événements déplorables (...) sont de nature à donner à l'opinion publique une image déplorable des fonctionnaires de police ».

« A vous qui assumez, dans votre respect, la responsabilité du commandement que je porte pour l'ensemble des corps de police de la conscience professionnelle et de l'honneur, qui ont toujours été et continuent de demeurer la fierté de notre police », écrit le ministre de l'Intérieur.

● Dans une question écrite au ministre de l'Intérieur, M. Marcelle Salles, député du Val-de-Marne (P.C.), s'écrit que les conclusions du récent rapport de l'inspection générale de l'administration sur l'utilisation de dix mille policiers à des tâches ne relevant pas de la sécurité publique (le Monde du 14 décembre) n'ont pas été communiquées aux parlementaires lors du débat budgétaire du 10 octobre dernier. À l'époque, M. Christian Bonnet, était depuis quatre jours en possession de ce document, déclare M. Salles, qui regrette d'autre part que l'administration ait refusé de façon catégorique de lui fournir une copie de ce rapport.

## ÉDUCATION

Grève de la faim à l'université  
de Vincennes  
Empoignades au bord du gouffre

« Moi, Jean-Pierre, sous-bibliothécaire de Paris-VIII, révolté par l'iniquité de la décision du dernier conseil de l'université, je cesse de manger jusqu'à ce que Mohamed soit réintégré. » Boutelle d'eau minérale, maites ou soi, barbe naissante, Jean-Pierre ne s'alimente plus depuis lundi 14 décembre. Haut-parleurs, assemblées générales houleuses, millions d'intransigeantes, coups de théâtre, l'université de Vincennes s'est mobilisée, lundi 18 décembre, contre son conseil d'université, qui a licencié, le 21 septembre, M. Mohammed Zemmi, agent de service du nettoyage à l'U.E.F. (unité d'enseignement et de recherche) d'anglais-américain. « Il s'est absenté à plusieurs reprises sans justification », explique M. Pierre Merin, président de l'université.

Ce n'est pas l'avis des complémenteurs du personnel au comité de grève : la C.F.D.T. estime même que le dossier de Mohammed est irréprochable. « Ce complot a brisé l'union sacrée », déplore M. Merin. Jusque-là, les Vincennais portaient ensemble contre les menaces de démantèlement, le transfert de l'université à Saint-Denis, le décret du 20 septembre sur le statut des assistants et des vacataires. L'ennemi campait à l'extérieur. C'était trop simple, trop manichéen pour rendre compte de la réalité de Vincennes. Le licenciement du balseur Mohammed,

Jean-Pierre qui ne mange plus, affaibli et révolté, dévoile à présent un bonili interne et indique d'autres cibles que le ministère des universités et Mme Sauhier-Selb. A leur tour, le conseil université et son président sont aujourd'hui visés. « Ils veulent en réalité, pour sauver Vincennes, normaliser l'université, rassurer le pouvoir en refaisant la façade. Il faut que tout soit propre, convenable, et le renvoi de Mohammed, c'est une première tentative. » Deux conceptions s'opposent. Au bord de l'échec, Vincennes s'efforce, dirait-on, d'apporter des preuves : pour les uns, il faut avoir une bonne conduite, et sauver ce qui peut être encore sauvé, pour les autres, il faut au contraire accélérer le tourbillon, accentuer le caractère de l'université. « On n'avait pas vu ça depuis la séquestration de Froux », affirmait l'ancien président de l'université, une documentaliste, d'une voix qui couvrait le son des tamtams. A moins que tous, pris de vertige — et de certitudes — à l'approche de la fin, veuillent témoigner une nouvelle fois et de façon « bien vincennaise » qu'il, la démocratie à l'université serait possible et que mai 68 n'est pas tout à fait oublié... même si tout cela évoque cette maison en équilibre au bord de l'abîme qu'on voit dans la Rue vers l'or.

CHRISTIAN COLOMBANI.

## Scission à l'Union des grandes écoles

La réunion du « collectif national » de l'Union des grandes écoles (U.G.E.), le 16 décembre, a abouti à une scission. Les élèves nationaux de l'A.J.S. (Alliance des jeunes pour le socialisme, trotskistes), ainsi que des militants du P.S. et quelques « inorganisés », ont tenté de rompre avec l'appareil syndical actuellement contrôlé par les étudiants communistes (une vingtaine de militants sur les trente membres du bureau national).

Le collectif — une cinquantaine d'élèves de grandes écoles réunis à l'Institut national agronomique — a dû se scinder après un vote sur l'ordre du jour où le bureau national aurait été élu à la majorité par 19 voix contre 12. Refusant d'entendre ce « coup de force de l'A.J.S. relayé à l'extérieur par les militants de l'O.C.T. » (Organisation communiste internationaliste), dont une centaine de membres procédaient au filtrage des entrées à l'Institut, le bureau national de l'U.G.E. s'est retiré avec les membres du collectif restés fidèles, au cours d'une bousculade.

Les militants de l'A.J.S. et de l'O.C.T. se sont aussitôt érigés en « bureau national provisoire » et ont appelé à un congrès national à Paris les 2, 3 et 4 février prochain. Le bureau national en fonction a pour sa part, appelé à un congrès national aux mêmes dates, mais à Lyon. Toutes ces manœuvres ont pour but de s'assurer, avant les élections aux C.U.S. (Comités universitaires des sciences universitaires et socialistes), du seul appareil syndical étudiant qui ait encore, grâce à

(Publié)

● PROGRAMMEUR ANALYSTE D'EXPLOITATION  
Niveau exigé : Baccalauréat.  
Durée : 6 à 7 mois.

● POPITREUR D.O.S. INFORMATIQUE  
Niveau exigé : B.E.P.C.  
Sélection rigoureuse avec tests après 30 heures de cours.

F A X  
6, rue d'Amsterdam-9° - 874-85-88  
84, rue Saint-Lazare-9° - 874-56-60

ISTH  
Depuis 1953  
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES  
ET TECHNIQUES HUMAINES  
● Examen du CAPA  
Certificat d'Apprentissage à la Profession d'Avocat  
● Préparation complète (théorie/pratique)  
Avec préparation intensive en Août  
● Places limitées  
Équipes de 12 étudiants  
AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry  
75016 Paris - Tel. 224-90.72  
TOLBIAC 83, Av. d'Italie  
75013 Paris - Tel. 660.63.91

Les élections  
dans les lycées et les collèges

LÉGER RECUL DE LA FEN  
CHEZ LES ENSEIGNANTS

Le ministère de l'éducation a rendu publics les résultats définitifs des élections aux conseils d'établissement du second degré (collèges, lycées et lycées d'enseignement professionnel), qui désignent les représentants du personnel (enseignants, personnel administratif et de surveillance, ouvriers et agents de service) au sein des conseils.

La participation reste élevée chez les ouvriers (87,5 % contre 87,7 % en 1977). Elle baisse de 3,5 % chez les enseignants (77,3 % contre 80,8 %) et d'un point chez les administratifs (68 % contre 69 %). Chez les enseignants, les listes d'union inter-syndicale emportent 69,3 % des sièges, comme l'an dernier. La FEN accuse une légère baisse (38,8 % des voix contre 31,4 % en 1977). Le SGEN-C.F.D.T. obtient 5 % des voix (contre 4,7 %). Les syndicats autonomes (S.N.A.C., S.N.C.G., etc.) passent de 18,1 à 19,3 %, et les non-syndiqués de 4,3 % à 4,4 % des voix.

Chez les administratifs, les deux tiers des voix sont recueillies, comme l'an dernier, par des non-syndiqués — avec toutefois une légère baisse (de 38,8 % à 38 %) — et les listes d'union, qui progressent (de 26,6 % à 28,3 %). La FEN passe de 21 % à 19,5 %.

Chez les personnels de service, les non-syndiqués obtiennent 25,1 % des voix (contre 25,4 %). La FEN passe de 50,7 % à 22,1 % — seul collègue où elle progresse — la C.G.T. passe de 20,2 % à 17,8 %.

● Spectacle scolaire déconstruit à Amiens. — Le recteur et l'inspecteur d'académie d'Amiens ont publié un communiqué commun à propos du spectacle de la Compagnie Bonifio sur le thème de la communication d'action culturelle avait donné un avis défavorable (le Monde du 14 décembre). Ils précisent que cet avis est pour l'essentiel « des outrages de langage, un style agressif, une incitation à la violence, l'absence de rapport avec la réalité historique de la Révolution française ». Les autorités académiques, ajoutent-ils, sont « responsables devant les parents de l'éducation des élèves qui leur sont confiés ».

## A L'UNIVERSITÉ DE LILLE 1

### L'alternance fait son chemin

De notre correspondant

Le gouvernement prépare un projet de loi sur l'enseignement en alternance. Plusieurs universités, dont celle de Lille-1, ont déjà, dans ce domaine, une certaine expérience.

Lille. — Il y a cinq ans qu'une équipe de l'université des sciences et techniques de Lille anime une expérience d'enseignement alterné pour la préparation du DEUG (diplôme d'études universitaires générales) en sciences des structures de la matière et en sciences de la nature et de la vie. Les étudiants qui acceptent cette formule suivent normalement les cours, mais ajoutent à leurs études un stage de quatre mois dans une entreprise de la région. Trois acteurs sont donc en présence : l'étudiant, le professeur, le chef d'entreprise, ce qui, au-delà des formules habituelles sur la liaison université-entreprise, crée une confrontation d'un type nouveau... en France tout au moins.

Le samedi 18 décembre, sur le campus de Villeneuve-d'Ascq, au cours d'une réunion organisée par M. Dubois, maître de conférences, responsable du DEUG alterné, les partenaires étaient en présence — une soixantaine de personnes — pour tenter d'établir un bilan et de tracer quelques perspectives.

### Quarante stagiaires

On atteint seulement cette année la limite fixée pour le nombre d'étudiants participant à cette formation : quarante. Cela semble peu par rapport aux quatre cents jeunes qui pourraient y prétendre (ils étaient vingt la première année et une trentaine, mais les trois années suivantes, mais cela s'explique. Tout d'abord les responsables de l'université souhaitent avancer prudemment. En outre, le DEUG alterné rencontre des obstacles psychologiques et une réticence évidente dans le milieu des étudiants et, surtout, peut-être dans leur famille. On retrouve là une méfiance, voire un certain mépris envers le travail manuel.

GEORGES SUEUR.

Le Mo

vitamine C dans  
Mythes et ré

Du placebo à la

L'ent

# Le Monde

## DE LA MÉDECINE

### Aspirine et vitamine C dans les états grippaux

## Mythes et réalités

L'utilisation d'aspirine, d'une part, et de vitamine C, d'autre part, est largement répandue dans tous les pays occidentaux où le public leur attribue des effets bien-faisants, préventifs ou thérapeutiques, dans les infections virales saisonnières, rhumes ou états grippaux.

L'alternance de froid et de redoux humide que connaît la France depuis quelques semaines favorise ces infections,

et il n'est guère de foyers où l'on ne compte actuellement une victime de la grippe, la vraie, ou d'une rhino-pharyngite.

La consommation de vitamine C et de préparations à base d'aspirine connaît donc son grand « pic » annuel, et les très nombreuses spécialités qui les contiennent sous forme de comprimés, de poudres à goût d'orange, de boissons effervescentes ou autres, sont largement utilisées par le public (qui les acquiert librement et leur attribue une action bienfaisante), et non moins largement prescrites par les médecins, qui les rangent au nombre des « médicaments mineurs » qui, s'ils ne font pas de bien, ne font en tout cas pas de mal, mais dont ils se demandent si - on connaît un jour leur efficacité réelle -.

## Du placebo à la nuisance

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

À la vogue de l'acide ascorbique, ou vitamine C, date de plusieurs années déjà et a trouvé en l'Américain Linus Pauling, prix Nobel de chimie, en 1954 et prix Nobel de la paix, un défenseur inattendu et passionné. Les positions qu'il a prises à ce sujet ont déclenché de vives polémiques, et la controverse entre adversaires de l'efficacité thérapeutique de la vitamine C a pris des dimensions internationales, après que Linus Pauling lui eût consacré un ouvrage entier.

Une constatation est à l'origine de cette utilisation thérapeutique, à savoir qu'en cas d'infection par un virus le taux d'acide ascorbique normalement présent dans le sang et les globules blancs s'abaisse rapidement pour remonter quelques jours plus tard. De très fortes doses d'acide ascorbique (6 grammes par jour) corrigent partiellement la chute de son taux lors des atteintes virales.

La lettre médicale d'information (1) rappelle que ces faits

### Un bilan négatif

En somme, le bilan de tous les essais comparatifs menés avec rigueur pour vérifier l'efficacité qu'aurait la vitamine C pour la prévention ou l'atténuation des affections saisonnières des voies respiratoires supérieures et des syndromes grippaux est jusqu'à présent négatif. Il indique que l'acide ascorbique n'a, dans ces affections, qu'une efficacité très modeste ou nulle et que les rares effets favorables observés sont d'ordre psychologique.

Bien qu'aucun effet toxique de la vitamine C n'ait été signalé à ce jour, l'acidification chronique des urines que provoque son administration pourrait favoriser l'apparition de calculs urinaires.

Il est donc permis de se demander s'il ne serait pas souhaitable que les firmes pharmaceutiques restreignent du commerce d'innombrables spécialités coûteuses et inutiles, et renonceraient aux publicités tapageuses dont elles font l'objet concernant leur prétendue action antigrippale ou antirhumale.

### Alliée des virus

Le problème que pose l'administration d'aspirine pour l'allègement des symptômes des diverses affections virales saisonnières, rhino-pharyngites ou gripes, est très différent. Bien que l'aspirine (ou acide acétyl-salicylique) soit connue et utilisée depuis plus d'un siècle, et que son usage soit répandu dans le monde entier, son efficacité thérapeutique n'a cessé de se voir élargie et précisée ces dernières années, à la lumière des connaissances scientifiques modernes, concernant notamment les prostaglandines.

Le recours à l'aspirine à fortes doses comme anti-inflammatoire puissant dans les affections rhumatismales ou son utilisation dans les suites d'affections cardio-vasculaires, en raison de ses effets anticoagulants, sont des exemples de ces applications médicales.

Mais l'essentiel de ses indications reste pour le grand public tout au moins l'allègement des maux de tête, courbatures, douleurs musculaires ou malaises divers, et de la fièvre que provoquent les affections virales saisonnières.

Le département des maladies infectieuses de l'université d'Illinois (Chicago) a conduit une étude en double aveugle (2) chez quarante-cinq volontaires étudiants en médecine, afin de tester de façon sérieuse l'effet de l'aspirine sur les symptômes du rhume et sur la prolifération virale.

Des solutions de rhinovirus appartenant à des types classiques (21 et 25) furent préparées et instillées dans les narines des volontaires, lesquels notèrent quotidiennement durant huit jours leur état.

Chacun recevait trois fois par jour, pendant cinq jours, après la contamination, deux capsules qui, bien que d'apparence identique, contenaient, pour la moitié des sujets, 0,3 gramme d'aspirine, et pour les autres, du sucre (placebo).

Les symptômes inflammatoires du rhume (maux de tête, décharges nasales, brûlures oculaires) furent très légèrement moins marqués chez les volontaires qui recevaient réellement de l'aspirine dans leurs capsules que chez

les autres; l'aspirine a donc, confirme l'équipe américaine, une certaine action analgésique, mais les résultats sont si peu marqués qu'ils sont qualifiés de « décevants ».

Mais en diminuant les réactions inflammatoires (qui permettent la destruction des agents infectieux), l'aspirine comme d'ailleurs les hormones stéroïdes (cortisone), favorise la prolifération de ces agents.

Les volontaires qui avaient reçu de l'aspirine quotidiennement présentaient, en effet, dans leurs sécrétions nasales des quantités de virus beaucoup plus importantes que ceux qui n'avaient absorbé que du sucre.

Une telle situation n'est pas sans inconvénients, conclut l'équipe américaine, en ce qu'elle risque de favoriser les complications de ces infections virales normalement bénignes, et notamment les trachéobronchites. En outre, les « porteurs de virus » que sont ces patients traités à l'aspirine constituent une source de contagion non négligeable.

### Grâce aux lecteurs

## L'enfant du miracle

De jeunes parents, qui n'avaient eu jusqu'à présent que des enfants morts, fêteront pour la première fois cette année le Noël d'un magnifique bébé de trois mois.

Cet enfant doit la vie à ceux des lecteurs du « Monde » qui, appartenant à un groupe sanguin rare, ont permis ce succès remarquable, étape nouvelle et décisive de la lutte contre la malédiction Rhésus.

Le centre d'hématologie pédiatrique de Paris lancé, en juillet dernier, un « appel aux volontaires » par l'intermédiaire du « Monde de la médecine » (5 juillet 1978).

Des sujets appartenant au groupe AB négatif étaient sollicités pour donner à une ou plusieurs reprises du plasma, afin de pouvoir mettre en œuvre un traitement qui permette de sauver un enfant menacé par l'incompatibilité de son groupe sanguin avec celui de sa mère.

Cette dernière, Mme X., avait, à vingt-deux ans, perdu déjà trois enfants, morts avant leur naissance, tous par les anticorps anti-rhésus que produisait leur mère, laquelle avait un groupe sanguin (rhésus négatif) différent de celui du père (rhésus positif) et de celui des enfants conçus par le couple.

L'équipe du centre d'hématologie pédiatrique, qui dirige le professeur Pinon, en collaboration avec les docteurs Maigret et Marie, et sous la prise en charge clinique du professeur Chavril, avait tenté, et réussi, dans une première série de sept cas, à l'exception de celui de Mme X., un traitement nouveau visant à remplacer le plasma agressif de la mère par du plasma sain provenant de donneurs volontaires, et cela durant les quatre derniers mois de la grossesse.

Les quantités considérables de plasma sain (80 litres), provenant de donneurs appartenant à un groupe rare, nécessaires à une telle entreprise étaient qu'en dépit de tous leurs efforts le Centre national de transfusion sanguine et les centres de transfusion de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul et des autres hôpitaux de Paris n'auraient pu engager le traitement sans lequel le quatrième enfant de Mme X. n'aurait aucune chance de survie.

Il semble que sous l'angle du progrès scientifique les enfants du miracle de ce Noël 1978 soient bien des survivants de la malédiction Rhésus. Ils doivent leur salut, hier encore impensable, à un remarquable travail de recherche, certes, mais aussi à la générosité et à la solidarité d'un certain nombre de lecteurs, qui partagent aujourd'hui l'indéfinissable joie de parents qui s'estiment, eux-mêmes, miraculés.

Dr E.-L.

### Alcool et conduite automobile

## Les fêtes à l'épreuve de la loi

Pour la première fois, cette année, les retours en voiture de réveillons trop arrosés domineront, non plus par la crainte d'un hypothétique accident - celui qui n'arrive qu'aux autres - mais par la peur du gendarme. Ce sont les premières fêtes de fin d'année qui ont lieu depuis le vote, le 12 juillet 1978, de la loi permettant le dépistage de l'imprégnation alcoolique au volant, en dehors de toute infraction.

Deux mesures, semble-t-il à beaucoup, devraient permettre de conduire sans renoncer à boire : une bonne information sur les quantités d'alcool à ne pas dépasser pour que l'alcoolémie reste en dessous du taux légal de 0,8 gramme par litre ; et le recours, le cas échéant, aux produits nouvellement mis sur le marché pour diminuer le taux d'alcool dans le sang (« le Monde » du 12 septembre).

En fait, les taux d'alcoolémie dépendent de variables trop nombreuses et trop individuelles pour être calculés avec un degré de précision suffisant. Quelques heures de rapetouillage, l'absorption d'un des convives, comme cela se fait couramment dans les pays nordiques, apparaissent encore comme les meilleurs moyens de concilier la nouvelle loi et les fêtes de fin d'année.

DANS un livre intitulé *Pratique de l'alcool et de l'alcoolisme* (1) que viennent de publier les éditions Bordas, des tableaux fort nombreux permettent à chacun de calculer en fonction de son sexe, de son poids et des quantités absorbées, son taux d'alcoolémie.

1,1 gramme d'alcool par litre dans le sang : tel est le taux qu'atteindrait une femme de 45 kg, trente minutes après avoir absorbé à jeun trois verres contenant chacun 11 grammes d'alcool. En revanche, un homme de 80 kg pourrait rester à 0,7 gramme par litre, donc en deçà du taux légal, en absorbant au cours d'un repas cinq verres d'un même teneur en alcool.

La légende de ce tableau précise que l'on ne devient un « criminel en puissance » qu'à partir d'une dose d'alcool dans le sang supérieure à 2,2. Pour autant, dès 0,8, les risques pour le conducteur sont multipliés par quatre.

L'Institut de recherches scientifiques, économiques et sociales sur les boissons (IREBS), organisme d'études financé par les fabricants de spiritueux, publie des plaquettes qui font varier de façon peu rigoureuse les doses d'alcoolémie en fonction du nom-

bre de verres dont le volume n'est pas défini avec précision.

Le professeur Cot, chef de service à l'hôpital de Garches, reste très sceptique face à ce type d'initiative : « Les taux d'alcoolémie varient en fonction d'un nombre de variables beaucoup plus nombreuses que le sexe et le poids : la nature des boissons que nous absorbons, le moment de la prise de sang, peut provoquer des variations de 10 %. » Intervenant aussi l'état général, l'âge, l'activité déployée et même, à poids égal, la répartition des tissus adipeux, l'alcool se fixant moins sur les graisses. Il reste, enfin, au-delà de tous ces facteurs identifiables, un facteur résiduel qui peut encore faire varier de manière significative les doses d'alcoolémie selon les individus.

Ceux des alcooliques qui se montrent sceptiques sur l'aptitude de chacun à mesurer sa capacité de résistance à l'alcool, conseillent en cas de conduite une grande modération dans la consommation de boissons alcoolisées, soit l'équivalent, au cours du repas, d'un quart de litre de vin, sans apéritif ni digestif.

### Du sucre en pharmacie

Ces normes plus ou moins strictes peuvent-elles être assouplies grâce à l'absorption de produits diététiques à base de sucre qui permettraient de diminuer les taux d'alcoolémie ? « L'action de doses importantes de fructose pour prévenir l'absorption de l'alcoolisme n'est pas discutée », écrit dans *La Revue du praticien* du 25 octobre 1978, le professeur Jean Lereboullet, directeur de l'Institut d'alcoolologie de l'hôpital de Bicêtre.

Les nombreuses expérimentations qu'il a faites sur ce sujet permettent d'affirmer que l'absorption, en même temps que des boissons alcoolisées (2) de 100 grammes de fructose, fait baisser de près de 40 % en moyenne les pics d'alcoolémie.

« Les tests psychométriques », affirme également le professeur Lereboullet, *pratiques à double aveugle* (ou double aveugle) *étaient améliorées de façon très significative*. Ils visaient à comparer les performances de deux groupes de volontaires ayant absorbé la même quantité d'alcool et une substance neutre pour les uns, du fructose (sucre) pour les autres.

La même expérience effectuée avec deux sachets de 30 grammes de poudre Alsaver, vendus

dans le commerce depuis septembre et composée à 97,5 % de sucres divers montre une diminution moyenne de 20 % des taux d'alcoolémie des sujets testés. Il ne semble pas, en revanche, que dans ce cas les réflexes soient améliorés notablement.

De sérieuses réserves peuvent être faites pourtant sur l'utilisation de sucres comme antidotes de l'alcool :

● Ils n'agissent d'abord que s'ils sont absorbés avant ou en même temps que la boisson alcoolisée.

● Seules des alcoolémies peu élevées (de 0,5 à 1 gramme par litre) sont réellement sensibles à l'action de ces produits.

● Tout repas qui accompagne l'absorption de boissons alcoolisées, permet aussi de ralentir le temps de séjour de l'alcool dans le tube digestif et diminue ainsi dans des proportions importantes l'efficacité des sucres.

● Enfin, l'absorption fréquente de telles quantités de sucres constitue un facteur de risque pour de nombreuses maladies (diabète, maladies cardio-vasculaires, troubles gastriques).

L'absence de publicité de ces produits, qui ne doivent pas mentionner leurs effets sur l'alcool, et le fait qu'ils sont néanmoins vendus en pharmacie leur donnent un semblant de caution tout en privant les consommateurs d'informations directes.

« Apprendre à se connaître face à l'alcool » : tel pourrait être le thème de la prochaine campagne d'éducation sanitaire du ministère de la santé et de la famille ; les usagers ignorant trop souvent les limites de leurs nouveaux « dévotions » ne seraient plus ainsi désarmés face à une loi nécessaire. — N. B.

(1) *Pratique de l'alcool et de l'alcoolisme*, de M. Alexandre Dorosynski et du docteur Michel Volnay. Ed. Bordas, coll. « Pratique de la santé », 65 p., 19 F.

(2) Ces boissons alcoolisées ont été administrées à la dose de 0,8 gramme d'alcool par kilogramme de poids chez l'homme (et 0,5 chez la femme).

Un livre intéressant à la fois patient et médecin

## la responsabilité civile du médecin

par le Dr L. Melenne, Médecin légiste, et J. Sicard, Vice-président du Tribunal de Grande instance de Vannes.

En vente chez l'éditeur : par correspondance contre chèque de 51,50 F. ou sur place, 48,00 F.

Général Graphique, 18, rue Duphot - Paris 1<sup>re</sup>

محکمات الاموال

صكنا من الأهل

ROUE

La recherche  
II. Des rep...

## La Commission des Communautés européennes

La Commission des Communautés européennes cherche pour Bruxelles un

### pharmacien

Les candidats devront

- posséder un diplôme universitaire de pharmacien ou de médecin,
- posséder une certaine expérience administrative ainsi qu'une connaissance approfondie des législations pharmaceutiques des Etats membres et de la Communauté,
- posséder une connaissance satisfaisante d'une deuxième langue communautaire autre que leur langue maternelle,
- être âgé de moins de 32 ans et posséder la nationalité d'un pays membre.

La rémunération et les conditions de travail sont en rapport avec l'importance que revêt le poste pour la Commission et seront communiqués aux candidats retenus.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé à l'adresse suivante, en mentionnant la référence PBP/1: M. A. J. CASTON, JE 8/21, Commission des Communautés européennes, rue de la Loi 200, 1049 Bruxelles (Belgique).

La date limite pour le dépôt des dossiers complets de candidature est fixée au 19 janvier 1979.

## S. O. S. SANTÉ : LE 15

Un seul numéro de téléphone centralisera les appels d'urgence dans plusieurs départements, dès l'hiver 1979

Nous aurons, d'ici à 1980, avec la mise en place d'un numéro national « santé », le 15, le meilleur système du monde de l'urgence à condition toutefois que les deux médecines, publique et privée, s'entendent », affirme M. Colrier, responsable des questions de l'urgence au ministère de la Santé et de la Famille. Les crédits du budget affectés aux secours d'urgence ont augmenté de près de 30 % par rapport à l'année dernière. Une circulaire doit, d'ici peu, définir de manière souple le fonctionnement des centres départementaux 15. Mais Mme Simone Vell, ministre de la Santé et de

la famille, a posé un préalable à leur mise en place : l'entente entre les Services d'aide médicale urgente (SAMU) des hôpitaux et la médecine de ville.

Cette collaboration a déjà été réalisée dans une dizaine de villes : elle devrait permettre l'ouverture, durant le premier semestre 1979, dans quelques départements, d'un centre unique de réception des appels d'urgence répondant aux grandes détresses et assumant, dans le même temps, une permanence de soins pour la médecine de ville.

Le calendrier de M. Colrier, fixant à 1980 la généralisation du 15, est-il crédi-

ble ? S'agit-il simplement de l'optimisme excessif d'un homme qui, depuis plus de vingt ans, a lutté pour que les urgences s'organisent ? Les difficultés à surmonter avant la généralisation du 15 restent, en tout cas, importantes : l'existence de SAMU dans près de quarante départements, la difficile définition de la localisation et surtout de la responsabilité de ces centres 15, et enfin les risques d'encombrement et de dilution de responsabilités, entraînés dans les grandes agglomérations par la centralisation d'appels très nombreux, constituent encore des obstacles.

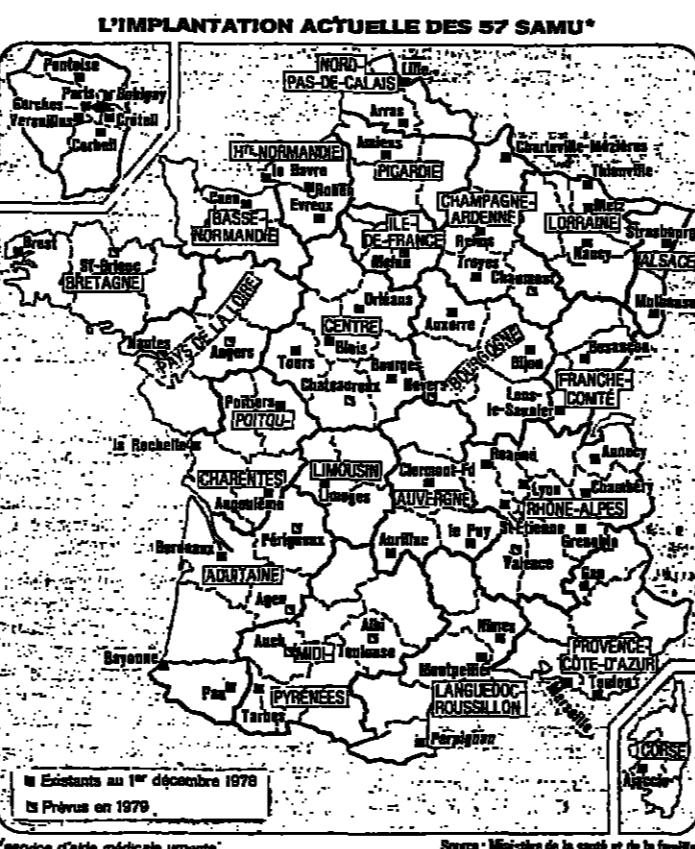
Le 15, pour l'instant, ne répond pas : il n'est plus un indicatif interurbain depuis qu'un protocole, en janvier dernier, est intervenu entre les P.T.T. et le ministère de la Santé ; mais il n'est pas encore un numéro national santé.

Pourtant le 15 représente d'ores et déjà une idée force, une dynamique : depuis quelques mois, les publications médicales lui consacrent de nombreux articles ; les syndicats de médecins se réunissent depuis plus d'un an pour en débattre ; surtout, le 15 a permis ce que vingt ans d'existence des C.E.U. n'ont jamais même amorcés : la coopération entre les deux médecines, publique et privée.

De fait, les progrès d'intention ne manquent pas : les uns soupçonnaient une volonté de monopole de la part de l'hôpital, les autres craignaient l'éparpillement et le manque de structure de la médecine de ville. Pourtant à Toulon, à Pontoise, à Chambéry et dans une dizaine d'autres villes, médecins hospitaliers et praticiens de ville se sont organisés ensemble pour accueillir les appels d'urgence. Pour une raison simple : il y a de l'intérêt bien compris des uns et des autres. Toute sortie inutile du SAMU représente, en effet, une dépense importante pour celui-ci et un manque à gagner pour la médecine de ville. Ainsi, actuellement, la SAMU de Tours, qui n'a pas de relais auprès des médecins de ville, fait, d'après ses propres statistiques, près de 20 % de sorties inutiles. Une sortie de SAMU coûte, selon les départements, entre 200 F. et 400 F.

### La définition des responsabilités

Mme Simone Vell a fait de cette entente entre la médecine publique et la médecine privée un préalable à la mise en œuvre du 15 : en renonçant, il y a un an, à déposer un projet de loi, elle a voulu éviter les réactions de rejet et les procès d'intention que l'annonce d'un tel texte avait, à elle seule, provoqués. Les rencontres qui se multiplient localement entre les intéressés ne sauraient cacher le chemin à parcourir encore : quarante départements, notamment dans l'ouest de la France, sont dé-



pourvus de SAMU ; dans de nombreuses agglomérations, comme Strasbourg ou Tours, la médecine de ville commence seulement à s'organiser en associations pour relever le défi des urgences. A Bordeaux, la présence d'un médecin vacataire généraliste auprès du SAMU ne donne qu'une image bien déséquilibrée de la collaboration entre les deux médecines.

En revanche, dans les villes comme Grenoble et Rouen, le système est bien rodé : un même numéro, rendu public d'ores et déjà, reçoit tous les appels qui requièrent une présence médicale, du médecin de garde pour un enfant fiévreux à l'ambulance médicalisée pour un grave accident.

Le 15 pourrait-il être utilisé immédiatement dans ces deux villes ? Sans doute pas : pour deux raisons. La première d'ordre technique : le nombre de lignes téléphoniques des SAMU actuels devrait être multiplié : la mise en œuvre du 15 ne manquera pas, en effet, d'augmenter le nombre

d'appels et, à Rouen, on estime qu'il faudrait passer des trois lignes actuelles à une dizaine.

La mise en place des centres 15 suppose aussi que soient tranchées, notamment par la circulaire en préparation, certaines questions de doctrine. Faut-il localiser le centre 15 au SAMU lui-même ou sur un terrain neutre, à côté du SAMU, comme dans le Val-de-Marne ? Surtout, à qui reviendra la responsabilité ultime des erreurs commises dans le fonctionnement de ces centres ? La création évoquée d'un comité médical responsable et associant les uns et les autres permettrait de ne donner la préférence à personne. La définition d'une telle responsabilité collective restera délicate.

### Psychiatrie et clinique privée

La dynamique, actuellement créée, laisse pourtant un peu de côté à la fois la psychiatrie et les cliniques privées. Les urgences psychiatriques sont rarement évoquées dans le débat actuel, alors que la mise en service du 15 ne manquerait pas de multiplier les appels de gens anxieux ou simplement désarçonnés, qui échouent actuellement aux services, à la porte des hôpitaux ou dans les commissariats. Or le médecin régulateur des futurs centres 15 signalera-t-il cette population, entre un secteur de psychiatrie (1), qui n'assure pas de garde de nuit à de très rares exceptions, et un hôpital psychiatrique qui effraie toujours ?

Les cliniques, elles, sont quelquefois intégrées au système d'urgence, comme dans le Val-de-Marne, où elles représentent 55 % des lits de chirurgie. Leur place reste encore, dans la plupart des cas, à définir, même si les textes à venir leur reconnaissent une participation à un comité départemental de l'urgence, placé sous l'autorité du préfet.

Dernier obstacle, et de taille, à la généralisation des centres 15 : l'opposition de principe de certains à la centralisation des appels d'urgence. « Est-il bien possible et même souhaitable, demande le professeur Larcen, directeur du SAMU de Lorraine, dans la Revue du praticien du 25 novembre 1978, que tous les départements disposent d'un SAMU avec permanence radio-téléphonique et médicalisation de l'appel ? Ne faut-il pas plutôt insister sur la nécessaire multiplication et décentralisation des services mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) plus opér-

tionnels, chargés du ramassage médicalisé, laissant au seul SAMU de région l'organisation et la coordination des transports secondaires, des transports primaires difficiles, des transports aériens, de l'enseignement ? »

Le 15, en outre, d'après le professeur Larcen, « renforce la nécessité d'une très difficile en fait à réaliser par téléphone pour des raisons d'incompétence des interlocuteurs imprécis ou émus ».

La double nécessité d'une grande souplesse dans la réalisation de ces centres 15 ainsi que d'une éducation bien menée dans les écoles en matière de secourisme devrait permettre de pallier les difficultés de principe évoquées par le directeur du SAMU de Lorraine. Ce dernier apparaît, en tout cas, bien isolé parmi les responsables de SAMU devenus, pour la plupart, des militants du numéro national de santé.

NICOLAS BEAU.

(1) Le secteur représente une zone géographique de près de 10 000 habitants où une même équipe prend en charge, sur le plan psychiatrique, l'ensemble de la population.

### Paris se hâte lentement

La police, les pompiers, le SAMU, l'A.P.M.P., les associations de la Croix-Rouge, SOS-Médecine, les Parisiens qui pour 40 % d'entre eux n'ont pas de médecin traitant, ont le choix en cas d'urgence entre une bonne dizaine de numéros. Et généralement ils ne savent que faire.

Pourtant, la mise en place d'un numéro unique d'urgences à Paris sera particulièrement délicate. Alors que de nombreux SAMU entretiennent de bonnes relations avec les pompiers, les uns et les autres disposant à Paris d'ambulances médicalisées, qui n'interviennent pas, pour l'instant, de manière coordonnée. En outre, pour des raisons historiques, les ambulances des SAMU sont presque toutes conduites par des policiers, dont la présence pour des suicides, des affaires de drogue ou des cas de troubles mentaux apparaît peu souhaitable.

La médecine de ville est également divisée. A Paris, entre des associations de médecins spécialistes de l'urgence et des associations de quartier, qui revendiquent les appels d'urgence pour les seuls praticiens installés.

Autre difficulté propre à Paris : les urgences recensées actuellement par toutes les parties prenantes représentent près d'un demi-million d'appels par an ; or le numéro unique ne manquerait pas de multiplier ce chiffre au moins par deux.

La centralisation de tous ces appels présente donc le risque d'une dilution des responsabilités et, en tout cas, suppose la construction de nouveaux locaux, dont le coût a été évalué au SAMU de Paris à 10 millions de francs, soit 5 F par Parisien, souligne-t-on au SAMU. Dernière question, et non la moindre : à qui reviendra le financement et donc la responsabilité du centre 15 de Paris ? Au département, et donc, au-delà, à l'Etat, ou à l'Assistance publique, dont le maire de Paris, M. Jacques Chirac, préside le conseil d'administration et a demandé, à ce titre, un rapport sur ce sujet au professeur Florian Delbarre, responsable des questions de santé ? Ce dernier souligne la nécessité d'associer au débat actuel toutes les parties intéressées et de ne pas précipiter le mouvement : la répartition des responsabilités entre l'Etat et la mairie ne sera pas, en tout cas, sans conséquence sur la réorganisation des urgences à Paris, une nécessité que personne, au demeurant, ne conteste. — N. B.

best-seller depuis 6 mois  
le nouveau livre du Professeur

**Jean Bernard**  
de l'Académie française

## l'Espérance

ou le nouvel état de la médecine

Une somme du monde médical explique clairement comment la Recherche et les techniques de pointe peuvent soulager la misère humaine.

**Buchet/chastel**  
18, rue de Condé, 75006 Paris

En souscription jusqu'au 15 Février 1979  
chez votre librairie médicale

## NÉPHROLOGIE

édité par JEAN HAMBURGER, JEAN CROSNIER  
JEAN-PIERRE GRÜNFELD de l'hôpital Necker

Seule, l'équipe de l'Hôpital Necker pouvait obtenir que les cent meilleurs néphrologues du monde, appartenant à 11 pays différents, collaborent à une œuvre collective de cette ampleur.

conditions de souscription  
2 volumes de 800 pages environ chacun - au total 700 illustrations :  
prix de souscription 590 FF / prix définitif 720 FF  
(frais de port, assurance, emballage : 35,00 FF en sus)

flammarion médecine 20, rue de vaugrand - 75006 Paris

Gladys Swain

Le sujet de  
de la folie

Naissance de la  
psychiatrie 36 F

PRIVAT

TRADUCTIONS

ABC 44 R.N.D. DES VICTOIRES  
PARIS 21 TEL. : 236.13.03  
PLUS RAPIDE - MEILLEUR MARCHÉ

Robert Laffont

Par un grand spécialiste international, l'information la plus sûre et la réflexion la plus objective sur les grands choix énergétiques.

## LA POMME NUCLEAIRE et L'ORANGE SOLAIRE

un livre de  
**MICHEL GRENON**  
collection REPONSES ECOLOGIE

### La psychiatrie des urgences

« Nous ne pensons pas que la majorité des hommes et des femmes que nous voyons soient du genre à se laisser presser en charge. » Ces hommes et ces femmes dont parle le docteur Grivols dans son livre, la Psychiatrie des urgences, ce sont, par exemple, le malade qui ne dort pas en service de chirurgie, le permissionnaire de l'hôpital psychiatrique endormi aux Tuileries, le vrai délinquant, le clochard ivre, l'adolescent muet. Bref, tous ceux que vingt-quatre heures sur vingt-quatre le docteur Grivols reçoit dans le service de psychiatrie de l'Hôtel-Dieu, qu'il a créé non sans peine en 1967 et qu'il dirige depuis avec passion, convaincu qu'on le supporte à l'hôpital général en raison des services qu'il rend, mais rien de plus.

Pourquoi des psychiatres à l'hôpital général comme à l'Hôtel-Dieu, dont l'exemple a été suivi dans une dizaine de C.E.U. de Paris ? Pour éviter, dit le docteur Grivols, la chronicité et le rejet des marginaux pour « apporter attention et soins aux états aigus au plus près du moment et du lieu où ils se présentent ». Il est trop fréquent en C.E.U. que des patients qualifiés de malades mentaux doivent — de l'hôpital général au centre de régulation des urgences de Sainte-Anne et, de là, à l'hôpital psychiatrique — attendre des heures durant avant la moindre prise en charge. Ce livre est sévère en tout cas pour tous ceux qui voudraient ainsi

« bureaucratiser l'angoisse », par un recours trop systématique aux institutions. Cette volonté tenace, militante de répondre d'abord aux situations et aux problèmes immédiats s'expose à un reproche : celui de psychiatrie abusivement des demandes d'aide psychologique. Le docteur Grivols est conscient de ce risque : il tient à garder une certaine neutralité, à ne pas jouer au redempteur. « Il nous faut résister, dit-il, aux appels injustifiés. » Mais une autre menace fait autrement peur à cet ancien cardiologue rompu aux techniques de la réanimation : celle de l'abandon d'un malade angoissé, qui parle, peut-être, en lui le risque d'un suicide.

À partir d'exemples nombreux et vivants et de confidences toujours nuancées, le docteur Grivols donne une image du métier de psychiatre éloignée des nosologies abstraites et des affirmations péremptives. Il dit ses hésitations et ses questions devant le langage et le comportement de malades tout à la fois « incertains », « contradictoires », « changeants ». On comprend mieux pourquoi certains psychiatres peuvent quelquefois préférer leur confort à l'affrontement difficile et quotidien, choisi par le docteur Grivols et ses collaborateurs. — N. B.

LA PSYCHIATRIE DES URGENCES par le docteur Henri Grivols. Editions Robert Laffont, 406 p., 50 F.

# La recherche française en péril

## II. - Des reproches en retard de dix ans

par CLAUDE KORDON (\*)

Dans un premier article, M. Claude Kordon, rappelant les progrès qu'a faits la recherche française depuis vingt ans, a montré pourquoi il était important de préserver une recherche fondamentale de qualité, et souligné que ce ne sont pas les structures de la recherche qui gèrent le transfert des connaissances à l'industrie (« Le Monde » du 16 décembre).

Les commissions spécialisées qui gèrent la recherche et orientent son développement au sein des grands organismes sont trop au « conservatisme » ou au « suivi de modes », indiquait récemment M. Aigrain, secrétaire d'Etat à la recherche (1).

Ceux qui participent au travail de ces commissions savent qu'elles sont devenues des organes d'orientation et de contrôle de la stratégie scientifique des laboratoires, dont l'efficacité n'a rien à envier à celle des instances analogues d'autres pays à haut potentiel de recherche : je le sais d'expérience, pour avoir participé à titre d'expert étranger à des commissions de la Communauté allemande de recherche et à des expertises de la Fondation nationale pour la science des Etats-Unis.

Les reproches du secrétaire d'Etat à la recherche ont dix ans de retard. Ils semblent tenir davantage à de mauvaises expériences faites jadis par d'anciens membres des cabinets ministériels qu'à une analyse objective des faits. Dans la plupart des disciplines, les commissions ont résolu les problèmes de la recherche des chapelles qui s'opposaient à sa modernisation. Encore faut-il entendre sur le sens du terme « conservatisme ». Une recherche fondée sur des concepts ou des méthodes archaïques doit être éliminée ; c'est là une partie de l'action des commissions scientifiques, qu'elles ont souvent menée bien, en envoyant ses représentants auprès des équipes concernées, en suggérant des stratégies de remplacement, ou en aidant les chercheurs à trouver d'autres affectations. Mais la « conservation » des connaissances et du savoir-faire dans des secteurs qui ne sont pas, ou pas encore, « en pointe », est aussi un aspect fondamental de la pré-

servation du patrimoine scientifique.

Une « percée », c'est-à-dire l'émergence d'un nouveau concept dans un domaine déterminé, n'est possible que là où préexiste une masse critique de connaissances. Il est très difficile de prévoir dans quel domaine vont se produire les prochaines émergences.

Pour lutter contre ce prétendu conservatisme, le secrétaire d'Etat préconise le recours à de « nouveaux instruments de financement », et le ministre des universités parle avec insistance de redistribuer certains crédits d'organismes par le canal des universités. Pour qui connaît l'action des « instruments de financement » parallèles qui existent déjà, ce serait là d'aimables plaisanteries si l'on n'en connaissait pas d'avance le résultat. Les crédits affectés à la recherche sur des justifications circonstancielles pour promouvoir tel secteur de recherche, servent le plus souvent une « clientèle », sans critère scientifique sérieux. S'ils sont parfois plus sélectifs sur les thèmes, ils le sont beaucoup moins que les commissions spécialisées d'organismes en matière de qualité des recherches : ils représentent surtout une importante source de gaspillage.

Autre aspect du « conserva-

tisme » : les chercheurs ne se soucient pas assez de mobilité. La non-mobilité est un mal français. Elle tient sans doute à des habitudes et à des traditions, mais aussi, on le sait, à de bien plus grandes difficultés matérielles de déracinement que dans les pays où cette mobilité est habituelle.

Malgré des obstacles, on peut persuader des chercheurs ou des techniciens de changer de thème de recherche ou de laboratoire lorsque des perspectives sérieuses leur sont proposées. Mais il est naïf de croire qu'on augmentera la mobilité en supprimant des emplois publics en l'absence d'une volonté ou d'une capacité de recrutement du secteur privé, ni d'ailleurs en diminuant simplement la durée de la période « probatoire » des chercheurs.

Les entreprises, si elles le désirent vraiment, trouveraient sans peine une main-d'œuvre hautement qualifiée dans ce vivier de « hors statuts ».

On dit enfin que la recherche coûte trop cher pour la conjon-

ture économique que nous connaissons, qu'il faut faire des choix. Sans doute faut-il en faire, mais lesquels ?

Bien sûr, tout cela ne veut pas dire qu'il n'y a rien à faire pour améliorer la recherche. La mutation d'une société industrielle en cours dans plusieurs pays étrangers. Conscients de ses exigences, des présidents d'université, les commissions scientifiques et les comités qui préparent le VII<sup>e</sup> Plan d'équipement avaient avancé plusieurs propositions réalistes, qui d'ailleurs ont été adoptées dans des délais. En mai dernier, quatre présidents de section du Comité national de la recherche scientifique, représentant les grands secteurs de recherche — physique, chimie, sciences de la vie et sciences humaines, — ont demandé à M. Aigrain, inquiet de la dégradation des moyens de la recherche publique, les desiderata pour présenter quelques-unes de ces suggestions. « Le ministre, leur répondit-on, reçoit déjà beaucoup de sollicitations... » Il ne peut les recevoir pour l'instant, car il s'est « attaché à déposer d'un document d'évaluation des sciences et des techniques françaises, dont la connaissance

(\*) Président de la commission de biologie des interactions cellulaires du Comité national de la recherche scientifique.

(lui) paraît nécessaire pour la conduite de la politique nationale de recherche ».

Il est pour le moins étonnant que le ministre s'il a vraiment besoin de cette évaluation, refuse précisément d'entendre les représentants du Comité national, c'est-à-dire ceux qui, analysant chaque année les succès, les échecs et les perspectives de la recherche, constituent le meilleur thermomètre de la science française. Et qu'il ait donc fait la délégation générale à la recherche scientifique et technique et le secrétaire d'Etat, si un tel document d'évaluation n'existe pas encore ?

Il faut croire que, si le secrétaire d'Etat et le ministre des

sciences, c'est parce

que l'idée dominante de la ré-

forme du C.N.R.S. sera de trans-

fer une bonne part du pouvoir

de décision des commissions spé-

cialisées vers des instances non

scientifiques nommées par le

souvernement. Il se trouve mal-

heureusement qu'au cours des

dernières décennies c'est par une

démarche inverse que la science

a progressé, en France comme à

l'étranger. Nos meilleures per-

formances proviennent le plus

souvent de secteurs gérés direc-

tement par la communauté scienti-

fique — ce que l'on nomme

« l'atmosphère de la science ».

Par nature, la recherche

ne peut être administrée

comme une usine, en fonction

des fluctuations du marché ana-

lysées par un conseil d'adminis-

tration. Activité de création, elle

s'accroît encore moins que

d'autres d'une orientation auto-

ritaire.

## DÉFENSE

Avec la création d'une division blindée et de deux divisions d'infanterie

### Le dispositif militaire en région parisienne sera remanié en 1979

Dans sa revue mensuelle, *Terre Information*, de décembre, l'état-major de l'armée française confirme la création, en région parisienne, du 9<sup>e</sup> corps d'armée et de la 2<sup>e</sup> division blindée avant la fin de l'an prochain. Deux autres unités — il s'agit de deux divisions d'infanterie — seront créées dans le même temps.

C'est, en principe, en 1980 que sera achevée la réorganisation, en cours depuis 1977 (*le Monde* daté 24-25 avril 1977), de l'armée de terre. Au terme de cette réorganisation, l'armée de terre disposera alors de huit divisions blindées de 7 500 à 8 000 hommes chacune, une division alpine de 10 000 hommes, d'une division parachutiste de 13 500 hommes et d'une division d'infanterie de marine de 8 300 hommes. L'ensemble constitue les forces d'active réserves ou d'intervention outre-mer. Il est complété en cas de mobilisation par quatre divisions de 6 000 hommes chacune, issues des écoles ou de la réserve.

Le terme de division ne doit pas faire illusion. Comme le faisait récemment observer l'un des rapporteurs du budget militaire à l'Assemblée nationale, M. Jacques Cressard, député R.P.R. d'Ille-et-Vilaine, « au niveau des équipements, les divisions d'active française ne représentent, grosso modo, un tiers des divisions du pacte de Varsovie », l'alliance des pays socialistes est-européens.

En 1977, l'état-major de l'armée de terre a réorganisé le 1<sup>er</sup> corps d'armée, dont le P.C. est à Metz, et qui est constitué, principalement, de quatre divisions blindées : la 4<sup>e</sup> D.B. (à Nancy), la 6<sup>e</sup> D.B. (à Strasbourg), la 7<sup>e</sup> D.B. (à Besançon) et la 10<sup>e</sup> D.B. (à Châlons-sur-Marne).

A la suite d'une décision gouvernementale de fusionner le commandement opérationnel et le commandement territorial, le général qui commande le 1<sup>er</sup> corps d'armée est, aussi celui qui commande la VI<sup>e</sup> région militaire. Il a donc autorité sur un ensemble de personnels militaires de 78 000 hommes, dont 45 000 dans les forces opérationnelles, y compris l'environnement du corps d'armée. En 1978, l'état-major de l'armée de terre a réorganisé le 2<sup>e</sup> corps d'armée, dont le siège est à Baden, en République fédérale d'Allemagne, et qui comprend trois divisions blindées : la 1<sup>re</sup> (à Trèves), la 3<sup>e</sup> (à Fribourg) et la 5<sup>e</sup> (à Landau). Avant la réorganisation, les effectifs des troupes françaises outre-Rhin s'élevaient à 61 500 hommes environ, plus les unités de 49 500 hommes au terme de la refonte de l'armée de terre française.

#### La 2<sup>e</sup> D.B.

L'an prochain, il est donc prévu de réorganiser le dispositif militaire de la région parisienne et celui de la II<sup>e</sup> région militaire (Lille). Cette décision se traduira par des dissolutions d'unités, des créations d'autres et de changements de garnison de certains régiments.

*Terre Information* précise notamment : « L'état-major du II<sup>e</sup> corps d'armée, fusionné avec celui de la II<sup>e</sup> région militaire, sera mis sur pied à Saint-Germain-en-Laye, celui de la brigade

logistique du corps d'armée à Beauvais.

« Les états-majors de la 2<sup>e</sup> division blindée, de la 8<sup>e</sup> division d'infanterie, fusionnée avec la XXI<sup>e</sup> division militaire territoriale, de la 12<sup>e</sup> division d'infanterie, fusionnée avec la XXIII<sup>e</sup> division militaire territoriale, seront respectivement créés à Versailles, à Amiens et à Rouen. »

Ainsi, Paris et la région parisienne retrouveront la division blindée qui leur fut longtemps attachée, la célèbre 2<sup>e</sup> D.B., à la tête de laquelle le général Léclerc — élevé après sa mort à la dignité de maréchal de France en 1952 — entra dans la capitale pour y recevoir la reddition de la garnison allemande à la fin de la dernière guerre mondiale.

Installée à Versailles, la 2<sup>e</sup> D.B., bâtie sur le modèle des autres divisions du même type, devrait comprendre deux régiments de chars (coût total d'une unité de ce genre : 225 millions de francs), deux régiments mécanisés (235 millions de francs chacun), un régiment d'artillerie, un régi-

ment du génie et un régiment de commandement et de soutien. Les divisions d'infanterie sont, en revanche, constituées chacune de trois régiments d'infanterie, d'un régiment de cavalerie légère blindée, d'un régiment d'artillerie, d'une compagnie du génie et d'un régiment de commandement et de soutien.

Pour l'essentiel, ces nouvelles forces, qui seront stationnées dans leur quasi-totalité sur le territoire de la I<sup>re</sup> région militaire (Paris) et de la II<sup>e</sup> région militaire (Lille), seront constituées à partir de l'ancienne 8<sup>e</sup> division mécanisée et des formations appartenant aux anciennes forces du territoire.

L'un des rapporteurs du budget militaire à l'Assemblée nationale, M. Guy Cabanel, député de l'Isère, approuve l'opération. Il estime que les effectifs de la I<sup>re</sup> région militaire, après la réorganisation de l'armée de terre, auront diminué de 5,02 % (pour se situer à environ 28 200 hommes), tandis que ceux de la II<sup>e</sup> région militaire auront progressé de 3 %, pour s'élever à 24 850 hommes.

## RELIGION

Principal négociateur entre Rome et Écône

### LE PÈRE DHANIS EST MORT

Cité du Vatican (A.F.P.). — Le principal négociateur entre Rome et Écône, le Père Edouard Dhanis, est mort le 17 décembre à Rome à l'âge de soixante-seize ans des suites d'une hémorragie cérébrale.

Théologien et jésuite belge, le Père Dhanis avait été choisi par Paul VI, pour mener les pourparlers avec Mgr Marcel Lefebvre après sa suspension « à divinis ». Dès juin 1978, il avait tenté vainement d'empêcher le prêtre rebelle de procéder aux premières ordinations. En mai 1977, il parvint presque à la rédaction d'un communiqué commun, quand l'ancien archevêque de Dakar rompit brusquement les conversations.

[Né en 1902 à Gand, le Père Dhanis avait enseigné la théologie à Louvain, puis à la Grégorienne de Rome. Il a été le rédacteur d'un des schémas de la constitution conciliaire sur l'Eglise et a collaboré à la préparation des synodes de 1967 et 1977. Il était consultant à la congrégation pour la doctrine de la foi et membre de la Commission internationale de théologie.]

## SPORTS

SKI

### Marie-Thérèse Nadig remporte le combiné du critérium de Val-d'Isère

De notre envoyé spécial

Val-d'Isère. — La Suissesse Marie-Thérèse Nadig, qui s'est classée troisième du slalom géant et quatrième de la descente, a remporté, lundi 18 décembre, le combiné du critérium de Val-d'Isère devant l'Autrichienne Anne-Marie Moser-Proell (première de la descente et dixième du slalom géant) et du Liechtensteinois Hanni Wenzel (deuxième du slalom géant et quatorzième de la descente). La jeune Allemande Christa Kinshofer a gagné de son côté le slalom géant, épreuve dans laquelle les meilleures Françaises ont joué de malchance.

Elle est blonde comme la bière de sa ville natale, elle a dix-sept ans; coléogène, elle se destine à l'étude des langues. Et tout cela n'a pas empêché la Munichoise Christa Kinshofer de gagner le slalom géant du critérium de Val-d'Isère de ski de maître. Elle a triomphé dans la deuxième manche en prenant un avantage de 49 centièmes de seconde après n'avoir concédé que 2 centièmes dans la première manche à la concurrente du Liechtensteinois, Hanni Wenzel, gagnante, la saison passée, de la Coupe du monde.

La jeune Allemande, qui n'a participé, encore, qu'au groupe B de son équipe nationale, a donc créé une certaine surprise en remportant ce premier grand succès pour son entrée en coupe du monde. Elle a manifesté une belle maîtrise tout au long des deux parcours très différents : le premier, sinueux, demandait des concurrentes un « glissé » en zigzag, le second, plus rapide, tracé dans la ligne des pentes, exigeait de grandes ressources physiques et présentait, à la huitième porte avant l'arrivée, une enfilade vertigineuse qui fut fatale à un grand nombre de concurrentes. Hanni Wenzel s'y laissa notamment chahuter, perdant ainsi son court avantage de la première manche et sa première place. L'Allemande Irène Epple, qui partageait la deuxième place avec sa compatriote à l'issue de la première manche, baissa tout bonnement sur l'obstacle et se retrouva disqualifiée.

Finalement, la course s'est résumée à une âpre conversation entre Allemandes et Autrichiennes, chaque équipe plaçant trois concurrentes dans les dix premières, conversation à laquelle se sont mêlées les habitudes vedettes suisses, italiennes, américaines et du Liechtensteinois, alors que les Françaises en restaient exclues. Après les bons résultats d'ensemble de la descente, dimanche 17 décembre, on s'attendait pourtant que les filles en combinaison couleur vert sapin se placent plus qu'honorablement lundi en slalom géant. Après avoir raté la première manche en accrochant

dès la quatrième porte, Fabienne Serrat n'a pu, en dépit d'un excellent second parcours, que se hisser au vingtième rang, en gagnant toutefois onze places. Danièle Debernardi, qu'on attendait pour une place d'honneur au combiné, et Perrine Felen, qui a réalisé le meilleur temps intermédiaire du premier parcours, sont « sorties », ainsi que Patricia Simonet, sur le second tracé. Elles ont ainsi laissé échapper les meilleures chances tricolores.

Le coup était d'autant plus rude pour Perrine Felen que celle-ci accuse maintenant un retard important au classement de la Coupe du monde, dont elle avait encore la tête avant que ne commençât le critérium. Les jeunes de l'équipe, Martine Liouche, Sophie Caprio, Anne-Pierre Rey, Marie-Cécile Gros-Gaudenier, Christiane Fournier s'étant contentées de performances honorables à leur niveau, il restera donc beaucoup de travail pour que les Françaises retrouvent le chemin de la victoire.

ALAIN GIRAUDO.

### MORT D'UN MONITEUR

Dimanche 17 décembre, au moment où était donné le départ du Critérium de Val-d'Isère, une avalanche de neige poudreuse est partie sur la droite de la piste de descente sur le massif de Baldevard, balayant, en fin de course, un groupe de skieurs. Un moniteur de la station, Hervé Scardilotti, vingt-six ans, qui avait été enseveli, n'a pas pu être ranimé.

Après s'être révolté dans les courses cadets et juniors, Hervé Scardilotti avait appartenu à l'équipe de France de ski au début des années 70. Très bon skieur de slalom spécial, il avait brillé en Coupe d'Europe, avant de devenir, ces trois dernières années, moniteur auxiliaire. A. G.

### VOILE

#### Le bateau d'Alain Colas avait été révisé avant le départ de la Transatlantique

Alain Colas n'a plus donné de ses nouvelles depuis plus d'un mois. Les opérations de recherches entreprises par la marine nationale avec les avions-patrouilleurs Breguet-Atlantic se poursuivent, lancées de Pointe-à-Pitre et des Açores. Un faible espoir demeure toujours de retrouver le navigateur français, dont on sait qu'il était en bonne condition physique, malgré le handicap de son pied blessé et que les vivres embarqués à bord de son trimaran « Manureva » lui permettaient de tenir beaucoup plus d'un mois. « Manureva », enfin, avait fait l'objet d'une révision sérieuse.

Manureva, ex *Pen-Duick IV*, est un trimaran (trois éléments) construit en 1968 au chantier de la Perrière à Lorient, en aluminium. Il mesure 20,50 m. de long pour la coque centrale et 17,40 m. pour chacun des flotteurs latéraux. Sa largeur totale est de 10,90 m., son tirant d'eau de 1,80 m., atteignant 2,40 m. de basse. Il pèse 10 tonnes. Ses deux mâts (grément de ketch) portent 140 m<sup>2</sup> de voilure.

A la veille du tour du monde en solitaire (septembre 1973 - mars 1974) Manureva avait fait l'objet d'un examen complet (radiographie des soudures) et d'améliorations. La coque et les flotteurs avaient été cloisonnés de façon à rendre le bateau insubmersible. Les deux mâts avaient été rendus autonomes afin que l'un d'eux puisse continuer à jouer son rôle en cas de défaillance de l'autre. Ultérieurement, la coque et les flotteurs ont été revus et les fonds changés.

Avant le départ de la transatlantique française, Manureva a été révisé par le chantier de la Landraie, au Minihio-sur-Rance, près de Saint-Malo. Le grément et l'appareillage électrique ont été changés ; les voiles étaient neuves. Dans les courses transocéaniques, les multicoques et en particulier les trimarans gagnent du terrain. On comptait vingt trimarans et deux catamarans sur soixante-huit engagés dans la transatlantique française. Plus légers que les monocques, les multicoques permettent d'atteindre des vitesses élevées. Tandis qu'un monocque comporte un lest qui peut représenter la moitié du poids total, voire davantage, les multicoques obtiennent la stabilité en s'appuyant sur deux (catamarans) ou trois (trimarans) éléments. Un trimaran comme Manureva peut dépasser 20 nœuds, vitesse considérable pour un voilier.

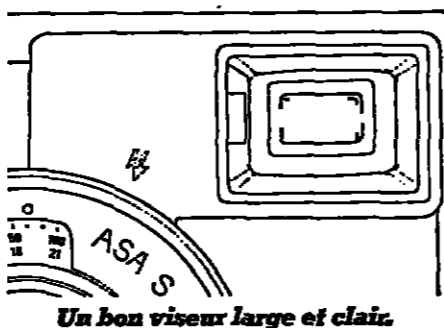
Michael Birch, deuxième de la Transatlantique de 1976, premier de la Transatlantique de 1978 sur un trimaran de 11,50 m. va se faire construire un nouveau trimaran d'une quinzaine de mètres pour la Transatlantique de 1980.

### PROPRIÉTAIRES D'APPAREILS DE PLUS DE 2.000 F, CECI VA VOUS FAIRE SANGLOTER.

Pour faire de bonnes photos, vouloir un bon appareil 24x36, c'est une bonne idée.

Voici l'Optima electronic. C'est un 24x36 : il utilise la plus large gamme de films. Il possède un excellent objectif 2,8/40 mm à 4 lentilles, et un obturateur électronique qui va de 15 secondes à plus de 1/500e.

Mais il a aussi ce que la plupart des 24x36 n'ont pas : il pèse moins de 300 grammes, il coûte moins de

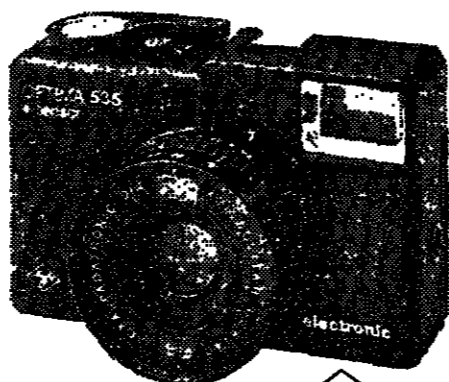


Un bon viseur large et clair.

est vert, vous pouvez prendre votre photo, lorsqu'il est rouge, vous devez utiliser un flash ou un pied.

C'est tout ce dont vous avez à vous occuper.

En fait, l'Optima electronic a vraiment de quoi donner des regrets à tous ceux qui ont payé leur 24x36 bien plus cher.



Agfa



Le fameux déclencheur "sensor".

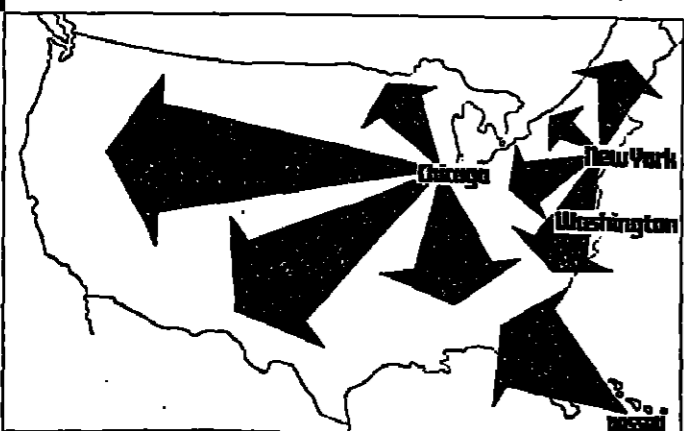
800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire tout une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, armer et même rembobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur

AGFA OPTIMA ELECTRONIC  
LA PERFECTION DU 24x36 A MOINS DE 800 F.

AGFA-GEVAERT

## toute l'AMERIQUE avec LOFTLEIDIR



• New York →  
• Washington →  
• Chicago →

A.P.E.X.

f 1380

A.P.E.X.

f 1475

le tarif A.P.E.X. est soumis à certaines contraintes.

Par contre, les tarifs excursions 14/45 jours pour NEW YORK ou WASHINGTON } .. F. 1.650 } aller-retour et CHICAGO. .... F. 1.745 } n'impliquent pas de limite d'inscription et autorisent les changements de réservation

LOFTLEIDIR vous propose également, vers NEW YORK, son aller/retour valable un an à F. 2.150 ou son aller/simple (réservation 3 jours avant le départ) à F. 845.

Grâce à ces tarifs transatlantiques, toute l'Amérique vous est offerte. Quelle que soit votre destination finale aux USA, bénéficiez des tarifs intérieurs spéciaux US pratiqués sur le continent américain.

Vois quotidiens vers les USA au départ de Luxembourg.

Nos hôtesses seront ravies de vous accueillir et... elles parlent français.

★ (Nouvelle ligne depuis le 3 novembre.)

Votre agent de voyages nous connaît bien, interrogez-le !

retournez ce coupon :  
S2, rue du 4 Septembre  
75002 Paris

742.52.26

Nice

88.73.41

et vous recevrez la documentation choisie.

☐ tarifs et horaires

☐ dépliant "USA/Caraïbes"

☐ forfaits à l'intérieur des USA

☐ "stop over" en Islande

NOM

adresse

M 21/12

LOFTLEIDIR

ICELANDIC

## Fêtes et cadeaux

A la bonne heure

Feu !

Mes LALAOUNIS

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

BOULES EN OR

Maria Theresia Nadig remporte le combat du criterium de Val d'Isère

# Fêtes et cadeaux

## A la bonne heure

Aujourd'hui la montre à cristaux liquides à cinq fonctions reste le cadeau-gadget-type. Sous les 300 F. Les montres mécaniques dominent toujours le marché, avec une légère avance de la montre à quartz avec cadran. Les ventes de lancer une collection « économique » d'une trentaine de modèles mécaniques à 100 F pour concurrencer les Timex et les Kelton vendues dans les tabacs. Celles-ci sont distribuées par le circuit des horlogers-bijoutiers et bénéficient donc de leur service après-vente normal. Les montres à gousset font un retour marqué avec la vogue des gilets pour hommes, dont la Jax à quartz et cadran en email à l'ancienne est l'une des plus originales pour son prix (700 F en quatre designs XVIII<sup>e</sup> siècle).

Les prévisions donnent la montre à quartz de présentation traditionnelle comme étant l'avenir de l'horlogerie de précision. *Ebauches S.A.*, la réponse suisse la plus percutante aux intrusions japonaises, a réussi à affiner ses modules pour réduire de moitié le profil des montres. Aussi les créateurs peuvent-ils sortir cette année dans cette technique d'avenir de nouveaux modèles souvent en acier, réalisant ainsi la synthèse de l'élégance de l'outil de travail. Jean-Denis Van encastré le dernier module rond entre

deux blocs d'acier taillé, reliés par six vis. La montre est étanche, à cadran de verre minéral trempé mat pour supprimer aussi tout reflet (3.900 F). *Hermès*, après des années de recherches, personnelles un modèle rond en acier poli, monté sur un seul arc-en-ciel, à cadran bleu de nuit et chiffres argentés blancs posés « en coup de vent », à lecture analogique (2.500 F).

*Mellier* propose des Seiko en or, dont la boîte est fabriquée en France (4.300 F) ; la Piaget à une

seule couronne permettant de rattraper les fuseaux horaires avec la seule petite aiguille ; la Baume et Mercier offrent désormais une aiguille trotteuse et un calendrier (à partir de 4.590 F toujours à quartz).

*Boucheron* lance des montres extra-plates à son nom, carrées, à chiffres romains, cadran or ou noir à boîtier guilloché, de taille moyenne (6.750 F).

La Boutique des Heures de Chaumet réunit les Bréguet et toutes les grandes marques suisses

## Feu !

D'autres varient les présentations luxueuses, dont la plus inédite est une laque « à la coquille d'œuf » de T.S. Dupont, reprenant la formule chinoise, à base de coquille d'œuf écaillée, en relief, en trois cents exemplaires numérotés (2.500 F). De même note-t-il un changement dans la façon de fumer avec une baisse de consommation des tabacs bruns en faveur des blonds de Virginie, traités pour en diminuer le taux de goudron et de nicotine.

Toujours dans cet esprit, les cigarettiers tendent à remplacer les cigarettes auprès des gros fumeurs, dont les petits « Lemaire » pour dames (50,80 F les cinquante). Dans les schémas « à budget », on préfère maintenant les havanes moyens aux « bâtons de chasse » (à partir de 230 F la boîte de vingt-cinq). Triomphe du classement.

Mais, dès le début du siècle, de nombreuses affiches popu-

laires, parfois anonymes, à l'image de la vie sociale des rues où elles étaient apposées, raillaient les styles de décoration accommodés au goût du jour. Les unes, peintes de main, vantaient les mérites des produits ménagers, d'autres la saveur de tel mel ou de telle liqueur, ou encore chantaient les bienfaits des bains de mer ou la joie que procure le cyclisme. Ces affiches, qui ne sont pas forcément considérées par des amateurs comme des pièces de collection, constituent en revanche une partie de la décoration murale d'un intérieur d'artistes signées d'artistes prestigieux, vendues au prix fort, de nombreux panneaux décoratifs et affiches publicitaires sont proposés dans les galeries spécialisées à des prix abordables (à partir de 450 F). Elles peuvent faire l'objet d'un cadeau original.

Domaine plein d'invention, l'affiche de cinéma est exposée dans des galeries telles « Ciné-

## ilias LALAOUNIS vous propose des BIJOUX SYMBOLES EN OR

Notre nouvelle collection: LES BIJOUX D'APHRODITE

3750 F 1700 F

1700 F 1800 F

850 F 400 F

1300 F 1700 F

350 F 600 F

1000 F 850 F 750 F

CLASSIQUES: parures à têtes d'animaux, thèmes qui ont conquis le monde entier.

NEOLITHIQUES: beauté et pureté des bijoux inspirés de l'art de l'âge de pierre.

... Un bond de 30 siècles de l'art GEOMETRIQUE à l'ère de l'ordinateur.

La plus grande collection de bijoux modernes inspirés de l'histoire, de la nature et de la technologie moderne. Nos bijoux soulignent le charme et la personnalité de la femme d'aujourd'hui. Ils sont les messagers de l'éternelle beauté.

ilias LALAOUNIS

PARIS 364, rue Saint-Honoré (Place Vendôme) tel. 261.55.65

GENEVE: BON GENIE, ZURICH: GRIEDER, LAUSANNE: ATHENES 6, Avenue Panepistimou, Hôtel Grande Bretagne et Athens Hilton-MYCONOS, CORFOU, RHODES

## Dites-le avec un livre

### Taurinomie

S'il est vrai que « nous sommes ces choses dont nos rêves sont faits », comme nous le rappelle Antoine Blondin dans l'allégre préface d'adieu qu'il a donnée à ce bel album de Jacques Legris et Mario Chuselotti, « Taurinomie », qui désire de plus que des rêves et des rêves ? Et quelle machine à rêver que la corrélation, faite comme ici figée dans les mots et les images — pour peu que les mots soient justes et les images ouvertes sur la fertile mémoire.

Andalou de cœur, vieux radeur d'arènes, Jacques Legris portait en lui depuis quelques lustres ce « memento » de lumières. Il a payé sa dette à la société protectrice de l'ancien, avec ferveur, compétence, élocution. Rappels historiques, informations contemporaines, indications pratiques, histoires quotidiennes de la « plaine des taureaux » sont de bon aloi. On le chicanera bien un peu sur l'anonymat où glisse ici tel « capotazo » du Viti, telle évocation d'un « paseo » illuminé par la prestance superbe de Curro Romero que le désastre le fasse probable ou le triomphe demi-dieu.

Pourquoi faire une si modeste place au grand Antonio Ordoñez quand des clichés du très habile mais rustaud Curro Gilson encombrent plusieurs pages ? Pas une image d'Antonio Bienvenida ? Pas la moindre du précieux seigneur Tenel ? Du soyeux Manzanarès ? Ah ! il y a tant à voir, tant à montrer, tant à oublier aussi... Merci tout de même Don Jaime, pour cette Corrida de décembre, pour ces feux d'été en hiver. Et merci d'avoir cité cette formule merveilleuse de Beimonte pour qui la « foera » c'est le moment où le matador sent que « la barbe pousse plus vite ». — J. L.

\* Taurinomie, de Jacques Legris et Mario Chuselotti, « Échelle Réalisée », 188 p., 200 F.

### Heureux chez soi

Lorsqu'on aménage un appartement, ou que l'on souhaite renouveler le décor existant, c'est de conseils de décoration dont on ressent le besoin, pour ne pas commettre d'erreurs, sources d'ennuis et de dépenses inutiles. « Le nouvel art de s'installer » est un livre qui apporte des idées pratiques et de bon goût. On y trouvera pas de solutions inédites, pour une décoration d'avant-garde, mais des conseils d'aménagement à partir desquels chacun apportera son style.

\* Le Nouvel Art de s'installer, Échelle, 125 F.

L'architecte d'intérieur et décorateur Jacques Debaigts vient de consacrer un grand livre, très illustré, à « la couleur dans la maison ». Après avoir exposé le phénomène physique et le concept de la couleur, l'auteur nous entraîne dans les jeux subtils de la juxtaposition des couleurs ; ses propositions sont illustrées de palettes et de tableaux plus explicites qu'un long discours.

\* La Couleur dans la maison, 181 F. Franco. Ce livre est vendu par correspondance : Publitra, opération la couleur, B.P. 123, 91180 Longjumeau. Chèque à établir à l'ordre de la Compagnie Française d'éditions.

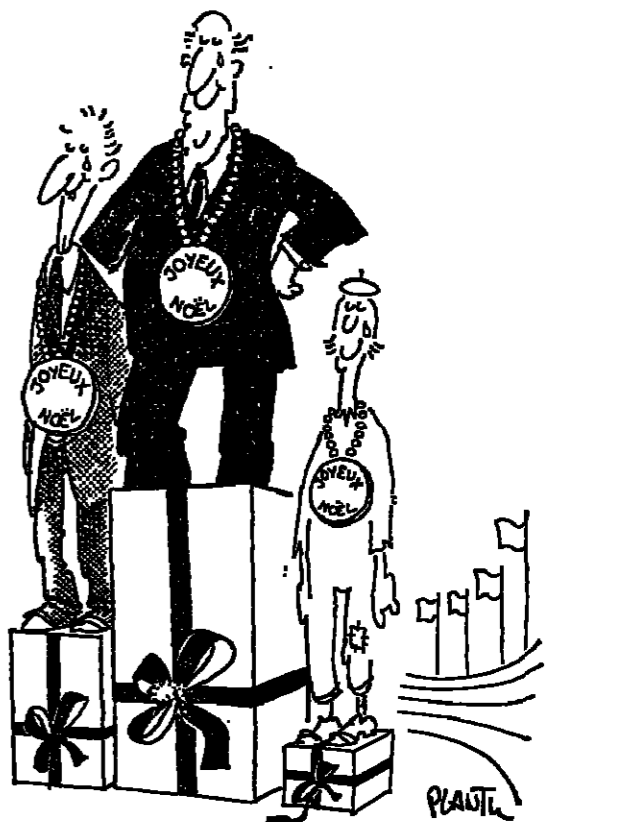
### La cuisine avec l'accent

Quelqu'un qui parle de son métier, c'est toujours intéressant. S'il a en plus l'accent des nantis de Menton, qu'il est restaurateur et qu'il s'appelle Robert Rayon cela donne un livre savoureux. Ses souvenirs, parfois cocasses, et l'évocation de ses rencontres avec des clients illustres sont interrompus de recettes qu'il glisse, çà et là, en aparté.

\* Du soleil dans les casseroles, atelier Marcel Julian, 39 F.

C'est une cuisine très aromatique que Robert Landry propose dans son « Guide culinaire des épices, aromates et condiments ». Tous les ingrédients d'une cuisine parfumée — qu'elle soit méditerranéenne ou nordique, asiatique ou africaine — sont énumérés et commentés dans ce livre. Ce parcours des épices est jalonné de recettes de tous les pays du monde.

\* Guide culinaire des épices, éd. Mamebo, 19,50 F.



## Le poster à l'affiche

CENT ans ont suffi pour que l'affiche (née vers 1870), essentiellement destinée à la publicité et à la propagande, soit considérée comme une forme d'art. Objets de collection dès lors qu'elles furent l'œuvre d'artistes prestigieux tels que Toulouse-Lautrec, Jules Chéret, Steinlen ou Aubrey Beardsley, les affiches sont d'autant plus coûteuses qu'elles sont rares. Certains collectionneurs s'intéressent d'avantage aux créations des dessinateurs de l'Art nouveau (Alphonse Mucha, Eugène Grasset ou Hector Guimard), d'autres recherchent les affiches post-cubistes (Cassandre) et art-déco (Paul Colin, Jean Carlu...), tandis que certains affectionnent plutôt la période symboliste ou les travaux des artistes et typographes révolutionnaires du Bauhaus ou du mouvement de Stijl. Dans tous ces cas, l'affiche est fort onéreuse.

Mais, dès le début du siècle, de nombreuses affiches popu-

laires, parfois anonymes, à l'image de la vie sociale des rues où elles étaient apposées, raillaient les styles de décoration accommodés au goût du jour. Les unes, peintes de main, vantaient les mérites des produits ménagers, d'autres la saveur de tel mel ou de telle liqueur, ou encore chantaient les bienfaits des bains de mer ou la joie que procure le cyclisme. Ces affiches, qui ne sont pas forcément considérées par des amateurs comme des pièces de collection, constituent en revanche une partie de la décoration murale d'un intérieur d'artistes signées d'artistes prestigieux, vendues au prix fort, de nombreux panneaux décoratifs et affiches publicitaires sont proposés dans les galeries spécialisées à des prix abordables (à partir de 450 F). Elles peuvent faire l'objet d'un cadeau original.

Domaine plein d'invention, l'affiche de cinéma est exposée dans des galeries telles « Ciné-

★ Documenta, 33 rue de Seine. Galerie de la rue Serpente, 28, rue Serpente. — Librairie-galerie des Victoires, 4 bis, rue des Petits-Pères — L'Imagerie, 9, rue Danzette. — Au Bazar-Minotaur, 11 bis, rue des Halles. Au temps présent, 68, rue de Babylone. — Au Zénith d'Hollywood, 7, rue des Ursulines.

IDEE CADEAU IDEE LUMIERE **TIZIO**

Lampe de bureau et de table à halogène. Articulée, orientable en tous sens.

Crée par Richard Sapper pour Artemide.

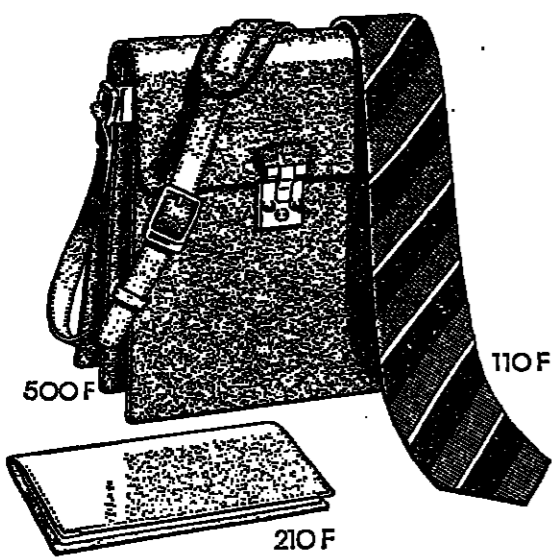
PARIS: ARKASA, 212, rue Saint-Honoré - Paris 1<sup>er</sup>; DESIGN S.A., 210, boulevard Saint-Germain - Paris 7<sup>e</sup>; ELECTORAMA, 7, boulevard Saint-Germain - Paris 5<sup>e</sup>; ESPACE & LUMIERE, 17, rue des Lombards - Paris 4<sup>e</sup>; JAMICA, 92, boulevard du Montparnasse - Paris 14<sup>e</sup>; LE BIAN, 25, rue du Faubourg Saint-Antoine - Paris 11<sup>e</sup>; MORAND ÉCLAIRAGE, 14, rue du Faubourg - Paris 10<sup>e</sup>; ROUGE, 24, rue de Rennes - Paris 6<sup>e</sup>; LUE, 14, rue Léon Trulin - Lille; LYON: ARRIETZ S.A., 68, rue de la République - Lyon 3<sup>e</sup>; NEON RHÔNE-ALPES, 50, rue de la République - Lyon 3<sup>e</sup>; MARSEILLE: AMBULANCE DÉCORATION, 107, rue de la République - Marseille 6<sup>e</sup>; NICE: INTERIEUR INTERNATIONAL, Centre Commercial Cap 3000.

Distribution Artémide: HORAS INTERNATIONAL, Paris: 134, rue Champagnon - 75008; Bruxelles: 144, avenue Louise - 1050.

**Artemide**

مكتبة الأمل

tout un monde  
de cadeaux



**LANCEL**

Magasins Lancel : Paris • Opéra • Rond-Point Champs-Élysées  
• 43 rue de Rennes • Palais des Congrès, Porte Maillot • Parly 2  
• Vélizy 2 • Créteil-Soleil • Lyon • Nice • Toulouse • Ajaccio.

**Marquise de Sévigné**  
PARIS

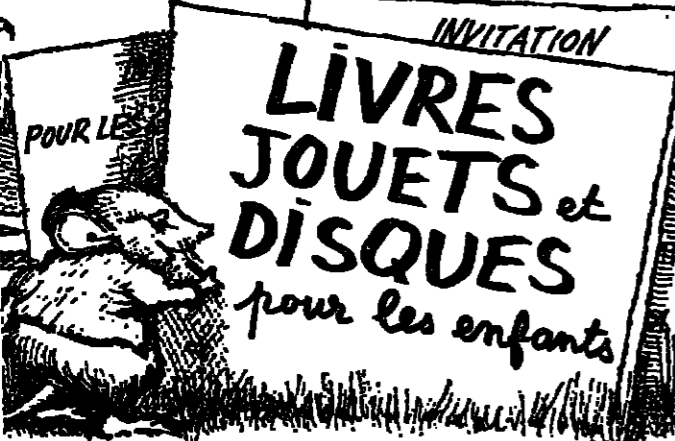
Les meilleurs chocolats  
dans les plus belles présentations

Catalogue sur demande

Marquise de Sévigné, 1 place Victor-Hugo, 75116 Paris  
Tél. 727.37.65

## Le Monde DE L'ÉDUCATION

NUMÉRO DE DÉCEMBRE



UNIVERSITÉS  
LES DIX ANS DE LA LOI EDGAR FAURE

BULLETIN D'ABONNEMENT

Pour ceux d'entre vous qui souhaitent recevoir régulièrement le Monde de l'éducation, il suffit de nous renvoyer le bulletin ci-dessous. Vous ne paierez que 60 F pour onze numéros ou lieu de 66 F, et vous recevrez, EN CADEAU, l'un des numéros déjà publiés.

RECEVEZ EN CADEAU  
l'un des numéros suivants :

- ☐ « Les lycéens », n° 43, octobre 1978
- ☐ « Les palmarès des universités », n° 41, juillet-août 1978
- ☐ « Les débouchés du baccalauréat », n° 40, juin 1978
- ☐ « Mai 1968-Mai 1978 », n° 39, mai 1978
- ☐ « Les jeunes parents », n° 38, avril 1978
- ☐ « Les livres d'enfants », n° 37, mars 1978
- ☐ « Le vote des enseignants », n° 36, février 1978
- ☐ « La politique au lycée », n° 35, janvier 1978
- ☐ « Les jouets », n° 34, décembre 1977
- ☐ « L'enfant et la ville », n° 33, novembre 1977
- ☐ « Qui sont les étudiants ? », n° 32, octobre 1977

Vous pouvez, et vous le souhaitez, commander, en plus de votre numéro cadeau, d'autres numéros. Il suffit que vous rajoutiez à votre règlement la somme de 6 F par exemplaire demandé.

NOM .....  
Prénom .....  
Adresse .....

Je vous règle la somme de 60 F pour mon abonnement d'un an (onze numéros) au Monde de l'éducation, et je reçois en cadeau l'un des numéros cochés ci-dessus.

Envoyez votre bulletin et votre règlement (chèque bancaire ou postal à l'ordre du « Monde ») au : Monde de l'éducation, serv. abonnements, 8, rue des Italiens, 75227 PARIS - Cedex 09 - Téléphone : 346-72-23.

Fêtes  
et cadeaux

## CAISSE A JOUETS

LES POUPÉES

Bonbon a un corps de chiffon, une tête qui ressemble à de la porcelaine et porte une robe aux tons acidulés (C. Refabert, 120 F). L'un verse de vraies larmes, l'autre rit quand on le fait sauter (Babyboudé et Hoplarit de CEJ-Clodrey, 210 et 125 F).

De plus en plus petites, avec leurs frimousses attachantes : Nitouche, Bonbon, Bébé-tulipe (Ajena, 32,50 F, 80 F et 35 F).

Pour soigner et installer ces bébés, des accessoires de toilette dans une petite mallette (Pipo, 57 F). Un berceau en bois (Comix, 90 F) ; une chaise en bois (Comix, 90 F).

Pour leur donner à boire et à manger : un service à thé et une batterie de cuisine raffinée (CEJ-Clodrey, 25 à 101 F) ; des casseroles, assiettes, poêles, couvertes en métal (Dac, de 2 à 15 F pièce) ; un bloc cuisine (Coqueval, 80 F).

L'entretien de la maison : une lessiveuse de fer-blanc parfaitement rétro (Bon Marché, boutique des trois hiboux, 35 F) ; un évier qui fonctionne (Coqueval, 82 F) ; une moderne machine à laver (Coqueval, 85 F, Comme maman, 65 F).

Acheter et vendre : un étalage de primeurs avec balance,

monnaie (Pipo, 180 F) ; la boutique du traiteur (Superjouet, 50 F).

Une machine à coudre sans danger (Mattel, 108 F).

Pour bricoler, un coffret à outils en bois et métal (Superjouet, 106 F).

Les véhicules : des buggies, jeeps et voitures de course qui se déplacent à la vitesse de 25 mètres en 5 secondes, sans pile ni clé (Darda, 22 à 25 F).

Pour s'entraîner : un simulateur de conduite, autocross (Congest, 175 F).

Utilitaires : une excavatrice pour creuser, charger, décharger (CEJ-Joustra, 48 F) ; un camion-grue hydraulique (CEJ-Arbois, 146 F). Le camion postal avec accessoires et personnages (Plays-big, 155 F) ; le studio mobile : dans un camion : des personnages, un praticable, une caméra dont la lentille fonctionne (Fisher price, 125 F).

L'aéroport : un hélicoptère, un tracteur et des wagonnets pour le transport des bagages (Tonka, 85 F).

Des signaux routiers en bois vernis (Comix, 8 F).

Pour dramatiser des situations délicates : l'hôpital des enfants, avec des personnages, un ascenseur, un appareil de ra-

diographie, une ambulance (Fisher price, 145 F) ; la trousse de docteur (Fisher price, 99 F) ; la clinique, à monter soi-même (Lego, 135 F).

Le ramassage scolaire (Fisher price, 70 F).

La poupée qui aime les shampooings Linda (Galeries Lafayette).

CONSTRUIRE ET FABRIQUER

Des voitures, des avions, des chariots avec les nouvelles pièces Clippo (pour les plus jeunes, de 21 à 92 F).

Un village du Far-West (Jeu-jura, 95 F).

Des véhicules en bois démonstrables (Monoprix, 42,50 F).

Des éléments et acteurs de la vie quotidienne (Leggo, à partir de 6,50 F).

Pour construire en laissant libre cours à son imagination, 120 éléments en bois (Gégé, 65 F) ; un jeu de construction en bois coloré (Nathan, 55 F).

Des perles à fabriquer, à décorer et à enfiler (Mako, 63 F, à partir de 6 ans).

Un métier à tisser en bois (deux dimensions : 52 et 123 F, Mako).

Des marionnettes à fabriquer avant de les animer (Ravensburger).

Premiers découpages, premiers collages : Papivole (Nathan, 48 F) ; tableau crépon (Nathan, 17,50 F).

CATHERINE ARDITTI.

\* Les jouets et jouets mentionnés ci-dessus sont en vente dans les grands magasins et chez les détaillants spécialisés. Les prix, variables à titre indicatif, sont susceptibles de variations.

## Bric-à-brac

David Hicks propose une très importante collection de tissus d'ameublement qu'il a fait plastifier et presser en boîtes à mouchoirs de papier (120 F), en plateaux (70 F et 150 F) et en cadres de photos (80 F et 115 F). Des boules de faïence, de la taille d'un bilboquet, unies en tons vifs, habillent une entrée ou le rebord d'une fenêtre (120 F et 40 F le socle translucide). Des blocs de papier kraft au sigle du décorateur recouvrent un socle de laiton doré (120 F). Enfin, à poser par terre, des spots de métal doré, chromé ou patiné éviteront les taches d'ombre derrière un canapé ou une grande table basse (350 F et 420 F). (12, rue de Tour-non, 75008 Paris.)

Chez Jean Lucie de sobres saffrons décoreront la table de fête (20 F), sous des suspensions en « parapluie » qui reprennent les tissus des lampes et des lampadaires (130 F). (30, rue de la Boétie.)

A l'Artisanerie de Meudon sont regroupées en exclusivité les poteries de Taber, à Vallauris, dont des bols à gratin et des vases pique-fleurs (39 F). Les Faïences anglaises Mason's, dans la série des « fruits dans un panier », sont très décoratives, sur la table comme au mur (à partir de 15 F l'assiette plate ou creuse ; à 35 F le grand plat ovale). Des tresses et des coeurs en épis de blé (13 F et 20 F) sont de charmants porte-bonheur. (61, rue de la République, 92190 Courcouronnes.)

Flémarie offre aux particuliers et surtout aux professions libérales une permanence téléphonique fonctionnant trois cent soixante-cinq jours par an, sans interruption. Les abonnés (sur la base de 600 F par trimestre pour 100 communications) utilisent un répertoire téléphonique semple qui répertorie les appels. Flémarie se charge de prendre les messages, les rendez-vous, voire de la correspondance sur cassettes ou au téléphone. Créés voici deux mois par Florence Langumet et Fleur Vendamme, les services de cet organisme peuvent aussi être modulés en fonction des week-ends et des vacances.

## Haute papeterie

Dupré (1) est installé à la même adresse depuis le Second Empire. Il s'agissait, au début, d'une papeterie et d'un magasin d'encadrement, à la limite de la plaine Monceau. La papeterie a évolué, la section artistique aussi, pour regrouper maintenant une très importante bibliothèque d'arts graphiques, un étage consacré à la photo sur le plan technique et un sous-sol pour les grosses pièces. Les boîtes de classement sont diversifiées pour s'intégrer dans les décors modernes (de 60 F à 200 F). Il en existe de toutes sortes, compartimentées pour les quittances et abonnements de la maison.

Les derniers « Extendo » sont habillés de cotons de tons vifs ou rappelant le cuir (95,20 F). Mais le rangement le plus original est la table roulante de téléphone et de classement de l'architecte Jo Colombo, faite de trois modules qui s'emboîtent, en plastique, laque rouge, jaune, noir ou blanc (685 F). Enfin les « press-books », autre spécialité maison, existent en forme compacte (95 F en 30 x 40 cm) et en plusieurs formats de classeurs à trous, parfois même fermés d'une glissière.

(1) 42, rue de Berri, 75008 Paris.

(89, avenue du Général-de-Gaulle, 92250 La Garenne-Colombes. Tél. : 784-74-44.)

La Samaritaine c'est aussi le magasin des chiens et autres animaux domestiques : le panier souple lavable de la taille du boxer adulte est à 140 F, les jouets couineurs à 7 F et la boîte de pastilles de chocolat de 750 grammes à 27 F.

Tout qu'il y aura des hommes réunit toutes sortes de cadeaux masculins dans une ancienne boucherie de la rive gauche. Jacques Dertux, ancien restaurateur, a fait faire, par ses anciens fournisseurs, des nécessaires de cuisinier amateur, comme cette trousse en toile beige comprenant le fusil, une dizaine de couteaux, l'égouttoir à brochet, le cannelier à citron. L'économie pour épicer les légumes (600 F). (23, rue du Cherche-Midi.)

Gloria Lottier a rapporté de ses nombreux voyages à l'étranger des objets très divers : bateaux en bouteille (150 F à 1.500 F) ; instruments de navigation, anciens ou contemporains (1.000 F à 4.000 F) ; tapisseries chiliennes (200 à 500 F) ; bijoux en argent (100 F à 200 F) et d'amusants coussins-poisons signés Mijanou Bardot. Et encore des lithographies de grands maîtres, de très beaux livres pour les collectionneurs.

\* Exposition-vente Cent cadeaux venus de la mer, du 19 décembre au 21 janvier, tous les jours, sauf les dimanches 7 et 14 janvier. De 10 heures à 18 h. 30. Galerie du Club des éditions maritimes et d'outre-mer, 17, rue Jacob, 75006 Paris.

**STERN**

GRAVEUR

depuis 1840

CARTES DE VISITE

INVITATIONS

la distinction

d'une gravure traditionnelle

nouveau département « Société »

pour cartes et papiers à lettres

de belle qualité

Atelier : 47 Passage des Panoramas

PARIS 2 - Tél. 236.94.48 - 508.86.45

**CHOCARNE**

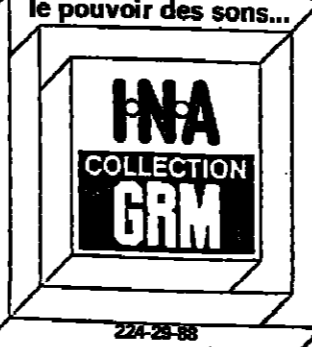


**LA BAGAGERIE®**



Paris : 13, rue Tronchet, 75008  
41, rue du Four, 75006  
74, rue de Passy, 75016  
Tour Neuf-Normandie, 75015  
Lyon : La Part-Dieu, magasin 107, nouveau 1

**DISQUES**  
le pouvoir des sons...



ouvert  
24h/24

Fêtes  
et cadeaux

# Le Père Noël chez les artisans

Dans nos pages « Fêtes et cadeaux » parues dans « Le Monde » du 6 décembre, nous donnions une première liste d'artisans chez lesquels on pouvait trouver des idées de présents originaux. En voici d'autres...

## Instruments de musique

**Jean-Baptiste Comiti** (14, impasse Chaudron, 93210 La Plaine-Saint-Denis, tél. 243-26-20).  
Flûte de Pan en bambou de Chine et base enveloppante en makoré d'Afrique, pré-acordage à la cire. De nouveau à la mode dans la musique contemporaine, toujours présent dans la musique folklorique, cet instrument au son si doux et pénétrant peut être aussi une œuvre d'art : mais pourquoi ne lui donneriez-vous pas vie avec votre souffle ? Flûtes pour enfants ou pour concerts, de 150 F à 900 F.

## Dinanderie

**Nicole Bouquet** (40, rue Orfila, tél. 636-74-48).  
Une femme dinandier, qu'est-ce que c'est ? C'est un potier de métal qui sait batiser l'étain ou le cuivre. Sa première rencontre avec le métal et le métier remonte au Pérou où déjà le travail de l'argent massif est devenu sa spécialité. Plaqueaux, assiettes, coupes, gobelets, vases, en argent, de 1000 à 10000 F, œuvres signées, pièces uniques. Une femme redoutable, le marteau à la main, sinon exquise.

## Céramiques

**Daniel Saver** (30, rue Saint-Paul, tél. 274-52-07).  
Un céramiste qui culte des grès, des porcelaines, au cœur du Marais et exposé dans son Atelier des amis prestigieux, de Champy à Deblander, ou des verriers comme Véronique Monod, etc. Des vases, coupes, soliflores, formes-sculptures, de 500 à 1000 F à 10000 F ; pour la maison et pour les collectionneurs des formes-sculptures, de 500 F à 10000 F.

## Luminaire

**Philippe Loup** (10, rue Ch.-De-lescluse, tél. 874-64-87).  
Des luminaires contemporains qui s'imposent par leur simplicité, leur élégance et leur efficacité. Il s'agit de tours de lumière réalisées par un maître verrier, avec armatures de laiton et vitraux à l'italienne, dans des tons dominants rouge et orange. Sur socle en ardoise des Pyrénées. De 220 F à 3200 F.

## Tapisseries

**La Demière** (19, rue Lagrange, tél. 326-02-74 et 033-83-59 (3<sup>e</sup> ét.)).  
Depuis plus de trente ans Denise Majorel défend les meilleurs peintres-cartonniers et tissiers. Elle a puissamment contribué au renouveau et à la renaissance de la tapisserie d'Aubusson, avec ses amis : Lurçat, Dom Robert, Calder, Le Corbusier, Matigot, Bordier, Saint-Saëns, Frassinetti, Tourlière, Julien, Lagrange, Wogensky, Singier, Gillois. On trouve aussi à La Demière : Sonia Delaunay, Furt, Grauberg, Julien, Millescamp, Ubae, Vasarely, etc. Ces murs de laine prestigieuse sont présents dans le monde entier, dans des salons, des ambassades, des halls, des bureaux, des usines, des églises. Pourquoi ne pas réchauffer vos murs avec la complexité de deux artisans-artistes qui possèdent à la fois un art et un métier : le peintre et le tissier ? De 9000 F à 16000 F le mètre carré.

## Lithographies

**Atelier Jacques Gourdon** (Union des arts et traditions lithographiques, 37, rue Paul-Port, tél. 540-05-13).  
Lithographe depuis vingt-cinq

ans, a édité : Agostini, Brayer, Caron, Hilaire, Lapierre, Jean Martin, Zorou, etc. Tirages à cent vingt exemplaires, de 700 à 1700 F. L'artiste travaille sur place, à côté de l'imprimeur, décompose son œuvre couleur par couleur, puis, par passages successifs — de six à douze en moyenne — parvient à une œuvre originale qu'il signe et numérote.

## Meubles

**Michel Milleret** (L'Orme, 270, bd Raspail, tél. 033-80-46).  
Travaille l'orme des champs ou des montagnes qui chante dans tous les tons, et devient, sous les doigts habiles de Milleret des meubles contemporains d'une simplicité biblique, massifs : tables, chaises, lits, bureaux, bibliothèques, éléments, etc., de 800 F à 10000 F, mais aussi tentent en orme et cuir — 1250 F — aptes au confort et à la méditation. Vous trouverez aussi des grès de Julien, méditations et sympathiques, de 15 F à 150 F, qui s'harmonisent avec le bois, la vie, la joie.

## Laques

**Bernard Dunand** (128, avenue du Général-Leclerc, téléphone 883-45-23).  
Dans la ligne tracée par son père, Jean Dunand met en valeur les qualités de transparence et de profondeur de la laque authentique. Figuratifs ou abstraits, ses panneaux, ses paravents, ses petits meubles sont autant de pièces de collection, utiles et riches en émotions. Petit panneau, 3500 F ; paravent de 170 cm de hauteur, 200 cm de largeur, en cinq feuilles, 25000 F (actuellement exposé avec d'autres artisans-artistes de la laque, mairie du III<sup>e</sup>) ; table basse, 8000 F.

## Point sellier

LES grosses besaces, si pratiquées pendant la journée, tendent à être déposées au vestiaire ou au fond de la valise, quand on en retire la pochette élégante ou le petit sac qui complète mieux la silhouette actuelle. A Tokyo, on attache à sa ceinture les minaudières en forme d'œuf d'autruche d'Hanad Mori ou les bourses à plumes d'Yves Saint-Laurent. A Paris, la *Bagagerie*, 13, rue Tronchet, 41, rue du Four, 74, rue de Passy et tout Maine-Montparnasse, accueille et arrondit ses formes en chèvre ou en chevreau, autour de 189 F. Les baluchons se nouent en bandoulière à l'épaule, dans une vaste gamme de coloris à la mode.

Le léopard apporte une note brillante aux petites formes souples à chaînes dorées, 195 F, votre une musette à petit rabat à 295 F. Le cuir velours frappé en diagonale devient pochette du soir grâce à sa bandoulière amovible. Yves Saint-Laurent, 5, avenue Marceau, 21, rue de Tournon et 38, faubourg Saint-Honoré, tresse les pochettes en satin laqué, matelassé ou gauzé or, 1800 F environ. Encore du léopard coupé droit, à coins en métal, chez *Sauvignat* (grands magasins), à 705 F. L'après-midi, pour la soirée, la pochette, cette collection ravira les plus exigeants. JEAN LUCE, 30 et 31, rue La Boétie 75008 Paris - Tél. : 563-60-61.

**Publiotté**  
Avant les fêtes de fin d'année, une visite s'impose chez JEAN LUCE. Les deux boutiques proposent une grande variété de cadeaux utiles, décoratifs, jeunes ou traditionnels.

Pour la table, entre autres nouveautés, on peut acquérir pour 20 F un rosvant solitaire individuel... fleuri.

De la suspension/parapluie à 130 F (lampes et lampadaires assorties aux éléments LUNDIA en sapin naturel de Scandinavie, de l'orfèvrerie, verrerie à la porcelaine, cette collection ravira les plus exigeants. JEAN LUCE, 30 et 31, rue La Boétie 75008 Paris - Tél. : 563-60-61.

## Aux 2 écoles

Rhums millésimés  
Confitures des Epices  
Artisanat Madras  
Livres sur les Asturies  
37, rue Dauphine, Paris (6<sup>e</sup>)  
033-29-60

## Verres peints

**Maté Lapierre** (15, rue du Petit-Musc, tél. 272-15-80).  
Sculpteur, multigraphe, verrier. Terres cuites, bas-reliefs de petits formats, socles, 350 F à 800 F ; sculptures, objets en bronze, de 1000 F à 7000 F ; monotypes rehaussés d'aquarelle, de 190 F à 700 F. Qu'est-ce qu'un monotype ? L'artiste peint sur du verre avec des encres lithographiques et impressionne sur une feuille de papier mouillé ; suivant la pression, le papier retient plus ou moins les encres. Divertissements en rouge, noir et bleu. Les formes sont toujours jeunes, puis qu'un retour aux sources, à l'enfant, à la fécondité, à l'amour.

## Porcelaines

**Pascal Geoffroy** (5, passage Larousse, 92240 Malakoff, téléphone 253-70-87, Métro Porte de Vanves).  
Charme d'un vieux passage bordé de petits pavillons fleuris qui recèle un jeune et grand céramiste. Grès et porcelaines émaillés avec ce raffinement chinois qui permet de mettre au monde des rouges somptueux ou des verts, des bruns, des gris délicats. Formes pures, classiques. Coupes, vases, théières, bols à thé, assiettes, de 50 F à 450 F. Pièces uniques ou formes utiles, vous vous en servirez ou les garderez jalousement comme un trésor. Faites-vous inviter à un dîner : c'est une fête !

## Mobilier contemporain

**Odile et Catherine Noll** (5, villa des Roses, 92280 Fontenay-aux-Roses, tél. 661-09-25).  
Le grand Alexandre Noll, maître des bois, peut être fier de sa postérité s'il voit du paradis des

artisans sculpteurs sa fille Odile continuer son œuvre avec des tablettes admirablement polies et dessinées, toujours creusées dans des bois tropicaux et précieux, ou sa petite-fille Catherine, créatrice de bijoux en bois marquetés, étonnants et suaves, allier des matières comme l'ivoire à l'ébène, l'écaille à l'acajou, le poil d'éléphant au palissandre. Objets utiles ou sculptures, de 80 F à 5000 F ; bijoux, de 80 F à 500 F.

## Reliures

**Monique Mathieu** (83, rue de Bourgogne, tél. 561-80-83).  
Reliure pour bibliophile. Si vous avez un livre rare, contemporain, une édition originale, illustrée, imprimée sur un beau papier, si vous avez du temps devant vous (les délais des grands reliers sont de un à deux ans), vous trouverez une artiste qui connaît le cuir à la perfection et qui se donnera à votre ouvrage avec passion. De 2000 F à 8000 F. A relire : « Les Amies mortes » de Gogol, gravures de Chagall, « Vieux pays » d'André Breton, illustré par Ubae, « Déserts pleins » de Jean Tardieu, gravures et frottages de Max Ernst, etc.

## Mosaïques

**Claude Baraud** (28 bis, rue des Thermopyles, tél. 203-27-74).  
Mosaïste utilisant le marbre, la tuile, la brique, la pâte et la dalle de verre ou l'ardoise. Vous pourrez commander des tables, des paravents, des murs de toutes dimensions. Petits formats ou le mètre carré : 2000 F environ, les prix pouvant varier suivant carton et matériaux. Abstraites ou figuratives, les œuvres seront imprimées à tous les niveaux, sur un meuble ou sur vos murs, et, pourquoi pas, aux plafonds de votre salon ou de votre chambre ?

## Automates

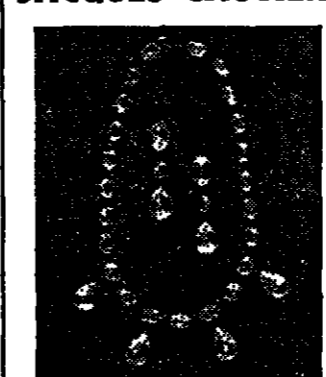
**Rinaldo** (80, rue Victor-Puiseux, 95100 Argenteuil, tél. 982-83-03).  
Automates, personnages grandeur nature, sur commande, à partir de 12000 F. Ils sont habillés, évoquent des métiers anciens, des métiers de rue, du vitrier au joueur de limoncelle, mais représentent aussi des êtres fantastiques ou de science-fiction.

## Grands menuisiers

**Fondation de Coubertin** (Fondation d'art, ateliers bois et métal, 78700 Saint-Denis-de-la-Revue, tél. 062-01-43 ou 062-66-06).  
Dans un parc de trente hectares, aux portes du R.E.R., vous trouverez des compagnons qui réalisent encore des « chefs-d'œuvre », des menuiseries de qualité pour la maison, des escaliers difficiles et beaux — à l'imon — en bois, en fer forgé ou en acier inoxydable. On y forme également le laiton et le cuivre pour des sculptures. La fonderie exécute en ce moment un exemplaire des « Portes de l'enfer », de Rodin (30000 heures de travail) pour un collectionneur américain. Mais elle est prête à réaliser tous travaux, depuis des médaillons à 200 F jusqu'à des œuvres signées : Belmondo, Cardot, Hadu, Courrier, ou bien des tirages non encore épuisés (limités à huit) de Desplan, Bourdelle, Joseph Bernard, Rodin, etc.

MAURICE PERRIER.

## BIJOUX JACQUES GAUTIER



Rivière « cristalline »  
Collier (750 F)  
et clips d'oreilles (320 F)  
36, rue Jacob, PARIS (6<sup>e</sup>)  
260-64-33  
88, R. DE BOURGOGNE, PARIS-7

**Signé par Fred, votre signe est d'or**

Pendentif scorpion.

**FRED**

Joailleur, 6, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. 260 30 65.  
Boutique Fred, 84, Champs-Élysées. Hôtel Loews, Monte-Carlo.  
Hôtel Byblos Saint-Tropez. Aéroport d'Orly, Beverly Hills.

## Torsades de perles



**Cécile**  
JOAILLIERS  
2, rue de la Paix  
261-03-29

## MIKITO

DES JADES...  
DES PERLES...  
DES PIERRES...

Modèles exclusifs en or  
9, AVENUE VICTOR-HUGO  
Tél. : 501-70-11

1878 Centenaire 1978  
**Didier Neneur**  
Maison fondée en 1878  
Spécialistes  
Rasoirs - Brosse fine  
Coutellerie  
39, rue Marbeuf - Tél. : BAL 6170  
20, rue de la Paix, PARIS

## des cadeaux prestigieux à offrir à ceux que vous aimez

**L'année du cinéma 1978**  
DANIELE HEYMANN  
ALAIN LACOMBE

**L'année de l'opéra et de la danse 1978**  
SYLVIE DE NUSSAC  
SIMONE DUPUIS  
SERGIO SEGALINI

très abondamment illustrés de photos noir et couleur.

**calmann-lévy**

**CETTE ANNEE OFFREZ MISS WORTH**

**AUX TORTUES**

**JEUX D'ÉCHECS**  
MINIATURES SUR IVOIRE  
LAMPES CHINOISES  
VASES ET COUPES CHINOISES  
PIERRES DURES  
IVOIRES CHINOIS ET JAPONAIS  
NETSUKES anciens  
BIJOUX, IVOIRE, ÉCAILLE  
CORAIL, AMBRE, NACRE  
et PIERRES DURES  
55, boulevard Haussmann  
(angle rue Truchet)  
265-56-74

**MUNIER**  
cadeaux  
ouvert  
24 & 31  
24, rue de la Paix, Paris 1<sup>er</sup>

سكنا من الأصل



C'est devenu une affaire importante ;  
il y a même des spécialistes pour ça.

## Des tissus dans leurs meubles

Au moment où de nombreux magasins (de mobilier et d'objets) laissent leurs clients choisir en toute liberté, le tissu d'ameublement requiert de plus en plus de conseils pour s'acheter. Le soin que chacun désire apporter au décor de son intérieur et une diversité sans cesse renouvelée des tissus amènent un certain désarroi de la part des acheteurs. D'où le succès de ces boutiques, où l'on peut exposer son cas personnel et être conseillé pour faire son choix.

« Pour cerner l'ambiance qui règne dans la pièce, dit Françoise Dorget, je m'enquiers de la couleur des murs, de la moquette et des autres tissus existants. » Dans cette boutique « Etamine », située près du boulevard Saint-Germain, la clientèle, au début, était très conformiste, aimant le velours et le damassé. Aujourd'hui, ces mêmes clientes ont adopté les tissus contemporains, n'hésitant pas à en recouvrir leurs sièges anciens et à en faire des rideaux.

### « Une harmonie plus subtile »

En matière de décoration, les tendances évoluent aussi. « On ne conjugue plus actuellement, explique Françoise Dorget, le même dessin, de la nappe au mur ; on ose composer une harmonie plus subtile, en créant des liens entre les coloris et les graphismes. » Dans la nouvelle collection anglaise Designers Guild (diffusée en France par « Etamine »), les tissus de coton sont imprimés de motifs géométriques en pointillés, formant des mosaïques légères dans des tons très doux de rose et de beige ; ils valent 98 F le mètre en 125 cm de large. Plus exubérant, le chintz américain, lavable (39 F le mètre en 90 cm), est parsemé de grands dessins floraux et vifs : on en fait des stores intérieurs et des housses de canapé. A ce propos, on indique chez « Etamine » des adresses de tapissiers qui recouvrent les sièges, font des rideaux et autres confections.

Parce qu'elle ne trouvait pas dans le quinzième arrondissement, où elle habite, les tissus

qu'elle aime, Chrystel de Rougé a ouvert sa propre boutique, il y a un an, à l'enseigne « Les Décoratrices gourmandes ». Pourquoi cette appellation insolite ? « J'aime la nouvelle cuisine parce qu'elle nous permet, à nous les gourmandes, de profiter des plaisirs de la table sans nuire à notre santé. Ma conception de la décoration s'apparente étroitement à cette nouvelle cuisine par un retour à la simplicité : aux tissus brodés (c'est néfastes à notre budget qu'une crème fraîche l'est à notre ligne) je préfère des percales fleuries. »

Dans la boutique de Chrystel, les tissus sont suspendus à des cintres, mêlant des imprimés différents dans chaque gamme de couleur. A côté de cotonnades (à partir de 30 F le mètre), il y a les tissus pour sièges et les « matelassés » pour dessus de lit. En grignotant un sablé, on découvre tissu, papier peint ou bibelot, on repart avec une idée de décor original et quelques bonnes adresses d'artisans.

### Le système le mieux adapté

C'est dans le tissu mural que Jean-Marie Huot s'est spécialisé. Dans sa boutique « Cotton », ouverte au printemps dernier à Montparnasse, il propose une grande variété de tissus dont les grandes larges — de 2,40 m à 2,80 m — évitent la fastidieuse couture des lés (80 F le mètre en 2,60 m). Une partie de sa sélection est présentée sur les murs de la boutique, dans des affinités de tons, vifs ou pastel, et des mariages d'unis et d'imprimés. « Poser soi-même son tissu au mur n'est pas compliqué, dit J.-M. Huot, j'ai réuni les conseils de base dans une notice et je peux fournir agrafeuse ou

baguettes pour une pose tendue sans agrafe. » Ayant réalisé lui-même de nombreuses poses de toute nature, il peut conseiller ses clients sur le système le mieux adapté à chaque revêtement.

Outre des tissus, on trouve en effet à « Cotton » des tissages de paille polonaise, du plastique fin, brillant comme de la laque, dans des tons ravissants (15 F le mètre en 130 cm) et des imitations de daim.

JANY AUJAME.

« Etamine », 13, bd Raspail, 75007 Paris. Les Décoratrices gourmandes, 118, rue de Lourmel, 75015 Paris. Cotton, 6, rue Stanislas, 75006 Paris.

## Brandebourgs pour le réveillon La coupe Châtelet



TED LAPIDUS :  
costume avec brandebourgs, s'ouvrant sur une chemise de soie blanche. Cravaté-ruban.

Aller faire ses achats en Angleterre. En hovercraft. Entre deux coups de tabac.

## Les cachemires de Canterbury

**S**HOPPING-ECLAIR entre deux tempêtes en Angleterre. La liaison Calais-Ramsgate par hovercraft permet de gagner Canterbury, la ville cathédrale, qui régit au cœur de la campagne verte du Kent. Voici donc ce divertissement anglais à la portée du voyageur, quand toutefois le temps est clémente. Un déplacement différent du classique voyage à Londres.

A l'intérieur de ses remparts, Canterbury offre le passé et le présent. Maisons à pignons des basarades, ruelles des merciers, ancien marché au beurre sont bordés de magasins et de vitrines. Tout ici est rassemblé le long de la grande rue commerçante, Saint Peter Street, et autour de la cathédrale. Le visiteur saisit donc vite la marche à suivre. Celui qui souhaite approfondir sa visite trouvera chez les libraires des itinéraires bien conçus (10 pence). On conseillera enfin au voyageur de changer son argent sur place. Les taux y sont plus avantageux.

A Canterbury, l'Angleterre est là telle qu'on l'attend avec ses tartans et ses laines. Chez Marks and Spencer, les rayons d'alimentation et de confection sont importants. On trouve des kilts pour les petites filles (de 5,50 à 6,50 livres pour ceux à boutons « ans »), pour les femmes, de bons shoutrands (8,90 livres) et surtout un excellent veston en tweed (30 livres). Pour les hommes : un col roulé en cachemire

(25 livres), un veston de tweed (29,50 livres) et un imperméable (25 livres). C'est à côté, chez Maitland, qu'il faut trouver des superbes chaussettes dans le style « Church » (17,90 livres).

Du classique encore, mais du classique de grande classe. Jenny Hamilton, dans sa petite boutique du 55, Palace Street, vend des tartans authentiques (20,50 livres), des tricotés écru (23,95 livres), des écharpes et des châles en mohair (4,50 et 15,75 livres). Jenny vend aussi des tricotés en kit à compléter à partir d'un plastron Jacquard (8,50 livres).

Carnaby Street a gagné Canterbury. Chez Van Allen et chez

Snob, la musique « disco » coule à flots. On y trouve des socquettes rayées en lurex (1,40 livre), des chapeaux-tombours à plumes ou à volants (3,95 livres) et des bustiers en paillettes (12,95 livres).

L'artisanat s'abrite à l'ombre de la cathédrale. Poteries en grès à la Canterbury Pottery (Buttermarket). On y vend pour une livre un bol tendu comme une tirelire qui permet de séparer le jaune du blanc de l'œuf. Counterpoint, une boutique pour la maison s'est ouverte en face. Tartine, dans Palace Street, sa consacre, comme son nom l'indique, à la cuisine.

veraine dans son enceinte privée. Il faut passer l'ancienne porte de la ville, toute caparotée d'échoues, et, tout d'un coup, l'espace s'élargit, l'air devient plus vif. La volée, cette vaste nef, sur sa pelouse verte avec ses tours, son porche, ses chapelles et ses broderies gothiques. Ici reposent les rois et les guerriers. Etouard, le Prince noir, au-dessus duquel veillent à jamais son casque, sa robe, ses gants et son épée. Et surtout Thomas Beckett, l'archevêque assassiné sur ordre du roi le 29 décembre 1170 par quatre chevaliers. A gauche du chœur, là où son corps est tombé, les pas des pèlerins de Canterbury ont usé la dalle.

FLORENCE BRETON.

### Le George and Dragon Hotel

Bijoux, bougeoirs en cuivre, argenterie, boîtes-écritures : les antiquaires sont rassemblés dans Palace Street. Chez Rachel Lloyd aux numéros 35-36, la sélection est de qualité. Elle porte sur des meubles rustiques du dix-huitième siècle. Au 12 de la même rue, le magasin est spécialisé dans les poupées anciennes.

Partout dans la ville on trouve des petits restaurants : authentique auberge comme le Queens Elizabeth Chamber qui remonte à 1573, salon de thé Morrell. Cet endroit, frais comme une glace à la vanille, a pour voisin un pub, L'Olive Branch. Il est très

quant par la jeunesse, on le dit bruyant.

Une nuit au Country Hotel de Canterbury pour deux personnes coûte 18 livres. Mais on peut aussi aller coucher à la campagne au bord d'une rivière. Le George and Dragon Hotel à Fordwich est un petit hôtel charmant de treize chambres, à 5 kilomètres seulement de Canterbury sur la route de Margate. Pour celui qui veut dépenser moins, il reste les « bed and breakfast ». Renseignements au Tourist Office, 22, Saint Peter Street.

Avant de lever l'ancre, il faut saluer la cathédrale, isolée, sou-

\* La liaison Calais-Ramsgate en hovercraft par la compagnie Hoverlloyd permet de gagner Canterbury. Traversée rapide puisqu'elle ne dure que quarante minutes, mais tributaire en hiver des aléas du temps, et surtout du vent. L'aller et retour pour une personne à pied est de 154 F. Une formule pratiquée pour les voyageurs motorisés. Boute la voiture pale (190 F aller et retour pour une Renault-5). Les passagers voyageurs sont assurés à partir de l'hovercraft de Ramsgate. La station balnéaire anglaise est située à une demi-heure de route de la ville-cathédrale. Pour tous renseignements, s'adresser à : Hoverlloyd, 24, rue Saint - Quentin, 75015 Paris. Tél. : 276-75-03.

Fascination du tatouage chez les jeunes.  
Pourquoi ?

## Peau d'encre

**L**A, sous les spots qui balayent la piste du « Palace », un aigle passe par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. Un aigle dont les ailes se déploient au rythme du dos qui s'agite. La musique s'arrête. L'homme à l'aigle remet son pull en se dirigeant vers le bar. On l'entoure. « On fait peau neuve, un jour, dit-il, laconique, et ça vous tient après. » A ceux qui le questionnent : « Si ça vous dit, allez chez Etienne Usher, 40, rue de la Roquette... » La bonne adresse.

Etienne Usher a pignon sur rue, à la Bastille. Boutique ouverte au regard des passants, très fréquentée par les jeunes du quartier. Une moto complète le décor de la devanture : c'est l'engin d'Etienne, vingt-cinq ans, présentement au travail sur l'avant-bras d'un « rocker ». Sur les murs sont affichés les dessins que l'artiste peut réaliser. Iconographies qui font appel au jeu des symboles : références animalières (renard-ruse, loup-indépendance, aigle-puissance, panthère-lutte, bateaux-évasion), et plus bas, les inévitables signes du zodiaque. Mais aussi des slogans : « Marche ou crève... », « Vitre libre ou mourir... », « Ne pour perdre ». Et encore : « A moi... mère... amour... ». Mais surtout idées pour fans de tout poil : Elvis Presley (côté cœur et sa réplique sur réservoir de moto), Johnny Halliday et les autres.

« Mes clients ne choisissent pas toujours des motifs traditionnels. Ils m'apportent souvent des dessins originaux à reproduire. Du reste, chaque création est un cas d'espèce. Du « rocker » nouveau recrue dans une bande, qui subit l'épreuve du tatouage pour ne pas être en reste, au dandy en quête d'une excentricité, les motivations des postulants sont diverses. Mais tous revendiquent le droit d'intervenir sur leur corps en faisant fi des conventions : « Après tout, c'est ma peau, ça me fait plaisir

et je m'agresse personne », dit l'un d'eux. Loubards, punks, teddy-boys et gens du show-business affluent chez Etienne Usher et, si les hommes forment la majorité de la clientèle, les femmes ne sont pas absentes.

Autre tatoueur, Bruno, qui officie depuis vingt-cinq ans à Pigalle dans son petit musée au 6 de la rue Germain-Pilon. Avec lui, on ne badine pas avec le tatouage. D'emblée, il annonce la couleur : « Je m'élève contre ceux qui ont voulu dresser des grilles d'interprétation et ont systématisé le phénomène du tatouage. S'il est vrai que, à la lumière de mon expérience, j'ai esquissé un schéma du tatouage (1), en évoquant la prédisposition du sujet (talent, milieu d'origine), les motivations varient selon chaque individu (accidents de parcours, choc psychologique, psychisme, révolte, etc.). A l'heure actuelle, les marques imposées, comme les codes entre prisonniers ou gens du milieu, sont en régression ; les signes d'affiliation à un groupe professionnel, tels ceux des compagnons-artisans, en déshérence. Ils ont cédé le pas au dessin spirituel librement consenti. »

Si les jeunes semblent prêter souvent les motifs évoquant la bande dessinée en vogue (le rêve américain) à l'imagerie populaire d'antan, le tatouage est loin d'être considéré en France comme un simple élément décoratif. C'est au sentiment d'angoisse que Bruno attribue la recrudescence du tatouage parmi les jeunes : « Méfiant à l'égard des institutions, anxieux face à l'avenir qu'on leur propose... Ils sont comme les enfants qui, sortant de l'état végétatif, se dessinent parfois des figures sur la peau. »

EVELITA MOOD.

(1) « Tatoués, qui êtes-vous ? » de Bruno. Aux éditions Fayard, 17, rue des Églises, 1040 Bruxelles.

## Givenchy habille aussi les hommes.



GIVENCHY GENTLEMAN

BOUTIQUE GIVENCHY GENTLEMAN  
8, Avenue George V - 75008 PARIS

محکمات الاصل

## MODES DU TEMPS

Une nouvelle profession

### « GENTLEMAN-GARDIEN »

LA maison de vacances ouvre plus souvent ses volets. Aujourd'hui, au moindre « pont », la famille débarque. Ce castel sur la falaise, cette villa sous les pins, avaient autrefois leurs gardiens, un luxe qu'aujourd'hui on peut se permettre de moins en moins. Aussi voit-on se créer, de Dinard à Saint-Tropez, en passant par la Côte basque et la Provence, des sociétés qui proposent le gardiennage des résidences secondaires. Franchement sortis des écoles de commerce ou plus chevronnés, ces « gentleman-gardiens » ont tout en commun : ils ont tous voulu monter leur propre « boîte ».

Ce gardiennage implique des visites régulières. Mais d'autres prestations sont offertes. Ainsi Michel de Lasfeyrie, trente et un ans, qui sillonne le Pays basque dans son « tous-terrains », fournit d'autres services à la carte en plus de l'abonnement annuel : ouverture et fermeture de la maison, « fourniture » d'une femme de ménage, jardinage, inspection de la toiture, ramonage, surveillance de travaux, petits et gros. « Tous les mois, dit-il, j'envoie un rapport à mon client, car je veux qu'il sache que je travaille pour lui. »

La confiance du client gagnée — cela prend du temps — ces nouveaux gardiens peuvent être chargés de menus services : réserver des tentes sur la plage, expédier la pièce détachée d'un bateau et même recevoir une procuration pour signer chez le notaire. « Peu à peu, nous sommes devenus les cousins de Dinard », disent Guy-Henri Ducas et Dominique Motte, qui ont ouvert « la Coccinelle » dans la station bretonne.

La tarification varie selon les sociétés, les régions et la taille des maisons. Dans l'ensemble, le gardiennage coûte de 700 F à 2 400 F par an. Ce dernier chiffre vaut pour une résidence de cinq pièces sur la côte, rattachée à un contrat de surveillance sur le vol.

Cette jeune profession tente beaucoup, mais elle se heurte à des difficultés. Nombreux sont ceux qui se sont lancés ces dernières années, mais qui, presque aussitôt, ont abandonné. Il faut dire que ces « gentleman-gardiens » disposent de moyens financiers limités et que les travailleurs au noir sont des concurrents sérieux. Les propriétaires préfèrent, en effet,

remettre leurs clés à la voisine et s'adresser à un retraité qui fera leur jardin.

La prospection, surtout, est très délicate. Pour se monter progressivement une clientèle, chacun a trouvé son « joint ». A Saint-Tropez, Jacques Paravey s'occupe de l'entretien des piscines, tandis que sa femme tient un magasin d'accessoires sur le port. Dans le Gard, la restauration des mas a permis à Jean Rueltschmann d'aborder le gardiennage. A Dinard, « la Coccinelle » s'est spécialisée dans la surveillance contre le vol qui intéresse aussi la clientèle sédentaire. A Saint-Jean-de-Luz enfin, l'associé de Michel de Lasfeyrie dirige une entreprise de bâtiment.

#### Les « intendants »

Une nouvelle société va-t-elle bouleverser toutes ces données ? Home-Assistance, dont le nom évoque immédiatement celui d'Europe-Assistance, aborde le marché avec un appui non négligeable : celui du groupe Drouot, qui vient d'acquiescer 65 % de son capital. L'assistance offerte concerne tous les services dont peuvent avoir besoin une maison et ses habitants. « Jusqu'ici le métier n'a été tenu que par des artisans », déclare Gérard de Mory, qui a créé la société. Au même titre que Hertz, qui a réglementé le marché de la voiture de location, nous voulons faire de ce métier nouveau dont nous ressentons le besoin quelque chose de sérieux et de coordonné. »

Si les prestations sont sensiblement les mêmes que celles offertes par les autres sociétés de gardiennage, l'originalité d'Home-Assistance est d'avoir mis au point un contrat qui défi-

nit très précisément les prestations et surtout les responsabilités. Une sécurité donc pour les signataires.

La contrat est à options et la tarification est modulée selon qu'il s'agit d'une maison, d'une marina ou d'un appartement. Pour une maison, l'abonnement varie de 1 483 F (une visite par mois tout au long de l'année) à 3 939 F (une visite par semaine). Ce dernier tarif est le plus demandé.

Les services d'Home-Assistance seront assurés par des « intendants ». C'est le nom que la société donne à son personnel qu'elle commence à recruter parmi la gendarmerie nationale et maritime. Le choix est judicieux. Ces hommes sont jeunes et ils se trouvent sur place. Un service rigoureux leur sera demandé. « Nos intendants devront remplacer l'œil du maître », fait observer Gérard de Mory.

La nouvelle société commence à s'implanter. Un siège social à Paris, quatre directions dans des régions-clés : Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes, Normandie. Son ambition ne s'arrête pas là. Home-Assistance entend rayonner sur toute la France. Pour proposer ses services, elle s'appuiera sur le réseau de distribution de la compagnie d'assurances, qui compte mille cinq cents agents. Moyen astucieux de faciliter cette prospection sur laquelle ont échoué ceux qui l'ont précédée.

Une question se pose cependant : le marché est-il mûr ? De l'avis des « pionniers », il faut attendre encore quelque temps. « Quand on parle de gardiennage », dit Jacques Paravey, de Saint-Tropez, les gens applaudissent mais ils ne sont pas prêts à payer. » Ce type de services est encore considéré comme un luxe. De leur côté les assureurs notent que la demande d'assistance s'accroît.

On peut aussi se demander si ce type de prestation, qui repose sur la notion de service, souffre d'être sous-traité. La « recrute » se sentira-t-elle suffisamment motivée ? Là... clé de la réponse, c'est le propriétaire qui le décide. A lui, en définitive, de juger s'il préfère l'intendant ou le cousin.

FI. B.

\* La Coccinelle, 54, bd Péart, 35800 Dinard. Tél. : (95) 45-54-23.  
Home-Assistance, 105, bd Perelle, 75017 Paris. Tél. : 758-12-44. La Vigie, 23 bis, rue Saline-Barbe, 94500 Saint-Jean-de-Luz. Tél. : (59) 26-42-49. Résidences Services, 4, rue Pasteur, 33070 Saint-Jean-de-Gard. Tél. : (69) 85-31-86. Village Services, 14, quai de l'Épi, 83500 Saint-Tropez. Tél. : (94) 97-24-64.

Une façon de s'habiller qui fait son chemin

### L'allure sportive

DESORMAIS, c'est à tous les niveaux de prix que l'homme se voit offrir des vêtements de coupe sportive. Hermès, en voie d'agrandissement et d'expansion, avec cent quarante points de vente de par le monde, nous l'a prouvé l'autre jour. Jean-Louis Dumas, le nouveau président-directeur général, a confié au bureau de style de Nicole de Vésian la tâche d'adapter leur chic « bon genre » à la vie contemporaine.

Cette recherche de formules plus actuelles caractérise aussi l'esprit de rénovation de la vénérable maison Henry Thierry, à l'angle de la rue Auber et de la rue Caumartin. Comme toujours en matière de modernisation, il s'agit d'attirer de nouveaux clients sans pour autant déranger les habitués du magasin. Troisième point de vente de vêtements pour hommes, après Brummel et Galté Club, tout proches, le magasin a été confié par Maurice Bidermann à Joël Quennehen. Il a entrepris de renouveler l'image de ce spécialiste de la mesure industrielle, tout en continuant à vendre pendant les travaux.

On a redistribué le stock, de sorte qu'on trouve maintenant les tenues de loisirs au sous-sol, les chemises, les tricotés et les accessoires à l'entrée, les costumes au second et les boutiques de marque au troisième. La présentation y est particulièrement réussie, avec une vue « cavalière » de l'ensemble permet-

tant d'embrasser d'un coup d'œil les thèmes coordonnés de formes, de tissus et de couleurs. En effet, les modèles Yves Saint-Laurent, Guy Dornmeil et Daniel Hechter voisinent, mais chacun dans un coin boutique, aux angles étudiés pour présenter les vestes de trois quarts, sur plusieurs niveaux.

Joël Quennehen définit les interventions du magasin : « J'ai l'intention de jouer la mode, les marques, le sportswear », en alliant les avantages d'une boutique et d'un grand magasin. « Un homme doit trouver ici un large assortiment en profondeur, comme dans un grand magasin, avec une notion d'accueil et de service. » Pour lui, les grands magasins sont responsables de l'acceptation de la mode masculine par le public, grâce à l'étendue des produits qu'ils proposent. Encore que notre interlocuteur trouve que le consommateur ait tendance à se perdre devant des rayons linéaires trop étendus.

Dans le quartier, la clientèle paraît changer. L'homme de trente à trente-cinq ans qui porte des jeans depuis son adolescence s'habille au rayon sport et s'achète de temps en temps un costume. Tandis que son père, par un changement inverse, est passé du costume au blazer et à la veste de sport avant de découvrir le confort des tricotés. On a donc séparé les tenues de sport-ville des vêtements de loisirs.

NATHALIE MONT-SERVAN.

### Trouvailles

#### Bricolage

##### Colle sur mesure

Pour coller le métal, le verre, la céramique ou le plastique, il est conseillé d'utiliser une colle à deux composants : résine et durcisseur. Si les qualités de collage sont indéniables, le dosage des composants, présentés en deux tubes, est souvent délicat. Pour éviter ces tâtonnements, Polyfilla propose maintenant une colle époxyde, présentée dans un conditionnement ingénieux : la résine et le durcisseur sont disposés dans un double doseur à piston. Il suffit d'appuyer sur ce piston pour obtenir, instantanément une colle au dosage correct et dans la quantité dont on a juste besoin.

\* Polyfilla époxyde rapide, 16 F environ, en droguerie, quincaillerie, grande magasins et magasins de bricolage.

● La mode de l'été 1979 (superbes photos), illustre l'agenda « les Jours et la mode » de Stefano Miceli qui présente ici les modèles les plus marquants des grandes signatures parisiennes et italiennes du prêt-à-porter.

\* 90 F environ au Drogstore Etalle et à la Boutique noire du Printemps.

● Contre le froid, la crème de protection des pêcheurs norvégiens de l'Arctique nous arrive via les États-Unis. C'est là, qu'a été lancée Ventrogon, maintenant fabriquée en France. Il s'agit d'un mélange très léger

#### Livre

##### Paris - Maison

Un guide d'un nouveau genre fait son apparition dans les kiosques de la capitale. Edité par le magazine de décoration « Maison française », il réunit des centaines d'adresses de boutiques parisiennes consacrées à la maison. Pour transformer ce répertoire géant en promenades dans Paris, le classement des boutiques y est fait par rues, elles-mêmes groupées par quartiers. Un chapitre « Où trouver quoi ? » facilite la recherche des magasins spécialisés et leur repérage géographique. Les départements de la périphérie ont aussi été prospectés pour que les habitants de l'Ile-de-France découvrent les boutiques de leur voisinage.

\* Guide 1979 de Paris et Ile-de-France, 12 F, en kiosque.

d'huiles nutritives, adoucissantes et protectrices. Cette formule graise véritablement la peau mais sans laisser de film gras.

\* 12 F. Sa pharmacie.

### RUE VIGNON

(Tous le long de la...)  
de 10 DEC. au 10 JANV. 1979

40 BOUTIQUES vous accueillent  
Articles promotionnels, cadeaux  
Remise de caisse  
M<sup>re</sup> Madeleine, Havre-Caumartin

Le bon goût  
est  
parisien.  
DeSede aussi  
chez  
**behr**  
maurice vignon

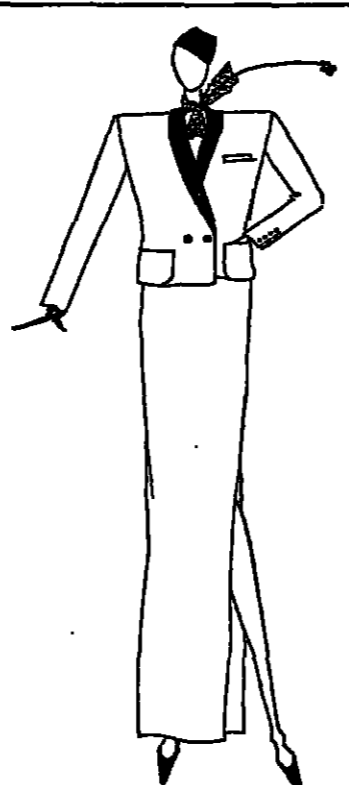
UN ART  
UN MÉTIER  
**RENEL**  
fourreur

5, avenue Victor-Hugo  
75116 PARIS  
501-70-61 - 81-32

### CUISINES

installations complètes  
Meubles tous styles  
Plans et Devis gratuits  
Financement personnalisé

Tél. à STEB 020-35-14  
pour une étude à domicile



**CERRUTI 1881**  
FEMME  
PARIS

Tailleur Smoking  
crêpe de soie  
Jupe longue

15, place de la Madeleine

La première liberté... c'est la liberté du corps

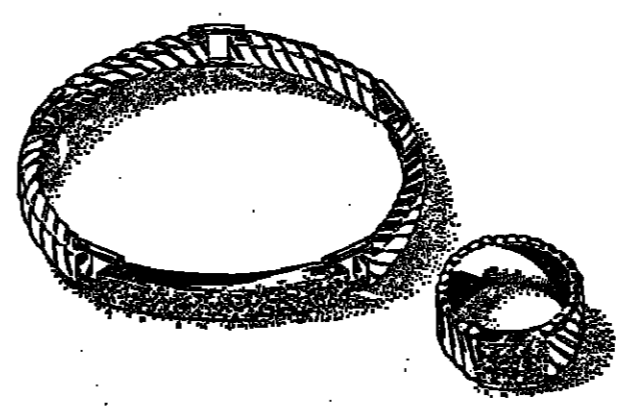


**FRICITION DE FOUCAUD**  
"Coup de fouet contre la Fatigue"  
TONIFIANT - STIMULANT - DÉODORANT - FRAICHEUR et BIEN-ÊTRE

**FRICITION-LAIT DE FOUCAUD**  
sans alcool  
Spécialement étudiée pour peaux fragiles

Pensez à les offrir  
ainsi que nos Lotions - Savon - Crèmes - Eaux de Toilette - etc...  
**LAB. Lucienne Male**  
9, avenue Matignon - Paris 8<sup>e</sup>  
PHARMACIES MAISONS DE RÉGIMES  
Flacon - essai contre 4 timbres tarif lettre.

"Il est des signatures  
auxquelles on tient."



"la boutique"  
**Van Cleef & Arpels**  
22, place Vendôme. Tél. 261.58.58.

INSTITUT

Le père Noël  
n'a pas eu le temps  
de monter  
ses cadeaux,  
ça c'est rigolo.

**MONTAGE**  
le magasin le plus kit  
de Paris  
18 rue du Bac

Nuit du 22 et 23 décembre  
jusqu'à 22 h et le 24 de 11 h à 18 h.

# TRAFIQUANTS DE LUMIÈRE

L'exposition présente différents exemples de ses travaux sur tube creux, sur le thème d'Ikran d'un petit moniteur, où l'aspect de bricolage est balayé par une réflexion sur l'image et le temps. Ce traquage de lumière, qui démarre en trombe dans l'éclat des feux, arrive dans la manipulation des composantes de l'image au point de repos, au bain de lune, au silence intérieur ; avec au passage quelques remarques sur le fonctionnement de l'image en circuit fermé : un petit mouillage du tube creux, un petit plasma travaillé, un vilain petit plasma travaillé.

★ ARC. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (16<sup>e</sup>), jusqu'au 8 janvier

★ TALLIE-347, 21 heures.

## Le chanteur-compositeur Boulat Okoudjava à la Sorbonne

NICOLE ZAND

**INSTITUT**

L'Académie a ensuite entendu M. Jean Imbert, professeur à l'université de droit de Paris, directeur des enseignements supérieurs, sur « l'assistance publique à Paris : le poids de l'Histoire ».

**Importateur exclusif**  
**NOBLET-PARIS**



■ Une tapisserie de Gromaire, tissée d'après un ancien carton dans les ateliers Bob et Four à Ambussens, pour le Mobilier national, est exposée au 28, rue Bonaparte, avec une quinzaine d'autres œuvres sur laine de Lurçat, Fumeron, Dambiermont... « Le Printemps de Paris », dessiné en 1933-1940 par Gromaire, est une œuvre de grande dimension (3 m. x 4,60 m.) qui appartient à la série des Quatre Saisons.

## هكذا من الأصل

حكايات الأصيل

## CONCERTS

### Radio France

#### CYCLE OLIVIER MESSIAEN

ESLISE SAINT-LOUIS des INVALIDES  
Espectacle reconstruit  
Trois Petites Liturgies  
de la Présence Divine  
J. LUTHER - J.-F. MEISSER  
Maître de Radio France  
Nouvel Org. Philharmonique  
Mardi 19 décembre  
à 20 h 30  
Dir. : Gilbert AMY

### ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
Mardi 19 décembre  
à 20 h 30  
Dir. : Constantin Iliev  
Sol. : Georgui Badev  
SPASSOV, ILIEV, SCHUMANN

### MUSIQUES SACRÉES

ESLISE SAINT-LOUIS des INVALIDES  
Vendredi 22 décembre  
à 20 h 30  
(Completo)  
Dir. Jacques Jouineau

### ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
Vendredi 22 décembre  
à 20 h 30  
Dir. : Charles MUNCH  
Bertioz - Dufleux  
Ravel - Brahms  
Sol. : Nicole HENRIOT

Location : RADIO FRANCE, Salle et Agences

### CALENDRIER DES ORGANISATEURS DE CONCERTS

ESLISE SAINT-LOUIS des INVALIDES  
Mardi 19, Mercredi 20 décembre  
à 21 heures  
Loc. Salle, 3 FNAC, Kinogay Paris (P. Warner)

### « Planistes et Concerts »

ORCHESTRE DE L'ÎLE-DE-FRANCE  
Direction Jérôme KALTENBACH  
Annie D'ARCO, piano  
M. BENEDETTO, violon  
MERCREDI 20 DÉCEMBRE  
à 21 heures  
Loc. Salle, 3 FNAC, Kinogay Paris (P. Warner)

### REVUE DE L'IMAGE No 5

### LES MINI-MEDIA

«SCOPTONES»  
un film de Pascal Kané  
débat, interventions :  
Meddeb Abdelwahab  
Jean Baudrillard  
Daniel Caux  
Gérard Rabinovitch

MERCREDI 20 DÉCEMBRE  
à 20 h 30 PETITE SALLE

CENTRE GEORGES POMPIDOU  
277 12 33

### MERCREDI

IL A TOUT LES VICES!

UN Dessin Animé de RALPH BAKSHI

FRITZ the CAT

ROYAL HAUSMANN v.o.  
STUDIO GIL-LE-CŒUR v.o.  
14-JUILLET PARNASSE v.o.  
14-JUILLET BASTILLE v.o.

## Grand Théâtre. Jusqu'au 24 décembre

### Le cercle de craie caucasien

Brecht/Besson. Public et presse enthousiastes.

Gémier. Jusqu'au 23 décembre  
**Bernard Haller/ Salmigondivers**  
Places : 35 F. Moins de 25 ans, étudiants, 3<sup>e</sup> âge : 16 F.  
Collectivités : 22 F. Location : 727.81.15.

FACULTÉ DE DROIT - 96, rue d'Assas (6<sup>e</sup>)  
JEUDI 18 JANVIER à 20 h. 30  
RÉCITAL SCHUBERT  
**BRENDEL**  
Loc. Fac. FNAC, COPAR

### La recherche artistique présente

## OLIVIER MESSIAEN

19 décembre - 21 décembre

Mardi 19 décembre  
TROIS PETITES LITURGIES  
DE LA PRÉSENCE DIVINE  
ET ESPECTO  
RESURRECTIONEM  
MORTUORUM  
Jean-François Heiser, piano ;  
Jeanne Loriod, orgues Martenot ;  
Maître de Radio France ; Nou-  
vel Orchestre philharmonique  
de Radio-France ; direction :  
Gilbert Amy.  
Eglise Saint-Louis-  
des-Invalides - 20 h. 30

Renseignements : LA RECHERCHE ARTISTIQUE  
104, rue de la Tour - 75016 PARIS - Tél. 504-08-51

### MARIGNY - Cie VALERE-DESAILLY

**LE CAUCHEMAR  
DE BELLA MANNINGHAM**  
FRÉDÉRIC DARD - ROBERT HOSSEIN  
RÉVEILLONS  
Location 256-04-41 et agences

Soirée supplémentaire JEUDI 28 DÉCEMBRE

### REOUVERTURE LE 23 DÉCEMBRE



JACKY ROLAND  
CLERICO et LEONAR  
présentent

**WATUSI**  
la grande vedette  
brésilienne  
dans

LES 40 DORISS GIRLS  
LES DAUPHINS DANS L'AQUARIUM GEANT  
et toujours  
LE PLUS CÉLÈBRE FRENCH-CANCAN DU MONDE

Chorégraphie : DORIS HAUG-RUGGERO ANGELETTI  
Musique : HENRI BETTI - DON JAMES - PIERRE DELVINCOURT Décor et costumes : GIORGIO VECCHIA Lyrics : ANDRÉ HORNÉZ

location ouverte pour les célèbres réveillons de fin d'année  
Réservez à 606.00.19 - 606.78.02 et agences

## SPECTACLES

### théâtres

Les salles subventionnées  
Comédie-Française, 20 h. 30 : la Puce à l'oreille.  
Chaillet, Grand Théâtre, 20 h. 30 : le Cercle de craie caucasien.  
Gémier, 20 h. 30 : Bernard Haller.  
Odéon, 19 h. 30 : la Trilogie de la ville.  
Petit Odéon, 18 h. 30 : Fugue en mineur.  
TSP, 20 h. 30 : Quand je serai petit.  
Petit TSP, 20 h. 30 : Catherine Sauvage.

### Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Rose de Noël.  
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : les Colombiers.  
Colonne, 20 h. 30 : la Maison des courtes brèves.  
Carré Saint-Monfort, 18 h. 30 : Cirque Grues à l'ancienne (Jardin d'acclimatation).

### Les autres salles

Aire libre, 20 h. 45 : Délire à deux.  
22 h. : Davy.  
Antenne, 20 h. 30 : le Pont-japonais.  
Arts-Hébertot, 20 h. 30 : Mon père avait raison.  
Aster, 21 h. : la Cujote.  
Athènes, 20 h. 30 : le Grand Feu.  
Biothéâtre, 20 h. 30 : la Crique.  
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : la Charlatan.  
Cartoucherie de Vincennes, Aquarium, 20 h. 30 : la Sœur de Shakespeare.  
Epiques, 20 h. 30 : Épiques - des Bots.  
20 h. 30 : Madras - Théâtre de la Tempête.  
20 h. 30 : La vie est un songe.  
Cité internationale, Grand Théâtre, 21 h. : Latin American Trip.  
Le Rensselaer, 21 h. : Tristram et Ysolt.  
Comédie Caennaise, 21 h. 10 : Boeuf-Bœuf.  
Danton, 21 h. : Ulysse au pays des merveilles.  
Edouard-Vaillant, 21 h. : Nous ne connaissons pas la même personne.  
Essai, 18 h. 30 : Œuvre ; 20 h. 30 : PIP-PAI ; 22 h. : Abraham et Sami.  
II, 20 h. 30 : le Chant général ; 22 h. : Vallées.  
Fontaine, 21 h. : Je te le dis, Jeanne, c'est pas une vie.  
Gaité-Montparnasse, 20 h. 30 : la Surface de réparation ; 22 h. : J. Villard.  
Galerie 55, 20 h. 30 : B. Dimey.  
Gymnase, 21 h. : Coluche.  
Huchette, 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.  
II Teatrino, 21 h. : Louise la Pétroleuse.  
La Bruyère, 21 h. : les Folles du samedi soir.  
Lucernaire, Théâtre noir, 18 h. 30 : Chair chaude ; 20 h. 30 : la Shaga ; 22 h. : Carmen City.  
Théâtre rouge, 18 h. 30 : Une heure avec E. M. Rikht ; 20 h. 30 : Fragment ; 22 h. 15 : Acteurs en détresse.  
Madeleine, 20 h. 30 : le Préféré.  
Marigny, 21 h. : le Cauchemar de Bella Manningham.  
Mathurins, 20 h. 45 : Changement à vue.

### Les théâtres de banlieue

Ambrières, Grand Théâtre, 20 h. 30 : Danzas de l'Inde.  
Boulogne, T. B. B., 20 h. 30 : G. R. T. O. F. Carolyn Carlson (danse).  
Bourg-la-Reine, église Saint-Gilles, 21 h. : Golden Gate Quartet.  
Corbeil-Essonnes, Centre F. Neruda, 21 h. : Workshop de Lyon.  
Créteil, Maison pour tous, 20 h. 30 : Anne Sylvestre.  
Evry, Agorà, 21 h. : Orchestre de chambre F. Dubanel (Coralli, Haydn, Rameau, Britten).  
Montreuil, Auditorium, 20 h. 30 : Steve Wozniak.  
Nanterre, Théâtre des Amateurs, 20 h. 15 : Période, prince de Tyr.  
Neuilly, M. J. C., 21 h. 30 : Tu brodes / Oubli.  
Saint-Denis, Théâtre G. Philippe, 20 h. 30 : Ruffin.  
Vincennes, Théâtre D.-Sorano, 19 h. : le Journal d'un fou.

### FESTIVAL D'AUTOMNE

(278-16-06)  
THEATRE  
Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : Mesure pour mesure.

### Les concerts

Café d'Edgar, 18 h. 30 : les Elèves du Conservatoire (Pujol, T. Carré, Chénou, Ochoquet, Fanson, Volpny).  
Lucernaire, 19 h. : P. Langelle, clavessin (Furcell, Byrd, Handel...)  
Palais des Congrès, 18 h. 30 : L. Wright, L. A. Sianchi, F. Gauthier (Haydn, Mendelssohn, Mozart).  
Salle Gaveau, 21 h. : Trio Fontanarosa (Brahms, Beethoven).

### MATHURINS

"LA PIÈCE LA PLUS ORIGINALE ET LA PLUS SENSIBLE DE LA SAISON". (F. Chabry) FRANCE SOIR

CHANGEMENT à VUE  
LOREN BELLOU

"UNE PIÈCE OU L'ON RIT"  
(P. Maréchal) LE FIGARO

"VOYEZ-LE ABSOLUMENT"  
(A. Leblond) LE LITTÉRAIRE  
LOCATION 263.96.00 et agences

### JEAN-MARIE RIVIERE

PARADIS LATIN

DINER SPECTACLE  
25, rue du Cardinal-Lemoine PARIS 5<sup>e</sup>  
OUVERT LE DIMANCHE  
(Relâche mardi)  
Réservations : 325.28.25  
Hôtels et Agences

LOCATION OUVERTE POUR LES RÉVEILLONS

### THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Mardi 19 et mercredi 20 janvier à 20 h. 30

## QUARTETTO ITALIANO

MOZART - BEETHOVEN - SCHUBERT - DEBUSSY  
Loc. théâtre, agences, 3 FNAC

### STUDIO SAINT-SÉVERIN - OLYMPIC ENTREPOT

Interdit aux moins de 13 ans

### L'ÉVÉNEMENT

DE L'ÉCRAN  
DES RÉALISATEURS  
CANNES 78

## 'INSIANG'

Une double découverte : le cinéaste Lino Brocka, la comédienne Hilda Koronel. On ne les oubliera pas.

Admirateur de Kurosawa, Lino Brocka, a pour ces déshérités la compréhension, la charité, l'humanisme du réalisateur de « Barbes » J. SICLIER LE MONDE

La verve et l'acuité visuelle des grands ancêtres du néo-réalisme jointes à l'admiration des maîtres du cinéma psychologique américain. M. PEREZ LE MATIN

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes guides saies

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »  
784.70.28 (lignes groupées) et 727.12.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés).

### Mardi 19 décembre

Centre Mandapa, 21 h. : Musique traditionnelle du Vietnam.

Cité internationale, Grand Théâtre, 21 h. : Orchestre de chambre, dir. F. Silger (Bach).

Cité des arts, 21 h. : H. Mouzalas, piano ; M. Ferreira, guitare... (Pauré, Tedesco, Liska, Poulenc...)

Eglise Saint-Louis des Invalides, 20 h. 30 : Orchestre de chambre de Heidelberg (Bach).

Eglise de la Madeleine, 18 h. 30 : Chorale franco-allemande de Paris (Mozart, Burteghede, Victoria...)

Eglise Saint-Médard, 20 h. 45 : Ensemble choral et instrumental Contrepoint (Benedict, Pergolesi).

Eglise Saint-Séverin, 21 h. : Ensemble Basseau (Vivaldi, Corelli, Tartini...)

Eglise Saint-Roch, 20 h. 45 : Ensemble polyphonique de Paris, Groupe Pachelbel (Noëls d'Amérique latine).

### Jazz, pop, rock et folk

Chapelle des Lombards, 20 h. 30 : Free Improvising Music of Women.

21 h. : Luther Allison.  
Campagne-Francaise, 20 h. 30 : Eve (chansons et musique brésilienne) ; 22 h. : J.-C. Vannier.

Club Sed, 22 h. : Grande Gousset Quintet, middle jazz.

Troglodyte, 20 h. : Groupe Nadavati.

Stadium, 21 h. : François Couturier Quartet.

Show-Chand, 19 h. : Henry Byre ; 21 h. : Raphaël Papy Trio.

Caveau de la Huchette, 21 h. 30 : Maxime Saury Jazz Fanfare.

Petit Opportun, 22 h. : Patrice Caratini, Marc Fossat.

Patio, 22 h. : Joe Newmann, trompette jazz.

### La danse

Palais des congrès, 20 h. 30 : Ballet-Théâtre Kirov (Noire-Dame de Paris).

### TH. MONTPARNASSE

Un Merveilleux Cadeau pour les Fêtes!

JEUNES DE CŒUR  
D'UNE  
CHATTE  
ANGLAISE

PAR LE GROUPE TSE

REPRÉSENTATIONS SUPPL.  
Dim. 24 et 31 à 21 h.  
Lundi 27 et 28 janvier à 16 h.

### MATHURINS

"LA PIÈCE LA PLUS ORIGINALE ET LA PLUS SENSIBLE DE LA SAISON". (F. Chabry) FRANCE SOIR

CHANGEMENT à VUE  
LOREN BELLOU

"UNE PIÈCE OU L'ON RIT"  
(P. Maréchal) LE FIGARO

"VOYEZ-LE ABSOLUMENT"  
(A. Leblond) LE LITTÉRAIRE  
LOCATION 263.96.00 et agences

### JEAN-MARIE RIVIERE

PARADIS LATIN

DINER SPECTACLE  
25, rue du Cardinal-Lemoine PARIS 5<sup>e</sup>  
OUVERT LE DIMANCHE  
(Relâche mardi)  
Réservations : 325.28.25  
Hôtels et Agences

LOCATION OUVERTE POUR LES RÉVEILLONS

### THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Mardi 19 et mercredi 20 janvier à 20 h. 30

## QUARTETTO ITALIANO

MOZART - BEETHOVEN - SCHUBERT - DEBUSSY  
Loc. théâtre, agences, 3 FNAC

### STUDIO SAINT-SÉVERIN - OLYMPIC ENTREPOT

Interdit aux moins de 13 ans

### L'ÉVÉNEMENT

DE L'ÉCRAN  
DES RÉALISATEURS  
CANNES 78

## 'INSIANG'

Une double découverte : le cinéaste Lino Brocka, la comédienne Hilda Koronel. On ne les oubliera pas.

Admirateur de Kurosawa, Lino Brocka, a pour ces déshérités la compréhension, la charité, l'humanisme du réalisateur de « Barbes » J. SICLIER LE MONDE

La verve et l'acuité visuelle des grands ancêtres du néo-réalisme jointes à l'admiration des maîtres du cinéma psychologique américain. M. PEREZ LE MATIN



صكنا من الأصل

# RADIO-TÉLÉVISION

MARDI 19 DÉCEMBRE

## CHAÎNE I : TF 1

18 h. 25. Pour les petits : 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Feuilleton : Les oiseaux de Meili Jingu ; 19 h. 15. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. C'est arrivé un jour ; 20 h. Journal.

20 h. 35. Dramatique : Histoire du chevalier des Crieux et de Manon, d'après de J. Anouilh, réal. J. Delannoy, avec F. Cottagnon, M. Vaudaux, J. Balutin, J. Castelot.

Première épisode d'un feuilleton adapté du célèbre roman de F. Scott Fitzgerald.

21 h. 25. Danse : Cover-girl, réal. B. Saint-Jacques.

Comédie chorégraphique basée sur une intrigue : une jeune fleuriste rêve de devenir cover-girl.

22 h. 15. Documentaire : Vivre demain, réal. R. Pic.

Tourné en Extrême, en Jamaïque, en Sri-Lanka, un reportage sur la famine et la santé : sur les effets des sociétés multinationales dans certains pays du tiers-monde.

23 h. 10. Journal.

## CHAÎNE II : A2

18 h. 35. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Top-club (Charles Aznavour) ; 20 h. Journal.

**Avec un magnétoscope Akai**

Ne rêvez plus un bon film parce qu'il faut se lever tôt demain matin... Votre magnétoscope Akai enregistrera automatiquement pendant votre sommeil.

20 h. 35. Les dossiers de l'écran : FILM : CHARLOT, LE GENTLEMAN VAGABOND, de R. Patterson (1976).

La carrière et la vie de Charles Chaplin jusqu'à ses dernières années.

Montage passionnant de citations, documents, extraits de films.

Vers 22 h. Débat : Charles Chaplin. Sont invités : MM. Sidney Chaplin (fils du cinéaste) ; Versano (directeur) ; M. Fabre-Lévy (Festival de Cannes) ; R. Gault (ancien assistant de Chaplin) ; G. Salachas (critique).

23 h. 30. Journal.

23 h. 45. Des compagnons pour vos songes.

## CHAÎNE III : FR 3

18 h. 30. Pour les jeunes ; 18 h. 55. Tribune libre : Confédération générale des cadres (C.G.C.) ; 19 h. 20. Emissions régionales ; 19 h. 55. Dessin animé ; 20 h. Les Jeux.

20 h. 30. FILM (cinéma pour tous) : IGNACE, de P. Colombier (1977), avec Fernandel, A. Tissot, S. Fabre, N. Ray, C. May, D. Lorys, R. Cordy, Charpin. (N. Rediffusion).

Un soldat peu dévoué sert comme ordonnance chez son colonel. Il découvre tous les petits secrets de la maison et accumule les peccadilles.

Comique trouper et opérette. Un document sur le Fernandel des années 30.

22 h. Journal.

## FRANCE-CULTURE

18 h. 30. Feuilleton : un gentleman courageux ; 19 h. 30. Solenne : les réseaux pensants (la cybernétique) ; 20 h. Dialogue avec M. Debré et A. Chandernagor : vingt ans après ; 21 h. 15. Musiques de notre temps, avec R. de Candé ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : la musique-hall.

## FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2. Musique : 18 h. 30. Bédouins de scène pour un kiosque ; 19 h. 5. Jams pour un kiosque ; 20 h. 30. Échanges internationaux : le Roi David, musique symphonique (Honegger), par l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, dir. E. Tügel, et les Chœurs de Radio-France, chef des chœurs J. Jouliassou, avec J. Chaminade, soprano, M. Denise, mezzo-soprano ; 22 h. 30. Ouvert la nuit : l'art du facteur d'orgue ; 1 h. Jazz pastel : le cabaret des nouvelles recherches.

Avant-hier sur la 1<sup>ère</sup> Chaîne "Les Canons de Navarone"

**L'OUBAÏEN VIENT DE NAVARONE**

Demain au cinéma

MERCREDI 20 DÉCEMBRE

## CHAÎNE I : TF 1

12 h. La Bible en papier ; 12 h. 15. Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. Journal ; 13 h. 35. Les visiteurs du mercredi ; 17 h. 50. Sur deux roues ; 18 h. 10. A la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Feuilleton : Les oiseaux de Meili Jingu ; 19 h. 10. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. C'est arrivé un jour ; 19 h. 50. Loto ; 20 h. Journal.

20 h. 30. Spécial Événements à l'occasion de la centième émission de ce magazine : Everest 78, ou les Français sur le toit du monde. Les trois mois d'expédition de cet exploit réalisé en octobre dernier.

22 h. FILMS (cycle Chaplin) : LA REVUE DE CHARLOT, 1<sup>er</sup> Charlie, soldat de C. Chaplin (1918), avec C. Chaplin, E. Purviance, S. Chaplin, J. Rand, J. Wilson. (Muet, N.).

Les mémoires de Charlie sur le front français. Il devient un héros malgré lui. Une satire bouffonne, raillant l'image conventionnelle de l'héroïsme.

23 h. Le Pélerin, de C. Chaplin (1922), avec C. Chaplin, E. Purviance, M. Swain, L. Underwood, C. Reisner, S. Chaplin (muet, N.).

Brocé de prison, Charlie prend les réminiscences d'un pasteur et se trouve obligé de remplir des fonctions sacerdotales. Une violente satire sociale.

23 h. 15. Journal.

## CHAÎNE II : A2

11 h. 45. Sports : Ski (Descente messieurs) ; 12 h. 20. Dessins animés ; 12 h. 30. Jeu : Chiffres et lettres ; 13 h. 35. Feuilleton : Belphegor ; 13 h. 55. Télévision régionale ; 13 h. 50. Feuilleton : L'âge en fleur ; 14 h. Aujourd'hui, madame ; 15 h. 15. FILM : TANT QU'ON A LA SANTÉ, de P. Etaix (1973), avec P. Etaix, D. Péron, S. Sun, B. Dimey, V. Valmont, C. Massot, R. Blome (N.).

En quatre parties (quatre histoires), les mésaventures d'un homme dans le bruit et les tracas de la vie moderne.

## LES PROGRAMMES D'ANTENNE 2 DÉBUTERONT À 12 HEURES À PARTIR DU 8 JANVIER

M. Maurice Ulrich, président-directeur général d'Antenne 2, a présenté, au cours d'une conférence de presse, lundi 18 décembre, le contenu de la nouvelle tranche d'émissions qui sera diffusée quotidiennement à partir du lundi 8 janvier, et dont la responsabilité a été confiée à Patrick Lecocq, Jean-Pierre Guérin et Raymond Tortora (le Monde du 5 décembre).

Selon M. Ulrich, cette ouverture de l'antenne place la deuxième chaîne dans une situation de meilleure « égalité des chances » avec TF 1.

Ainsi, c'est dans un souci d'harmonisation qu'Antenne 2 propose, après un quart d'heure d'informations pratiques, un feuilleton de diffusion ser. britannique.

Le nouveau Journal télévisé (12 h. 45-13 h. 15) devrait assurer un lien entre celui de la veille et celui du soir. Il sera suivi d'un magazine quotidien d'une demi-heure, destiné à compléter et à approfondir l'information : organes autour de thèmes réguliers, les nouvelles seront consacrées pour une large part aux problèmes de

société, à l'innovation sociale ainsi qu'à la vie des régions, en liaison avec les organes de presse locaux.

## TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 19 DÉCEMBRE

— Un débat sur la Chine réunit MM. Massiot, ancien ministre, 21400, Etchahara, ambassadeur du Japon à Paris, Paul Berliet, Jacques et Claude Broyle, Mme Hélène Carrère d'Encausse, et André Fontaine, rédacteur en chef du Monde, sur Europe 1, à 19 heures.

VU

## Un long capharnaüm

Heureusement que ces soirées exceptionnelles sont l'exception. Cette émission sur la paix, lundi soir, d'été d'un long, ne s'en finit pas. Quand, à 23 h. 30, l'Orchestre de la garde républicaine est venu nous interpréter une œuvre de Verdi, on était à moitié mort de fatigue et d'ennui. Dire qu'après le Journal il avait fallu se bagarrer, menacer, soudoyer, l'entourer pour obliger à remonter au Kid, un vieux film muet plus éloquent que tous les discours, un Charlot particulièrement tendre, drôle, émouvant. A côté de ça, évidemment, les déclarations de Maurice Béjart sur la paix intérieure tombaient un peu à plat, surtout après avoir vu ses danseurs enchaîner des pas d'une belle et barbare brutalité.

Soyons justes, tout n'était pas sans intérêt dans cet énorme capharnaüm, modèle « Grand Échiquier », où se succédaient

pâte-mêlée la Chine après Mao, un bon sujet hors du sujet ; Devos et ses histoires de belle-mère (?) ; une vendetta entre deux familles italiennes — vingt-sept morts depuis 1947, on a la rançune tenace en Calabre ; Brassens, très bien ; une interview de Moshe Dayan — pas question de signer la paix avant Noël ; les nouvelles propositions égyptiennes menacent la sécurité du peuple d'Israël ; Jean Baz, une voix ; Laurent Terzieff, un regard ; la libération de quelques prisonniers politiques en Mauritanie, à l'occasion d'une interview du président Ould Salek, un bon reportage un peu court ; la bande-annonce de l'Holocausta ; encore Brassens, encore très bien.

Il aurait fallu insister davantage, à mon avis, sur le fond du problème : la violence que chacun porte en lui, et en elle, attention ! On nous a parlé, trop

vite — c'était passionnant — de ce champ de bataille qu'abrite le corps humain en état de paix armée, avec ses cellules chargées de la surveillance d'un territoire perpétuellement menacé par les microbes et les maladies. Et tous ces fauves de trois à cinq ans, filles et garçons, lâchés en cours de récréation, ces empoignades, ces mêlées... Vous ne nous direz pas que seul le milieu est responsable d'une agressivité sensible dès le berceau, inhérente à la nature humaine ; le directeur de crèches et de maternités le savent bien. Il faut des années pour civiliser ces petits d'hommes, pillards et brailleurs, qui naissent à l'état sauvage et trouvent dans l'école, ouverte ou sournoise, un exutoire à leur vitalité, une manière de contact. Tant qu'on n'aura pas compris, admis cela...

CLAUDE SARRAUTE.

## LETTRES

### Isaac Bashevis Singer, un conteur venu d'ailleurs

(Suite de la première page.)

On s'y perd, enfin, passons, pressions, encore un Nobel que personne ne lira ! Seulement, avec ce diabolique bonhomme, les choses se compliquent et si l'Académie de Stockholm l'a couronné pour des impératifs politiques, eh bien, bravo aux impératifs. Car Singer, le conteur qui nous vient d'un « ailleurs » disparu, est un Nobel destiné à durer. Il est, en effet, un grand écrivain, à l'instar des plus grands, et son œuvre, déjà considérable, n'est pas encore traduite en entier.

Ses yeux, son visage, quel étrange sentiment d'un « déjà vu », mais voilà la mémoire qui revient : à la fin du film « L'Odyssée de l'espace », de Kubrick, on assiste à un événement fabuleux. Naviguant à la vitesse de la lumière, un cosmonaute atterrit dans l'éternité figurée par une banale chambre d'hôtel. Il y reste et vieillit. Quand la mort lui fait signe, il redevient son propre foetus. Enveloppé dans le placenta, balancé par une voûte de Strauss, le bébé — et le futur cosmonaute — s'approche de la Terre d'où il reprendra son voyage perpétuel. Seuls ses yeux immenses restent ouverts sur l'éternité étoilée saisi dans son gracieux mouvement. Ces yeux surpris, surpris, dévorant un visage d'extra-terrestre, un visage lisse de vieillard ou d'enfant, ces yeux, ce visage étrange, sont le visage d'Isaac Bashevis Singer, explorateur téméraire d'une réalité essentielle et cachée.

Personnalité attachante et multiforme, Singer, parant de multiples facettes, Singer, parlant de lui, mort en lumière des nuances importantes, des vérités qu'il faut dire et redire afin que le grand public sache, finalement, qu'il est, d'où il vient : « Il faut comprendre, raconte-t-il avec ironie et douleur, que jusqu'à l'avènement de la société industrielle en Pologne, les juifs qui y vivaient avaient leur langue, le Yiddish, leur autonomie culturelle, une certaine manière de vivre, d'aimer, de mourir, leur village-territoire, le Stetthil. Les juifs « de Pologne », mais pas tous, devinrent des juifs polonais tout court au vingtième siècle, le progrès leur permettant de choisir entre un passé fait d'isolement, de tradition et d'étude, et un présent de combat et d'espoir social. Emancipation, modernisation ne veut pas dire assimilation. Cela a mal fini... »

### Une certaine confusion

En effet, les lendemains déchirèrent dans la poitrine des charniers. Ce fut d'abord l'Holocauste, la fin du Stetthil à peine évoqué d'une manière indirecte dans les livres de Singer, déjà émigré, ensuite le « socialisme » national de Maccar. Le sourire, si rare, si beau, de Singer se charge de tristesse et de nostalgie : « Lorsque je suis arrivé aux États-Unis, en 1935,

j'avais trente et un ans, je n'allois donc pas connaître les horreurs de la guerre. Aujourd'hui, je suis un juif américain qui aime passionnément son pays. Si vous me demandez si j'étais un juif « de Pologne » ou un juif polonais, je vous répondrai que, personnellement, je me sentais plutôt un juif polonais. D'ailleurs il est bon, maintenant, pour la Pologne, que je sois « aussi » un peu polonais. Je crois que je commence à être connu « là-bas ». Opérer cependant un rapprochement entre moi et les personnalités que ce pays donne au monde aujourd'hui, le pape, le conseiller de Carter, que sais-je encore (mais oui, mais oui, certains chroniqueurs des médias, peu malins, l'ont fait et le font), témoigne d'une certaine confusion.

### Un souffle puissant de vie

« Une certaine confusion ». Oui, Singer, que certains journalistes ont tenté d'enfermer dans le ghetto du folklore, aime bien pratiquer l'« understatement ». Je lui demande s'il est dans la tradition de la littérature yiddish de dire moins pour faire comprendre plus : « C'est quoi la tradition yiddish ? Ceux qui m'inscrivent dans cette tradition se trompent, sans doute vous êtes-vous trompé aussi. J'écris en cette langue car c'est la mienne, celle de mes parents, de mes grands-parents et de mes arrière-grands-parents, une langue qui se meurt dans laquelle j'ai voulu dire de tuer n'a été donné. Cette langue, je l'ai dit à Stockholm, convient merveilleusement à mes fantômes préférés. Rien ne s'écrit mieux aux revenants qu'une langue en train de mourir. Les spectres aiment le yiddish et dans mes livres ils y sont comme chez eux... »

S'il croit aux striges, aux diaboliques, il croit un peu moins à la disparition du yiddish, langue neuve ; certes, mais parée d'un peu partout dans le monde — à qui ce Nobel apportera un souffle de vie puissant. Déjà en France, la décision a été prise de titulariser, dans l'enseignement supérieur, un professeur de yiddish. Singer sait que le sol de sa langue est pour lui qu'il continue, guéguenard et ravi : « Je n'écris pas dans la tradition littéraire de cette langue, car j'ai ma propre tradition littéraire. L'imagerie à l'eau de rose, les déformations naïfs et touchantes, l'insupportable paternalisme du juif qui se croit riche envers celui qu'il suspecte de pauvreté, me sont étrangers. J'ai traduit en yiddish Thomas Mann et la pauvre Hamsun, quelle tragédie son odhélion au nazisme ! J'aime Balzac, Mupassant Henry Miller qui aurait dû avoir le Nobel à ma place. Ils respectent tous une très grande rigueur. » Un mouvement d'impitoyance, malgré son sourire désarmant.

— Et le Stetthil, le village de jadis ?

« Je l'ai décrit tel qu'il était », me répond-il très vite, « avec ses hommes et ses femmes tels qu'ils étaient, avec leur amour, leur sexualité qui s'enrichissaient mutuellement, ces hommes et ces femmes nullement déformés par un attendrissement complaisant. Je ne pouvais pas leur rendre meilleur hommage que de les montrer tels qu'ils étaient dans l'éternité, avec leurs qualités admirables, mais aussi avec leurs défauts. La sainteté secrète du Stetthil se retrouvait surtout dans la vérité de vie de ses habitants. »

### « Bildungsroman » et surnaturel

L'ensemble de l'œuvre de Singer, son art et son éditeur français André Bay le remarque avec pertinence, observé une structure pyramidale étagée à quatre niveaux. La base, incontestablement réaliste, évoque la puissance de la « saga », le « Bildungsroman », avec laquelle nous ont habitués Balzac, Thomas Mann, Galsworthy, Roger Martin du Gard. Dans « le Confessionnel », « le Domaine », « le Manoir », dans l'ample histoire de la « Famille Moskato », des centaines de personnages se promènent.

Au niveau immédiatement supérieur se situent les « petits grands chefs-d'œuvre », romans plus courts à deux ou trois personnages, l'extraordinaire « Magicien de Lublin », l'inoubliable « Esclave », « le Domaine », « le Manoir », dans l'ample histoire de la « Famille Moskato », des centaines de personnages se promènent.

Déjà, les personnages baignent dans une atmosphère troublante, surnaturelle « entre chien et loup ». Mais c'est au troisième étage, celui des nouvelles rassemblées dans « le Blasphémateur » et dans « la Couronne des plumes » que le fantastique, les démons, les esprits ravageurs s'affirment avec force. C'est le fantastique tel que le définit Roger Caillois : « Une rupture de la cohérence universelle, un scandale... une irruption insolite... dans le monde réel » Au sommet de la pyramide, les contes pour enfants, « Une histoire de paradis et autres contes » (1). Le surnaturel y repose sur un réalisme minutieux, car, me dit Singer, « les enfants sont mes lecteurs les plus exigeants ».

Quelle est pour lui la différence majeure entre une nouvelle et un roman ? Singer réfléchit longtemps : « La nouvelle, genre mal aimé en France, si je suis bien informé, se prête mieux à la perfection formelle. Cette perfection n'est pas dans la nature du roman, il y a toujours des kn-gueus. Je crois que cela est valable même pour mes propres écrits. »

EDGAR REICHMANN.

(1) Ces textes ont été publiés aux Éditions Stock.

## SORTEZ AVEC DES AMIS ET ENREGISTREZ LA DRAMATIQUE.

Le magnétoscope couleur Radiola VCR N1700 permet de programmer l'enregistrement à partir d'une heure précise et jusqu'à une heure précise. Avec sa capacité d'enregistrement, il n'y a aucun problème pour enregistrer, par exemple, une dramatique, même si vous n'êtes pas là et avoir l'enregistrement de la dramatique et rien qu'elle. Le magnétoscope vous aura obéi, il se sera arrêté à l'heure de la fin de la dramatique.

**RADIOLA**  
La télévision sur mesure.



EDF vous renseigne, EDF vous conseille

## LE LIVRET DE L'USAGER DE L'ELECTRICITE

Gratuitement dans les points d'accueil EDF

ERGE

ERGE

CHEF D'AGENCE ALGERIE



## emplois régionaux

**comex**  
Service  
Leader Français  
des travaux sous-marins

### Jeunes contrôleurs de gestion

MARSEILLE ANGLAIS PARLE  
Capacité d'assurer rapidement l'analyse et le suivi budgétaire de projets importants.  
De formation supérieure - Gestion / Comptabilité - Ils seront dotés d'une bonne expérience - 2 ans minimum - de contrôle budgétaire en milieu industriel, de préférence ingénierie, offshore ou T.P.  
Poste évolutif comportant des responsabilités et des déplacements à l'étranger.  
Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi aux heures de bureau par Information Carrière SVP 11-11 qui demandera un rendez-vous aux candidats concernés.  
RM, M 544.  
De part aussi adresser son dossier à  
SVP RESSOURCES HUMAINES 65 avenue de Wagram 75017 Paris.

Nous sommes un important groupe alimentaire avec une usine proche de STRASBOURG.

### un chef de fabrication

qui après une période de formation en rapport avec le poste sera chargé de prendre en main une des équipes de production travaillant en 3 x 8 (5 jours par semaine).  
Pour ce poste nous recherchons :  
- un homme de caractère et d'action ayant le sens pratique (organisation, rendement, qualité, hygiène, coûts et surtout relations humaines)  
- une formation de base mécanique générale avec niveau BTS, DUT ou ingénieur ayant une expérience industrielle souhaitée mais non indispensable.  
Nous offrons un poste évolutif, un cadre de travail très délégué et une rémunération élevée en ligne avec la politique générale du groupe.  
Envoyer lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous réf. R2SM à

**Mars ALIMENTAIRE**  
Service du Personnel  
B.P. 36 - 67501 HAGUENAU CEDEX.

ENTREPRISE BRETONNE DE BONNETERIE (plus de 300 personnes)  
DANS LE CADRE DE SON EXPANSION SOUS-VENTE ET PROGRESSIVE CRESE DES POSTES NOUVEAUX

### DIRECTEUR DE PRODUCTION

POUR ASSURER :  
- la gestion ;  
- l'organisation ;  
- le contrôle des productions.

### CHEF DES FABRICATIONS

RESPONSABLE DE :  
- la productivité ;  
- la qualité du travail ;  
- la formation du personnel ;  
- l'ambiance des ateliers.

NOUS DEMANDONS POUR CHACUN DE CES POSTES :  
- une compétence professionnelle certaine ;  
- du dynamisme ;  
- une parfaite maîtrise des techniques ;  
- l'aisance dans les relations humaines.

NOUS OFFRONS :  
- une rémunération de haut niveau ;  
- un avenir motivant ;  
- possibilité de logement.

Ecrire avec C.V. manuscrit et photo à n° 91291 CONTEXTE Publ. 20, av. de l'Opéra, PARIS-17. DISCRETION ASSURÉE.

Un groupe de sociétés spécialisées dans la fourniture de biens et de services à une CLIENTELE AGRICOLE  
siège PAU  
recherche pour remplacer le titulaire parti à d'autres fonctions

### contrôleur de gestion

Cette fonction, rattachée à la Direction Générale, conviendra à un candidat de formation supérieure (grandes écoles de commerce ou de gestion) complétée par un DECS. Une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire est indispensable.

Nous lui confierons :  
- la préparation et le suivi du budget, l'analyse des coûts et projets,  
- l'établissement des prix de revient,  
- le contrôle des inventaires,  
- l'amélioration des procédures.  
Les entretiens auront lieu en janvier.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 169 TA à  
**SCOTI** 33 rue de Miromesnil 75008 PARIS. Discretion assurée

### CHEF DE PRODUIT

Ville Universitaire de l'Est

Nous sommes une Entreprise en expansion produisant et commercialisant ses produits sur un marché de biens de loisir.

Constituée d'hommes jeunes et dynamiques, notre Direction souhaite trouver rapidement le collaborateur qui :

- L'assistera au niveau du développement des produits existants et de la création de nouveaux produits ;
- Collaborera avec les responsables commerciaux à l'amélioration et l'animation de la Promotion des ventes.

30 ans environ, de formation supérieure (Sc. Eco. Econ.), vous avez une expérience de 2-3 ans d'une fonction similaire acquise si possible sur des marchés de biens de loisir ou de service.

Outre une forte personnalité, mais aussi une certaine souplesse dans les relations, nous attendons de vous une aptitude réelle à la compréhension de problèmes techniques.

Nous étudierons votre candidature avec attention et vous vous serez bien adresser votre C.V. détaillé et dernier niveau de rémunération.

Ecrire n° 8716 à Le Monde + Publiété, 5, rue des Italiens, 75421 PARIS-9\*, qui transmettra.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE IMPLANTÉE EN PROVINCE

Nous proposons à des

### JEUNES INGÉNIEURS

diplômés GRANDES ÉCOLES :  
X. Mines, Centrale, E.S.E., Sup. Aéro, A.M. débutants ayant 2 à 3 ans d'expérience

### plusieurs postes en INFORMATIQUE

Après une période de formation complémentaire, nous leur confierons des responsabilités dans une des deux spécialités suivantes :

- INFORMATIQUE DE GESTION : Production, Comptabilité et Finances, Personnel. R.M. 1.
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE : Contrôle de processus, automatisation. C.A.O. R.M. 2.

Par la suite, une évolution de carrière sera assurée au sein du Groupe permettant d'exercer des fonctions diversifiées.

Les postes proposés nécessitent une bonne connaissance de l'anglais.

Ecrire S.N. 70452 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur 75002, Paris, qui transmettra.

### THOMSON-CSF

Centre de CHOLET

recherche pour son SERVICE MICRO-ELECTRONIQUE HYBRIDE COUCHE ÉPAISSE

### UN INGÉNIEUR

A.M., I.N.S.A. ou E.N.S.C.I.

ANGLAIS lu et parlé souhaité

minimum 20 ans. Avoir une expérience en physique des matériaux.

Cet ingénieur sera chargé, dans la section Études, d'assurer le suivi des processus technologiques utilisés, d'évaluer et mettre en œuvre de nouveaux procédés, avec une équipe de techniciens.

Il participera, par ailleurs, aux travaux technologiques engagés au niveau du Groupe.

Ecrire avec C.V. + photo au Service du Personnel, 110, avenue Leclerc, 49300 CHOLET.

### ORGANISME SOCIAL MARSEILLE

recherche

### contrôleur de gestion

● 40 ans minimum.

● formation supérieure (ESSE, ESC, Expertise comptable) et DECS complet exigés. De solides connaissances en informatique et ses applications courantes sont indispensables.

● rattaché au Directeur Général ses responsabilités sont d'ordre :  
- comptable : bilan, comptes de gestion,  
- financier : trésorerie, tableaux de bord, budgets et audit,  
- 5 ans minimum d'expérience similaire sont nécessaires pour pouvoir tenir la fonction.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 35-M. Réponse et discrétion assurées

### guillon sélection

23, AV. DE LIVRY - 93340 LE RAINCY

### ENERTEC

Schlumberger

POITIERS

offre :

### POSTE DE RESPONSABLE

d'un service de montage de produits électromécaniques

Formation arts et métiers ou équivalente. 30 ans minimum.

Adresser C.V. ENERTEC, avenue de Bordeaux, 86009 POITIERS

## offres d'emploi

## offres d'emploi

CENTRE INTERMINISTÉRIEL D'ÉTUDES ET D'EXPERIMENTATION DES SYSTÈMES D'INFORMATION MARSEILLE

recherche

### INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES

pour justifier de plus années d'activité de son pour l'ADMINISTRATION DE L'ÉTAT à des postes de responsabilité, pour assurer les fonctions de : DIRECTEUR DE PROGRAMME.

Env. lettre manuscrite, photo, C.V. et prêt. 20 pli confidentiel à M. Rodriguez - CEESI, 34, boulevard Romaine-Rolland, 13009 MARSEILLE.

## ORGANISATION

75.000 +

Importante société appartenant à un groupe international, recherche pour mettre en œuvre son nouveau plan d'organisation, un ou une jeune Diplômé(e) d'études supérieures (28 ans minimum) qui devra :  
- développer à partir d'un cahier des charges certaines applications : circulation et traitement de l'information, rédaction de procédures, conception d'imprimés...  
- assurer la mise en place, le suivi des applications ainsi que la formation des utilisateurs.  
Une première expérience réussie d'organisation est une condition préalable à l'examen de toutes candidatures. La connaissance des contraintes informatiques et la pratique de l'anglais seraient appréciées, mais non indispensables.  
Lieu de travail proche banlieue Sud.  
Ecrire avec C.V. à n° 8893, COFAP, 40, r. de Chabrol, 75010 Paris, qui transmettra.

## Produits Industriels PARIS

Une importante société de négoce de produits sidérurgiques, recherche :

### Directeur Produits - Tubes

Réf. 81276 M

Sous la responsabilité du directeur général il prendra en charge la politique d'Achat des tubes auprès des fournisseurs tant français qu'étrangers. Il aura aussi un rôle actif dans la mise au point de la politique commerciale et dans l'assistance aux chefs d'agence.  
Cette fonction importante ne saurait convenir qu'à un candidat pouvant faire état d'expériences réussies dans les achats de produits industriels et parlant couramment l'anglais et/ou l'allemand

### Chef de Produit - Pétrole - tubes et accessoires

Réf. 81277 M

Sous l'autorité du Directeur produits, il assurera le suivi des marchés de tubes et accessoires, passés avec l'industrie pétrolière.

Il jouera, sur ces produits, un rôle de conseil et d'assistance pour les agences régionales et prendra en charge l'étude des dossiers complexes. Cette fonction conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, possédant l'expérience du produit.

René Dagral vous remercie de lui adresser C.V. détaillé avec photo récente et rémunération actuelle sous la référence choisie.

Le secret absolu des candidatures est garanti par

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

### SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENTS AERONAUTIQUES

rech. pour PARIS

### JEUNES INGÉNIEURS

De formation aéronautique SUP-AÉRO, ENICA ou équival., pour son département ETUDES AVANCÉES.

- Projets de systèmes numériques embarqués.

- Liaisons techniques avec la clientèle.

Analyses nécessaires.

Adresser C.V., prêt. n° 91.044, CONTEXTE Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-17\*, qui tr.

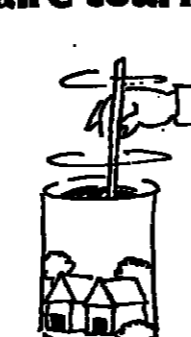
Importante Sté internationale recherche

### COLLABORATEURS (TRICES)

libres de carrière, dynamiques, ambitieuses, bonne action et excellente présentation. Veillez soignées. Travail sur rendez-vous. Avantages sociaux, gains importants, formation assurée, situation d'avenir.

Téléphonez ce jour à Mlle FOURNIER au : 538-66-16.

## Pour un jeune diplômé : une succursale normande à faire tourner



Avec une formation supérieure et 4 ou 5 ans d'expérience commerciale, ou on se laisse séduire par un cadre de travail idéal.

Dans le second cas, voici ce que nous proposons : une concession machines agricoles (15 personnes environ), à faire tourner. Gestion, stocks, atelier, services commerciaux. (Promotion, ventes, exploitation du potentiel local).

Si vous vous sentez l'âme d'un "jeune patron", c'est le moment de faire vos preuves : une situation à redresser dans les 3 ans. Un challenge à tenir. Les moyens pour le réaliser (y compris le support logistique d'une grande entreprise nationale dont vous faites partie).

En Normandie, vous ne serez pas tout à fait un pionnier. Mais chaque région a ses particularités. Vous y serez d'autant plus à l'aise que vous les connaîtrez bien.

Un soupçon de régionalisme, une solide connaissance de la distribution des biens d'équipements...

Vous êtes sur la bonne voie.

Adresser votre CV à nos cabinets - 92, rue de la République - 75006 PARIS, en précisant la référence 8300.

### STE INTERNATIONALE

recherche pour un de ses départements PARIS

### CHEF DE SERVICE VENTES

30 ans minimum.

MEC, ESSEC ou équivalent.

Responsabilité, ventes produits à base petite mécanique et électronique.

Animation représentants et réseau de vente.

Pratique de l'anglais.

Adresser C.V. et prêt. n° 91.044, CONTEXTE Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-17\*, qui tr.

### STE D'ÉQUIPEMENTS AERONAUTIQUES

recherche pour PARIS

### JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES

Débutants ou 1 à 2 ans d'expér.

Formation générale ESE, INSA ou équivalent.

- Études de systèmes analogiques et digitaux pour l'aéronautique.

- Connaissances des micro-processeurs.

Anglais vivement souhaité.

Adresser C.V., prêt. n° 91.050, CONTEXTE Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-17\*, qui tr.

91-5155, recherche

ANIMATEUR (TRICE) pour M.I.C.

Env. C.V. à monsieur le Maire.

### SOCIÉTÉ VENTE FOURNITURES DE BUREAU ET IMPRIMERIES

recherche UN

### INSPECTEUR GCIAL

● Connaissances militaires militaires et grandes administrations région parisienne.

● MISSION : suivi et développement clientèle militaire et administrative région parisienne.

Adresser C.V. et prêt. n° 91.050, CONTEXTE Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-17\*, qui tr.

91-5155, recherche

ANIMATEUR (TRICE) pour M.I.C.

Env. C.V. à monsieur le Maire.

### Futur Directeur Général F150 000 +

### VENTE OUTILLAGE

Une société internationale, leader aux USA pour les procédés de fixation destinés aux industries les plus diverses, implante un réseau de distribution en France. Elle recherche pour développer sa part de marché déjà existant un responsable pour former, animer et contrôler une équipe nationale de 10 vendeurs. Basé en Région Parisienne et en liaison étroite avec la société-mère, ce cadre prendra progressivement la responsabilité de tous les aspects de l'affaire qu'il devra gérer comme un centre de profit.

Le poste convient à un homme jeune, ayant fait la preuve de ses compétences de vendeur dans des secteurs industriels très ouverts et capable d'imaginer et d'ouvrir de nouveaux marchés. Une expérience de la dimension internationale de la société et du poste requiert l'habileté du milieu anglo-saxon et une pratique courante de l'anglais parlé.

Adresser CV et prêt. s/réf. M 110 à J.N.CRETE - Tour Maine Montparnasse - 33, av. du Maine 75755 Paris cedex 18. Discretion absolue.

The Executive Group management consultants

75001 PARIS

217, rue St-Honoré, 75001 Paris

## INGENIEUR ELECTRIQUE INDUSTRIALISAT

## ANALYSE

## UN DREME D'ETUDE

### CHEF DE PRO

## ACHATS

# ORGANISATION

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Au sein du Groupe Schlumberger, **ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER** conçoit et réalise des "outils" permettant de rechercher, d'évaluer et d'exploiter les gisements d'hydrocarbures. Utilisés dans plus de 70 pays et dans des conditions diverses, ces systèmes intègrent des développements technologiques avancés dans de nombreux domaines (électronique, électromécanique, informatique, physique...). Nous souhaitons recruter un

## INGENIEUR ELECTRONICIEN INDUSTRIALISATION

Il sera chargé d'assurer le passage de prototypes vers la fabrication en série, ainsi que la modernisation de systèmes de mesure existants. En relation étroite avec les différentes unités d'études et de production, il aura pour mission de vérifier la respect des spécifications, d'analyser les interactions des différentes parties des systèmes, et conduire les projets de mise au point et d'amélioration de circuits électroniques pour une grande variété d'"outils" Schlumberger. Il devra, à ce titre, être capable de mener des études de circuits. Ce cadre est un ingénieur diplômé (ESE ou équivalent), pouvant justifier de 2 à

3 années d'expérience dans une entreprise industrielle, et ayant une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit. Le développement constant de nos activités, leur haut niveau scientifique et technique, et les relations que ce poste permet d'établir avec tous les secteurs de l'entreprise ouvrent de réelles perspectives professionnelles dans E.P.S. et le Groupe Schlumberger. Les candidatures, accompagnées d'un CV, détaillé, sont à adresser, sous la référence 7859, à ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER 26, rue de la Cavée, 92142 CLAMART.

Schlumberger

HAVAS CONTACT

Les réalisations industrielles que nous concevons et réalisons, en France comme à l'étranger, utilisent des techniques variées, souvent à la pointe des domaines scientifiques dont elles sont issues. Elles intègrent des équipements de grandes dimensions, soumis à de très fortes contraintes thermiques ou mécaniques. Le rôle de la section calcul est de ce titre prépondérant, et conditionne le bon déroulement des travaux qui nous sont confiés. C'est pour renforcer cette section, au sein du Département Etudes, que nous cherchons

## DEUX INGENIEURS ANALYSE DE CONTRAINTE

Le premier, débutant, se verra confier, après formation, à nos techniques et procédures des analyses très poussées, utilisant aussi bien des calculs manuels que des programmes informatiques. Le second a acquis une solide expérience des calculs de contraintes d'équipement, de préférence dans l'industrie aéronautique, chimique ou pétrolière. Ces ingénieurs assumeront progressivement la responsabilité complète de projets, des hypothèses de calcul jusqu'à la synthèse débouchant sur les essais. Ils entretiendront des relations avec les usines et les constructeurs. Des déplacements de courte durée en France et aux U.S.A. sont à prévoir. Une connaissance de l'anglais est souhaitable.

Les candidatures accompagnées d'un CV, sont à adresser, sous la référence 75723, à HAVAS CONTACT 156, boulevard Haussmann 75008 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

## ORGANISATION

90.000 +

Importante société appartenant à un Groupe international, recherche pour mettre en œuvre son nouveau plan organisation et systèmes, un ingénieur diplômé d'études supérieures (Maitrise Gestion, Ecole de Commerce...) qui devra : — définir, à partir des besoins exprimés par les utilisateurs, les cahiers des charges nécessaires à la mise en place de nouveaux systèmes de traitement ; — participer au choix de moyens informatiques à mettre en œuvre dans une structure décentralisée. Une expérience confirmée de la conception de systèmes d'organisation, une connaissance des outils informatiques et la pratique de l'anglais seront nécessaires pour réussir dans cette fonction. Lieu de travail proche banlieue Sud.

Ecrire avec C.V. et le n° 6700 à COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui tr.



le groupe des Arcs

caractérisé par la gestion dynamique de ses activités dans un marché en pleine expansion recherche un jeune

## cadre financier

90 000

Vous avez une formation Ecole Supérieure de Commerce et une première expérience professionnelle dans le secteur bancaire ou promotion immobilière. L'analyse financière, le montage de dossiers d'investissements et de plans de trésorerie, des connaissances juridiques et fiscales font partie de votre acquis professionnel. Vous collaborerez étroitement avec le Directeur de notre

### service études et développement

et l'assisterez dans le montage et le suivi des dossiers financiers immobiliers des ARCS, vous pourrez devenir à terme entièrement responsable de la gestion des sociétés de construction du groupe.

En liaison avec la Direction Générale, vous participerez sous l'angle du montage financier à la création de formules originales de développement et de diversification des activités du groupe en France et à l'étranger.

Une pratique courante de l'anglais est souhaitable. Si vous êtes intéressé, adressez votre curriculum vitae et réf. B 5608 à Mme Sigot, 1, rue de Berni, 75008 Paris.

bernard julhiet psycom

Le Centre d'Etudes et de Recherches Biologiques et Analytiques recherche pour des postes de :

DIRECTEURS ADJOINTS

## BIOLOGISTES

Pharmaciens ou médecins, compétents selon la loi du 11 Juillet 1975, ou en cours de certification, à temps plein ou à temps partiel, spécialisés en radio-immunologie (INSTN) ou hormonologie ou biochimie ou immunologie ou généralistes, ayant une bonne expérience hospitalière universitaire et privée. Les postes à pourvoir se situent au sein d'une équipe de consultants en biologie. Ils assurent la responsabilité du contrôle de qualité, de l'animation technique des laboratoires, de la signature et du commentaire biomédical des compte-rendus d'analyses. Ils participent activement aux congrès, symposiums et séminaires. Ils mènent dans l'étude prospective de la biologie des travaux personnels. Ils pratiquent une langue étrangère.

Adressez lettre manuscrite, curriculum vitae et photo sous référence 1750 à Monsieur Alain FUNES - CERBA - MAFFLIERS 95660 MONTSOULT. Réponse et discrétion totale assurées.

## dirigeant, affaire de transports

Un groupe français de notoriété et d'implantation internationale dans le transport routier, cherche un cadre de niveau élevé pour lui confier l'animation commerciale de son affaire en région parisienne (35 M€) qu'il doit développer et promouvoir. Il participe à l'exploitation et à la gestion. Sa réussite le destine à devenir, à court terme, D.G. adjoint, et peut-être plus... C'est un cadre du transport de 33 ans minimum qui assume déjà des responsabilités importantes et veut développer sa carrière. Nous souhaitons qu'il soit ambitieux. Ecrire à G. BARDOU, réf. 3499 LM.

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES



Deutsche Bank

Pour notre Succursale de Paris nous recherchons un

## ATTACHE DE DIRECTION RELATIONS CLIENTELE ENTREPRISES

Ce jeune Cadre de langue française (30 ans environ) assistera les responsables de la Direction clientèle entreprises.

Il aura : — Une formation supérieure ; — Une expérience bancaire d'au moins deux à trois ans ; — Un goût pour les contacts commerciaux.

Bonnes connaissances de l'allemand sont indispensables, connaissances de l'anglais souhaitables. Nous vous remercions d'adresser votre C.V. détaillé avec photo et prétentions à : DEUTSCHE BANK Succursale de Paris, 19, place Vendôme, 75001 PARIS.



## Un Grand de la Petite Annonce

JEUNE AGENCE DE PUBLICITE, en pleine expansion, nous recherchons pour développer notre clientèle, un collaborateur.

Ayant déjà travaillé en agence, il doit connaître parfaitement le marché de la P.A. Son ambition et son dynamisme lui permettent de s'intégrer dans notre équipe qui voit grand.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. P.J. à Régie Presse "Le Monde", 85, bis rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra. Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement.



étouffe son département INGENIERIE et recrute

## UN INGENIEUR D'ETUDES CHEF DE PROJETS

DIPLOME ARTS ET METIERS ou EQUIVALENT

Il aura une expérience pratique d'au moins 2 années dans un service ingénierie au niveau des installations générales et plus particulièrement des équipements mécaniques.

Il devra gérer les projets qui lui seront confiés.

La connaissance des industries alimentaires serait appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions WILLIAM SAURIER 81 à 89, Avenue Général Leclerc ST-THIBAUT 77400 LAGNY.

## comptable qualifié(e) NIVEAU DECS

recherché(e) par Cabinet Comptable International pour son Département Assistance aux Clients.

Fonction : tenue complète ou supervision de petites comptabilités, paies, déclarations sociales et fiscales.

● Expérience Cabinet appréciée. ● Connaissance de l'anglais indispensable. ● Déplacements Région Parisienne à prévoir. ● 7h30x5, 13<sup>e</sup> mois, avantages sociaux. Envoyer C.V. sous réf. 6126-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

## BANQUE PRIVEE

PARIS 9ème

recherche pour son

SERVICE INFORMATIQUE

PROGRAMMEUR

SYSTEME

débutant sur H.B. 66

Ecrire avec curriculum-vitae, lettre manuscrite et photo (perdue) sous référence 68.406, PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

## ingénieur de développement

90/120 000 F

Nous sommes une multinationale américaine. Notre activité concerne la fabrication de produits plastique thermo-rétractables que nous commercialisons dans diverses branches d'activités : les télécommunications, l'énergie, le bâtiment et l'électronique.

C'est précisément pour cette dernière branche que nous recherchons un ingénieur AM, INFA, IDN, ou équivalent. Il s'agit de développer les recherches sur des produits nouveaux et les adapter aux réalités de notre marché.

Vous apporterez, par la suite, un support technique en clientèle auprès de notre force de vente. Une expérience de 2 à 5 ans dans un poste similaire nous paraît plus utile pour réussir que la connaissance de nos produits.

Enfin, étant donné le contexte international dans lequel nous travaillons, un anglais courant est souhaité.

Merci d'envoyer votre CV à Michel Garnier sous référence 3846, à :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE 28, av. de Messine 75008 PARIS

Nous sommes une importante affaire de composants radio-électroniques en progression rapide.

A la suite du départ à la retraite de son titulaire, notre Direction Générale recherche son

## chef des achats

Agé de 40 ans minimum, de formation technique, ayant exercé cette fonction 10 ans et ayant des connaissances particulières en découpage, emboutissage, roderies d'aluminium et composants électroniques, sous le contrôle du Directeur Général, il aura la responsabilité de la gestion du magasin, en liaison avec la fabrication, le service planning et la Direction commerciale.

L'expérience d'une tenue de stocks informatisée est fortement souhaitée.

La rémunération sera stimulante et fonction de l'expérience du candidat.

Localisation : Banlieue Est.

Envoyer C.V. + photo + rémunération sous réf. 567-M, 25, rue du Renard, 75004 Paris.

PROSSEL International

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

مكتبة الأمل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## Cimsa

Compagnie d'Informatique Militaire Spatiale et Aéronautique  
Filiale du Groupe THOMSON-CSF

développe son activité "SYSTEMES" en France et à l'exportation dans des domaines mettant en œuvre les techniques électroniques et informatiques les plus récentes :  
• traitements répartis, mini-ordinateurs, microprocesseurs, réseaux, bases de données...  
recherche

### ingénieurs de haut niveau

#### INGÉNIEURS

— devant assurer la coordination des services d'exécution dans le cadre d'une étude ou d'une réalisation industrielle.  
— Quelques années d'expérience et une formation informatique de base sont nécessaires. (Réf. MD/1)

#### RESPONSABLES D'ETUDE LOGICIEL

— Grandes Ecoles ou Universités.  
— Ils auront à assurer :  
• le développement de logiciel de base : compilateurs, moniteurs, bases de données, réseaux...  
• la conception et la définition de produits futurs.  
— Une formation spécialisée de haut niveau dans les domaines cités est nécessaire.  
— Une expérience sur mini-ordinateurs ou microprocesseurs serait appréciée. (Réf. MD/2)

#### INGÉNIEURS "SYSTEMES"

— Grandes Ecoles ou Universités.  
— Conseil auprès des chefs de projet dans leurs actions de définition, d'évaluation et de réalisation des systèmes informatiques temps réel.  
— Ces postes s'adressent à des candidats ayant une solide formation informatique et quelques années d'expérience industrielle. (Réf. MD/3)

#### CHEFS DE PROJET

— Grandes Ecoles.  
— Chargés de la maîtrise d'œuvre de systèmes informatiques temps réel depuis la conception jusqu'à la mise en service.  
— Une expérience de plusieurs années dans une fonction analogue est EXIGÉE.  
— Connaissance des matériels MITRA et SOLAR souhaitée. (Réf. MD/4)

UNE FORMATION COMPLEMENTAIRE SERA ASSUREE au sein des équipes existantes.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions en indiquant la référence du poste à CIMS — Service Emploi-Formation — 10/12, Avenue de l'Europe - 78140 VELIZY

Importante Société  
Installations électriques  
recherche  
pour son département  
informatique basé  
Banlieue Ouest

#### ANALYSTE-PROGRAMMEUR

CONFIRME  
Pour application temps réel  
sur SOLAR 16. Ec. av. C.V.  
prêt à n° 5442 S BLEU  
17, rue Label, 94 Vincennes

S.F.I.M.  
STE DE FABRICATION  
D'INSTRUMENTS  
DE MESURE

#### INGÉNIEURS POSITION II

— E.S.E. ou équivalent.  
— ANALYSTE-PROGRAMMEUR  
temps réel.  
— Expérience mini-ordinateur  
indispensable.  
Ecrire avec C.V. et prêt. au  
Service du Personnel  
B.P. 74 — 9201 MASY

#### DIRECTEUR (TRICE)

sans organisation  
bon (ne) animateur (rice)  
habitué (ée) à négocier tous  
niveaux pour diriger agence  
immobilière Paris ou province.  
Revenu très important si capa-  
ble. Envoyer C.V. et réf. à  
AVIS, allée de la Tour  
7500 VILLEMOMBLE  
Bureau d'études  
Travailleurs indépendants,  
implantation circuits imprimés  
Id. après 10 h. 30-14-25  
SÉ D'EDITION de revues et  
annuaires techniques  
offre 2 postes mi-temps  
en allemand et anglais  
UN DE TRADUCTEUR  
UN DE CORRECTEUR  
Préférence sera donnée à can-  
didat pouvant remplir les deux  
fonctions et connaître l'inform.  
S.F.I.M., 89, r. Berrault,  
75019 Paris, av. C.V., prêt, phot.

## informatis

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET DE CONSEILS  
EN INFORMATIQUE en pleine expansion

recherche  
Pour projets importants de logiciel de base, de  
temps réel et de bases de données

6 INGÉNIEURS (X. E.C.P., Sup. Adm.,  
Universitaires...)

2 INGÉNIEURS (compilateurs, spécialistes  
du langage L.T.R.)

3 ANALYSTES (titulaires maîtrise  
informatique...)

6 PROGRAMMEURS (titulaires D.U.T.  
informatique...)

maîtrisant l'un des systèmes suivants :  
Systèmes SIRIS 3, SOLAR, MITRA 15/125

Ces postes conviennent à des informaticiens compé-  
tents ayant 3 à 4 années d'expérience, le goût  
de la recherche et le sens des responsabilités.

Nous offrons la possibilité d'acquiescer une formation  
technique permanente grâce à des moyens Audio-  
visuels importants.

Nous offrons la possibilité de participer à des  
projets variés utilisant des techniques de pointe.

Nous offrons de réelles possibilités de promotion  
pour des éléments de valeur.

Le niveau des rémunérations dépendra exclusi-  
vement de la compétence technique.

Scr. 26, r. Daubenton, 75005 Paris - 337-59-22, p. 321.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE  
MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

recherche

POUR SON AGENCE COMMERCIALE PARIS

UN CADRE ADMINISTRATIF

Le Candidat, de formation Bac Technique ou  
équivalent, aura quelques années d'expérience.

Adr. lettre manuscrite et C.V. sous réf. 202/4 à :

infora 45, rue Bokay d'Anglais  
75008 PARIS

Paris-Lyon-Grenoble.

#### LE GROUPE DROUOT

(quatrième groupe privé d'assurances  
C.A. + 15,8 % en 1977)

situé dans la Banlieue Ouest de Paris  
près de Versailles et St-Germain-en-Laye (RER),  
équipé d'un ordinateur IBM 3033, de mini-  
ordinateurs et de deux cents terminaux dans  
toute la France

recherche

pour développer des projets informatiques  
importants :

— 1 INGÉNIEUR SYSTÈME  
2 à 3 ans d'expérience OS.  
Connaissance MVS appréciée.

— 4 ANALYSTES PROGRAMMEURS  
Débutants ou quelques années d'expérience  
DUT Informatique ou BAC + 2 (formation  
assurée).

— 1 PROGRAMMEUR SYSTÈME  
2 ans d'expérience, Assembleur IBM.

— 2 OPÉRATEURS

DÉBUTANTS  
BAC E ou équivalent.  
Postes pouvant évoluer vers pupitre 3033.  
Travail en équipe.

Adresser lettre manuscrite  
C.V. et photo sous référence  
L.M. 1278/1 à :  
C. DROUOT  
Groupe Drouot  
Service du Recrutement,  
1, place Victorien-Sardou,  
75011 PARIS-11

GROUPES DROUOT

#### Poclain

DIRECTEUR DES  
RESSOURCES  
HUMAINES

Rattaché au Président Directeur Général, c'est un  
fonctionnel, chargé de conseiller le Président  
à l'occasion de la mise en place d'une politique  
du Personnel (gestion des carrières, rémunération,  
formation, relations sociales, outils et indicateurs  
de la gestion sociale, etc...)

Il s'appuiera sur les services du Personnel existant  
dans les unités opérationnelles et assistera les  
Directeurs de ces unités.

Le candidat, âgé de 35 ans minimum, possède au  
moins dix années d'expérience dans la fonction au  
sein d'une moyenne ou grande entreprise indus-  
trielle, si possible internationale.

C'est un universitaire (Sciences Po, Droit, etc...)  
ou un ingénieur parlant couramment Anglais.

Les dossiers de candidatures sont à adresser, sous  
réf. 91160 à CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra  
75040 PARIS Cedex 01, et seront traités confi-  
dentiellement.

D. FEAU-S.A.

CONSEIL IMMOBILIER

recherche dans le cadre  
de L'EXPANSION DE SON DÉPARTEMENT

UN NÉGOCIATEUR

— 30 ans minimum.  
— Expérience similaire appréciée.  
— Excellente présentation.  
— Dynamique et sens commercial.

RÉMUNÉRATION MOTIVANTE BASÉE  
DIRECTEMENT SUR SES RÉSULTATS  
POSSIBILITÉ D'UNE CARRIÈRE  
INTÉRESSANTE AU SEIN DU GROUPE

Envoyer curriculum vitae manuscrit, photo récente à :

D. FEAU - S.A.

SECRETARIAT GÉNÉRAL

125, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.  
Discrétion totale assurée.

Pour résidences Cadres Étrangers  
singuliers dans Campus universitaires  
banlieue parisienne desservie R.E.R.,  
nous recherchons un

DIRECTEUR

40 ans minimum.

• Formation et qualités requises : Diplôme  
enseignement supérieur, anglais et espa-  
gnol courant, excellente présentation.

• Bonne expérience : relations avec étran-  
gers, gestion hôtelière et administrative,  
direction de personnel.

Appartenance de fonction 5 places sur place.

Adresser candidature et C.V. manuscrit avec  
photo: 65.357, PUBLICITE ROGER BLEY  
101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

#### ROCHE

ROCHE BIOELECTRONIQUE

recherche pour faire face à la  
croissance rapide de ses activités

L'ADJOINT DE SON DIRECTEUR DE  
PRODUCTION

Le poste conviendrait à un

ingénieur électronicien

possédant au moins 4 ans d'expérience dans  
l'étude et la fabrication d'équipements  
électroniques de petites séries.

un ingénieur informaticien

possédant environ 3 ans d'expérience dans  
les applications de gestion temps réel sur  
mini-ordinateurs pour participer à des  
développements informatiques destinés au  
domaine médical.

La connaissance du POP 11 serait appréciée.

Le développement de l'entreprise offre  
d'excellentes opportunités de carrière.

Adresser C.V. photo et rémunération souhaitée  
à PH. BEAUBAT - Direction du Personnel  
ROCHE BIOELECTRONIQUE  
16-18, avenue de l'Europe  
78140 VELIZY VILLACOUBLAY

ENVIRONNEMENT - HYGIENE PUBLIQUE  
SIE FRANÇAIS, LEADER DE SA SPECIALITE  
(Chiffres d'affaires : 500 millions de Francs)  
Recherche pour sa DIVISION EXPORTATION

UN ADJOINT A CHEF  
DE ZONE EXPORT

Mission : Prospection, Vente et Administration des  
Ventes d'équipements spécialisés.

Lieu de Travail : Paris, déplacements fréquents mais  
formation de base : Diplôme d'Enseignement supé-  
rieur commercial ;  
Anglais : parlé, lu et écrit ;  
Expérience commerciale : minimum 3 ans.

Position cadre : salaire 80.000-100.000 F suiv. expér.

Env. lettre manuscrite avec photo (qui sera retour-  
née) à B. P.M. du MAZET, 18-19, 75002 PARIS  
CEDEX 02 (Service n° 10) QUI TRANSMETTRA.

LE LOGEMENT FRANCAIS

Société Anonyme d'H.L.M.

- 25 000 logements en Ile de France et  
gestionnaire de ces logements -

Nous vous proposons le poste de

CHEF du BUREAU

Contentieux Locataires

dépendant de la Direction de la gestion.

Vous aurez la responsabilité complète de ce  
service (procédure, suivi des dossiers, position  
des comptes).

Le candidat doit avoir :

- 35 ans minimum

- une formation juridique supérieure (Ecole  
Nationale de Procédure)

- une connaissance des problèmes immobiliers  
est nécessaire

Un sens développé de l'organisation, une  
autorité naturelle sont les conditions essen-  
tielles pour réussir dans ce poste.

Adresser C.V. et prétentions LE LOGEMENT  
FRANCAIS 12 r. Paul Baudry 75008 Paris

## PRIME : LA CARRIÈRE EN INFORMATIQUE

Dans le cadre de notre expansion à  
Paris et en province (Lyon, Lille, Rouen,  
Tours), nous offrons les opportunités  
suivantes :

**Ingénieurs commerciaux**  
Ayant une bonne expérience du  
marché scientifique ou gestion.

**Ingénieurs support**  
Ayant acquis une bonne expérience  
dans les domaines suivants : applica-  
tions scientifiques, graphiques, des-  
sins automatiques, communications,  
bases de données, applications mar-  
keting, financières, gestion de tran-  
sactions.

**Ingénieurs et techniciens  
de maintenance**  
Ayant 3 ou 4 ans d'expérience sur  
systèmes à technologie avancée ou  
périphériques.

Si vous souhaitez, comme nous le  
souhaitons, discuter avec nous de ces  
opportunités et vous joindre à notre  
équipe pour embrasser la carrière  
de l'informatique, envoyez votre  
curriculum vitae à :

PRIME INFORMATIQUE

33, rue Fernand Forest

92150 SURESNES

## PRIME

### ingénieurs système

La Générale Informatique  
d'Exploitation

recherche pour le développement dans le  
secteur tertiaire d'importants projets in-  
formatiques utilisant des bases de données  
et du téléprocéssing,  
des INGÉNIEURS SYSTEME.

Le matériel actuellement installé se compose  
de :  
• DEUX 370/168 - AP 6000 K chacun,  
• UN 370/168 - UP 5000 K,  
• 600 terminaux téléprocéssing.

GIE

Envoyer C.V. sous réf. 2232,  
au Service du Personnel  
Tour Franklin, Cédex 11,  
92081 PARIS La Défense.

AMM

Technicien commercial

IBD

INSPEC COMMER

JURI

3M

MAJOR AUDITEURS

TELEPHON

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	32,82
IMMOBILIER	32,00	12,00
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	65,00	97,24

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**ingénieur technico-commercial**  
120/140 000 F

C'est un ingénieur électronicien ESE ou ESME par exemple, connaissant bien les marchés de l'aéronautique, des armées et de l'électronique professionnelle en général.

Dépendant du directeur de la division électronique, vous aurez à maintenir et à développer un chiffre d'affaires en établissant des contacts à niveau élevé auprès d'interlocuteurs connaissant bien ce domaine.

Il s'agit d'être à la fois un bon technicien et un excellent commercial parlant l'anglais couramment. Nous sommes, en effet, une multinationale américaine.

Nous serons heureux de vous rencontrer prochainement pour compléter cette annonce.

Merci d'envoyer votre CV à Michel Garnier sous référence 344, 3.

**INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE**  
28, av. de Messine  
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche

**ingénieur responsable fonction centrale process**

Au sein d'une équipe devra :

- assurer le développement et la promotion des fonctions mise au point et assurance qualité.
- étendre l'utilisation des techniques mathématiques appliquées à la fabrication, (statistiques, plans d'expérience, etc.)
- effectuer la liaison avec les services techniques aux USA.

2 à 5 ans d'expérience dans une fonction technique des industries para-chimiques. Anglaise lu et parlé indispensable.

Un complément de formation sera dispensé dans le cadre de notre organisation européenne.

Lieu de travail région parisienne.

Envoyer C.V., photo, prétentions sous n° 784-518 M, Régie Presse 55 bis, rue Réaumur 75002 PARIS.

**GÉNÉRALE BISCUIT**  
1<sup>er</sup> biscuitier européen, C.A. 3 milliards recherche :

**UN AUDITEUR INTERNE**

Ce candidat :

- diplômé d'une Ecole Supérieure de commerce ou D.E.C.S.
- ayant une réelle expérience d'au moins 2 ans dans un cabinet d'audit international ou dans le service audit interne d'un groupe international ;
- parlant couramment l'allemand ou le néerlandais.

sera chargé :

- de missions de contrôle dans les filiales du groupe, tant françaises qu'étrangères, et en particulier de participer d'une façon active aux travaux de consolidation.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et résum., à : GÉNÉRALE BISCUIT, 4-6, rue Edouard-Vaillant 91201 ATEUS-MONS.

**CENTRAL INFORMATIQUE S.A.**

Société de conseil et de services en informatique, partageant entre tous ses collaborateurs les profits de sa gestion, dans le cadre de son développement continu.

recherche pour le 5 Mars 1979 plusieurs jeunes

**INGENIEURS et UNIVERSITAIRES**  
DEBUTANTS - Physiciens, Chimistes ou Agrs  
Femmes ou Hommes

- Les postes à pourvoir impliquent des relations suivies avec les clients.
- Les six premiers mois sont consacrés à la formation à l'informatique et à nos méthodes.
- Les perspectives de carrière sont très ouvertes.

Envoyer lettre de candidature avec CV manuscrit et prétentions sous référence CI 379 à CENTRAL INFORMATIQUE S.A. A l'attention de Mlle Fuzet - 15/17 rue Ruyet 92300 LEVALLOIS PERRET

**CONTROLEUR DE GESTION PARIS**

Le groupement coopératif national des Laboratoires L (45 adhérents, 300 M.F. de chiffre d'affaires) crée le poste de contrôleur de gestion.

Sous l'autorité du Directeur Général et faisant partie du Comité de Direction, le titulaire de ce poste sera chargé de la gestion du groupement (élaboration des budgets, contrôle et analyse des écarts, supervision du service informatique et comptable). Il sera en liaison permanente avec les adhérents auprès desquels il jouera un rôle d'« audit » et de conseiller.

Agé de 35 ans minimum, le candidat aura une formation commerciale supérieure (E.S.C., option finance-comptabilité...) complétée par un perfectionnement type I.C.G. D.I.C.G. et une expérience acquise comme contrôleur de gestion — ou adjoint — d'un groupe de type chaîne. La connaissance du commerce de détail est indispensable.

Ec. av. C.V., photo, prêt, s/réc. 3449 à Ph. VINCHON, 61, avenue St-Jacques, 75014 PARIS. Discretion assurée.

**CORT**

**IMPORTANT GROUPE D'ETABLISSEMENTS FINANCIERS PARIS**

recherche pour réseau commercial

**JEUNES CADRES**  
diplômés Ecole supérieure de Commerce ou équivalent.

Pour postes :

**D'INSPECTEURS COMMERCIAUX**

Chargés de :

- L'animation commerciale dans le cadre des réseaux de ventes (domaine véhicules automobiles particuliers ou industriels).
- L'étude et suivi de dossiers de financement.
- La gestion d'agence Régionale.

Mobilité indispensable dans le temps à l'échelon métropolitain ainsi que possibilité d'évoluer vers d'autres responsabilités.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 51566 B à BLEU Publicité - 41, Avenue du Château 94300 VINCENNES - Q.T.

**5 CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE**

Au premier rang des S.S.C.I. françaises, nous recherchons 5 ingénieurs diplômés. Ils ont une expérience d'au moins six ans qui leur a donné l'occasion de conduire des projets importants. Au sein de nos agences, ils piloteront plusieurs chantiers (depuis la proposition jusqu'à la réception), dirigeront et encadreront nos équipes d'intervention. Des fonctions donc à la fois techniques et d'animation des hommes qui s'adressent à des informaticiens qui veulent continuer à évoluer en développant leur connaissance et leur potentiel personnel. Ecrire à Yves-Michel DUVAL - CAP SOGETI GESTION 20, rue Leclerc 75728 Paris cedex 15 - tél. 539.22.25

**CAP SOGETI GESTION**

**PS Conseil**

Une division d'un très important groupe industriel français, spécialisée dans la fabrication et la vente de matériel de haute technicité, recherche le ou les responsables de la

**PROMOTION DES VENTES**  
70.000 F

Ce cadre, en étroite liaison avec la Direction Commerciale et la fabrication, sera chargé : d'établir les arguments de vente à l'usage du réseau France et Etranger, les catalogues et notices publicitaires, de préparer les expositions et de gérer le budget Publicité. Ce poste conviendrait à un (e) candidat(e) diplômé(e) d'une école d'ingénieur et ayant une formation commerciale complémentaire, débutant(e) ou ayant acquis une ou deux années d'expérience à un poste similaire de promotion de produits industriels. Ce poste nécessite d'excellentes qualités de contact et de créativité. Une très bonne connaissance de la langue anglaise est impérative. Les réponses seront traitées confidentiellement par Ph. LESAGE.

Adresser C.V. sous référence A/203 M à : PS CONSEIL 8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16 TEL. 505-14-30

**Usines de Beauchamp (Val d'Oise)**

**chef de service maintenance ingénierie Ingénieur électromécanicien**

niveau ENSEM, ENSAM ou équivalent

Sera chargé de l'amélioration technique et de la maintenance des équipements de production, du bâtiment et des réseaux de distribution des fluides d'un secteur de l'établissement.

Une expérience de 5 ans environ en maintenance ou ingénierie d'usine est indispensable pour assurer les aspects techniques, financiers et d'encadrement du poste.

Envoyer C.V. + photo et prétentions au

**3M**

Service Recrutement 3M France Av. Boule - 92250 Beauchamp

Revue spécialisée dans le domaine de la réglementation routière et la législation des transports routiers recherche

**JURISTE**

**RESPONSABLE DE SON DEPARTEMENT JURIDIQUE**

Chargé d'études juridiques et des réponses aux abonnés, il travaillera en collaboration avec la rédaction et assurera l'information routière du réseau commercial.

Titulaire d'une licence de Droit minimum et agé d'au moins 40 ans, ce cadre doit avoir un goût pour la recherche à des capacités certaines de rédaction et de contacts humains.

Une expérience professionnelle de plusieurs années est requise, de préférence dans le domaine de la route et des transports.

Adresser lettre manuscrite C.V. et photo à la Prévention Routière dans l'Entreprise 55, rue Le Marois - 75016 PARIS.

**GROUPE INTERNATIONAL DE SERVICES**

recherche

**FISCALISTE**  
HOMME OU FEMME

sera le collaborateur direct du responsable du service fiscal.

- Formation universitaire E.N.I. et connaissances comptables approfondies.
- Expérience facilitée des affaires souhaitées.

Env. C.V., photo et prêt n° 17.704 sur enveloppe à 30, rue de l'Aréopage, PARIS-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

**SI2**  
SOCIETE GENERALE DE SERVICE ET DE GESTION

dans le cadre de la diversification de ses gammes de produits informatiques recherche

**UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL**

- Formation supérieure.
- Base technique : expérience systèmes, connaissances des langages...
- Expérience de la vente de logiciel.

Il sera chargé au sein de l'équipe commerciale du groupe SI2 de promouvoir et de vendre des produits logiciels proches du système.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite sous référence TC/MB à : SI2 12/14, Av. Vion Whitcomb, 75018 PARIS

Notre client, un Cabinet d'Audit membre d'un réseau mondial d'un des 8 grands cabinets internationaux recherche

**2 SENIOR AUDITEURS (réviseurs confirmés)**

Il est demandé, première expérience de 2 à 5 ans acquise dans un cabinet de révision comptable et une formation supérieure de type école de gestion ou universitaire, plus études en cours d'expertise comptable. Envoyer CV et prétentions à Michel Sayer - 6, avenue Marceau 75008 PARIS sous la référence 8121.

La plus grande discrétion dans l'examen de votre candidature vous est garantie.

**Henkel France**

filiale la plus importante du Groupe Henkel qui occupe une place prépondérante sur le marché des détergents et des produits de toilette en Europe, recherche :

1) pour sa Division "Cosmétiques"

**UN CHEF DE PRODUITS SENIOR** Réf. 43

Il assure la gestion de produits et, très rapidement, exerce des fonctions de Chef de Groupe. Il a une bonne connaissance des marchés des cosmétiques.

2) pour ses Divisions "Cosmétiques" et "Détergents" plusieurs

**JEUNES DIPLOMES**  
HEC, ESSEC, SUPDECO... Réf. 44

Débutants. Ils acquièrent une première expérience dans la vente des gammes de détergents et cosmétiques. Ils évoluent, après une période d'environ 8 mois, vers des responsabilités accrues au sein de l'équipe des ventes ou du marketing.

Ecrire en indiquant le n° de référence à M. JUAN - Directeur des Relations Humaines HENKEL FRANCE 42, avenue Raspail - 94250 GENTILLY

**IMPORTANT ENSEMBLIER AGRO INDUSTRIEL**

Spécialisé dans le stockage et la transformation du grain recherche pour son dépt. EXPORTATION

**un responsable**

Spécialiste de la vente d'unités industrielles clés en main.

Il sera chargé de la prospection commerciale, de la gestion et de l'exécution des contrats.

Langue anglaise exigée.

Langue espagnole souhaitée.

Age minimum 35 ans.

Adresser C.V. et prétentions à : SEQUIPAG 152, av. de Malakoff Paris 16ème

**SOCIETE FRANCAISE DES ASCENSEURS**

**KONE**

Groupe Industriel 2.000 personnes Dans le cadre de son développement recherche pour ses opérations de diversification

**ELECTRONICIENS**

**INGENIEURS et TECHNICIENS**  
Débutants ou quelques années d'expérience, dégages obligations militaires, connaissant l'anglais.

Adresser C.V., photo et prétentions à Ascenseurs KONE - Direction du Personnel - Tour Gan - Codex 13 92082 PARIS LA DEFENSE.

**TÉLÉCOMMUNICATIONS RADIOÉLECTRIQUES ET TÉLÉPHONIQUES**

recherche

**INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS**

Débutants ou ayant 1 à 2 ans d'expérience en laboratoire, pour études avancées.

- Traitement du signal
- Radiocommunications
- Pour ensembles logiques pouvant comporter des microprocesseurs.

Adresser C.V., prétentions et photo à T.E.T. & avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

**DOCTORAT BIOCHIMIE (ou chimie)**

Le Centre de Recherche d'un important Laboratoire Pharmaceutique propose à un DEBUTANT (E) de prendre rapidement la responsabilité d'un équipement de GC - MS.

Il est indispensable, pour être candidat, d'avoir acquis au cours de ses études une connaissance particulière des techniques de Spectrométrie de masse et d'analyses en Biologie.

De bonnes connaissances en anglais sont nécessaires.

Envoyer CV détaillé sous No 8068 à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

**IMPORTANT BUREAU D'ETUDES**

recrute

**INGÉNIEURS**

pour travaux bureau d'études, calculs en aéronautique (Ingénieurs, Mines, Centrale, A.M. ou équivalent).

Adresser curriculum vitae + photo à : RETEG 5, rue Geoffroy-Maria, 75009 PARIS TEL. : 534-87-00 - 534-54-20.

مكتبة الامم المتحدة

## ANNONCES CLASSES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,88
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,88
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

**offres d'emploi****demandes d'emploi**

**Brooke Bond Liebig France**

recherche pour son  
**DIRECTEUR GENERAL**

**secrétaire de direction**

Bilingue Français-Anglais  
ou  
Trilingue Français-Anglais-Allemand

- Formation supérieure souhaitée
- Expérience secrétariat de direction au niveau élevé
- Qualités de discrétion, d'initiative et d'organisation.

Rémunération élevée et  
avantages sociaux intéressants.

Envoyer C.V., photo et présentations  
à J.J. MEZZGER  
B.B.L.F. Tour d'Asnières

**GÉOLOGUE CONFIRMÉ**

Niveau Thèse 3<sup>e</sup> cycle LYON  
Stage géophysique (sismologie)  
Stage mécanique des sols

Cherche emploi correspondant - Livre de suite

Etranger indifférent -> Ecrire HAVAS n° 325  
95035 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE

---

**DIRECTEUR GÉNÉRAL FILIALE**

- 35 ans. Cadre supérieur.
- Directeur Général importante Filiale à l'étranger pendant 10 ans.
- Généraliste ayant grande pratique gestion internationale, négociations, affaires internationales, relations publiques
- Dynamique, bon sens, travailleur.

recherche

Poste à responsabilité dans importante Société  
ou Direction F.E.E.

Ecrire sous le n° 441 à : « Le Monde » Publications  
& routes des Italiens. - 75247 PARIS (9<sup>e</sup>).

**Débutez votre Carrière  
en Informatique**

dans une Société de Conseil, spécialiste des problèmes d'informatique de gestion. Vous y acquerirez une solide expérience grâce à la très grande variété de projets sur lesquels vous serez amenés à travailler.

Pour cela nous assurerons votre formation à nos méthodes et nous vous intégrerons dans des équipes entraînées.

Si vous êtes de

**Jeunes Ingénieurs**

**ETUDES ET PRODUCTIONS  
SCHLUMBERGER**  
recrute pour l'un de ses Départements  
d'Etudes Techniques de Recherche  
et d'Exploitation Pétrolières, une

**SECRETAIRE**

recherche

**MARIAGE**

avec

**BANQUE**

Désireux pourvoir sa expansion  
Ecrire HAVAS LYON 5319

HOMME, 38 ans

**INDICÉ**

débuteurs ou ayant une petite expérience, libérés du service militaire, désireux de commencer à travailler le 15 JANVIER et acceptant d'éventuels déplacements en Province.

Envoyer une lettre manuscrite, accompagnée d'un CV et d'une photo, sous référence 437 à :

**INFORMATIQUE ET ENTREPRISE**  
Conseil en Organisation et Informatique  
9, rue Alfred de Vigny - 75008 PARIS

Filiale d'un groupe financier recherche

**CONSEILIER GESTION PATRIMONIALE**

(BTS ou niveau équivalent), elle a acquis une expérience professionnelle de quelques années et maîtrise parfaitement la langue anglaise, par exemple grâce à un séjour aux U.S.A. Elle assurera le bon fonctionnement administratif du Département. Ses fonctions concerneront également :

- le suivi des plannings administratifs et techniques des ingénieurs;
- la préparation et l'organisation de leurs déplacements;
- la dactylographie de rapports techniques (en français et en anglais);

La taille et l'importance de l'entreprise ouvrent des perspectives d'évolution.

## ET JURIDIQUES

Filiale multinationale - 500 personnes membre du comité de Direction dépendant directement du P.-D.G. - Formation droit privé - Gestion recherche situation similaire ou secrétariat général dans P.M.E., P.M.I. siège Paris ou proche banlieue. Accepte déplacements fréquents.

Adresser propositions à Jacques BREDEL,  
5 rue Gustave-Zédé, 75016 PARIS,  
tél. après 20 heures au 527-15-61.

● Formation supérieure économique ou bancaire.  
● Expérience subaltée de quelques années de la clientèle privée dans un établissement financier.

Adresser C.V., photo et prétentions à n° 6.074, COFAP - 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui tr.

---

Recherchons

## MARKETING MANAGER

pour fonctions niveau européen  
domaine cardiologie.

Nous sommes un fabricant américain ayant réseau  
de distribution très important.

Ecrire en joignant un CV et une photo,  
sous réf. 7855, à :

**ETUDES ET PRODUCTIONS  
SCHLUMBERGER**

26, rue de la Cavée	Schlumberger	92142 CLAMART
------------------------	--------------	------------------

**ORGANISME NATIONAL  
PROFESSIONS LIBERALES  
15<sup>e</sup> arrdt. - cherche**

**EDITEUR ALLEMAND  
cherche pour son bureau  
publicité des Pays  
ALLEMAGNE**

**SECRÉTAIRE DE DIRECTEUR**

[illegible]

**Envoyer curric. vitae à GAMIDA S.A.,**  
38, bd du Montparnasse, 75006 PARIS.

---

**LA CHAMBRE DE COMMERCE**  
**ET D'INDUSTRIE**  
**DE CORREIL**  
**ET DE L'ESSONNE**

recrute :

**Pour Service AMENAGEMENT**  
**D'URBANISME :**

**SCADRE**

---

**Recherche pour**  
**REGION PARIS**

**INGENIEURS**  
**SUP. AERO**

**INGENIEURS**  
**ARTS ET METIERS**  
**MECANIQUE**

orthographe  
Organisée et dynamique  
5 ans d'exp. minimum  
Tél. pour rdv-vs : 325-54-02

**représent.  
offre**

**CENTRE**  
Sté de diffusion (Organ Raff)  
recherche V.R.P.  
b. int. p. pers. 18-25 ans  
Rh.-Alp. Brest, Lyon, N-E, S-E

**enseignem.**

**APPRENDRE  
L'AMERICAIN**  
à  
**L'AMERICAN CENTER**  
251, bd Raspail, 14<sup>e</sup> 63-40  
Cours de conversation  
inscriptions immédiates

Ecr. n° 442 « Le Monde » Pub.  
 3, r. des Italiens, 75222 Paris-6.  
 J. H. 28 a. animal. art. graph.  
 ch. emploi stable, Héruvit,  
 Valenciennes, 59100.  
 Ecr. n° 443 « Le Monde » Pub.  
 3, r. des Italiens, 75222 Paris-6.  
 J. H. 28 a. ingénieur indus-  
 triel, 30 ans, ch. emploi stable  
 toutes solutions envisagées.  
 Ecr. n° 444 « Le Monde » Pub.  
 3, r. des Italiens, 75222 Paris-6.  
 Médecin, 55 ans, cherche place  
 dans laboratoire pharmaceut.  
 Paris ou région parisienne.  
 Ecr. n° 445 « Le Monde » Pub.  
 3, r. des Italiens, 75222 Paris-6.  
 Ingénieur Organisations  
 49 ans, ch. emploi stable ou  
 entreprise

nanciers pour opérations d'aménagement :  
 2. Ingénieurs :  
 - Création de petits centres commerciaux.  
 - Création de programmes immobiliers.

Pour l'ASSISTANCE A UX  
 COMMERCANTS INDÉPENDANTS :  
 • COLLABORATEUR

ayant une connaissance commerciale, juridique et fiscale.  
 • COLLABORATEUR  
 AUX ENTREPRISES  
 ET COURS DE GESTION

langage FORTRAN P/L  
 spécialistes temps réel  
 mathématiques  
 ANALYSE SYSTEMES

**INGÉNIEURS II**  
 en mécanique des fluides  
 hydraulique pneumatique.

**INGÉNIEURS I ou II**  
**ELECTRONICIENS**

INSA Télécom, en français  
 avec connaissance dialogues  
 et programmation en langage  
 t é m e s : numériques, logique

Envoyer C.V. sous pli n° 31  
 à l'INSA, 75 rue de la République, 42023 Saint-Etienne cedex 03.

**capitaux ou  
proposit.com.**

Agence matrimoniale offrant des prestations de qualité recherche personnes ayant bureau et téléphone pour recevoir les clients. Situation intéressante. - Ecrire avec C.V. sous référence 6133 MI à Menninger, 1, rue d'Hautefeuille, 75010 Paris, qui transmettra.

**Laboratoire produits beauté, NIGLA**  
Anglais, allemand, espagnol, japonais, russe, vietnamien, chinois, japonais, Corée, Thaïlande.  
60011 Nice Cedex réf. n° 6017.

**Investisseur sérieux cherche**

**perdu-trouvé**

Perdre le 16 déc. vers 18h 30, 1 rue S. Servais, Colmar, portefeuille, 10000 F. Récompense 1000 F. Non Myrtille, Récomp. 383-38

**et  
leçons**

**FISHER SCHOOL OF ENGLISH**  
Anglais, allemand, espagnol, japonais, russe, vietnamien, chinois, japonais, Corée, Thaïlande.  
12 rue Barbès, 91210 Montesson  
01 69 20 00 00

em. anglais bachelier Nord ou  
 Paris 12, 1970, 1971, 1972, 1973,  
 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979,  
 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985,  
 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991,  
 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997,  
 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003,  
 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009,  
 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015,  
 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021,  
 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027,  
 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033,  
 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039,  
 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045,  
 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051,  
 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057,  
 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063,  
 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069,  
 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075,  
 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081,  
 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087,  
 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093,  
 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099,  
 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105,  
 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111,  
 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117,  
 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123,  
 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129,  
 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135,  
 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141,  
 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147,  
 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153,  
 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159,  
 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165,  
 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171,  
 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177,  
 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183,  
 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189,  
 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195,  
 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201,  
 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207,  
 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213,  
 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219,  
 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225,  
 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231,  
 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237,  
 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243,  
 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249,  
 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255,  
 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261,  
 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267,  
 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273,  
 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279,  
 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285,  
 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291,  
 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297,  
 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303,  
 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309,  
 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315,  
 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321,  
 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327,  
 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333,  
 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339,  
 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345,  
 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351,  
 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357,  
 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363,  
 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369,  
 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375,  
 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381,  
 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387,  
 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393,  
 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399,  
 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405,  
 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411,  
 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417,  
 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423,  
 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429,  
 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435,  
 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441,  
 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447,  
 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453,  
 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459,  
 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465,  
 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471,  
 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477,  
 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483,  
 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489,  
 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495,  
 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501,  
 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507,  
 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513,  
 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519,  
 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525,  
 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531,  
 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537,  
 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543,  
 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549,  
 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555,  
 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561,  
 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567,  
 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573,  
 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579,  
 2580,

**● UNE ATTACHE**  
Les candidats devront :  
- habiter en région Île-de-France,  
- posséder d'un véhicule personnel.  
Adressez C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions au :

**SECRETARIAT GENERAL  
12, quai Bourgeois  
9100 CORBEIL-ESSONNES**

(Il sera répondu à chaque demande.)

Emplois de l'artisanat, du plein air et des loisirs ; dent, un doc. distributeur de la presse FRANCE-ANIMATION 67, rue de la République, 92000 NANTERRE  
Cabinet. Relations Publiques recherche

**UNE ASSISTANTE**  
Occasionnel de préférence une information universitaire, 3 et années d'expérience R.P. et relations avec la presse. Lire rapidement.

Env. C.V., photo, lettre manuscrite et salaire souhaitée sous pli fermé à :

**AGENTS TECHNIQUE ELECTRON. AUTOMATIQUE**  
recruteurs

**ING. MAINTENANCE ELECTRONIQUE**  
MATER. TELS TECHNOLOGIE

Escr. P. T. 910 212 M. R-Pres 82 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Ses Accessoires Automobiles Parts p. rech. pour son service Contrôle de gestion

**ASSISTANT DE SERVICE ADMINISTRATIF**  
Formation BTS ou AEGS Ayant quelques années d'expérience dans le secteur d'activités alternance souhaité Env. C.V.+photo et prétentions à : S.E.S. 10, rue Lavoisier 17, rue Lueel, 94000 Vincennes

C.E., rech. employé COMPT. DACTYLO à mi-temps

**AGENCE DELTA (PNAIM),**  
**30 Avenue Molière,**  
**06000 ANTIBES (Cote d'Azur).**

Import-gratuite belle et intér.  
 per. import. 15 articles  
 Hobby, Do-it-Yourself, nouve.  
 outillage, etc. Remarque av. prix et  
 d. échange. 11, rue de la  
 76, r. de Merode, 1000 Bruxelles.

**autos-vente**

R 5 blanche, juin 78, 9.500  
 Int. simli. Dispo. stat., 17.500  
 Tel. 052-44-04 à partir 10 h.

**occasions**

**BIJOUX OCCASIONS**  
 Grand choix exceptionnel  
 Vente-Echange. **PERRON**  
 42, rue de la République  
 37, av. Victor-Hugo. Etoile

**divers**

**LANCIA**  
**AUTOBIANCHI**  
 13 Ex. Beldames - 16'  
 QU'EST-CE QUE L'ON  
 ACHÈTE ?  
**\$ 24.50 30.**

**EN SOLD mouquette et**  
**revêtements muraux 1er et**  
**2<sup>e</sup> choix, 100.000 m2 en stock.**  
 Tel. : 055-65-66

**104 - 504 - 604**  
**78 et 79 - Pour rou**  
 Auto Paris 2V - 35-40-45  
 Rue Desnoyette, Paris

Nous prions les lecteurs répondant aux  
**ANNONCES DOMICILIAIRES** de vouloir  
 bien indiquer suffisamment l'adresse pour que  
 le service de l'annonce ne soit pas interrompu  
 au cas où l'annonceur ne pourrait pas être  
 contacté. L'annonceur ne sera pas tenu  
 de répondre à la demande de renseignements  
 de l'annonceur. L'annonceur ne sera pas tenu  
 de répondre à la demande de renseignements  
 de l'annonceur.

**EMPLOI**

**LA CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI** publie le **GUIDE COMPLET (22 ans)** Extraits de sommaires :

- Exemples, erreurs à éviter
- La graphologie et ses problèmes
- Le métier d'ouvrier
- Métier d'astre : avec des exemples
- Les bas
- Les métiers les plus demandés
- Informations, Ex. Cl. 72
- 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852,

**mobilier**

...and the

tives, des transferts de compétences au profit des communes, du statut des élus locaux, de la fonction publique communale, de la coopération entre les collectivités locales et de la démocratie des communes. Sur ce dernier point, l'institution d'une procédure de référendum communal était prévue.

tions accessoires des fonctionnaires de l'Etat, essentiellement celles des ingénieurs des ponts et chaussées et des ingénieurs du génie rural.

## L'affaire du Larzac

Les « Larzac » ont-ils marché pour rien ? La question est posée après les déclarations de M. Paul Bernard, préfet de l'Aveyron, annonçant, lundi 18 décembre, aux conseillers généraux « que tous les arrêtés de cessibilité sur la totalité des communes concernées par l'extension du camp militaire du Larzac ont été pris ». Ce qui veut dire que l'Etat devient virtuellement propriétaire des terrains visés par l'extension du camp. La procédure d'expropriation ne saurait donc tarder.

Après avoir « déploré » cette décision, les conseillers généraux de l'Aveyron, dans une motion votée à l'unanimité, ont réaffirmé « leur solidarité avec les agriculteurs du Larzac ».

M. Bernard a donné l'assurance que la dizaine de propriétaires concernés par l'extension du camp seraient reclassés, par les soins de la SAFALT.

**appartements vente**

مَكْرَامَتِ الْأَهْلِ

## RÉGIONS

### Record de sécheresse à l'automne L'ISÈRE MANQUERA-T-ELLE D'EAU POTABLE ?

De notre correspondant

Grenoble. — Le département de l'Isère a battu pendant l'automne 1978 un record : avec 6 mm de pluie en novembre, la pluviométrie est la plus faible enregistrée depuis 1845 à Grenoble. Du 19 octobre au 24 novembre, on a dénombré trente-sept journées consécutives sans précipitation mesurable.

Si le « déficit pluviométrique » ne semble pas mettre en péril l'alimentation en eau de l'agglomération grenobloise — elle dispose d'une nappe souterraine très importante — la situation est, en revanche, qualifiée de « très sérieuse » par les maires des communes du plateau du Vercors situées au-dessus de 900 mètres d'altitude et par les responsables de plusieurs stations de sports d'hiver de l'Isère et des Savoies.

De très nombreuses sources et rivières qui assuraient l'alimentation en eau potable des petites communes de montagne sont tarées. Le bras « redoux » qui a régné au début de décembre, faisant fondre la mince couche de neige, n'aura donné qu'un court répit. Des difficultés d'approvisionnement risquent d'apparaître à très brève échéance, notamment dans plusieurs stations de ski. Ainsi, aux Deux-Alpes, on a installé en toute hâte un système provisoire de pompes et de tuyaux non enterrés qui redescendra l'eau captée dans des nappes souterraines situées à plus de 2 000 mètres

d'altitude, au pied du glacier du Jaurin.

A Villard-de-Lans, dans l'Isère, le réseau desservant la commune ne donnait plus une goutte d'eau à la fin de novembre, l'alimentation étant assurée par une station de pompage qui ne servait habituellement que pendant les périodes de forte affluence dans la station.

Cette situation n'est pas propre au seul plateau du Vercors. Aux Gets, en Haute-Savoie, on affirme que « l'hiver ne se passera pas sans problèmes », la sécheresse d'automne étant beaucoup plus dangereuse que la sécheresse de printemps sur le plan des ressources en eau potable.

Les services du groupement régional de production hydraulique E.D.F. de la Savoie, estiment que la situation est « assez tendue » et « pourrait être critique si l'hiver était rigoureux ». Certes, les barrages E.D.F. se sont bien remplis à la fin du printemps et pendant l'été. Mais depuis septembre, ils ont été délestés d'une partie de leur eau pour permettre le fonctionnement des centrales au fil de l'eau, le débit de certaines rivières étant tombé à un niveau extrêmement bas en raison de la sécheresse. Actuellement, les barrages savoyards sont remplis à 60 %, ce qui correspond à un niveau habituellement atteint au début du mois de janvier.

CLAUDE FRANCILLON.

### Coup d'envoi pour le plan du Sud-Ouest

C'est le 5 juillet dernier que le président de la République, rentrant d'un voyage en Espagne, a demandé au gouvernement d'élaborer un plan de développement de dix ans pour les régions du Sud-Ouest (Midi-Pyrénées, Lan-

doc-Roussillon, Aquitaine), dans la perspective de l'entrée prochaine de l'Espagne dans la C.E.E.

M. Tony Rocha, préfet de la région Midi-Pyrénées, a été chargé de coordonner les travaux d'un groupe interminis-

teriel. Ce groupe, dont le secrétariat est assuré par la DATAR, se réunit pour la première fois ce mardi 19 décembre. A cette occasion, M. Henri Grenet, maire de Bayonne, nous dit quelles chances nouvelles s'ouvrent, selon lui, pour l'Aquitaine.

#### POINT DE VUE

### L'AQUITAINE ET LE DÉFI EUROPÉEN

par HENRI GRENET (\*)

L'ESPAGNE est dans une phase de mutation profonde dont il convient de prendre la mesure. Un vaste effort de modernisation est engagé depuis plus de dix ans qui a permis à ce pays d'obtenir des résultats appréciables en matière de production industrielle et agricole. Un des indicateurs de ces progrès est l'amélioration de la couverture de sa balance commerciale avec la C.E.E. et, plus particulièrement, l'excédent commercial constaté depuis 1976 dans ses échanges avec la France.

Il est certain que ces résultats peuvent être considérés comme artificiels, en partie, puisque dépendant d'un accord douanier préférentiel signé en 1970 entre l'Espagne et la C.E.E. Cet accord, au fur et à mesure du développement économique espagnol, est devenu de moins en moins supportable.

#### Anticipons

Il est aujourd'hui peu probable qu'une renégociation de cet accord soit envisagée au moment où le processus d'adhésion à la C.E.E. est engagé. Cependant, il paraît possible que, secteur par secteur, entreprises par entreprises dans certains cas, il puisse être établie une liste des protections sectorielles. Lors du dernier comité de coopération industrielle franco-espagnol, récemment réuni à

Bordeaux, les délégués espagnols ont paru donner un accord à cette démarche.

En fait, il ne faut pas perdre de vue l'immense effort d'adaptation que devra faire l'Espagne dans les années qui viennent. L'augmentation des salaires, le rapprochement des structures sociales, la disparition des barrières douanières, créeront pour ce pays s'ouvrant à l'industrie européenne des conditions de concurrence très contraignantes. C'est la reconstruction d'un pays avec, en plus, les difficultés que comporte la prise en considération des particularismes régionaux.

A partir du moment où le type d'organisation confédérale est choisi comme mode de construction de l'Europe, la possibilité d'élargissement de son espace devient logique. Il est probable qu'une C.E.E. à douze fonctionnera plus difficilement qu'une C.E.E. à neuf. Mais elle constituera un pôle économique plus puissant qui pesera davantage dans les diplomatie mondiales.

Sur le plan culturel, l'apport de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal dans la recherche, non pas d'une nouvelle force, mais d'une nouvelle voie qui est la mission de l'Europe, ne peut être que largement positif. Enfin, l'élargissement de la C.E.E., en modifiant son axe d'équilibre territorial, affirme l'importance de la

vocation méditerranéenne de l'Europe et ne peut que renforcer certains liens avec l'Afrique. Il constitue, en outre, par l'intermédiaire de l'Espagne et du Portugal, une première ouverture vers l'Amérique latine.

Quelles sont, dans cette perspective, les chances de l'Aquitaine ? Lorsque, à la même date, s'achèvera la réalisation des grands axes autoroutiers de désenclavement et s'ouvrira à nos frontières un marché de quarante millions d'habitants, on peut envisager véritablement une nouvelle dimension de développement économique pour notre région.

Afin de parvenir à une juste appréciation des risques et des chances que représente pour la région Aquitaine l'élargissement de la C.E.E., l'Etablissement public régional (E.P.R.) d'Aquitaine a constitué en son sein une commission spéciale dont je suis le rapporteur.

Cette commission, s'appuyant sur la réflexion de quinze groupes de travail sectoriels, élabore une série de propositions afin de faciliter l'adaptation de l'économie régionale à la perspective de l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. Au prochain budget de l'Etablissement public régional, un financement sera prévu pour permettre la réalisation de quelques propositions, et cette participation s'échelonnara durant tout le temps nécessaire jusqu'à la libre ouverture des frontières.

Il va de soi que cette démarche s'intègre parfaitement dans la réflexion déjà engagée pour l'établissement du plan décennal de développement du Grand Sud-Ouest. Mais rien ne se fera tout seul. Tout sera à conquérir. Notre proximité géographique ne sera un atout que si nous anticipons sur les autres régions de France et d'Europe qui seront présentes au rendez-vous de l'Espagne.

D'ores et déjà, nous proposerons la création d'une agence régionale d'appui à l'exportation des P.M.E. et des P.M.I. vers la péninsule ibérique destinée à mettre à la disposition de tous les industriels régionaux l'aide nécessaire pour mieux connaître et réussir leur implantation sur le marché espagnol.

Nous travaillons aussi avec la chambre de commerce de Bayonne à la création d'un Centre international de commerce de Bayonne-Anglet-Malognon, destiné à fixer dans notre région les activités de transit des marchandises par voie routière ou ferroviaire entre l'Espagne et l'Europe.

Nous ignorons pas les risques et les difficultés que créera l'élargissement de la C.E.E. et les inquiétudes manifestées récemment par la Commission de Bruxelles dans l'avis transmis le 29 novembre aux gouvernements membres doivent être largement prises en compte.

Les difficultés à prévoir pour les industries de main-d'œuvre de notre région, en particulier celle de la chaussure, sont réelles. Il conviendra dans les années qui viennent de leur faciliter des changements de structures ou des reconversions.

#### Les risques agricoles

Mais les risques les plus importants signalés en priorité sont ceux de l'agriculture. Si la production céréalière de maïs, les productions de lait et de bois peuvent trouver des débouchés vers l'Espagne, il est certain que l'ouverture de la frontière mettra en grande difficulté, dans les conditions actuelles, les productions fruitières, légumières, viticole et aussi les industries agro-alimentaires de conserves de fruits et légumes.

Il s'agit déjà d'une situation d'équilibre instable et qui sera aggravée. Elle doit être reconnue par les instances communales. Celles-ci ont facilité l'engagement de programmes d'équipement et de restructuration importants dans le Mezzogiorno italien et plus récemment dans la région de Languedoc-Roussillon. Il est indispensable que l'Aquitaine bénéficie, elle aussi, des aides financières de la C.E.E. avec participation du FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garanties agricoles), section orientation.

De telles mesures, facilitant le renforcement des structures de production et de commercialisation en faveur de l'Aquitaine, doivent être décidées par la C.E.E. d'une nature et d'une ampleur comparables avant toute décision d'élargissement.

Cette réorientation des politiques d'aide régionale est déjà amorcée en France avec le plan « renouveau Aquitaine » et l'engagement du plan décennal de développement du Grand Sud-Ouest ; nous le répétons, elle doit être aussi au plan européen.

Dès que ces conditions nouvelles auront été acquiescées, nous saurons faire le reste, c'est-à-dire l'essentiel, afin que l'élargissement de la C.E.E. soit à l'origine d'un nouveau développement économique de notre région.

(\*) Maire de Bayonne (modéré favorable à la majorité), conseiller régional d'Aquitaine.

#### BIBLIOGRAPHIE

##### Marée noire : des Bretons témoignent

A peine les conséquences les plus visibles de la marée noire de l'Amoco- Cadiz se sont-elles estompées que voici déjà la marée blanche : celle des livres que cette catastrophe écologique ne va pas manquer de provoquer.

Cinq mois à peine après le « printemps noir », François de Beaulieu et une équipe de Bretons qui ont vécu l'événement sur les plages racontent presque heure par heure ce qu'ils ont vu. Titre inspiré du cinéma d'épouvante : *Les Dents du progrès : la marée noire*.

Préfacé par Jean Carlier, journaliste à R.T.L. et ardent promoteur des thèmes écologiques, l'ouvrage vaut par son caractère de témoignage, sa vivacité de ton et sa facilité de lecture.

Car les réactions de l'administration, du pouvoir politique, des mass media et de la population sont bien esquissées. Ce qui permet à l'auteur de formuler au moins une conclusion : « Nous n'avons pas un coupable à pendre au grand mât, mais des responsables clairement identifiables. Les compagnies pétrolières, du transport et de remorquage ont causé la catastrophe avec le profit pour mobile. Le gouvernement français porte la responsabilité de l'absence de tout moyen de prévention sérieuse contre pour mobile la politique du court terme et de la rentabilité électorale immédiate. Les citoyens des pays développés portent la responsabilité de ce type de catastrophe étonnamment liée — une demande irraisonnée d'énergie abondante et à bon marché. Seuls des remèdes portant sur ces trois niveaux — Etat, entreprises, citoyens — assureront une prévention efficace. »

\* Les Dents du progrès : la marée noire, par François de Beaulieu, Ed. du Siroc, 182 p., 36 F.

##### Midi-Pyrénées et la C.E.E.

Quelles sont les chances et les handicaps de la région Midi-Pyrénées, qui se situe dans le peloton de queue des régions de la C.E.E., face aux perspectives d'élargissement du Marché commun ? Tel est le thème de l'ouvrage intitulé « Midi-Pyrénées et le Marché commun », réalisé par le centre de documentation et de recherches européennes de l'université des sciences sociales de Toulouse, qui vient d'être publié.

\* Université des sciences sociales de Toulouse, place Anatole-France, 31070 Toulouse Cedex. Prix : 20 F + 5 F de frais de port.

#### CORRESPONDANCE

##### Nîmes et son hôtel de ville

Après la publication, dans le Monde du 13 décembre, d'un article sur la construction, d'un hôtel de ville face à la Maison Carrée, nous avons reçu de M. Jacques Joubert, de Nîmes, la lettre suivante :

Je crains que vous n'ayiez eu un aspect plus important à nos yeux que l'aspect esthétique : la population de Nîmes a besoin de services municipaux.

Le parti socialiste unifié, par l'intermédiaire de ses conseillers municipaux, a proposé, en vain, hélas jusqu'à maintenant, de construire des services décentralisés mettant l'administration municipale à la proximité des lieux d'habitation, créant autour d'eux des lieux d'animation culturelle et associative.

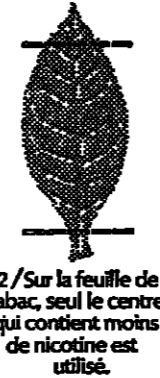
Les économies réalisées en évitant les investissements énormes dans le centre ville (limites urbaines posées par le site, aggravation des problèmes de circulation, d'où construction de très coûteux parkings souterrains) permettraient un meilleur emploi de l'argent des contribuables.

### LEGÈRE EN NICOTINE ET GOUDRONS. CORSE EN GOUT ET EN ARÔME.

R6 est composée d'une sélection de tabacs blonds choisis pour leur très faible taux en nicotine et goudrons. Ces tabacs ont été enrichis de l'arôme de tabacs plus corsés. C'est le transfert d'arôme qui donne à la R6 tout son goût.



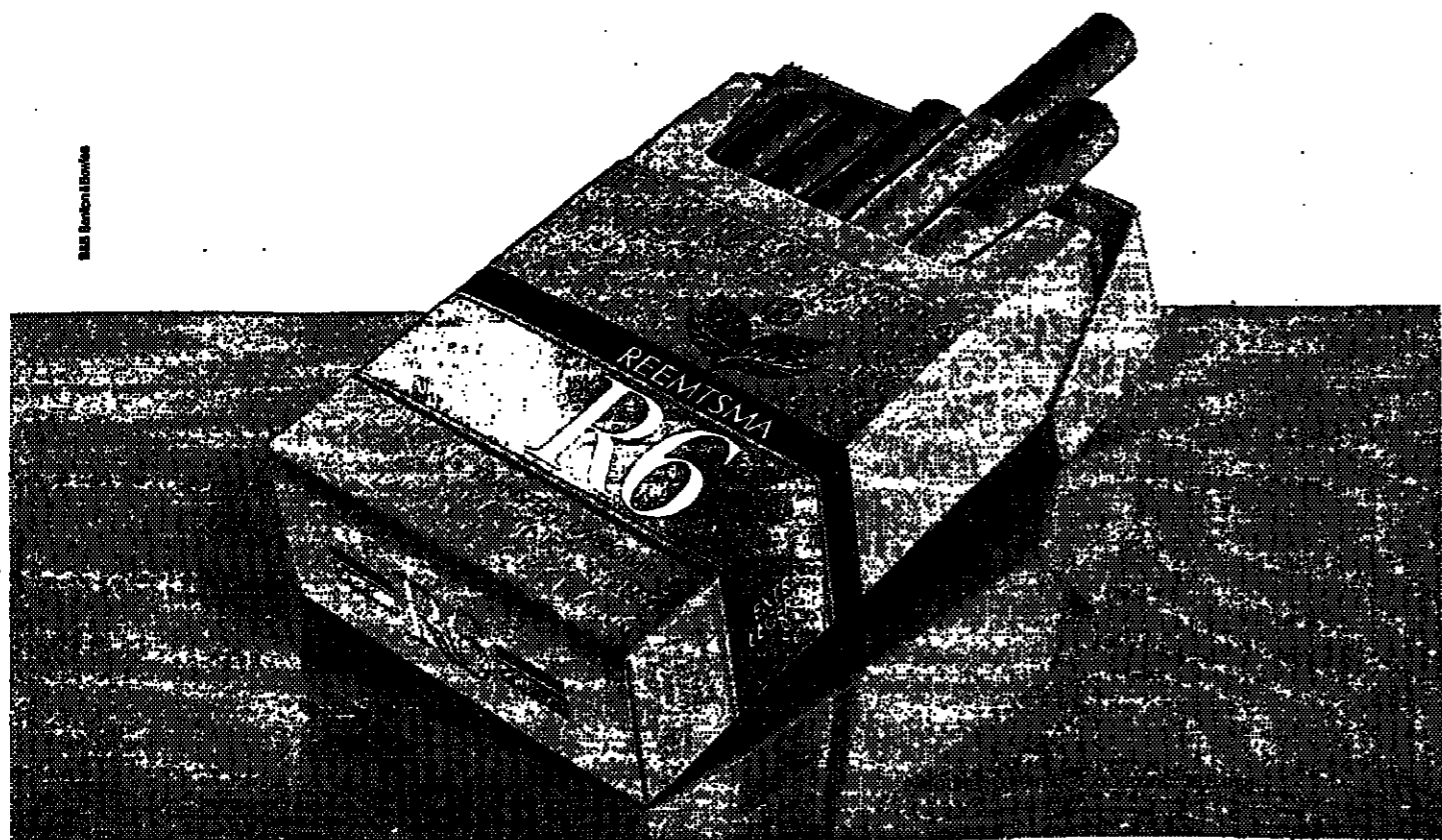
1/Sur un plant de tabac, seules les feuilles basses sont utilisées, celles qui contiennent le moins de nicotine.



2/Sur la feuille de tabac, seul le centre qui contient moins de nicotine est utilisé.



3/Transfert d'arôme : procédé exclusif à R6 pour transférer l'arôme de tabacs corsés aux tabacs légers.



MARCHÉ COMMUN

**Le taux d'entrée du franc dans le S.M.E. sera le cours constaté le 29 décembre**

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le taux d'entrée du franc français dans le système monétaire européen, qui sera le cours constaté le 29 décembre, a été fixé par le conseil des ministres des Neuf lundi 18 décembre. Le conseil a décidé que le taux d'entrée du franc sera le cours constaté le 29 décembre, à l'issue de la séance de travail du conseil des ministres des Neuf, qui s'est tenue à Bruxelles.

Le ministre a souligné que la résolution du conseil européen avait trait à la création du S.M.E. consistait en tout aux éléments indispensables et que la France considérait par conséquent comme tout à fait essentiel que l'engagement de rétablir progressivement l'unité des prix agricoles et donc de supprimer les montants compensatoires monétaires (M.C.M.) se concrétise rapi-

dement par l'adoption du calendrier. Ce rappel a été appuyé par la majorité des délégations. Selon M. Monory, les Allemands, pour qui le retour à la norme sera le plus pénible puisqu'il impliquera une baisse relative de leurs prix agricoles, ont eux aussi réagi de façon positive. Seuls les Anglais se seraient montrés très réservés, ce qui, a ajouté le ministre de l'économie et des finances, est moins grave puisque pour l'instant ils ne participent pas pleinement au S.M.E.

Les Neuf ont également délibéré du prix auquel il conviendrait de comptabiliser l'or mis par les États membres à la disposition du F.E.C.M. (Fonds européen de coopération monétaire) pour obtenir des écus. Le comité des gouverneurs des banques centrales était parvenu de la faire à un prix égal à 75 % du cours du marché. M. Monory n'était pas très favorable à cette formule car, expliqua-t-il, il n'est de l'intérêt de personne d'affaiblir le rôle de l'or dans le système. Néanmoins, une large majorité d'États membres étant partisans de ce niveau de 75 %, il semble vraisemblable qu'il sera pour de même retenu par les gouverneurs de banques centrales. — Ph. L.

Les négociations commerciales

(Suite de la première page.)

De l'autre côté les États-Unis ont des comportements comme des alliés objectifs de la position française en renouant à faire le moindre geste supplémentaire en matière tarifaire.

La pause ainsi obtenue donne une première satisfaction à la France, puisque la notion de délai obligatoire disparaît. Il reste à voir si la Commission n'a pas choisi délibérément de lâcher du lest sur cet aspect « calendrier » pour améliorer le climat entre les Neuf et ensuite pouvoir terminer, sans heurts, avec un « paquet » très voisin de celui se trouvant actuellement sur la table.

M. Deniau ne le croit pas : « La dédramatisation sur la forme s'accompagne de progrès sur le fond », a-t-il expliqué, à Bruxelles. Le ministre du commerce extérieur a déclaré que la Commission, du moins face aux Américains, a déjà marqué quel-

ques points appréciables : les États-Unis se sont notamment engagés à supprimer l'« américain selling price » qui gêne les exportations européennes de produits chimiques et à introduire dans leur législation anti-subvention la notion de préjudice (à l'avenir les droits compensatoires ne pourront être appliqués que si les producteurs américains prouvent qu'ils ont subi un préjudice grave).

Les États-Unis semblent enfin, selon lui, prêts à appliquer GATT comme les autres. Cependant M. Deniau considère que le projet d'accord actuellement existant doit encore être amendé. Il a fait à cet égard trois observations :

1) Les propositions sur le plan tarifaire demeurent déséquilibrées. La Communauté n'a pas atteint son principal objectif qui est l'harmonisation des tarifs existants, c'est-à-dire l'écarternement des droits de douane américains les plus élevés.

2) Sur le plan agricole, singulièrement dans le domaine des subventions à l'exportation, la France estime que la Communauté adopte une attitude prudente : « Personne n'a envie de déclencher une guerre commerciale », a souligné M. Deniau, mais, cela dit, il ne doit pas y avoir de contrôle international, de mise en tutelle de la politique agricole commune. La France voudrait que le projet de texte soit rendu plus sévère.

3) Il est prévu pour l'instant que l'application des réductions de droits de douane qui seront finalement décidées s'échelonnent sur huit ans : « On ne peut pas s'engager sur une période aussi longue », a déclaré le ministre français, qui demande que la période soit coupée en deux et qu'un bout de quatre ans la situation du commerce international soit approuvée avant de décider, à l'unanimité, s'il est opportun de continuer.

Le changement de ton qui vient de se produire pourrait bien annoncer cette fois que l'on approche vraiment d'une phase finale de pourparlers généraux. Les États-Unis vont être maintenant d'autant plus désireux d'atteindre cette conclusion qu'ils ne peuvent pas se permettre de ne pas parvenir à un accord qui ne leur vaudrait pas que ce résultat risque d'être compromis par une remise en cause générale des N.C.M.

Toutefois les ultimes ajustements ne peuvent s'opérer que dans un climat de détente et de discrétion : personnes à ce stade ne peut donner l'impression à son opinion publique de « lâcher ». Il reste que ces derniers ajustements peuvent encore être l'occasion d'une coulée de négociations ardues. En bonne logique, leur principal effet, auquel personne d'ailleurs, et en tout cas pas les Français, ne voudrait renoncer, sera de rétablir les résultats effectifs des N.C.M.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Le conflit budgétaire européen

LE CONSEIL DES MINISTRES DES « NEUF » SE DONNE LE TEMPS DE CHERCHER UN COMPROMIS

Bruxelles (Communautés européennes). — C'est une réplique à la décision du conseil des ministres des Neuf, qui vient d'adresser à l'Assemblée de la Communauté européenne (le Monde du 16 décembre).

On sait que l'Assemblée considère comme adopté le budget de la Communauté pour 1979, y compris un de ses amendements qui porte de 620 millions d'unités de compte à 1.100 millions d'unités de compte (1) les crédits à affecter l'an prochain au Fonds régional. Cet amendement n'a pas été rejeté par le conseil, puisqu'il ne s'y est pas dérangé la majorité qualifiée nécessaire. C'est le point que retiennent les parlementaires. Il ne peut toutefois être considéré comme adopté, car l'accroissement massif des crédits qu'il implique dépasse largement la « marge de manœuvre » reconnue au Parlement européen. C'est là la thèse du conseil.

Le conseil a décidé, lundi 18 décembre, d'envoyer une lettre au Parlement, où il explique que la décision d'adopter le budget a été prise « en dehors du cadre du traité » (de Rome), c'est-à-dire, si les mots ont un sens, de manière illégale. Le conseil se réserve le droit de tirer, en janvier, les conséquences juridiques et politiques de la décision de l'Assemblée. Selon lui, la procédure budgétaire n'est pas d'accord entre l'Assemblée et le conseil sur le taux d'accroissement maximum des dépenses par amendement parlementaire.

Le conseil, dans le cas où les parlementaires le souhaiteraient, se déclare prêt à discuter, donc à rechercher un compromis qui mettrait fin au litige. Conscience pratique de cette position : le conseil, le 1<sup>er</sup> janvier 1979, n'empêchera pas la Commission européenne (laquelle, pour sa part, manifeste surtout le souci de ne pas se mêler à ce conflit) d'exécuter provisoirement le budget. La balle est maintenant du côté de l'Assemblée. — Ph. L.

(1) Une unité de compte = 6 750 avirons.

APRÈS LA HAUSSE DU PÉTROLE BRUT

DÉGENCE

Après le président Carter et le secrétaire à l'énergie, M. Schlesinger, c'est le porte-parole du département d'État qui, le 18 décembre, a prononcé le mot d'ordre : la débauche de l'augmentation progressive des prix du pétrole en 1979. Nous espérons, ajoutait le communiqué, que les pays de l'OPEP reconsidéreront leur décision au moment de la prochaine étape du programme de hausse à une époque où la situation du marché mondial de l'énergie se sera modifiée.

Ces multiples déclarations marquent la volonté des États-Unis, pense-t-on à Washington, d'amener les pays exportateurs à ne pas appliquer entièrement les augmentations de prix.

L'OPEP, d'ores et déjà, répond. Le nouveau secrétaire général de l'Organisation, M. René Ortiz, s'est étonné de « critiques injustifiées ». Et le cheikh Yamani a bien précisé que « sans accident majeur dans l'économie mondiale, l'OPEP ne reviendrait pas sur sa décision ».

Il y a quelque indécence aux déclarations américaines. Nul ne peut nier que les revenus pétro-

liers des treize pays membres ont diminué ces deux dernières années, même si le montant exact de cette perte est discuté. Or ces pays, qui regroupent trois cent trente millions d'habitants, ont besoin de cette source presque unique de revenus pour financer leurs plans de développement. De plus, la ponction pétrolière sur l'économie mondiale n'est pas immuable. En 1977, elle ne représentait que 7,3 % du P.N.B. américain, même pas 50 % du P.N.B. italien.

La protestation américaine serait sans doute mieux venue si, d'une part, l'aide américaine au tiers-monde n'était pas tombée, cette année, à son plus bas niveau et si, d'autre part, les États-Unis avaient réellement tenté de limiter leur gaspillage d'énergie. A qui Washington doit-il s'en prendre si les importations américaines de pétrole brut passent, en 1979, de 8 à 9 millions de barils par jour ?

En affirmant que l'économie française « pourrait absorber » la nouvelle hausse, M. Barre, au moins, fait preuve de dignité. B. D.

AGRICULTURE

RÉUNIS A VASSY

**Vingt mille agriculteurs ont durement contesté les pouvoirs publics et les syndicats « officiels »**

De notre correspondant

Vassy. — Pour qui, pourquoi quinze mille à vingt mille paysans se sont-ils retrouvés lundi à Vassy ? Eux-mêmes ont dû se poser cette question. Nombreux étaient ceux qui ne savaient pas leur déception d'avoir fait un si long voyage (l'Ouest certes, mais aussi le Midi atlantique et méditerranéen, le Nord, l'Est, et le Centre de la France étaient représentés) pour entendre que quelques discours des responsables agricoles rabâchant une analyse de la situation dix fois entendue : l'élevage est malade des montants compensatoires ; des revendications ont été mises en avant ; les pouvoirs publics ne doivent pas laisser mourir les éleveurs français.

Certes, les organismes « officiels » du monde paysan (F.N.S.E.A., C.N.J.A., Fédération nationale porcine, Fédération nationale bovine, Fédération nationale des producteurs de lait) ont pu prouver aux ministres réunis ce même jour à Bruxelles leur capacité de mobilisation. Mais les fédérations dissidentes et le Comité de coordination et de l'élevage de l'Ouest ont clairement montré leur désaccord avec ce type de rassemblement.

Les cris de « Pontivy ! », « les Bretons au micro ! », ou encore « Assez de cinéma ! » n'eurent pas grand mal à couvrir un mauvais pastiche de la fable présidentielle et les prestations du

« cheik Méhaignerie », symbole du ministre « brasseur de pétrole agricole ». Un seul point sembla faire l'unanimité : « A Vassy ce n'est pas une fable que prononce le président de la République mais un conte de fées destiné à nous endormir ».

Les huées, les sifflements, les hurlements de « vendus » couraient les deux côtés des deux orateurs accusés d'être des faiseurs de M. Debatisse : M. Marcel Daunay, un Breton pourtant, mais secrétaire général de la Fédération nationale des producteurs de lait, et M. François Guillaume, secrétaire général de la F.N.S.E.A. Certes, « les contestataires » n'étaient pas les plus nombreux, mais les autres les laissent s'exprimer, seule la tribune tentant de réagir. M. Guillaume ont même droit à une véritable conduite de Grenoble à la fin de la manifestation : conspu, bouillonné, manquant de recevoir des cadavres de porcelains, il ne dut qu'à une fuite en voiture de ne pas être contrainct de suivre un groupe de Bretons qui voulaient l'emmener visiter un élevage de porcs.

A l'heure des comptes il apparaît que la F.N.S.E.A. hésitera avant de renouer une telle aventure. M. Debatisse, son président, absent de ce rassemblement, ne pourra oublier que sa politique de concertation avec les pouvoirs publics est durement critiquée par la base. Sur plusieurs banderoles il était assailli par Barre et à Giscard, « les bradeurs de l'agriculture française ». Et d'autres lui conseillaient vivement « de reprendre sa fourche ». En revanche, Vassy respire. Le rassemblement s'est déroulé sans aucun incident dans la localité.

THIERRY BREHIER.

PRIX

**LES DÉTAILLANTS RETROUVERONT LA LIBERTÉ DE LEURS MARGES S'ILS SIGNENT DES ACCORDS DE CONCURRENCE**

Les prix des services du secteur privé (coiffeurs, blanchisseurs) resteront en 1979 sous le contrôle de l'administration. Des accords de modération devront être conclus entre l'Etat et les professions. Tel est le sens des décisions annoncées lundi 18 décembre par M. Monory aux membres du Comité national des prix.

Pour le commerce de détail, le régime du blocage des marges en valeur relative est maintenu. Mais M. Monory a annoncé que le retour à la liberté serait possible à la condition que les commerçants s'engagent vis-à-vis de l'Etat à supprimer un certain nombre de pratiques anciennes restreignant la concurrence et cela sous forme d'accord de concurrence. Enfin, le commerce de gros non alimentaire est libéré.

L'ensemble du dispositif annoncé par M. Monory semble avoir pour but de permettre au ministre de l'économie de décider des assouplissements si l'évolution des prix et de la conjoncture le permet en 1979.

ÉNERGIE

FORTE BAISSE DU DOLLAR CHUTE DE WALL STREET ET HAUSSE DE L'OR

Comme il fallait s'y attendre, la hausse du brut décidée à Abou Dhabi a provoqué une baisse générale du dollar sur tous les marchés des changes. Les opérateurs estiment que cette hausse, plus importante que les Américains ne l'avaient prévue, va gêner la politique de lutte contre l'inflation menée par le président Carter et compromettre le rétablissement de la balance commerciale des États-Unis en renchérissant le coût des importations de pétrole.

Très vite lundi 18 décembre, le repli de la devise américaine s'est poursuivi mardi à une cadence plus modérée, mais en deux jours la chute a été sévère : le cours du dollar est ainsi ramené à 1.853 DM contre 1.8850 DM à Francfort, à 192,50 yens contre 195,75 yens à Tokyo et à 4.355 F contre 4.350 F à Paris (et 4.45 F huit jours auparavant). Les banques centrales sont intervenues massivement pour freiner la baisse, leurs achats ayant été évalués à plusieurs centaines de millions de dollars.

Wall Street, les décisions de l'OPEP ont causé une forte chute des cours. L'indice Dow Jones perdant près de 18 points (2,2 %). La baisse, les opérateurs craignent l'impact de ces décisions sur le niveau des prix intérieurs et ont effectué des ventes massives. Sur le marché de l'or, par un mouvement de balancier très logique, les cours de l'once, déjà en hausse la semaine précédente, ont accentué leur remontée, passant de 207 dollars vendredi soir à 212,90 dollars lundi, pour s'élever au-dessus de 217 dollars mardi.

Aux États-Unis

**LE GOUVERNEMENT S'OPPOSE A UN PROJET D'IMPORTATION DE GAZ NATUREL ALGÉRIEN**

Le département américain de l'énergie a rejeté, lundi 18 décembre, un projet de la compagnie Tenneco qui se proposait d'importer, à compter de 1985 et pendant vingt ans, 10 milliards de mètres cubes de gaz naturel algérien par an. Les autorités américaines ont justifié leur décision en arguant du fait que de telles importations n'étaient pas nécessaires.

Les Algériens, par l'intermédiaire de la société nationale SONATRACH ont négocié de nombreux projets d'exportation de gaz (G.N.L.) avec des firmes américaines. Trois ont abouti à des accords. Deux de ces accords sont en cours d'exécution. Ils concernent la société Districgas qui, à compter de 1978, enlèvera 1,2 milliard de m³ de G.N.L. et la firme El Paso qui a partir de la même époque importera 10 milliards de m³ de G.N.L. par an pendant vingt-cinq ans.

Le troisième contrat signé avec la société Panhandle, prévoit l'achat de 4,5 milliards de m³ par an, pendant vingt ans à compter de 1980.

Deux autres contrats étaient en cours de négociation avec Tenneco, il vient d'être rejeté par l'administration et El Paso. La décision des autorités américaines amènera sans doute le gouvernement algérien à accélérer les négociations en cours avec plusieurs pays européens dont la France.

**LA FRANCE EST EN MESURE D'ABSORBER LA HAUSSE DES PRIX PÉTROLIERS, affirme M. Barre**

« Je me dirai pas que je me réjouis de la hausse du prix du pétrole car cette hausse est sensible », a déclaré, le 18 décembre, M. Barre, à la sortie de l'Élysée, « mais néanmoins cette hausse est graduelle et nous pourrions l'absorber mieux que si elle avait été brutale ».

Cette année, a poursuivi le premier ministre, l'excédent de la balance commerciale a été de 3 milliards de francs. Il faut donc en trouver trois autres. Je crois que l'économie française est en mesure de surmonter ces difficultés car nous avons progressé sur la voie de l'industrialisation économique.

« Une bonne tenue de la monnaie, un effort plus important en faveur de l'exportation et la modération des coûts de production et des prix » apparaissent à M. Barre les trois conditions pour surmonter cette nouvelle hausse.

L'Agence Tass, de son côté, se réjouit, dans un commentaire, de la décision de l'OPEP d'augmenter les prix pétroliers, « de cette mesure de rétorsion tout à fait légitime face à la situation prévalant dans l'économie du monde capitaliste ».

« Ces décisions ont montré, ajoute l'agence soviétique de presse, que le renforcement de l'unité des États nouvellement indépendants est une manière sûre de s'opposer à leur exploitation financière et économique par l'Ouest. »

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ max + min	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
\$ E.-U. ...	4,8550 4,8250	- 180 - 155	- 370 - 330	- 1180 - 1000
\$ S.W. ...	2,5540 2,5220	- 130 - 105	- 270 - 230	- 825 - 725
Yen (100) ...	2,1770 2,1390	+ 100 + 130	+ 125 + 150	+ 400 + 475
DM ...	2,2850 2,2970	+ 40 + 65	+ 90 + 125	+ 380 + 355
Franc ...	2,1150 2,1340	- 100 - 120	- 200 - 220	- 650 - 680
F.R. (100) ...	14,4000 14,5500	- 450 - 380	- 840 - 680	- 2050 - 1580
F.S. ...	2,5540 2,5220	+ 135 + 160	+ 270 + 300	+ 890 + 860
£ (1 000) ...	5,8800 5,8100	- 380 - 350	- 760 - 680	- 2220 - 1910
£ ...	5,8750 5,8250	- 450 - 430	- 880 - 900	- 2850 - 2720

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM .....	3 1/4	3 3/8	3 1/2	4	3 3/4	4 1/4	3 7/8	4 1/8
F. S. C. ....	10 1/4	10 1/2	10 3/4	11 1/8	11 1/4	11 1/2	11 3/4	12 1/4
Florin .....	9 3/4	10 1/4	9 1/4	10	9 3/4	10 1/4	8 7/8	9 3/8
F. S. (180) ..		8 1/2	9	9 1/2	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/8
F. S. ....	- 1/4	+ 1/4	+ 1/4	+ 1/4	- 1/4	+ 1/4	+ 1/4	1/4
F. S. (1000) ..							15	15 1/8
Fr. ....	11 1/4	11 3/4	12 1/4	12 3/4	12 3/4	13 1/8	13 3/4	14
Fr. franc. ....	6 1/4	6 3/4	8 3/4	9 1/4	8 3/4	9 1/4	9 1/4	9 3/4

      Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire  
des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de cotation par une grande  
banque de la place.

صكنا من الاصل

### Location de voitures avec chauffeur

Paris-Provence  
Toutes voitures équipées de téléphone  
Service jour et nuit  
Tél. : 391-81-08  
Forfait à la journée

### Renting cars with driver

Paris-Provence  
Every car equipped with telephone  
Service : day and night  
Tél. : 391-81-08  
Daily flat rate

### Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux (S.N.E.D.E.)

23, RUE JAWAHER LEL NEHRU - MONFLEURY - TUNIS  
Alimentation en eau potable de Tunis et du Cap Bon

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Transport et mise en œuvre de conduites (lot n° 2)

La Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux lance un appel d'offres international pour le transport et la mise en œuvre de 11.000 m de conduites en béton précontraint ou en fonte ductile de diamètre compris entre 600 et 1.600 mm.

Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre d'un projet financé par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (B.I.R.D.).

Les entreprises qualifiées des pays membres de la B.I.R.D. et de la SUISSE qui désirent participer à cet appel d'offres peuvent se procurer le dossier d'appel d'offres auprès de la S.N.E.D.E. (Service Marchés) contre paiement de la somme de CENT CINQUANTE (150) DINARS TUNISIENS.

Les offres devront parvenir à la S.N.E.D.E. sous pli recommandés avec accusé de réception ou être remises contre reçu au plus tard le 2 mars 1979 à 10 heures, au 23, RUE JAWAHER-LEL-NEHRU - MONFLEURY - TUNIS.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures.

## AFFAIRES

### UN LIVRE BLANC DE LA C.F.D.T.

### Les heures noires du textile français

Les ménages français, l'an passé, ont dépensé 80 milliards de francs pour des articles de textile. Soit, pour la même période, le double de ce qu'ils ont déboursé pour leurs achats d'automobile. L'habillement, le cuir et le textile ont, en 1977, exporté pour 19 milliards de francs, soit autant que le montant des ventes à l'étranger de voitures de tourisme. Ce qui a laissé un gain net en devises de 1 milliard de francs.

C'est avec ces arguments incitifs que M. Claude Vernot, secrétaire général d'Esculap, la fédération de l'habillement, du cuir et du textile, présente le Livre blanc sur le Maintien du textile qui vient de publier la C.F.D.T. A l'aide de chiffres extraits des statistiques les plus officielles, cette plaquette réfute un certain nombre d'assertions selon lesquelles le marasme du textile serait dû à la fatalité.

Peut-on invoquer celle-ci quand la Laine de Cambrai licencie deux cents personnes de son secteur « chaussettes » pour, dans le même temps, exporter ce produit de Corée du Sud ? Est-ce la fatalité quand la société Rosy, dans le Nord, réduit ses effectifs de trois cents personnes et fait fabriquer, au même moment, ses sous-traitants en Corée ? Est-ce pour aider le tiers-monde que les industries du textile, du cuir et de l'habillement s'implantent au Sénégal, en Haute-Volta ou dans quelque autre pays en voie de développement ?

Beaucoup plus prosaïquement, répond le leader d'Esculap, c'est parce que le personnel coûte moins cher dans ces pays et que les profits y sont exorbitants d'impôts pendant cinq ans : parce que des prêts très avantageux y sont consentis et que l'usine y est amortie en cinq années. Faut-il, enfin, cette entreprise peut plier bagages et aller dans le pays d'à côté renouveler l'opération ?

La disparition des huit cent mille emplois dans le textile entraînerait dans d'autres secteurs des pertes d'emplois, en aval et en amont, notamment dans le tertiaire et dans les services publics. Un emploi supprimé dans le textile, c'est deux emplois de moins ailleurs, estime Esculap. Que faire pour empêcher l'hécatombe ? « S'organiser », répondent les militants C.F.D.T. Sans leur action, les portes se seraient définitivement fermées aux Tanneries d'Annemasse, à la CIP, chez Desombre, chez Deffrennes, chez Montefibre, etc. Esculap réclame le contrôle des fonds publics et des investissements à l'étranger, celui de la taxe parafiscale, qui doit permettre de réviser la situation sociale des travailleurs de ces branches. Enfin, pour obtenir les aides de l'Etat permettant les investissements nécessaires, il faut, pour la C.F.D.T., que les régions et les collectivités locales engagent leur responsabilité, « sous le contrôle des travailleurs, en vue du plein emploi ».

Les dépenses qu'entraîne la « politique du chômage », conclut le Livre blanc syndical, pourraient permettre de créer des emplois. Le textile et ses annexes peuvent et doivent vivre en France. Il faut donc négocier et « contraindre l'Etat et le patronat, les multinationales à cesser le braçage larvaire et technologique » qui, selon la C.F.D.T., tout un pan de l'économie à un « énorme gaspillage ».

### MODELAGE SUR BOIS - MAQUETTES MENUISERIE SUR MESURE le bois

universel  
6, rue Boulou - 92 700 Colombes  
Téléphone : 782-40-69

### BILLET

### Les « guichets uniques » de renseignements pour créateurs d'entreprises

### Vertueuse indignation

Une atmosphère de crise régnait récemment dans un grand salon de l'hôtel Maurice. Tout le « gratin » des professions juridiques était là : greffiers des tribunaux de commerce, huissiers de justice, notaires, avocats, bâtonniers, conseils juridiques, rassemblés autour d'une table richement dressée, s'indignant de concert. Mouti : le projet dit de « lieu unique », qui devrait confier aux seules chambres de commerce et d'industrie le soin de centraliser toutes les formalités administratives nécessaires à la création d'une entreprise. Décidé par le gouvernement en février dernier, dans le cadre du programme des simplifications administratives, ce projet a reçu un début d'application à Blois, où une expérience pilote est tentée depuis l'automne.

A côté des professionnels de l'imbroglio juridico-administratif s'étaient rangés deux représentants des petites et moyennes entreprises et M. Rocca, directeur des affaires civiles et du Sceau. On attendait un débat, ce fut un concert unanime et véhément. Rivalisant d'éloquence, les orateurs s'acharnèrent à mettre en pièces un projet jugé non seulement « inefficace » — en fait de simplification, il « rajoute un intermédiaire à des circuits déjà compliqués » — et « allongera les délais » — mais aussi à plusieurs titres « dangereux ».

M. Pettiti, bâtonnier du barreau de Paris, ne craignit pas d'évoquer le spectre du « plan Safari », qui visait la « mise en carte totale des citoyens » et que « certains techniciens se sont mis en tête de ressusciter en utilisant le guichet unique ».

Citant même le film *Docteur 91*, il souligna, véhément, le danger de voir certains fonctionnaires « s'emparer de la vie de l'entreprise et de la vie privée de ses membres ».

Plus prosaïques, mais non moins virulents, les porte-parole de la confédération des P.M.E. parlèrent du « piège » tendu aux créateurs d'entreprises, à qui on « cachera » en simplifiant les formalités, « les difficultés qu'ils rencontreront par la suite dans leurs rapports avec l'administration ».

Rappelant au passage que ce projet « facilitera surtout la tâche de la direction des Impôts et de la Sécurité sociale », ils émettent des doutes sur la solidité des conseils

donnés par les guichetiers des chambres de commerce, universellement qualifiés, par le directeur de la Gazette du palais, de fonctionnaires « irresponsables et incompétents ».

Le directeur des affaires civiles au ministère de la Justice, loin de paraître embarrassé de ce déluge de critiques, réchérit. La chancellerie, opposée dès l'origine au choix des chambres de commerce pour tenir ce fameux guichet, a été « placée devant un choix du premier ministre », dit-il, reconnaissant de surcroît que « la manière dont est traité le problème peut donner quelque inquiétude ».

Ce projet, d'apparence anodin, ne semblait pourtant induire « ni excès d'honneur ni cette indignité ». L'idée de concentrer en un lieu unique l'ensemble des formalités qui jusqu'ici contraignaient les malheureux entrepreneurs à de multiples démarches auprès d'administrations parfois rivales paraissait séduisante. Quelques « bavures » lors de son application — notamment le fait que les administrations concernées ne sont pas encore parvenues à se mettre d'accord sur un questionnaire unique — justifiaient-elles cette débâche d'indignation ?

Il est vrai que, dans cette affaire, bon nombre d'avocats, quelques notaires et surtout les sociétés spécialisées dans les démarches administratives, risquent de voir leur échapper quelques clients. Que les greffiers (1) redoutent de voir transférer aux chambres de commerce la tenue du registre du commerce — serait-ce à cause des « bakchichs versés aux greffiers », évoqués par l'un des orateurs emporté par l'émotion ? Vrai, enfin que la Confédération des P.M.E. craint de voir nombre de ses adhérents se détourner de ses propres « guichets » de conseils juridiques au profit des chambres de commerce et d'industrie.

« Nous ne défendons pas des intérêts privilégiés, mais la cause de l'économie libérale et des libertés », assuraient les professionnels. Vertueuse indignation.

VERONIQUE MAURUS.  
(1) Consultés lors de l'élaboration du projet, les greffiers avaient d'ailleurs donné leur accord, à condition que le regroupement des formalités ait lieu « aux greffes des tribunaux de commerce ».

### LOGEMENT

### 400 MILLIONS DE FRANCS POUR L'AMÉLIORATION DU PATRIMOINE LOGATIF H.L.M.

Douze pour cent des sommes collectées au titre du « 1 % logement » pour les entreprises (en fait, 0,90 % du montant des salaires) seront désormais consacrées à l'amélioration du patrimoine locatif H.L.M. Un accord en ce sens vient d'être conclu entre l'Union nationale des H.L.M. et l'Union nationale interprofessionnelle du logement, qui fédère le plus grand nombre des organismes collecteurs du 1 %.

Cette contribution à l'amélioration de l'ancien parc H.L.M. représente en 1978 environ 400 millions de francs, soit plus que les crédits inscrits à cette fin dans la loi de finances pour 1979 (339 millions de francs), précise le communiqué commun des deux unions nationales.

Concrètement, les offices et les sociétés anonymes H.L.M. se concerteront au niveau local avec les comités interprofessionnels du logement (C.I.L.) et les chambres de commerce et d'industrie, en présence de représentants du patronat et des syndicats de salariés, pour retenir les programmes de travaux à entreprendre.

### Joël PICARD

CONSEILLER DE DIRECTION

Gestion de personnel - Formation - Recrutement

RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT

100.000 F

+ intéressement

MARSEILLE - AIX. — Une société française de notoriété, implantée en région Provence - Côte d'Azur, réalisant des programmes de maisons individuelles importantes, recherche, dans le cadre de son expansion, un responsable du développement. Sous l'autorité du directeur de région, il aura une double mission. D'abord trouver des terrains par des contacts permanents avec les prospecteurs et les représentants communaux et une analyse des documents cadastraux, P.O.S. et autres. Ensuite aboutir à une négociation avec les propriétaires afin que de nouveaux programmes puissent être développés. Cette fonction pourra évoluer vers un poste englobant la gestion du contenu de produits et le montage financier des opérations. Le candidat aura une formation commerciale ou juridique solide et devra attester d'une maîtrise de ses problèmes par une expérience de plusieurs années. Un fin négociateur, ayant le goût du contact et capable d'aller à l'essentiel, réussira dans ce poste. A la rémunération de 100 000 F s'ajoutera un intéressement substantiel directement lié au résultat. Larges perspectives.

Réf. : 66

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Adresser curriculum vitae en rappelant la référence à :

Joël PICARD - 67, avenue Maréchal-Foch, 69006 LYON - Tél. (78) 89-44-66.

# PARIS-KANO

## A PARTIR DU 6 JANVIER

### OUVERTURE D'UN VOL HEBDOMADAIRE

# UTA

Compagnie Aérienne Française

AFRIQUE

KANO

Océan

INDOCHINE

## UTA. 4 VOLS PAR SEMAINE SUR LE NIGERIA

## SOCIAL

### LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE

#### Les élus du Nord-Pas-de-Calais sont divisés sur la manière de «riposter»

De notre correspondant

Lille. — La réunion extraordinaire du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, le 18 décembre à Lille, a résumé et amplifié les protestations qui montent des deux départements depuis l'annonce des licenciements massifs dans la sidérurgie du Valenciennois et du Boulonnais. Tout ce qui a été dit à la tribune par les élus socialistes et communistes — assemblée — avait déjà été maintes fois proclamé la semaine dernière.

On a à nouveau mis en cause la politique du gouvernement et sa carence depuis que la région a proposé son propre plan en 1976 : l'action des sociétés multinationales, l'Europe aussi. C'est sur ce point, comme il était prévisible, que les communistes et les socialistes se sont séparés, ce qui n'a pas permis de clore le débat sur une seule motion.

Le texte proposé et voté par les seuls socialistes, qui forment le groupe le plus important, a donc été adopté. Il reprend les thèmes que M. Pierre Mauroy, président socialiste du conseil régional, a développés dans sa lettre au président de la République (le Monde du 19 décembre) et demandant un plan d'urgence «immédiatement applicable».

Les communistes, par la voix de M. Gustave Ansart, membre du bureau politique et député du Valenciennois, réclament quant à eux une «table ronde» réunissant élus, syndicats et pouvoirs publics avant tout licenciement, une commission parlementaire d'enquête sur la véritable situation de

la sidérurgie et le contrôle public des fonds publics. M. Ansart a dénoncé vigoureusement le plan Davignon (du nom du commissaire de Bruxelles), qui est, selon lui, une opération de liquidation de la sidérurgie française.

«On ne peut pas prétendre défendre notre région sans condamner et rejeter les décisions de Bruxelles», a-t-il dit, ce qui, évidemment, s'adressait aux socialistes. Mais ces derniers ont réaffirmé leur conviction qu'il n'y a pas de solution à la crise de la sidérurgie au seul plan national et qu'il convient de construire «l'Europe des travailleurs».

M. Maurice Paraf, préfet de région, a souligné que la convention sociale qui doit être négociée avec les syndicats atténuera les effets de la restructuration et qu'elle permettra de nombreux recasements individuels.

Les orateurs R.P.R. et C.D.S., notamment M. Roger Poudonson, sénateur du Pas-de-Calais, ont déploré la «stratégie» de la presse et de nombreux responsables politiques de gauche. Leur motion propose une démarche pressante auprès de la nouvelle direction de la société Dainor afin de maintenir le maximum d'activité sidérurgique dans la région, et surtout l'élaboration par le gouvernement en concertation avec les instances régionales d'un plan global d'adaptation de l'industrie du Nord-Pas-de-Calais, notamment par un effort en faveur des P.M.I.

GEORGE SUEUR.

### Longwy «ville morte»

Toute l'activité de Longwy (Meurthe-et-Moselle), localité de 20 000 habitants située dans le pays haut-lorrain, était arrêtée, ce mardi 19 décembre, pour protester contre les suppressions d'emplois annoncées par la sidérurgie Usinor-Chiers-Châtillon.

A l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C., S.N.S.S. et S.N.I., la cité lorraine a été pour vingt-quatre heures, l'objet d'une opération «ville morte» : tous les commerces, y compris les salles de cinéma, étaient fer-

més et le traditionnel marché du mardi n'avait pas lieu. Le ramassage scolaire ne fonctionnait pas, les enfants ne pouvaient se rendre en classe.

Dans l'après-midi, la population de Longwy était invitée à se rassembler dans le centre-ville, où les délégués syndicaux et les élus locaux devaient prendre la parole pour dénoncer le plan de restructuration de la sidérurgie qui touche, dans un premier temps, à Longwy, 1 850 ouvriers à l'usine de la Chiers et 5 500 à celle d'Usinor.

#### Manifestations dans le Valenciennois

Une journée intitulée «Valenciennes en lutte» doit avoir lieu mercredi 20 décembre dans le chef-lieu d'arrondissement du Nord, également pour protester contre les licenciements prévus dans les entreprises sidérurgiques de la région. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C., C.P.T.C. et F.E.N. ont appelé tous les salariés à cesser le travail mercredi après-midi et à manifester, à 18 heures, dans les rues de Valenciennes.

D'autre part, les travailleurs d'Usinor, qui doivent de nouveau se réunir mercredi pour décider de la continuation ou non de la grève déclenchée depuis vendredi

dernier, poursuivent l'occupation des services centraux d'Usinor à Trith-Saint-Léger (Nord). La section C.G.T. de l'entreprise a adressé une lettre au premier ministre pour lui demander de «sauver la fonte et l'acier à l'avenir», et les ingénieurs, cadres ont publié un communiqué réclamant «la suspension des mesures annoncées, la mise en place immédiate d'une commission d'enquête parlementaire et l'élaboration d'un véritable plan industriel de restructuration de la sidérurgie et de reconversion des régions concernées, lié à la mise sur pied d'un calendrier plus humanitaire».

### La C.F.D.T. : la création d'une «cinquième» équipe n'entraînerait pour le patronat qu'une majoration de 1,75 % de la masse salariale

«Le comportement du gouvernement est un scandale économique, social et politique», a déclaré récemment M. Jacques Chérèque, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie C.F.D.T., devant la presse. Lors d'une récente entrevue concernant la crise de la sidérurgie, le directeur du cabinet du ministre de l'Industrie a dit aux syndicalistes : «On s'occupe de vous», mais toutes les mesures sont décidées en dehors d'eux.

L'aggravation du chômage, dit M. Chérèque, menace la construction navale et, à brève échéance, les télécommunications comme la sidérurgie. Dans ce secteur, vingt et un mille emplois ont été supprimés depuis 1975 et le total sera de cinquante mille d'ici à 1980.

La C.F.D.T. a annoncé qu'elle allait mobiliser les travailleurs sur la réduction de la durée du travail à trente-cinq heures par semaine (ce qui est aussi le but de la grève entamée depuis la fin novembre par les sidérurgistes ouest-allemands) et sur la création d'une cinquième équipe dans les services continus. Cette dernière mesure, estime la C.F.D.T.,

permettrait de sauver dix mille emplois et son coût serait peu élevé si on mesure toutes les incidences économiques.

L'horaire effectif actuel moyen est de trente-neuf heures et demi et le prix de cinquante-cinq heures serait fortement diminué par la réduction des accidents du travail (débours de l'assurance-maladie, rentes, recettes perdues et production) et celle de l'absentéisme. On économiserait les indemnités de licenciements, qui ont été d'environ 45 000 francs par personne. Compte tenu des allocations versées aux chômeurs, de la perte de leurs cotisations aux régimes de protection sociale et de diverses autres incidences économiques, la «cinquième équipe» entraînerait qu'une majoration de la masse salariale de 3,5 %, estime la C.F.D.T. Et, si on obtient l'aide de la C.E.C.A., ce chiffre serait ramené à 1,75 %.

Les métallurgistes organisent le 15 décembre une journée de «sensibilisation» pour réclamer une conférence quadripartite sur la construction navale réunissant les représentants de la C.E.E., du gouvernement, des patrons et des syndicats.

et qui arrivent à échéance l'an prochain. Quant à l'organisation F.O., elle souhaite une adaptation des procédures «au contexte économique et social et au chômage dans les bassins d'emploi» position proche de celle du C.N.P.F. La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles s'oppose, pour sa part, à tout retrait de carte des travailleurs étrangers employés dans l'agriculture.

### LA JOURNÉE D'ACTION DE LA C.G.T.

#### Perturbations prévisibles dans les services des P.T.T., E.G.F. et S.N.C.F.

La journée nationale d'action que la C.G.T. seule a décidé d'organiser, le 21 décembre, sera marquée par de nombreuses manifestations à Paris et en province et aussi par des arrêts de travail d'ampleur. Des grèves de vingt-quatre heures sont annoncées par la C.G.T. chez les travailleurs de l'E.G.F. dans la construction, les services de santé et des P.T.T., dans la fonction publique, les arsenaux et le livre «sans non parution de la presse quotidienne». A la S.N.C.F., la Fédération des cheminot-célestes a déposé un préavis de grève, le 21 décembre, de 0 à 24 heures. Les arrêts de travail pourront être de durée variable selon les réseaux. A l'E.G.F., les célestes appellent à «arrêt de travail minimum de

deux heures avec baisse de production d'électricité de 5 à 11 heures».

Du côté C.F.D.T., des conseils de débrayage ont été données dans la construction (de quelques heures et non pas de vingt-quatre heures, comme le Monde du 19 décembre l'a indiqué), dans les services parisiens des P.T.T. Dans les départements, plusieurs unions C.F.D.T. ont décidé de se joindre à la C.G.T. : c'est le cas dans sept départements sur huit de la région Rhône-Alpes, en Loire-Atlantique et Maine-et-Loire. La F.E.N. s'est également associée à la C.G.T. dans le Rhône, la Sarthe, le Cher, la Haute-Vienne, la Haute-Loire, l'Anjou, les Hautes-Pyrénées, la Vienne, la Côte-d'Or.

### M. MAIRE : la journée du 21 décembre est inacceptable.

«Il faut riposter, mais de façon efficace, et il est évident que l'action proposée par la C.G.T. est spectaculaire, la journée nationale de protestation est inacceptable», a-t-il dit, ce qui, évidemment, s'adressait aux socialistes.

L'annonce que Mme Jacqueline Lambert (secrétaire confédérale de la C.G.T.) que cette journée nationale avait pour but de cristalliser le mécontentement populaire est un aveu : il n'y a pas eu d'arrêt d'une protestation verbale synonyme d'impuissance», a ajouté M. Maire en posant la

question : «En quoi la journée du 21 décembre est-elle de nature à faire reculer le gouvernement ?» Et il a déclaré catégoriquement que la tactique de la centrale qui consiste à organiser des actions régionales et professionnelles contre les licenciements ainsi que des actions au niveau des entreprises pour obtenir des compensations salariales après la majoration des cotisations de sécurité sociale, M. Maire a cependant affirmé que la C.F.D.T. «tenait à la rencontre au sommet avec la C.G.T. le 20 décembre», date qui a été prévue avant les initiatives d'action de la C.G.T.

### Syndicalisme «politicien»

(Suite de la première page.)

Il faut bien reconnaître que les proportions prises par le chômage ne poussent pas spontanément les travailleurs de l'industrie privée à utiliser l'arme de l'arrêt de travail. Mais la décision de la C.G.T. serait mieux comprise si elle avait quelque chance de faire céder ceux qu'elle combat. Personne, même ne Laval, ne le pense. Ce qui est sûr, c'est qu'une fois de plus, des citoyens seront privés de trains, de journaux, quelques heures dans la journée de courant et de chauffage, et que des perturbations gêneront les usagers du métro, des autobus et des postes. On conçoit que la C.F.D.T. ait fait savoir son opposition à cette journée de protestation sans lendemain, la «logique syndicale» devant être au centre des préoccupations et non la «logique politique». Sans doute est-il de plus en plus difficile de séparer l'action syndicale et l'action politique. Les mesures que l'on réprovoque sont prises par un gouvernement qui suit une ligne définie où le souci de l'efficacité l'emporte sur le reste. En fait, M. Maire aurait mieux été inspiré de parler d'«action politicienne» à propos de l'attitude de la C.G.T. La manière dont se comportent certains hommes politiques fran-

çais paraît déteindre, en effet, sur les syndicats : le verbe l'emporte sur la volonté, le spectacle sur la rigueur de l'analyse. Même des esprits malins verront comme un signe du comportement du R.P.R. dans l'opposition C.F.D.T.-C.G.T., qui conduit M. Edmond Maire à réprouver la journée nationale d'action organisée par la C.G.T., mais à maintenir la rencontre au sommet des deux organisations du mercredi 20 décembre. Au niveau du militant de base, il est des subtilités qui doivent donner le tournis.

### Mme VEIL ANNONCE LE DOUBLEMENT DE LA PENSION D'INVALIDITÉ DES ARTISANS

Mme Simone Veil, ministre de la Santé et de la Famille, a annoncé le doublement de la pension maximale d'invalidité des artisans, lundi 18 décembre, à l'occasion du trentième anniversaire de la C.A.N.C.A.V.A. (Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale). Alors qu'en 1972 une loi avait aligné l'assurance-vieillesse des artisans sur celle des salariés (50 % du salaire ou revenu plafonné après 37,5 années de cotisations), le système d'invalidité n'était progressivement harmonisé avec celui des salariés que depuis 1975, et au rythme actuel de cette harmonisation il aurait fallu une quinzaine d'années pour que les deux formules soient semblables.

L'annonce faite par Mme Veil consiste à réaliser cette harmonisation dès 1979 : la pension maximale d'invalidité, qui atteint actuellement 13 475 F par an, sera portée à 26 950 F, soit 50 % du revenu ou salaire-plafond, comme dans le régime général des salariés.

Mme Veil a, d'autre part, annoncé qu'à l'occasion de la mise en place, en 1979, d'un régime de retraites complémentaires des artisans, un décret sera publié permettant de reconnaître et de valider la carrière des artisans pour leur ouvrir droit à cette retraite : les cotisants pourront, en outre, bénéficier du fonds d'action sociale de ce nouveau régime. En revanche, le ministre a refusé d'accorder un délai aux artisans en difficulté pour le versement de leurs cotisations, mais des études vont être menées pour rechercher d'autres solutions.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



PARCOR

Au cours de sa réunion du 13 décembre 1978, le conseil d'administration a décidé de porter le capital de la société de 40,55 millions de francs à 60,88 millions de francs par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites dans la proportion d'une action nouvelle pour deux actions anciennes.

Les nouvelles actions créées porteront jouissance à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1979.

En raison du niveau de résultats attendu pour le groupe en 1978, il devrait être possible de maintenir, au titre de cet exercice, et après attribution gratuite, le montant du dividende par action au même niveau que celui de l'exercice précédent.

#### COMPAGNIE LA HÉNIN

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est réunie le 13 décembre 1978. Elle a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 août 1977, qui font apparaître un bénéfice net de 40 824 F (contre 38 984 000 F au titre de l'exercice précédent).

Elle a décidé la mise en distribution d'un dividende net de 18 F par action assorti d'un avoir fiscal de 8 F (impôt déjà payé au Trésor), tel que celui de l'exercice 1976-1977.

Ce dividende sera payable le 18 décembre 1978 contre remise du coupon n° 31 pour les actions au porteur et sur présentation du certificat pour les actions nominatives aux guichets de la Banque de l'Indochine et de Suez, du Crédit du Nord, du Crédit Industriel et Commercial, de la Société Générale, du Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine et de la Société Séquanaise de Banque.

#### CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

##### C.N.T. Obligations 11,30 % 1974

Les intérêts courus du 21 décembre 1977 au 20 décembre 1978 seront payables à partir du 21 décembre 1978 à raison de 101,70 F par titre de 1 000 F nominal contre décaissement du coupon n° 4 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11,30 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement forfaitaire sera de 16,81 F soit un net de 84,78 F.

Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels ainsi qu'aux caisses de comptables directs du Trésor (TRÉSORERIE GÉNÉRALE, recettes des finances et perceptions) et auprès des bureaux de poste.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la Caisse Nationale des Télécommunications.

#### SUCRERIES ET RAFFINERIES BOUCHON ET PAJOT

Des informations inexactes ayant été publiées, la société indique qu'elle n'a pris aucun part dans le capital de la Compagnie Financière Privée et par conséquent, qu'elle ne participe, en aucune façon, à la prise de contrôle de Didot-Bottin par la Compagnie Financière Privée.



### COMPAGNIE GÉNÉRALE DES VOITURES A PARIS

Société anonyme au capital de 24 877 600 francs  
Siège social : 112 ter, rue Cardinet, 75017 PARIS  
R. C. Paris 3 562 935 537 - A.P.E. 76 60

#### AUGMENTATION DE CAPITAL de 24 877 600 F à 49 755 200 F

Par émission de 170 F de 248 776 actions nouvelles de 100 F nominal, à raison d'une action nouvelle pour une action ancienne.

Jouissance : 1<sup>er</sup> avril 1979 (début de l'exercice).

Droit préférentiel de souscription (coupon n° 37).

Une pour une et à titre réductible :

Délai de souscription : du 15 décembre 1978 au 15 janvier 1979.

Lieux de souscription :

Société séquanaise de banque,

Banque générale du Finistère,

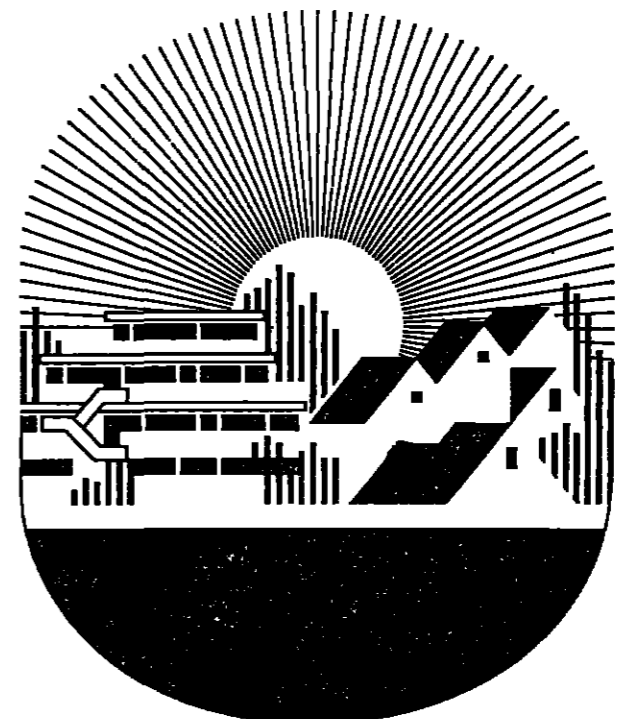
Banque nationale de Paris,

Société Générale.

Régime fiscal : Exonération fiscale dans les conditions et limites prévues par la loi n° 78-141 du 13 juillet 1978.

Une note d'information, qui a reçu le visa de la COB n° 78 150 du 28 novembre 1977, peut être obtenue, sans frais, au siège social, ainsi qu'aux établissements précités.

B.A.O. du 4 décembre 1978.



## FRANCE HLM

### emprunt 10,10%

Décembre 1978  
de 165 millions de francs  
émis avec la garantie de collectivités locales

Prix d'émission : F 995 par obligation.  
Jouissance : 18 Décembre 1978  
Durée : 15 ans.  
Amortissement : en 15 ans, à partir du 18 Décembre 1978.

Taux de rendement actuariel brut (à l'émission)

## 10,18%

FRANCE HLM - S.A. au capital de F 500 000 - R.C. Paris B 310 134 002  
Siège social : 14, rue Lord Byron, 75008 Paris

Emission destinée au financement complémentaire d'opérations adossées par l'Etat.  
Les HLM ont réalisé plus de 30 % des logements construits en France depuis 1945.

Bail du 18 décembre 1978. Une note d'information qui a reçu le visa COB No 78 158 en date du 28 novembre 1978 est à la disposition du public au siège social de FRANCE HLM.

مكتبة الأمل

حكايا من الماضي

**Noël au Feu Orange.**

Tous vos invités ont une voiture ; décorez votre arbre de Noël avec Feu Orange dont le diamant scintillera au voisinage des chandelles traditionnelles. Sédusez-les en leur offrant Feu Orange. Cette attention délicate engendrera la bonne humeur.



feu orange, déodorant automobile

En vente dans les stations services, les grands magasins etc.

## SOCIAL

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

### Une potion en forme de ponction

La diminution de 1 à 2 % du pouvoir d'achat des salariés constitue la conséquence la plus manifeste des mesures adoptées par le gouvernement, la semaine dernière, pour combler le déficit de la Sécurité sociale. L'augmentation des cotisations, déjà sévèrement critiquée par les organisations syndicales, n'est guère mieux accueillie par les commentateurs de la presse hebdomadaire.

Pour Arlette Laguerre, le gouvernement « rackette » les salariés. Dans **LUTTE OUVRIÈRE**, trotskiste, elle assure : « Le prétendu déficit de la Sécurité sociale n'est en réalité qu'un prétexte dont le gouvernement se sert pour récupérer encore plus d'argent sur la dos des salariés. Car de l'argent, il en a toujours besoin pour financer, par des subventions et des aides de toutes sortes, les grands patrons. » Elle ajoute : « Cette affaire de la Sécurité sociale montre en raccourci toute la politique (du gouvernement et des patrons) en face de la crise : ils ont décidé une bonne fois pour toutes que c'est à nous les salariés de payer. Réglez à savoir si nous sommes prêts à nous résigner et à en passer par leurs volontés. Nous devons entrer en lutte pour nous défendre. »

Après avoir remarqué que la promesse faite par M. Barre dans le programme de Blois n'a pas été tenue, François d'Orcival, dans **Valeurs actuelles**, écrit : « Comme le chef d'entreprise, selon l'expression de l'un d'eux, le Saint-Esprit, l'ajournement des charges sociales va peser sur les salariés. C'est-à-dire sur les cadres, déjà victimes de ce que l'on appelle la lutte contre les inégalités. (...) Les textes qui régissent la Sécurité sociale prévoient que les Français y sont « assujettis ». Le budget social est désormais plus élevé que celui de l'Etat. Claude Lambert constate « avant de se laisser « tondre », les cadres se posent certaines questions et la moultarde leur monte au nez » et il énumère : « La première question consiste à se demander si, avant de trouver des recettes, on ne pourrait pas diminuer les dépenses. »

Dans **Le Point**, dont la couverture indique « Simone Veil fait payer les cadres », Claude Lambert constate « avant de se laisser « tondre », les cadres se posent certaines questions et la moultarde leur monte au nez » et il énumère : « La première question consiste à se demander si, avant de trouver des recettes, on ne pourrait pas diminuer les dépenses. »

Mais les raisons données officiellement ne sont pas dénuées de fondement. Dans la zone de concurrence européenne, les entreprises ne supportent que 40 % des charges de la Sécurité sociale, alors qu'en France elles en assument 60 %. Les alourdir davantage serait les handicaper dans la concurrence. »

Dans **HEBDO - TC - TEMOIGNAGE CHRETIEN**, Yves Ruellan s'interroge : « La C.G.C., qui s'attendait, en assurance-maladie, à un déplaçonnement plus radical, protestera. Mais ira-t-elle au combat comme avait menacé Yves Charpentier ? Le plafond retenu pour l'assurance-maladie est pratiquement conforme à ce que l'on pouvait attendre. Alors la « guerre du plafond » n'enflammera même pas un petit sapin de Noël. Du côté des entreprises, on se plaindra, c'est de bon ton. Mais on se félicitera discrètement de ce que les industries de main-d'œuvre ne pâtissent pas trop des nouvelles mesures. Une fois de plus, tout le monde est gentil. Les salariés paieront. Pourtant, le vrai débat devra avoir lieu un jour. »

**L'HUMANITE DIMANCHE**, dans sa rubrique « Les quatre vérités de la semaine », note : « Les vrais remèdes nécessaires à la réforme sérieuse du financement de la Sécurité sociale, afin de s'en prendre aux groupes privés responsables de l'austérité. Sans parler des 26 milliards de charges médicales et des 8 milliards de dettes patronales. Ils nécessitent également une autre politique sociale qui permettrait de relancer le pouvoir d'achat. »

Evocant « la vigoureuse ponction sur les salaires » décidée, Christine Mital, dans **LE NOUVEAU ECONOMISTE**, relève : « La Sécurité sociale continuera à mordre sur le pouvoir d'achat (des ménages), entraînant sans aucun doute une baisse de la consommation : de 6,5 %, selon la direction de la prévision. Moins selon Malignon, qui espère que les Français puiseront dans leur épargne. De toute manière, une hypodémie de plus sur une année 1979 qui s'annonce difficile. »

Dans **L'EXPRESS**, Yann de l'Escotais, avec Michel Jacques, Jean Gloguon et François Chirot, relèvent : « On peut reporter les problèmes, on ne peut les éluder. C'est une évidence dont les Français subissent, en cette fin d'année, la douloureuse démonstration. Ils savent bien que la sidérurgie allait licencier massivement, que le système d'indemnisation du chômage conçu pour traverser un accident de conjoncture, n'était plus adapté aux difficultés structurelles de l'emploi, qu'il faudrait combler le « trou » de la Sécurité sociale. » Après avoir analysé ces trois points, ils concluent : « Les douloureuses factures qui sont présentées en bloc aux Français en cette fin d'année recèlent un autre risque, dont sont conscients les pouvoirs publics, le patronat et les centrales syndicales : celui d'explosions incontrôlées, incontrôlables, dans les régions sinistrées. »

Le « risque » est d'autant plus grand qu'il ne semble pas que des compensations soient prévues en 1979 à ces « douloureuses factures ». — A. Ch.

(Publiété)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
MINISTÈRE DES TRANSPORTS  
OFFICE NATIONAL DES PORTS

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture et la mise en place de défenses d'accostage dans les six Ports Algériens suivants : ALGER - ORAN - ARZEW - MOSTAGANEM - ANNABA - SKIKDA

Les prestations demandées comprennent :  
— La totalité des fournitures rendues au port concerné, le transport, la manutention, le stockage, le montage, la mise en place et le réglage.  
— Le scellement ou le sondage des ancrages supports de défenses, la protection des supports métalliques contre la corrosion.  
En conséquence, le fournisseur de défenses devra proposer à l'appui de sa soumission une entreprise de travaux publics apte à la mise en place.  
Le cahier des charges peut être consulté ou retiré à l'adresse suivante :

**OFFICE NATIONAL DES PORTS**  
DIRECTION TECHNIQUE  
2, rue d'Ankora, B.P. 830 ALGER.

Le cahier des charges ne sera remis qu'aux sociétés justifiant de références en matière de défenses d'accostage.  
Les offres devront parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus, sous double enveloppe cachetée par voie postale en recommandé ou par porteur.  
L'enveloppe extérieure devra porter uniquement la mention « Appel d'Offres International - Projet ouvrages d'accostage « A NE PAS OUVRIR » ».

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la limite de remise des offres fixée impérativement au 12 mars 1979, délai de rigueur.

(Publiété)

**EMPLOYEURS**

FAITES CONFIANCE AUX ÉTUDIANTS pour des TRAVAUX TEMPORAIRES (bureau, vente, manutention, cours particuliers, gardes d'enfants...).

Téléphonez au 329-97-10

Le Service de Liaison Etudiants-Entreprises du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Paris, placé sous l'autorité du Ministère des Universités, vous propose gracieusement son aide.

**English**  
EN 10 SEMAINES  
707.40.38

(Publiété)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE LA MISE EN VALEUR DES TERRES ET DE L'ENVIRONNEMENT

**DIRECTION DES PROJETS ET DES RÉALISATIONS HYDRAULIQUES**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour l'étude et la réalisation d'une prise d'eau et d'une station de traitement en vue de l'alimentation en eau potable des villes de Béchar et Kenadsa à partir de la retenue de Djorf Torba.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction des Projets et des Réalisations Hydrauliques - Sous-Direction de l'Utilisation des Ressources Hydrauliques - à BIRMANDREIS ALGER (B.P. 34).

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront parvenir à M. le Directeur des Projets et des Réalisations Hydrauliques à l'adresse sus indiquée avant le 25 janvier 1979 à 12 heures, délais de rigueur.

Les candidats resteront engagés par leur offre pendant 90 jours.

**Pour votre arbre de Noël.**

Sédusez vos invités en leur offrant Feu Orange. Une attention délicate qui engendrera la bonne humeur. Tous vos invités remarqueront le scintillement du diamant Feu Orange au voisinage des chandelles traditionnelles. Pensez-y : ils ont tous une voiture.



feu orange, déodorant automobile

En vente dans les stations services, les grands magasins etc.

(Publiété)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
Ministère de l'Agriculture et de la Révolution Agraire  
Office Algérien Interprofessionnel des Céréales

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL OUVERT**

Avis d'appel d'offres National et International ouvert pour la construction de silos en béton pour le stockage des céréales.

1) - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES : L'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (O.A.I.C.) lance un Appel d'Offres National et International ouvert pour la réalisation « Clés en Mains » de deux (2) silos portuaires d'une capacité unitaire de 300 000 Quintaux, à MOSTAGANEM et BEJAIA.

2) - PRÉSENTATION DES OFFRES : Les soumissions devront être placées sous double enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure portera obligatoirement et uniquement l'indication suivante : « Appel d'Offres, Silos Portuaires O.A.I.C. Ne pas ouvrir ».

L'enveloppe intérieure cachetée contiendra les documents de soumission et portera de façon apparente : le nom du soumissionnaire et sa raison sociale.

3) - LIEU ET DATE DE RÉCEPTION DES OFFRES : Les plis, établis dans la forme précisée au paragraphe 2 ci-dessus, devront parvenir sous pli recommandé à l'adresse de l'O.A.I.C., 5, rue Ferhat-Boussed - ALGER.

Ils pourront également être déposés à cette adresse. La date limite de remise des offres est fixée au 5 février 1979, le cachet de la poste faisant foi.

4) - DÉLAI D'ENGAGEMENT DES CANDIDATS : Le délai pendant lequel les candidats resteront engagés par leur offre est fixé à 150 jours suivant la date limite de réception des plis fixés au paragraphe 3 ci-dessus.

5) - RETRAIT DES DOSSIERS : Dès parution du présent avis, les personnes physiques ou morales intéressées par cet Appel d'Offres peuvent retirer le cahier des charges et le dossier nécessaire à la présentation de leur offre contre la remise d'une demande écrite et le versement non remboursable d'une somme de 2 000 D.A. au siège du Maître de l'Œuvre O.A.I.C., 5, rue Ferhat-Boussed - ALGER.

**Vos invités ont une voiture.**

Sédusez-les en leur offrant Feu Orange. Ils apprécieront votre attention délicate et remarqueront le charme et la gaieté de votre arbre de Noël : le diamant Feu Orange scintillera au voisinage des chandelles traditionnelles. Un geste qui engendrera la bonne humeur.



feu orange, déodorant automobile

En vente dans les stations services, les grands magasins etc.



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES  
— CHOMAGE : « Les trente-cinq heures : un objectif de lutte », par Gérard Sapt et Jean Lacroix ; « Changer de cap », par Pierre Marcellino.
3. ÉTRANGER  
— La normalisation des relations sino-américaines.
4. ASIE  
— THAÏLANDE : la nouvelle Constitution a été adoptée.
4. DIPLOMATIE  
— AMÉRIQUES  
— URUGUAY : un colloque international de juristes à Paris.
- 6-7. AFRIQUE  
— « La Guinée vingt ans après », par Jean-Pierre Langellier.
7. PROCHE-ORIENT  
— TRILUNE INTERNATIONALE : « Les trois fronts de l'armée soviétique », par Mircea Oprisan.
8. EUROPE  
— L'ÉVÉNEMENT  
— Le Sénat, pour quoi faire ?
14. SOCIÉTÉ  
— JUSTICE  
— ÉDUCATION

**LE MONDE DE LA MÉDECINE**  
PAGES 15 et 16  
— Asprine et vitamine C dans les états grippaux : mythes et réalité.  
— Alcool et conduite automobile.  
— S.O.S. Santé : le 15.

**17. ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE**  
— La recherche française en péril (II), par Claude Kordon.

**18. DÉFENSE**

**19 à 21. FÊTES ET CADEAUX**  
**MOBES DU TEMPS**  
PAGES 23 et 24  
— Des tasses dans leurs meubles.  
— Les cachemires de Canterbury.  
— Gentilhomme-gardien.

**25 à 27. CULTURE**  
**35. ÉQUIPEMENT**  
— Le gouvernement adopte le projet de loi sur les collectivités locales.

**36. RÉGIONS**  
— POINT DE VUE : « L'Aquitaine et la défilée européenne », par Henri Grenet.

**37 à 40. ÉCONOMIE**

**LIRE ÉGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (25)  
Annonces classées (29 à 35) : Aujourd'hui (22) ; Carnet (23) ; « Journal officiel » (22) ; Médiologie (22) ; Mots croisés (32) ; Bourse (41).

Le numéro du « Monde », daté 19 décembre 1978 a été tiré à 618 124 exemplaires.

**LATREILLE**  
sa boutique 30 ans



53, rue saint-andré-des-arts  
75006 Paris. Tél. : 329.44.10

**MELUN**  
Résidence Le Chamblain  
à 10 minutes de la gare  
Luxe Studio grand standing  
1/40 m<sup>2</sup> cuisine équipée  
Tél. : 256.40.00 poste 2710  
Mademoiselle JOUE

A B C D E F G

## UNE PANNE A L'E.D.F. PRIVE D'ÉLECTRICITÉ LES TROIS QUARTS DE LA FRANCE

A 8 h. 27 précises...

« Une panne ? Vraiment ! Je croyais que c'était une grève », a dit mardi matin 19 décembre, les files d'attente s'allongeaient devant les arrêts d'autobus. Les usagers de R.A.T.P., chassés d'un métro dont les grilles ne tardaient pas à être tirées, hâlaient les taxis et se transformaient rapidement en auto-stoppeurs. La circulation automobile, cependant, en dépit de l'arrêt des feux de signalisation, était relativement fluide dans le cœur de Paris et sur la périphérie.

Une infirmité de l'hôpital Bichat raconte : « Il était 8 h. 30 environ lorsque la rame de métro dans laquelle je me trouvais, entre la Porte de Champerret et Péreire, s'est arrêtée. Pendant un quart d'heure il ne s'est rien passé. Seules les vitesses des wagons étaient allumées. Et puis, la rame de métro a tout doucement repartie vers la station Péreire. Tout était plongé dans le noir. La foule est descendue en titubant. » A 8 h. 30, le même scénario se jouait sur l'ensemble du réseau métropolitain.

Un cheminot du réseau Ouest explique pour sa part : « C'est à 8 h. 27 précises que la panne est survenue. Les trains se sont arrêtés net en rase campagne. » A la gare Saint-Lazare, vers 11 heures, locomotives et wagons de la S.N.C.F. étaient sagement rangés sous le grand hall de verre et de métal. Quelques usagers allaient et venaient dans l'attente très hypothétique d'un train.

L'hôpital Bichat, à Paris (18<sup>e</sup> arrondissement), n'aurait pas été pris trop au dépourvu. Les groupes électrogènes ont aussitôt pris le relais de l'E.D.F. Aussi les opérations chirurgicales ont-elles pu continuer sans encombre. A la maternité, excepté les accoucheuses, tout fonctionnait normalement.

Si la vie des quartiers de Paris ne semblait toutefois pas trop touchée par cette panne, le commerce, comme ceux de la rue des Moines (17<sup>e</sup> arrondissement), et les boutiques ont dû fermer leurs portes. Dans les cafés, les gérants ont dû disposer sur leurs tables quelques lampes à gaz. Autour du traditionnel café-crème ou du petit blanc, les visages en prenaient comme une allure plus sympathique.

Dans le quartier de la Défense, les hauts tours ont fait échec à la panne grâce à leurs groupes électrogènes. Ces tours de travail ont continué, pour ainsi dire, à fonctionner comme si de rien n'était. Seuls les escalators et la longue galerie souterraine du centre commercial se ressentaient de la panne. — L. G.

**L'ÉTAT DE SANTÉ DU PRÉSIDENT BOUMEDIÈNE SE SERAIT BRUSQUEMENT AGGRAVÉ**  
Le président Houari Boumedienne, dont l'état de santé s'est brusquement aggravé, souffre d'une importante hémorragie interne, a-t-on appris lundi 18 décembre de source sûre dans la capitale algérienne. Le chef de l'Etat, qui se trouve dans le coma depuis un mois, est toujours en réanimation totale. Son état est désormais jugé « critique » par l'équipe médicale restreinte qui l'entoure. Le professeur Mousallier, chef du service de réanimation de l'hôpital Cochin, a été rappelé d'urgence lundi après-midi à Alger. — (A.F.P.)

**UNAMIJOAILLIER A PARIS**  
**JACQUES TOUR**  
JOAILLIER-HORLOGER DEPUIS 1885  
9 BD DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPERA - 266.55.18

**Réty**  
HOMMES FEMMES  
**Solde**  
50% sur toute sa collection  
jusqu'au 23 Décembre  
10 h - 19 h  
54, Faubourg Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>

## Un château de cartes

A 8 h. 27, ce mardi 19 décembre, le dispatching central d'E.D.F., à Paris, constatait une baisse générale de tension sur le réseau d'alimentation à très haute tension. Quelques instants plus tard, la ligne de 400 000 volts, entre Sézanne (Aube), apporte du courant électrique vers la région parisienne, disjonctait en raison d'une surchauffe due à une demande trop forte.

La politique d'E.D.F., lors d'un incident comme celui de mardi, consiste à couper le courant plutôt que d'un tourbillon de « mauvaises nouvelles » en tension et fréquence, ce qui risquerait d'avoir des conséquences graves sur des équipements fragiles (télécommunications, ordinateurs...). Par suite du déclenchement trop important entre l'offre et la demande, c'est la presque totalité du réseau interconnecté qui s'est « écroulé » et d'une manière trop rapide pour qu'il soit possible, en les isolant, de « sauver » des parties du réseau.

Sur le reste du pays, la panne de courant fut totale, « comprise pour les utilisateurs jugés « prioritaires », sauvegardés en cas de délestages provoqués (grèves, par exemple) : on ne peut pas donner ce qu'on n'a pas, et l'ensemble des centrales, soit isolées en autoconsommation.

Dans la matinée, les techniciens d'E.D.F. entreprirent de reconstruire, morceau par morceau, le « château de cartes » qui s'était écroulé d'un coup : pour ce faire, on fait repartir l'un après l'autre de petits secteurs isolés du réseau, que

## SOUDAN A NEW-YORK EN NOVEMBRE 1965...

Une gigantesque panne d'électricité avait paralysé en novembre 1965 tout un quart-jour toutes les heures de la région des Etats-Unis et une partie du Canada. La coupure de courant fut particulièrement ressentie à New-York, où elle se produisit tous d'une demi-heure après la sortie des bureaux. Des centaines de milliers de citoyens furent surpris dans le métro, les taxis, les bus, les ascenseurs, les usines, où les plus malchanceux durent passer la nuit. Les causes de cet arrêt spectaculaire n'ont jamais été parfaitement éclaircies.

Une nouvelle panne, limitée à New-York celle-ci, a eu lieu du mercredi 13 juillet 1977 à 21 heures au jeudi 14 à minuit. Alors qu'en 1965 la solidarité avait pleinement joué entre les citoyens, on a surtout gardé le souvenir du formidable pillage et des scènes d'émeute de 1977 : deux mille magasins détruits, cinq cent trente-cinq policiers blessés et trois mille cinq cents personnes arrêtées. Le « baby boom », au demeurant modeste, enregistré à New-York avait suivi la panne de 1965, ne semble pas s'être répété en 1977... Rappelons aussi qu'en raison d'une sécheresse persistante les habitants de Belgrade sont actuellement privés d'électricité pendant huit heures par jour et qu'à Moscou un journal a lancé une campagne pour inciter la population à économiser le courant.

● La septuagénaire de Metz (Moselle), Mme Josefa Morawiec, qui a été à coups de feu, dans la nuit du 16 au 17 décembre, un voleur de poules, Paul Bertin, quarante-deux ans, a été laissée en liberté sous contrôle judiciaire. Elle a été inculpée lundi 18 décembre d'homicide involontaire.

l'on reconstruit progressivement. Vers 11 h. 15, le courant était rétabli dans certains secteurs de la région parisienne et toutes les centrales du nord de la France avaient été remises en route. Cette « reconstruction » du réseau est très délicate puisqu'il faut assurer à chaque moment et sur chaque portion isolée du secteur un équilibre entre une offre croissante progressivement et une demande qui doit être aussi faible que possible, avant de recommencer une interconnexion plus générale.

Techniquement, explique-t-on à l'E.D.F., la panne est de même nature que celle qu'a connue New-York, en juillet 1977, mais à part le fait que c'était un orage, et non une demande trop forte, qui avait été responsable de la coupure de lignes de transport ayant précédé l'effondrement du réseau.

Ces derniers jours, indique-t-on également, la France importait régulièrement, en particulier d'Allemagne fédérale et de Belgique, une puissance électrique de 2 500 à 3 000 mégawatts. Sans qu'on puisse encore, en fin de matinée, analyser toutes les causes de l'incident, on n'exclut pas qu'il ait pu être provoqué par une limitation imposée par ce pays à cette importation en raison, notamment, de la vague actuelle de froid.

Des rumeurs d'attentat qui couraient mardi, à Paris, ont été immédiatement démenties par E.D.F.

## La NASA renonce à sauver Skylab

Le laboratoire spatial se désintègrera entre juin 1979 et mars 1980

Washington (A.F.P., Reuter). — La NASA a officiellement annoncé, lundi 18 décembre, qu'elle renonçait à « sauver » le laboratoire spatial Skylab. Ce satellite de 30 mètres de long, qui pèse plus de 80 tonnes et qui a été lancé en 1973, devait donc « remonter » entre juin 1979 et mars 1980.

La NASA espérait jusqu'à présent, grâce à la navette spatiale qu'elle est en train de développer, pouvoir reprendre à temps le contrôle du satellite : la navette aurait permis l'installation, sur Skylab, d'une petite fusée télécommandée qui aurait soigné la navette sur une orbite haute, soit aurait provoqué sa chute contrôlée au-dessus de l'océan. Le retard pris dans le développement de la navette et des difficultés dans la mise au point de la fusée forcent aujourd'hui l'agence à abandonner ce projet.

Lors de sa rentrée future dans l'atmosphère, la désintégration de Skylab devrait, suivant des calculs faits par la NASA, provoquer la chute au sol de débris — certains impor-

**ÉCHECS**  
UN PARTENAIRE TOUJOURS DISPONIBLE



**CHESSE CHALLENGER**  
3 NIVEAUX DE DIFFICULTÉ. Votre adversaire est un micro-ordinateur. Il sait aller à dame, faire le grand et le petit roque, prendre en passant.

Au prix TTC de **1.300 F**  
Garantie 6 mois - S.A.V. assuré.  
**FANATRONIC**  
35, rue de la Croix-Nivert  
75015 Paris - Tél. : 305.93.69  
Nous expédions franco en France

## La « journée du 21 décembre » accentue les divergences entre la C.G.T. et la C.F.D.T.

La crise économique ne « fait pas de cadeaux » au mouvement ouvrier français. Alors que les salariés sont éprouvés comme jamais depuis la guerre dans leur droit au travail et que leur niveau de vie est menacé de diverses façons, l'épreuve, au lieu de rassurer l'unité disloquée par l'échec de la gauche aux dernières élections, fait resurgir avec éclat les divergences dans la stratégie globale et des oppositions dans la tactique d'action immédiate.

« Si nous n'organisons pas la riposte, le gouvernement se croira les mains libres », déclare en substance M. Séguin. A quoi M. Maire répond : « Un front du refus, une protestation verbale, sont synonymes d'impuissance. »

Il est vrai qu'une « grande journée nationale » de grèves et de manifestations glisse sur l'indifférence des pouvoirs publics. Mais il est vrai aussi que ceux-ci ont fini par céder pas à pas, par exemple, en ce qui concerne l'abaissement de l'âge de la retraite, revendication numéro un de tant de défilés populaires. Et pour l'heure, en matière de sécurité sociale, le souvenir de la violence des protestations soulevées par une amputation des prestations a fait opter le gouvernement pour un relèvement des cotisations.

Le refus que M. Maire oppose à

M. Séguin peut être interprété comme l'illustration frappante de l'image de marque que se donnent les deux centrales : la C.G.T., traditionnellement, « à la pointe » de l'action révolutionnaire, la C.F.D.T., pragmatique, cherchant par des voies nouvelles à atteindre des objectifs plus « qualitatifs ».

L'initiative cégétiste du 21 décembre, plus encore, montre le fossé qui sépare les analyses sur les raisons de la défaite électorale de la gauche, et sur les conclusions qu'il faut en tirer. Les dirigeants de la C.F.D.T., en choisissant leur « recentrage », ont dû affronter les pièges de l'ouverture sociale gouvernementale et la médiocrité de ses résultats non entièrement négatifs cependant. Ils n'ont pas fini de faire bien comprendre à leurs militants les raisons et les perspectives de leur retour à une action immédiate purement syndicale. Il leur faut maintenant faire admettre à toutes leurs troupes qu'en l'absence d'horizon électoral une journée de grèves et de cortèges, dressée contre la politique gouvernementale, n'est guère qu'un exutoire. D'autant qu'elle n'est pas le couronnement d'une agitation sociale croissante, et que rien ne permet d'affirmer qu'elle aura des suites.

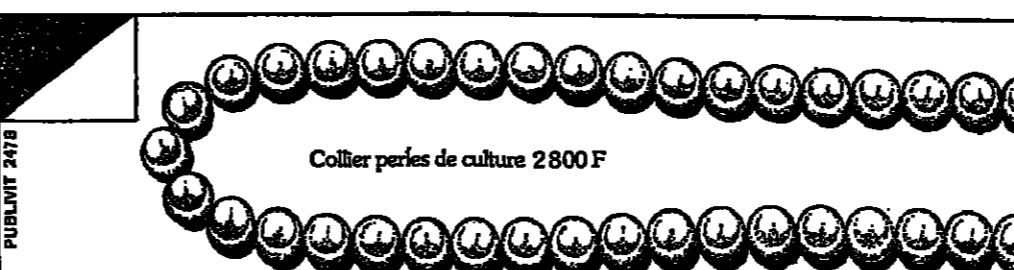
M. Maire et ses amis ont également conscience que l'alourdissement des cotisations de sécurité sociale, bien que les salariés en fassent principalement les frais, n'est pas un thème mobilisateur sans défauts. Accablés par le chômage total ou partiel, combien de travailleurs ne pensent-ils pas que la grève fait l'affaire des patrons ? La façon dont le public a accueilli les grèves des services publics a montré que les débrayages n'étaient pas le moyen le meilleur pour mobiliser l'opinion. Et puis, était-il opportun de choisir la date du 21 décembre, jour où l'Assemblée nationale aborde le projet gouvernemental sur l'aide aux chômeurs qui, restreint sur nombre de points, relève cependant de 2,5 milliards les contributions de l'Etat ?

Pour la C.G.T. qu'elles qu'aient été les vicissitudes du mois, le réflexe reste le même : le « tous ensemble » est la seule façon de faire reculer à terme le gouvernement même si, au congrès de Grenoble, la C.G.T. s'est interrogée sur le meilleur moyen de répondre à l'attente des travailleurs. La négociation n'a de chance d'aboutir que sous la pression de la masse nombre de militants de la C.F.D.T. partagent cette conviction.

La route sera longue avant que la réadaptation décidée par le congrès de la C.G.T. et le « recentrage » que la C.F.D.T. avait choisi au printemps conduisent les deux centrales à marcher du même pas.

**BONNES FÊTES avec la garantie d'un maître tailleur**  
**COSTUMES MESURE**  
à partir de 798 F dans un choix de 3.000 draperies  
**20 % sur PARDESSUS CACHEMIRE**  
ou **POILS DE CHAMEAU 20 % sur IMPERS**  
Chemises - Echarpes - Pulls  
Prix spéciaux sur les rayons Prêt-à-porter Homme  
Boutique Femme  
**LEGRAND Tailleur**  
21, rue de la République, PARIS (Opéra)  
Tél. : 742-70-51

Collier perles de culture 2800 F



**“Pour vos cadeaux j'ai sélectionné un beau choix de colliers perles de culture à partir de 1 500 F.”**

**MP**  
Paris  
8, place de la Madeleine  
138, rue La Fayette  
86, rue de Rivoli  
Colombes  
65, rue Saint-Denis

Le Directeur  
*Herwin*

GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44  
après acceptation du dossier et comptant légal

PROJET CONCRET  
DES OPPORTUNITÉS  
DES INVESTISSEMENTS  
ET PLUS...

Le savoir  
Mme Gandhi

M. Clément d'Amboise  
en Grande en action  
Paris et Canada  
relancer leur co

La dynamique de la terre

UNE COMMISSION D'ENQUÊTE

Le poldi